

« Sans visa »

Le Monde

15, rue Valguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14888 - 6 F

SAMEDI 18 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Europe et la relance

En annonçant, jeudi 16 avril, l'arrivée au Sénat, qu'il venait d'écrire à M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et à M. Cavaco Silva, premier ministre portugais qui assure la présidence de la Communauté, pour leur demander de relancer la coordination des politiques économiques des Douze, M. Pierre Bérégovoy avoue ses inquiétudes.

Le premier ministre français constate avec impatience que la croissance ne repart pas. Si l'Europe n'évoque que stabilité des prix et des taux de change, si elle n'est pas porteuse de l'espoir d'une sortie rapide de la stagnation et d'une amélioration de l'emploi, alors cette Europe sera rejetée dans les esprits. Or les experts sont d'accord pour dire que la reprise économique sera lente et ne s'accroîtra vraiment qu'en 1993. D'ici là, le traité de Maastricht aura été soumis au vote des Parlements nationaux ou aura fait l'objet de référendums comme au Danemark et en Irlande. En France, les élections législatives approcheront et, avec elles, l'imminence d'une réponse des citoyens aux questions qu'ils se posent sur l'Europe en gestation et ses attributs les plus marquants : monnaie unique, banque centrale commune indépendante.

M. BÉRÉGOVOY a raison de s'inquiéter et de poser la question au niveau européen, question qui sera évidemment reprise à Washington à la fin du mois lorsque les représentants des sept grands pays industriels se retrouveront dans le cadre des sessions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

La démarche du premier ministre n'en est pas moins fort ambiguë car on ne voit guère comment il peut obtenir un changement notable des politiques économiques déjà engagées par plusieurs pays de la Communauté. Certes, la France est assez bien gérée pour satisfaire dès maintenant aux critères d'admission à l'UEM (Union économique et monétaire) tout en étant capable de profiter des effets d'une reprise mondiale. Mais peut-on reprocher aux Allemands, empêtrés dans une gigantesque opération de sauvetage territorial, de pratiquer des taux d'intérêt élevés puisqu'il leur faut bien combattre l'inflation qui sera précisément l'objectif essentiel de la future banque centrale?

Que dire, de même, des efforts déployés par un pays comme l'Espagne, qui, après avoir connu des taux de croissance élevés en 1989 et 1990, s'arc-boute maintenant pour réduire ses déséquilibres et lutter contre l'inflation afin de mériter une place au sein de l'UEM? A l'évidence, le choix qu'a fait l'Espagne d'une certaine « convergence » va freiner pendant un certain temps sa croissance économique.

Quant à la Grande-Bretagne, elle se soucie déjà concrètement de relance, puisque ses finances publiques, excédentaires il y a peu, ont été volontairement déséquilibrées.

Pour l'heure, les « divergences » sont peut-être plus porteuses de croissance économique que les « convergences » européennes, qui apparaissent aussi bénéfiques à terme que dangereuses dans l'immédiat.

Lire nos informations pages 8 et 9

M0147 - 0418 0 - 6.00 F

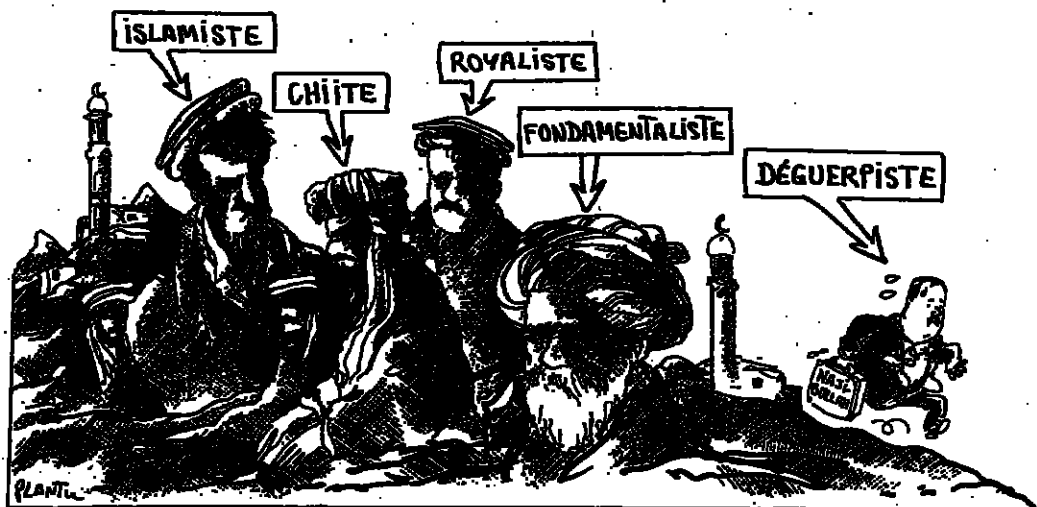


Négociant avec les maquisards du commandant Massoud

Des généraux tentent d'instaurer un pouvoir intérimaire à Kaboul

La situation était calme à Kaboul, dans la matinée de vendredi 17 avril. L'ex-président Najibullah se trouvait encore dans la capitale afghane où le groupe de généraux qui assure l'autorité négocie avec les milices et les maquisards islamistes du commandant Massoud pour tenter d'instaurer un pouvoir intérimaire. Le médiateur de l'ONU, M. Benon Sevan, a indiqué qu'il resterait à Kaboul jus-

qu'à ce qu'une solution politique ait été trouvée. Au même moment, les fondamentalistes islamiques du Hazb, qui ont ouvert le feu sur des rebelles proches de Kaboul, menacent d'attaquer la ville si les derniers éléments du régime ne se rendent pas. Enfin, à New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a « appelé toutes les parties concernées à faire preuve de retenue ».



Lire page 3 nos informations et l'article de JEAN-PIERRE CLERC

Le traité de Maastricht

Le Conseil d'Etat approuve le projet de révision constitutionnelle.

page 8

L'ONU au Cambodge

M. Boutros-Ghali attendu à Phnom-Penh.

page 4

La faillite de la banque Ambrosiano

Carlo De Benedetti et un autre homme d'affaires italien condamnés à des peines de prison.

page 17

SANS VISA

■ Sévillan avant tout. ■ L'Andalousie en habit de lumière. ■ Bibliothèque nationale : les rayons de l'enfer. ■ Parcours : les cimetières de Paris.

pages 25 à 32

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Un entretien avec M. François Léotard

« L'opposition doit avoir le courage de reconnaître que sur l'Europe M. Mitterrand a raison », nous déclare le président d'honneur du Parti républicain

« Voilà bientôt une semaine, M. Mitterrand lance le débat sur la ratification des traités de Maastricht. Au sein de l'opposition, les vieux clivages semblent ressurgir. Comment avez-vous accueilli l'intervention du chef de l'Etat, quelle attitude adoptez-vous dans ce débat ?

— L'opposition aurait tort de ne pas se situer dans une perspective historique. La seule force de M. Mitterrand, qui a commis bien des erreurs, c'est d'avoir compris que l'Europe, c'était la paix. Le chef de l'Etat a choisi une logique communautaire. L'opposition doit avoir le courage de reconnaître que, sur ce thème-là, il a raison. C'est un problème d'histoire, et non pas de politique quotidienne. Il n'est

pas de puissance économique — et l'Allemagne l'est à nouveau — qui ne devienne, un jour ou l'autre, une puissance militaire. Les partisans d'un nationalisme réhabilité devraient méditer cela : l'histoire n'est pas finie. Le vrai reproche à faire à M. Mitterrand, c'est de ne pas avoir préparé la France à ce rendez-vous de l'acte unique, du grand marché et de l'union politique.

— La ratification de ces traités ne vous paraît-elle pas un problème ?

— Je suis personnellement favorable à leur ratification. Je souhaite que ce débat aille vite et jusqu'à son terme et que ces traités soient approuvés massivement par les parlementaires de

l'opposition. Ce sera une date très importante pour la France et pour l'Europe. On tente de nous présenter un débat absurde qui ferait qu'il y aurait, d'un côté, ceux qui choisissent la France et, de l'autre, ceux qui choisissent l'Europe. C'est inacceptable. L'entité France, ce miracle de culture et d'histoire, n'a pu se développer que dans un contexte européen, et l'Europe sans la France ne serait plus qu'un corps mutilé.

— Il est important que les Français s'engagent positivement et rapidement dans cette direction. Je suis inquiet de voir l'opinion allemande commencer à douter et de l'Europe et de nous. Or chacun sait bien que la vraie

question européenne, c'est la question allemande. Le nombre d'Allemands réticents vis-à-vis de l'intégration européenne s'accroît de semaine en semaine. Réticences par rapport à ce qu'ils appellent déjà la « monnaie espéranto ». Mais aussi vis-à-vis de la gestion de la crise yougoslave, leur donnant le sentiment que ce conflit pourrait être mieux réglé à Bonn qu'à Bruxelles. Et ce n'est pas totalement faux. Ce n'est donc pas le moment pour la France de retrouver, quarante ans plus tard, le « réflexe CED », une date noire dans l'histoire de notre continent.

Propos recueillis par DANIEL CARTON Lire la suite page 8

L'exil prémoderne

Un colloque franco-américain sur les Français à New-York durant la guerre, groupe composite et prestigieux

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Etrange destinée des situations, des hommes et des idées qui s'agitent : il aura fallu un demi-siècle pour que nous puissions prendre toute la mesure d'un épisode pourtant superficiellement connu de la seconde guerre mondiale : l'installation à New-York d'un groupe composite de réfugiés français ou venus de France, dont beaucoup devaient jouer, ou reprendre, après le conflit, un rôle majeur dans des domaines différents.

C'est désormais possible après le colloque organisé, du 10 au 12 avril à New-York, par Antoine

Compagnon, professeur à l'université Columbia, le département de français et de philologie romane de cette université, et sa Maison française. Dans ce cadre, « l'Unité de lieu et de temps » (Antoine Compagnon) suite, aux yeux tout autant que « l'absence d'unité d'action ». Et que d'acteurs disparates qui passèrent par New-York ou s'y installèrent, le temps de la guerre !

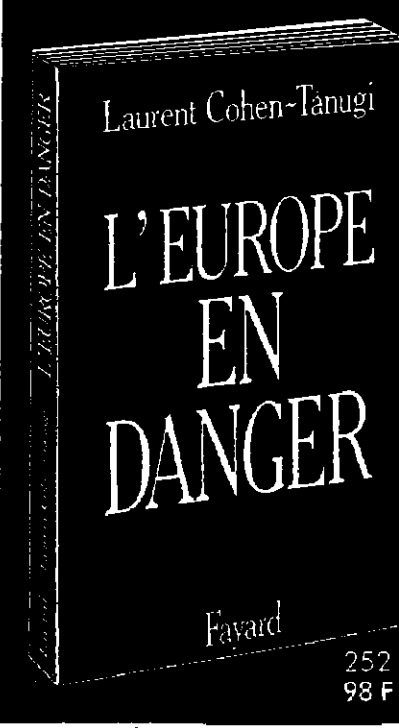
Des écrivains : André Breton, André Malraux, Jules Romains, Saint-Exupéry, le dramaturge Henry Bernstein. Des créateurs venus des autres arts : André Masson, Fernand Léger, Yves Tanguy, Darius Milhaud.

MICHEL KAJMAN Lire la suite page 12

LAURENT COHEN-TANUGI

Une réflexion de fond en forme d'avertissement sur un enjeu aussi fondamental que mal compris.

FAYARD



252 p. 98 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Suisse-Allemagne, 9 F ; Côte d'Ivoire, 486 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 86 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; République, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Défense

Pour une pause dans la dissuasion

par Charles Pasqua

Le contexte international est en pleine mutation : plusieurs années seront encore nécessaires pour qu'un reclassement de la partie orientale de l'Europe puisse s'effectuer d'une manière irréversible.

Le choc frontal entre les deux alliances est désormais exclu, mais les oppositions et les affrontements de toutes sortes sont encore possibles. Les lignes de force autour desquelles s'organiseront les 600 millions d'Européens sont encore insaisissables. La politique de sécurité des Douze est à l'état embryonnaire et le demeure vraisemblablement jusqu'à la fin du siècle, c'est-à-dire aussi longtemps que des abandons de souveraineté n'auront pas été consentis pour favoriser l'émergence d'un projet collectif permettant d'équilibrer les mondes asiatiques et américains par un pôle européen de même

envergure. Quoi qu'il en soit, ces abandons de souveraineté ne sont pas à l'ordre du jour et ne peuvent être improvisés.

L'implosion du monde soviétique et la facilité avec laquelle les « alliés » ont réduit la menace irakienne ont conduit les Français à rejeter les questions de défense hors du champ de leurs préoccupations ; les enjeux de politique intérieure ne devraient pas, dans les années à venir, remettre la défense au centre des débats d'autant que le renouvellement des équipes dirigeantes de l'Etat d'ici 1995 va se traduire par de nouveaux délais de réflexion et de maturation des idées dans ce domaine.

Les concepts vont demeurer, mais leur adéquation aux enjeux deviendra incertaine puisque les enjeux eux-mêmes deviendront plus flous.

Que reste-t-il aujourd'hui de la

cohérence d'une politique de défense conçue et voulue par la France il y a trente ans ?

Le concept de défense flotte comme un iceberg, les lois de programmation militaire sont laminées par les priorités économiques, la conscription nationale s'étiole à chaque exclusion de son emploi dans les interventions extérieures. La machine tourne à vide, les hommes et les outils sont atteints dans leur dignité et leur efficacité ; la seule certitude qui demeure est l'abandon avec laquelle les militaires servent l'Etat.

Comment reprendre l'initiative ? Comment redonner confiance à l'une des institutions fondamentales de l'Etat alors même qu'elle est exclue du débat politique ? Voilà le paradoxe que les hommes politiques doivent résoudre dans les années qui viennent sous peine de se retrouver dans une situation analogue à celle des années 20, au cours desquelles la « grande armée » a successivement perdu sa motivation, son savoir-faire et son âme avant d'être anéantie. Il n'existe pas de réponse simple et sûre ; une armée ne se construit pas à partir d'un pourcentage de PNB ou d'un ratio consacré aux études ; elle ne s'entraîne pas avec des « petits boulets » aux marges de l'action humanitaire ou du maintien de la paix ; elle ne fonctionne pas avec des hommes sans projet et sans mission. Même si l'environnement international, européen et national interdit de mettre en œuvre une politique défensive, il faut au moins se déterminer sur quelques orientations : la conscription, les délais d'alerte de la dissuasion et le volume des forces classiques susceptibles d'être engagées.

Une garde nationale

La conscription tout d'abord : à la fois ciment et garantie d'une défense populaire, elle ne répond plus aux objectifs politiques initialement recherchés. Le brassage de la population, l'émancipation des conscrits, l'engagement républicain de l'armée sont autant de repères déformés et désormais sans objet : il faut couper ce nœud gordien qui use l'armée dans des tâches de formation et oblitère son efficacité ; il faut consacrer les moyens d'entraînement aux seuls individus appelés à servir plusieurs années ; il faut enfin s'abstraire des contraintes liées à l'emploi d'une jeunesse dont la vie ne peut être risquée que pour la défense du sol métropolitain. Sans remettre en cause le principe d'une contribution temporaire à la nation, une bonne solution serait d'utiliser cette jeunesse au sein d'une garde nationale. Cette garde au sein de laquelle garçons et filles (ou les seuls garçons) passeraient quatre à six mois de leur existence constitueraient une force d'action civique capable tout à la fois de garder les points sensibles, de renforcer les moyens d'assistance et de participer aux actions de proximité de l'Etat (santé, sécurité publique, éducation...).

La dissuasion ensuite : clef de voûte incontestée de notre défense aussi longtemps que les facteurs de changement évoqués plus haut n'auront pas atteint une maturité suffisante pour engendrer une nouvelle politique ; mais la dissuasion en alerte permanente ne correspond sans doute plus aux menaces et aux enjeux actuels.

Il faut diminuer les contraintes

et les coûts que cette alerte permanente fait peser sur les forces nucléaires sans pour autant baisser la garde ; c'est au renseignement spatial que doit revenir désormais le soin d'assurer la surveillance et la détection des risques de déséquilibre de l'ordre établi. Confiner la vigilance aux outils mais conserver aux hommes le soin de l'exploiter. Dans tous les cas, les armements nucléaires ne doivent pas suivre l'irrésistible progression de la science ; il est urgent d'attendre avant de lancer de nouveaux programmes nucléaires ; il est impératif de ne pas s'engager sur des voies étroites où nos partenaires européens ne pourraient ni ne voudraient nous suivre.

Une réassurance collective

Les forces classiques enfin : ces forces susceptibles d'être mises en œuvre doivent faire l'objet d'un contrat entre les responsables politiques et les responsables de nos armées ; nous ne devons plus légiférer sur des programmations aussi ambitieuses que stériles ; nous ne pouvons plus afficher des objectifs que les professionnels savent ne pas pouvoir atteindre.

Il nous faut faire preuve de pragmatisme et définir un noyau dur de quelques dizaines de milliers d'hommes, de deux à trois centaines d'avions de combat et de quelques dizaines de navires, qui auront la charge de remplir en tout temps et en tout lieu leurs missions, soit dans le cadre national soit en coopération. Il nous faut donc parallèlement négocier avec nos principaux partenaires des accords de soutien en commençant par les équipements strictement défensifs ; l'objectif est de disposer de véritables « droits de tirage » permettant, en cas de besoin, de mobiliser les matériels faisant défaut à l'un ou l'autre. Il n'y a pas de meilleure amorce de solidarité européenne que de concevoir cette sorte de réassurance collective ; batteries de défense aérienne, moyens de lutte contre les mines et les agressions chimiques, avions et navires de transport, assistance médicale et logistique, voilà quelques exemples parmi lesquels nous pourrions choisir de commencer.

Conscription, dissuasion et forces d'action, voilà les trois volets de la défense sur lesquels nous devrions prendre position sans attendre que la décatation des bouleversements internationaux, européens et nationaux en cours nous permette d'élaborer, vers la fin de ce millénaire, le concept d'emploi, la nature et le volume des armées de demain.

Charles Pasqua, ancien ministre, est président du groupe RPR du Sénat.

Religions

Espérance et utopie

par Paul Valadier

L'ÉVÉNEMENT pascal que célèbrent les chrétiens en ce mois d'avril concerne-t-il seulement une dévotion privée respectable, mais sans portée sur notre actualité historique, ou offre-t-il au contraire une lumière décisive mais très problématique sur notre présent et notre avenir ? Pour beaucoup (la plupart ?) de nos contemporains, la réponse s'impose : même s'ils ne parlent pas de croyance plus ou moins absurde concernant la résurrection d'un individu lointain, ils peinent à reconnaître que l'événement pascal est une manifestation courtoise qu'il convient de manifester en pareil domaine vers une acceptation bienveillante de manifestations culturelles qui au fond ne dérangent personne. Mais c'est sans doute plutôt pour ce qu'il dit de notre histoire que l'événement pascal sera repoussé, car il semble bien qu'il contienne des propositions mal supportables à beaucoup d'oreilles. Non point à cause d'une prétendue absurdité dogmatique, mais parce qu'il est lourd de prétentions dangereuses en parlant d'espérance et de salut.

Dans ces mêmes colonnes, Edgar Morin (*Le Monde* du 26 novembre 1991) a avancé qu'avec la mort enfui advenue des idéologies totalitaires nous devions désormais « renoncer au salut », car au fond, disait-il, avec Marx les Européens gobaient encore « le Messie juif, le salut chrétien », donc entretenaient subrepticement ces conceptions mortelles dont un « espoir tragique » enfin mûr devrait se passer. Ainsi donc, si l'on comprend bien ce si l'on prolonge une aussi seconde méditation, la célébration de Pâques entretiendrait encore chez quelques attardés la nostalgie totalitaire en leur faisant espérer un messie et attendre la réalisation de promesses dont nous ne savons que trop qu'elles conduisent (voyez Hitler, voyez Lénine ou Mao, dont la génétique avec le « Messie juif » se peut échapper à aucun observateur attentif...). Dangereuse donc, perverse même, la Pâque chrétienne ?

Les fausses promesses de l'histoire

Il est peu contestable qu'avec la déroute des idéologies totalitaires, c'est l'idée même d'utopie qui est ébranlée, et fortement contestée la conception d'une histoire porteuse d'une promesse d'aube nouvelle ou d'homme régénéré ; nous sommes bien et, semble-t-il, définitivement ancrés dans ce que Marx considérait comme la bréchiste, et nous nous méfions de ceux qui nous annoncent comme à portée de main le « règne de la liberté ». Faut-il dire que le deuil de telles utopies est non seulement signe de maturité, mais fondamentalement sain ? Sans nul doute.

Mais prenons garde à ne pas verser dans de nouvelles confusions ou à ne pas entretenir ces amalgames intellectuels qui permettent de brillantes analyses, mais qui font violence au réel et (ce qui revient au même) ne respectent pas le contenu des croyances que l'on conteste. Car on peut et on doit faire le deuil des utopies, mais non sans apercevoir qu'avec leur effondrement s'écroulent les espérances d'hommes et de femmes innombrables ; ou encore qu'avec cet effondrement, c'est la perspective d'un avenir collectif et individuel meilleur ou plus gratifiant qui disparaît. Bref que la débacle des idéologies de l'histoire risque d'entraîner avec elle la débacle de l'espérance.

Mais s'il était vrai, vraiment vrai, et pas seulement le temps d'un propos de salon, que l'espérance est réellement morte, donc que toute promesse d'un avenir autre est vaine, voire dangereuse, où puiserions-nous encore l'énergie pour entreprendre ou simplement affronter avec lucidité et détermination les redoutables problèmes sociaux et mondiaux qui nous cernent ? A quel bon même envisager une gestion pragmatique du présent si réellement nous ne sommes soulevés par aucune espérance ? Le présent lui-même ne perd-il pas toute épaisseur sans un horizon qui lui donne sens et dynamisme ? Est-il sûr que l'effondrement du communisme n'ait aucun effet sur la morosité politique qui trouble en profondeur nos sociétés, déconforte les responsables politiques et alimente les extrémismes nombrieux ?

A vrai dire, lorsque les croyants célèbrent Pâques, ils ne se laissent pas entraîner par des promesses mirobolantes comme les faux messies qu'il semble bien audacieux de vouloir confondre avec le « Messie juif » célébré en ces jours. Les fidèles du Christ reconnaissent tout simplement en leur Messie que la mort n'est pas le dernier mot de

tout, que la pierre tombale qui semble englober à jamais tant de nos projets et boucher irrémédiablement notre histoire tant individuelle que collective n'est pas scellée pour toujours. Qu'une issue fragile brille dans la nuit, visible et respectable sans doute seulement par quelques femmes au cœur simple comme au jardin des Oliviers, ou par ceux qui leur ressemblent. Petite lumière tenace comme l'espérance qui reste toujours dans l'émerveillement qu'effectivement la pierre tombale soit roulée un beau matin...

Au-delà de la mort

Ces mêmes fidèles apprennent en suivant leur Messie que l'avenir radieux n'est pas promis au bout du chemin, sauf à ceux qui acceptent avec lui et comme lui de passer ici et maintenant par la mort, c'est-à-dire de perdre tout projet bien construit, toute utopie bien articulée, de s'abandonner quand tout a été accompli de ce qui devait l'être (et ce point est essentiel) à un Autre, souverain de l'histoire et seul maître de l'Avenir qu'il est lui-même. La promesse ne les détourne donc pas vers ces utopies mortifères, fantasmes sous ses yeux ; elle les porte à chercher dans le présent la lumière, ou l'issue sensée décelable dans la nuit. Elle ne les met pas devant une histoire toute tracée, mais les dispose à l'écarter avec tous les jours après jour et sans illusion de succès assuré. A la différence des constructions imaginaires de lendemains qui chantent, la Pâque chrétienne offre un critère sûr qui coupe court à toute tentative d'évasion : la fidélité à la promesse ne porte pas à regarder vers le Ciel, mais à tenter d'honorer ici et maintenant le prochain, à se faire serviteur, comme le Messie lui-même lavant les pieds de ses disciples au soir du jeudi saint, selon l'évangéliste Jean. Curieux Messie dont le message à l'envers des séducteurs de folies et des chants de l'avenir radieux renvoie son disciple aux exigences urgentes du service d'autrui, qui sont les conditions actuelles, concrètes, permanentes pour toute construction d'un avenir humain.

En proclamant cela, il est vrai que les croyants bousculent les morosités complaisantes ou la mode des philosophies du désespoir. Ils affirment pourtant tout simplement le triomphe de la Vie (de la Résurrection) sur la mort : non point une croyance absurde, mais le fondement actuel de notre espérance en un avenir sensé pour tous, avenir qu'il nous revient de construire dans l'obscurité du présent. Pas non plus une utopie qui donne à rêver ou pour laquelle on est prêt à entraîner les masses à l'aveuglette ou à la mort : une tâche immédiate où le croyant est appelé à porter lui-même la croix du présent, plutôt que de la faire peser sur les épaules des autres. Une espérance qui croit en un avenir par-delà les mille morts de l'existence et la mort même, parce qu'elle affronte le présent et vérifie sa puissance en lui : dans l'affrontement accepté de tout ce qui la nie.

Paul Valadier est membre de la Compagnie de Jésus.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »

12, r. M.-Gamboux

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc. MONDPUB 634 128 F

Téléc. : 46-62-98-73, « Société d'Etat »

de la S.A. Le Monde et de l'Etat et de la S.A. Le Monde

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36 - Types LEMONDE

ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

307 MON 031

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

15 guides présentés par

VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka Italie Antilles New York Guatemala

Chine Mexique Japon Brésil Inde

Québec Thaïlande Russie Usa west Tchécoslovaquie

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p. 80 f

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

ÉTRANGER

AFGHANISTAN : après la chute de M. Najibullah

Le Conseil de sécurité lance un appel « en faveur d'une solution politique »

La situation était confuse, mais calme, jeudi soir 16 avril à Kaboul, quelques heures après l'échec de la tentative de fuite du président Najibullah, sa démission et sa disparition. Un groupe d'officiers contrôlait la situation dans la capitale, selon notre envoyé spécial, Bruno Philip, arrivé vendredi matin à Kaboul. Jeudi également, le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé un appel « en faveur d'une solution politique ».

D'après certaines sources, c'est dans l'avion qui avait amené à Kaboul dans la nuit de mercredi à jeudi M. Benon Sevan, le médiateur des Nations unies, que M. Najibullah aurait tenté de quitter le pays. L'ancien dirigeant se serait réfugié dans des locaux de l'ONU. L'organisation internationale s'est refusée à tout commentaire, se bornant à indiquer qu'elle restait en contact avec lui, mais des membres de la garde présidentielle avaient pris position autour des bâtiments. Certaines informations à Kaboul indiquent que l'ONU tenterait de négocier le départ du dictateur déchu pour l'étranger. On a d'autre part appris le suicide de celui qui avait succédé, en 1986, à M. Najibullah à la tête de la police secrète, le général Ghoulam Farouk Yakoubi.

Tandis que M. Sevan poursuivait ses efforts pour une solution pacifique, le ministre des affaires étrangères du régime de Kaboul, M. Abdoul Wakil, a tenu jeudi une conférence de presse. Il a affirmé que les autorités en place étaient prêtes dès « demain ou après-demain » à remettre le pouvoir à un comité de transition constitué, sous l'égide de l'ONU, de personnalités acceptables par toutes les parties afghanes. Il a confirmé la destitution de M. Najibullah, qu'il a qualifié d'« ennemi de la paix », l'accusant d'avoir tenté de « créer une atmosphère de chaos et de terreur en laissant derrière lui un vide à la tête du pays ». Selon le ministre, M. Najibullah a été remplacé par les quatre vice-présidents et le parti Watan (ex-communiste, au pouvoir). Il a démenti les informations circulant dans Kaboul selon lesquelles le pouvoir serait assuré par un groupe de généraux.

Refusant de révéler où se trouvait l'ancien président - disant seulement aux journalistes qu'« il est tout près de vous » - M. Abdoul Wakil s'est livré à une attaque en règle contre son ancien patron : « Je pense que cela ne vaut pas la peine de parler de lui. Les frères moudjahidins le détestaient, mais le parti Watan le détestait aussi (...) Il était un obstacle important à la paix et à la conclusion d'un accord avec nos frères moudjahidins, qui a empêché l'action du gouvernement et du parti ».

Soutien au plan de paix

En dépit des propos de M. Abdoul Wakil, il apparaît que le pouvoir était encore décliné, vendredi matin, dans la capitale, par quatre officiers du régime de Kaboul, deux d'origine pashtoune, les généraux Babbar Khan et Asif Dilawar, et deux d'ethnie tadjike, les généraux Abdoul Mohmin et Mohammed Nabi Azimi. Ce dernier, qui est premier vice-ministre de la défense et chef de la garnison de Kaboul, aurait la primauté sur ses collègues. Avec le général Dilawar, il a lancé jeudi un appel à l'ONU pour qu'elle accélère ses efforts pour mettre fin à la guerre civile.

Ces généraux sont en contact étroit avec les miliciens du général Dostom, qui tiennent l'aéroport de la capitale - où se trouvent également des unités de gendarmerie - et avec les moudjahidins du commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, membre du parti islamique modéré du Jamiat, dont les hommes campent non loin de Kaboul. Ce sont ces miliciens, alliés au commandant Massoud, qui contrôlent depuis un mois le nord du pays. Les responsables du Jamiat à Peshawar, au Pakistan, confirment les contacts entre le chef moudjahidin et les généraux modérés de Kaboul. Ils ont par ailleurs annoncé que l'importante ville méridionale de Ghazni était tombée aux mains du mouvement de résistance du Harakat Inqilab Islami de M. Mohammed Nabi Mohammadi.

La rapidité de l'évolution de la situation à Kaboul et la collaboration entre des généraux, les milices et le commandant Massoud paraissent inquiéter les mouvements de résistance d'origine pashtoune. Et en particulier le Hezb-e-Islami du fondamentaliste musulman Gulbuddin Hekmatyar. D'autant que, selon des sources militaires à Kaboul, l'aviation gouvernementale a repris ses

raids et bombardés des positions avancées du Hezb, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de la capitale. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni jeudi soir à huis clos à New-York pour examiner la nouvelle situation en Afghanistan. Le président du Conseil, le Zimbabween Simbarashe Mumbengegwi, a appelé « toutes les parties concernées à faire preuve de retenue et à soutenir les efforts de l'émissaire du secrétaire général, M. Benon Sevan, en faveur d'une solution politique (...) qui est la seule solution ». Ce plan, a-t-il ajouté, « a pour objectif de mettre fin à la violence, de favoriser la réconciliation nationale, et de sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan ».

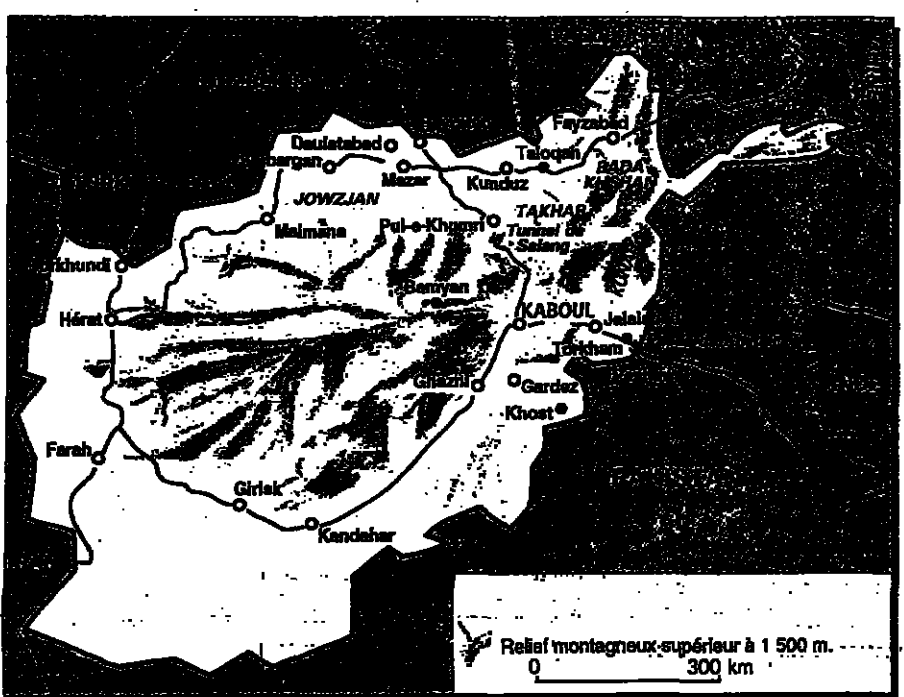
En l'absence d'« alternative viable », l'ONU continue de souhaiter la formation à Kaboul d'un conseil transitoire destiné à choisir un gouvernement provisoire. Pour sa part,

le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, qui achevait vendredi une visite en Chine, a exprimé sa « profonde préoccupation » et appelé toutes les parties afghanes à s'engager « sérieusement » dans la voie d'une solution pacifique.

La France avait été la première, jeudi, à annoncer la chute de M. Najibullah et à s'en « réjouir » (ses dernières éditions datées du 17 avril). Les autres réactions internationales sont toutes également en faveur d'un soutien aux initiatives de l'ONU, qui s'efforce depuis plusieurs années d'organiser une transition pacifique. Ainsi, à Washington, le département d'Etat, préoccupé par « la confusion et le désordre, qui ne doivent pas conduire à l'effusion de sang et à la violence », a « demandé à toutes les parties de soutenir les efforts de l'ONU, de faire tout ce qu'elles peuvent pour que la transition de pouvoir soit pacifique ». A Moscou, une

réunion d'urgence sur la situation en Afghanistan a été convoquée par M. Boris Eltsine.

Voisins de l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan affirment tous deux soutenir les efforts de l'ONU. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Alaeddine Boroujerdi, a ajouté que « la nature du pouvoir en Afghanistan importe beaucoup pour l'Iran ». Téhéran « est opposé à la prise du pouvoir à Kaboul par un seul groupe », qu'il a qualifié d'« instable ». Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, a lancé un appel au cessez-le-feu pour « éviter le bain de sang et pour transmettre le pouvoir en douceur à une institution qui lui inspire confiance ». Il a demandé instantanément aux chefs de la résistance se trouvant au Pakistan de « prendre un avion immédiatement pour Kaboul » afin de participer au pouvoir provisoire.



Quatorze années d'une sanglante guerre civile

1973

- 17 juillet : coup d'Etat de Mohammed Daoud, gendre et cousin du roi Zahir Shah, qui renverse la monarchie et prend le pouvoir.

1978

- 27 avril : des militaires proches du Parti démocratique du peuple (PDDP, communiste) renversent et tuent Mohammed Daoud. Noor Mohammed Taraki, fondateur du parti et leader de sa faction Khalq (Peuple), est nommé chef du Conseil révolutionnaire.

1979

- 27 décembre : Hafizullah Amin, chef de la République populaire depuis qu'il a renversé Taraki, le 14 septembre, est tué par des troupes soviétiques débarquées à Kaboul le 23. Il est remplacé par M. Babrak Karmal, chef de l'autre faction du PDDP, le Parcham. L'Armée rouge envahit le pays.

1980

- 4 janvier : le président américain Carter annonce des sanctions contre l'URSS. Le 14, l'ONU demande le « retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères ».

- 27 : formation d'une « Alliance islamique » de résistance.

- 1-25 février : des émeutes à Kaboul font au moins trois mille morts. Instauration de la loi martiale et du couvre-feu.

- 19 mai : rencontre à Varsovie entre M. Brejnev et M. Giscard d'Estaing, qui propose un « sommet des principaux pays responsables ».

1981

- 5 janvier : Kaboul rend obligatoire le service militaire pour tous les Afghans de vingt ans, car les désertions ont fait fondre les effectifs de l'armée de 80 000 à 35 000 hommes.

- 11 mars : le nombre des réfugiés afghans au Pakistan dépasse les deux millions. Il atteindra, à son maximum, les 3,5 millions, plus sans doute 2 millions en Iran.

1982

- 16 août : des pourparlers s'engagent à Genève, sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et le Pakistan. Six sessions auront lieu jusqu'aux accords de 1983.

1983

- 24 janvier : arrestation d'un médecin français, Philippe Augoyard,

en mission auprès des populations afghanes; il est condamné à huit ans de prison, libéré puis expulsé le 9 juin. En 1984, le journaliste d'Antenne 2 Jacques Abouchar connaît le même sort, de même que, en 1987, Alain Guillo, photographe de l'agence Sygma.

1984

- 11 mars : l'Armée rouge relance ses opérations après le remplacement d'Andropov par Tchernenko.

1986

- 4 mai : M. Karmal est remplacé à la tête du PDDP par M. Najibullah, chef du Khalq, la police politique.

- 28 juillet : à Vladivostok, M. Gorbatchev annonce que l'URSS rapatriera, avant le 31 décembre, 8 000 de ses 110 000 hommes.

- Décembre : M. Najibullah lance sa politique de « réconciliation nationale ».

1987

- 15 janvier : Kaboul proclame un cessez-le-feu et une amnistie.

- 29 novembre : une assemblée traditionnelle (Loya Jirga) adopte une nouvelle Constitution. M. Najibullah est élu président le 30.

- 10 décembre : M. Gorbatchev annonce sa décision de retirer toutes ses troupes.

1988

- 8 février : M. Gorbatchev annonce que le retrait militaire s'achèvera le 15 mai et s'étendra sur dix mois.

- 14 avril : signature des accords conclus à Genève sous l'égide de l'ONU par l'URSS, l'Afghanistan, les Etats-Unis et le Pakistan. Ils prévoient le retrait progressif des troupes soviétiques et l'arrêt de l'aide occidentale à la résistance.

- 15 mai : début du retrait soviétique. Moscou reconnaît que 13 310 soldats ont été tués depuis fin 1979.

- 27 septembre : dénonçant les violations de l'accord de Genève par les rebelles, l'URSS menace de suspendre son retrait. L'armée afghane lance des missiles Scud contre des bases de la résistance. Le 4 octobre, Moscou annonce l'envoi d'armes perfectionnées, en vue de faire pression sur Washington pour qu'il pousse la résistance à respecter les accords.

1989

- 13 février : l'URSS achève son évacuation.

- Mars : offensive majeure de la

résistance contre Jalalabad, troisième ville du pays, située sur la route reliant Kaboul et le Pakistan. Malgré l'appui des services spéciaux pakistanais (ISI), les moudjahidins ne parviendront pas à prendre la ville.

1990

- 9 janvier : la France ouvre son ambassade à Kaboul.

- 6 mars : tentative de coup d'Etat du ministre de la défense contre M. Najibullah.

- 27 juin : le PDDP se transforme en un front élargi, le Watan (Patrie).

1991

- 31 mars : les moudjahidins prennent Khost, à la frontière du Pakistan.

- 21 mai : le secrétaire général de l'ONU annonce un plan de paix en cinq points. Kaboul et Islamabad l'acceptent le 23, et la résistance, à contre-cœur, le 30.

- 13 septembre : les Etats-Unis et l'URSS annoncent la suspension, le 1^{er} janvier 1992, de leur aide militaire à leurs alliés.

- 4 novembre : l'ex-roi Zahir Shah, qui à Kaboul vient de rendre sa citoyenneté, est blessé dans un attentat à Rome.

- 10-15 : une délégation de la résistance se rend à Moscou, qui accorde à ses interlocuteurs islamistes une légitimité égale à celle de Kaboul.

1992

- 27 janvier : le Pakistan annonce son appui au plan de l'ONU et invite ses protégés islamistes à faire de même.

- 28 : le nouveau secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, propose la tenue prochaine d'une réunion de toutes les parties combattantes.

- 18 mars : M. Najibullah annonce qu'il remettra ses pouvoirs à un gouvernement intérimaire formé sous l'égide de l'ONU.

- 19 : un « conseil militaire », réunissant des miliciens ouzbèks négatifs favorables à M. Najibullah et des moudjahidins du commandant tadjik Massoud, prend le contrôle de Mazar-i-Sharif, deuxième ville du pays, et de onze provinces du Nord.

- 10 avril : M. Boutros-Ghali annonce l'entrée en fonctions « intérimaire » à Kaboul, d'un « conseil provisoire » de quinze personnalités « impartiales ».

- 16 avril : démission de M. Najibullah.

Un véritable kaléidoscope ethnique

L'avenir de l'Afghanistan dépend de la façon dont ses nombreuses ethnies, séparées entre musulmans sunnites et chiites, parviendront à coexister après une guerre qui les a isolés, tantôt ainsi à exacerber leurs contrastes.

Pourquoi sept partis sunnites et un parti chiite à Peshawar, au Pakistan, et neuf formations chiites, rapprochées depuis 1989 en un vague Front islamique (Wahdat), à Téhéran ? Pourquoi la résistance au régime communiste de Kaboul puis à l'invasion soviétique n'est-elle jamais parvenue à s'unifier autrement que de façon superficielle et temporaire, la dernière fois, en 1989, en un « gouvernement intérimaire » dont nul n'imaginait qu'il pourrait s'installer à Kaboul ?

L'intolérance bien connue des Afghans envers toute imposition extérieure explique assez que ces hommes n'acceptent de se plier qu'à un pouvoir émanant de leur propre communauté. Or la géographie tourmentée et l'histoire tumultueuse de ce pays en ont fait un véritable kaléidoscope ethnique, et une mosaïque religieuse sur un fonds islamique commun. Pour l'essentiel, les divisions de la résistance reflètent cette diversité, que les pouvoirs centraux successifs ont tenté d'unifier.

Pourquoi des partis, alors que l'essentiel, la guerre, était le fait d'hommes de terrain, les commandants ? C'est que ceux-ci, par définition très isolés, avaient besoin de « correspondants » extérieurs leur fournissant armes et fonds. L'efficacité des contacts internationaux - avec le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, ainsi que les Etats-Unis, voire la Grande-Bretagne et la France - était un élément non négligeable dans le choix de leur affiliation. Mais les considérations religieuses et ethniques sont demeurées déterminantes.

Une minorité chiite qui s'affirme

Un clivage majeur parmi les quelque quinze millions d'Afghans passe, naturellement, entre sunnites et chiites - qui représentent, respectivement, 80 % et 20 % de la population. Pour l'essentiel, les chiites vivent dans le centre montagneux, singulièrement dans le Hazarajat, et à Kaboul, où ses paysans pauvres se sont dirigés en masse pour exercer les métiers rebutants dont personne ne veut.

Les partis proches de l'Iran représentent des origines géographiques différentes et sont liés avec les diverses factions de la révolution iranienne. Le Hazarajat (près d'un million d'habitants) s'est constitué dès 1981 en une entité indépendante du centre. L'affiliation à Téhéran n'est pas une allégeance, elle est un débouché indispensable à un territoire enclavé et d'une terrible pauvreté. Deux millions de chiites afghans seraient réfugiés en Iran.

Le Harakat-e-Islami est le seul

parti chiite installé à Peshawar. Dirigé par Cheikh Assef Mohseni, il représente les chiites éduqués des villes. Hostile à Téhéran, il a fini par obtenir une petite place dans le concert des formations sunnites.

Traditionalistes et fondamentalistes sunnites

Parmi les sunnites, la division passe, selon Olivier Roy, spécialiste de l'Afghanistan, entre « traditionalistes » et « fondamentalistes ». Pour l'essentiel, les premiers sont partisans d'un retour, après la guerre, aux structures immémoriales du pays, dont la monarchie est, pour la plupart, un élément central. Plus que des nuances les séparent dans la manière dont ils ont vécu leur islam avant la « révolution communiste », et dont ils souhaitent le retrouver.

Mais, pour l'essentiel, ce traditionalisme s'enracine dans l'éthos pashtoune, forte de six millions d'hommes mais terriblement affaiblie par l'émigration de trois millions des siens au Pakistan. Les confédérations tribales qui la composent gardent vive la mémoire des luttes qui les ont opposées. Mais elles demeurent unies dans leur perception que l'Afghanistan est d'abord « leur » pays. Les formations de MM. S. Mojaddedi (Front de libération nationale), président du « gouvernement intérimaire » de Peshawar, Nabil Mohammadi (Mouvement de la révolution islamique) et Ahmed Gailani (Front national islamique, partisan d'un retour de l'ex-roi Zahir Shah) représentent cette mouvance.

Pashtouns en déclin, Tadjiks qui montent

Entre les quatre formations fondamentalistes, qui militent pour l'instauration d'un Etat islamiste, les clivages sont vifs. Mais la frontière la plus visible passe entre celles qui représentent des Pashtouns et le Jamiat, dominé par des Tadjiks. Le Hezb-e-Islami de M. Hekmatyar Gulbuddin, réputé le plus « dur », a longtemps été perçu comme le plus important. La perte de l'aide américaine et pakistanaise lui a, cependant, porté un coup très dur. Un mouvement scissionniste en son sein, dirigé par M. Yunus Khalles, a le mérite de compter plusieurs « grands » commandants. Quant à l'Iftitah de M. Rasuli Sayyaf, il a dû sa fortune, désormais déclinante, à l'aide de Ryad.

Enfin, le Jamiat est le parti qui a le plus constamment « monté » durant les quatorze années de guerre. Il le doit tant aux bouleversements que le conflit a provoqués dans les populations - les Tadjiks, qui sont près de trois millions, constituent sans doute, désormais, la première minorité vivant en Afghanistan - qu'à sa manière modérée d'agir sur le terrain, accueillant très volontiers les autres ethnies, et aux succès remportés par leur principal commandant, Ahmed Shah Massoud.

JEAN-PIERRE CLERC

Pendant un an, des élèves du collège Gabriel-Hervé de Creil, dont beaucoup d'origine étrangère, ont raconté leur vie. Des copies qui tracent un portrait inédit de la France.

Sous la direction de
GUILLAUME MALAURIE

“la France, elle a besoin de tout ces idées que j'ai écrites”

Préface d'Emmanuel Chénier

ROBERT LAFFONT

SOUS LA DIRECTION DE
GUILLAUME MALAURIE

LA FRANCE, ELLE A BESOIN DE TOUTES CES IDÉES QUE J'AI ECrites

ROBERT LAFFONT

Notre monde vu par des enfants : des mots parfois cruels qui sonnent juste

ASIE

Cambodge : l'ONU prend ses quartiers

La visite, samedi 18 avril, de M. Boutros-Ghali marquera officiellement le début de la mission de paix des Nations unies

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Sur la route de l'aéroport de Pochentong, on finit de réparer, à l'aide de capitaux thaïlandais, l'hôtel Ambassador. Juste derrière, les militaires français, en majorité des aviateurs, occupent deux rangées de maisons bordant une rue. Quant au patron local de l'ONU, le Japonais Yasushi Akashi, anglophone et francophone, il va finalement prendre possession de l'hôtel Wat-Phnom, ancien palais des résidents généraux français.

Ce bâtiment avait été réaménagé l'an dernier pour accueillir le Conseil national suprême du Cambodge (CNS). Le Quai d'Orsay a payé la note - 5 millions de francs - mais les Khmers rouges ont, pour leur part, renoncé à y loger et pris possession d'un terrain vague, derrière le palais royal, qu'ils ont déjà muré. Lorsque la grille s'ouvrira pour laisser passer des ouvriers, on s'aperçoit, à l'intérieur, qu'un petit bâtiment blanc.

A la tombée de la nuit, quand deux douzaines de boîtes de nuit s'apprêtent à accueillir une clientèle fortunée et de plus en plus cosmopolite, des centaines de maçons et d'apprentis vietnamiens regagnent à pied leurs dortoirs sans électricité à

CHINE : un dissident fait état de tortures. - Un dirigeant syndicaliste chinois, M. Han Dongfang, détenu pendant près de deux ans après l'écrasement du « printemps de Pékin » en 1989, a raconté, jeudi 16 avril, au *New York Times* qu'il avait été nourri de force et torturé (par un acupuncteur). Il a, en outre, affirmé être devenu tuberculeux après avoir été envoyé dans l'unité des maladies contagieuses d'une prison et enfermé dans une cellule avec une vingtaine de malades. - (Reuters)

la périphérie de la capitale ou dans le quartier du Stade olympique. A la même heure, le personnel civil et militaire de l'ONU rejoint, dans le centre, des hôtels qui se multiplient, à bord de voitures ou de minibus blancs frappés d'un bel acronyme : UNTAC, pour United Nations Transitional Authority for Cambodia, APRONUC en français.

C'est le symbole du pouvoir à venir, assurément populaire, avec ses couleurs traditionnelles : blanc et bleu clair. L'ONU, arbitre sans siflet, emménage Phnom-Penh, avec près de 1 million d'habitants, se réorganise autour de ce qui n'est que le contingent le plus voyant de légions d'étrangers qui découvrent, ou parfois redécouvrent, le Cambodge.

10 % de militaires français

Le loyer d'une spacieuse villa, qui était de 1 500 dollars par mois (près de 9 000 F), passera en mai, à l'occasion d'un changement de locataire, à 5 000 dollars, avec un an payable d'avance. L'exploitation d'un appareil de jeux vidéo, que la jeunesse khmère découvre, rapporte à la société malaisienne qui en détient le monopole 500 à 1 000 dollars par mois. Une nuit d'hôtel au Cambodiana, le palace le plus luxueux, coûte plus de 100 dollars.

Depuis la signature en octobre des accords de Paris, la plupart des hôtels ont doublé leurs prix, et ceux qui vont ouvrir leurs portes dans les prochaines semaines proposeront des chambres entre 50 et 100 dollars la nuit. Selon les statistiques de l'ONU, le revenu par tête au Cambodge est évalué à 110 dollars par an. Le pays compte plus de cent mille tuberculeux et les explosions de mines y font encore plus

de 500 victimes par mois, 90 % d'une population de 7 à 8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

Les contingents de l'ONU continuent de débarquer. Sur les quinze régiments prévus, trois sont déjà sur place et trois autres doivent s'installer d'ici au 20 avril. Aviateurs, contrôleurs et gendarmes français sont arrivés. Un régiment mixte d'intervention est attendu à la mi-mai et, au bout du compte, les 1 500 Français représenteront le plus gros contingent, soit 10 % des effectifs militaires de l'ONU. Ces troupes seront, au fur et à mesure, dispersées dans les provinces, surtout là où il faut montrer le drapeau bleu ciel pour rétablir l'ordre. Il s'agit de pacifier sans fusil, et le meilleur moyen de le faire est de mener à bien une opération de saturation. Ou d'anesthésie.

Entre-temps, dans la capitale du Cambodge, l'opération paraît d'autant plus « surréaliste », selon l'expression d'un diplomate averti, que Phnom-Penh n'a pas connu de guerre véritable depuis une douzaine d'années. Il y a bien eu, ces derniers mois, une manifestation contre le retour des Khmers rouges et, surtout, la répression brutale de mouvements de protestation contre la corruption. Il y a eu aussi quelques attentats politiques dont on n'a jamais retrouvé les auteurs et que certains mettent sur le compte de la police parallèle du régime.

Mais, pour l'essentiel, les Phnom-Penhais, à l'exception d'une minorité qui s'enrichit très vite, ont pour principale préoccupation de se nourrir, à défaut de pouvoir décemment se vêtir. C'est une deuxième bonne raison de se réjouir de voir les étrangers débarquer, du cartographe mozambicain au général australien, de l'administrateur français au patron japonais.

Tout en s'installant, l'ONU commence à prendre sérieusement les choses en main. Aux prises avec

cette machine internationale au droit de regard indiscutable, les mouvements politico-militaires cambodgiens seront peu à peu contraints de lâcher du lest ou, au mieux, de faire le dos rond. On joue encore à cache-cache avec l'état-major de l'APRONUC. Pour leur part, les Khmers rouges devront, un jour, ouvrir les pistes qui traversent leurs zones.

Réinstaller les réfugiés

De son côté, l'armée de Phnom-Penh alignera les chars, qu'elle déplace encore discrètement, pour rouvrir des routes coupées par ses adversaires, comme ce fut encore le cas, en mars-avril, dans la région de Kompong-Thom. Les coups tordus sont de moins en moins permis. Il s'agit surtout de préserver quelques forces pour une campagne électorale, prévue dans un an, qui promet d'augmenter de nouveaux les appétits.

D'ici là, sous cette tutelle « provisoire » de l'ONU, la plupart des responsables cambodgiens sont saisis par la contagion ambiante, faire des affaires. « Le fric, c'est la plaie », résume un diplomate tout en reconnaissant que « la tentation est irrésistible après la tragédie de la guerre et des massacres suivis d'une longue période de stricte austerité ».

En un jour, un chauffeur peut gagner le salaire mensuel d'un soldat ou, même, avec 15 dollars, celui d'un enseignant du secondaire. Que dire de celui qui peut louer une villa ? Tous les métiers sont bons et, dans une société où la richesse s'affiche, pas mal de femmes se parent rapidement de bijoux.

A Phnom-Penh, où l'on roulait encore à vélo ou en cyclo-pousse il y a quatre ou cinq ans, posséder une limousine japonaise flambant neuve est de moins en moins excep-

tionnel. Les rapatriés, pour leur part, commencent à être réinstallés. Un peu moins de 3 000 mille réfugiés, sur les 370 000 de Thaïlande, sont déjà revenus avant le Nouvel an cambodgien, le 13 avril. De 8 000 à 10 000 seront rentrés fin avril. Mais il est déjà exclu de fournir à chaque famille les deux hectares de terre arable prévus : les voies d'accès sont trop souvent minées. A moins d'orienter une partie des rapatriés vers d'autres régions, notamment le centre du pays.

De toute façon, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), chargé de l'opération, entend remplir son contrat : donner aux gens de quoi se construire un logement, travailler et se nourrir pendant un an. « Nous voulons éviter au maximum un processus de clochardisation. Mais, s'il se produit dans un deuxième temps, on ne pourra pas l'empêcher et, de toute façon, ce ne sera plus de notre ressort », résume l'un de ses dirigeants.

Dans les rangs de l'ONU, la volonté de réussir est indéniable. Le moteur s'est mis en marche, la période de rodage est avancée et l'intervention trouve sa propre dynamique. Une structure se met en place, paix des riches contre guerre des pauvres. « C'est la thérapie du Rambo sans armes, se montre-t-il suffire », résume un observateur. « Aucun pays du tiers-monde, et encore moins l'un des plus ravagés, ne peut soutenir un tel choc », estime un autre. Il ne reste plus que quelques noyaux de Cambodgiens encore motivés par l'intérêt général et qui s'inquiètent de la mise que tenteront de ramasser les Khmers rouges une fois que l'ONU aura plié bagages, en principe dans moins d'un an et demi.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

L'application des sanctions de l'ONU contre la Libye

Tripoli déclare rechercher une solution « honorable »

Les deux Libyens mis en cause dans l'attentat de Lockerbie, sont prêts à être jugés en Ecosse ou aux Etats-Unis, a déclaré, jeudi 16 avril, leur avocat libyen. Mais ils veulent d'abord la garantie que leur procès sera équitable, a dit M. Ibrahim Lagwell. Tripoli avait commencé à expulser, jeudi 16 avril, des diplomates occidentaux, notamment italiens. L'agence officielle IANA a indiqué que plusieurs ambassadeurs, entre autres français et japonais, s'étaient vu signifier l'expulsion d'un nombre non spécifié de leurs collaborateurs « dans un cadre de réciprocité », après l'annonce du renvoi de diplomates libyens dans plusieurs pays, mercredi, au premier jour de l'application de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU.

De nouveaux pays, principalement européens mais aussi la Chine, ont annoncé qu'ils appliqueraient les sanctions de l'ONU. En visite à Pékin, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré que son pays respecterait l'embargo aérien et militaire bien qu'il n'y soit pas favorable. Damsa a exprimé sa solidarité avec Tripoli mais, jeudi, un vol de la compagnie Syrian Airlines à destination de Tripoli a été annulé.

En dépit de témoignages de solidarité à l'égard de la Libye, les pays arabes ont commencé à appliquer l'embargo. La seule manifestation populaire de soutien à Tripoli dans le monde arabe a eu lieu, jeudi, dans les territoires occupés par Israël, où les Palestiniens ont massivement répondu à un appel à la grève générale, lancé par la direction unifiée de l'intifada. Selon IANA, le colonel Kadhafi s'était entretenu au téléphone, jeudi, avec son homologue égyptien, M. Hosni Moubarak avec lequel il se serait « mis d'accord sur la nécessité de poursuivre conjointement leurs efforts en vue de désamorcer la crise ».

De son côté, M. Ibrahim El Bechani, le ministre des affaires étrangères, avait affirmé que Tripoli était à la recherche d'une solution « honorable et acceptable » pour régler son différend avec l'ONU. « Nous ne sommes pas entités comme on nous accuse de l'être », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuters)

Merci!

Plus de 100 sociétés françaises aident Boeing à construire des avions et d'autres produits aérospatiaux destinés à des clients dans le monde entier.

Au cours des cinq dernières années, les hommes et les femmes de ces sociétés françaises nous ont fourni

des produits et des services de qualité, d'une valeur de quelque 4 milliards de dollars.

Ce faisant, ils ont acquis une réputation qui les place au tout premier rang de l'industrie aérospatiale dans le monde, en qualité et en fiabilité. Et ils

ont contribué ainsi à faire bénéficier Boeing de la même réputation.

A toutes ces sociétés, à ces hommes et femmes, nous adressons un grand merci pour leurs accomplissements et nos vœux de succès pour l'avenir.

BOEING

وكان من الأفضل

EUROPE

RUSSIE : le Congrès adopte un double nom pour l'Etat.

M. Gaïdar confirme les mesures d'adoucissement de l'austérité

Au lendemain de sa victoire au Congrès des députés de Russie, l'économiste en chef du gouvernement Eltsine, M. Egor Gaïdar, a exposé jeudi 16 avril, les modifications qu'il entend appliquer à son programme de réformes. Mais il apparaît que les adoucissements apportés à sa « thèse de choc », concertée avec le FMI, avaient déjà été annoncés, dans leurs grandes lignes, avant la bataille parlementaire.

Les députés, de leur côté, étaient lancés jeudi dans une nouvelle bataille, celle du nom que doit porter leur Etat. Abordant jeudi, pour la troisième fois en dix jours, cet épineux sujet, ils ont voté massivement pour la dénomination pré-révolutionnaire et impériale de « Russie », écartant le choix de « Fédération de Russie » fait fin décembre par le Soviet suprême, le Parlement réduit. Les résultats du vote ont été accueillis

par une ovation des russo-patriotes, mais aussi par les véhémentes protestations des représentants des peuples minoritaires, que le président Eltsine avait - non sans peine et à l'exclusion des Tatars et des Tchétchènes - amenés à signer, à la veille du Congrès, un « traité de la Fédération ». « En prenant cette décision, le Congrès donne des arguments inestimables aux séparatistes », a lancé un député, soutenu par le conseiller militaire du président Eltsine, le général Dmitri Volkogonov.

Vendredi, revenant sur le sujet, le Congrès a donné, par 759 voix contre 77 et 309 abstentions, pour un nom double : « Fédération de Russie, Russie ». Le vote prévoit que les deux noms peuvent aussi être utilisés séparément. [La veille déjà, les travaux du Congrès avaient pris des allures de kermesse : les députés s'étaient ainsi occupés d'examiner les

plans d'un appartement de 400 mètres carrés habités par leur président Rouslan Khasboulatov, ainsi que des photocopies de factures de son récent voyage en Italie. M. Gaïdar, pour sa part, a estimé, lors d'une conférence de presse, que la « déclaration de soutien » à sa politique de réformes, votée mercredi par le Congrès, donne au gouvernement « les mains libres » pour les poursuivre. Mais il a confirmé le relâchement de la stricte politique d'austérité pour prévenir la saignée de milliers d'entreprises. Les mesures proposées - et déjà évoquées - ne « relanceront pas l'inflation », a-t-il affirmé.

Il s'agit de 200 milliards de roubles de crédits à débiter entre avril et octobre, du report de la libération des prix de l'énergie et de la relaxation des politiques fiscales et salariales.

CEI

L'accord sur le transfert des armes nucléaires tactiques a été signé par MM. Kravtchouk et Eltsine

Les présidents Eltsine et Kravtchouk ont signé un accord sur le transfert des charges nucléaires tactiques du territoire ukrainien vers des bases russes afin d'y être détruites, a annoncé, jeudi 16 avril, le ministère russe des affaires étrangères.

Le président ukrainien a confirmé, auprès d'une délégation américaine, qu'il avait signé ce document. Les Etats-Unis, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Margaret Tutwiler, sont « heureux » de l'apprendre. « D'après ce que nous avons compris, le transfert (de ces armes) va reprendre immédiatement », a précisé M^{me} Tutwiler. M. Kravtchouk avait annoncé le 12 avril qu'il sus-

pendait les transferts jusqu'à la réception de garanties de Moscou que les armes seraient bien détruites.

Par ailleurs, la Russie et l'Ukraine ont repris jeudi à Kiev des « discussions préliminaires aux négociations » sur le partage de la flotte de la mer Noire. Un groupe d'experts russes, conduit par M. Iouri Doubnine, ex-ambassadeur en France et aux Etats-Unis, a rencontré le groupe ukrainien dirigé par M. Anton Boutelko, premier conseiller présidentiel aux affaires internationales. Alors que les dirigeants de Moscou ont réussi pour le moment à éviter que le Congrès de Russie ne débâte de l'épineuse question, savoir de l'appartenance

de la Crimée, un porte-parole de M. Eltsine a indiqué que le président russe avait prévu de débattre du problème de la flotte avec son homologue ukrainien.

Un accord de principe a par ailleurs été signé jeudi à Bakou pour le partage de la flottille de la mer Caspienne : un quart de celle-ci reviendra à l'Azerbaïdjan, un quart à la Russie, et le sort de la moitié restante sera décidé lors de négociations avec les deux autres Etats riverains : le Kazakhstan et le Turkménistan. L'Azerbaïdjan, estimant que le gros de cette flottille était basé et entretenu dans ses ports, revendique une plus grande part de celle-ci. - (AFP, Tass)

Pour que Belgrade cesse d'intervenir en Bosnie-Herzégovine

Les Etats-Unis accentuent leur pression sur la Serbie

Accentuant leur pression sur la Serbie afin que celle-ci mette fin à son intervention en Bosnie-Herzégovine, les Etats-Unis ont indiqué qu'ils demanderaient une réunion d'urgence de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour envisager l'expulsion de la Yougoslavie (maintenant réduite à la Serbie et au Monténégro) si cette ingérence n'a pas cessé d'ici au 29 avril. La CSCE a déjà condamné l'intervention des forces serbes et fédérales en Bosnie (le Monde du 17 avril). De son côté, M. Roland Dumas a déclaré, jeudi 16 avril, que la France avait « mis en garde la Serbie pour ses agissements ». Sur place, l'envoyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, a eu des entretiens avec toutes les parties en conflit.

BELGRADE

de notre correspondante

Estimant que « l'application de l'accord de cessez-le-feu conclu à Sarajevo le 12 avril sous l'égide de la CSCE est une priorité », M. Cyrus Vance a répété, jeudi 16 avril, à l'issue d'entretiens avec les dirigeants des trois communautés - musulmans, serbes et croates - de Bosnie-Herzégovine, que l'« on ne peut pas trouver d'issue à la crise par les armes ». Rejetant une demande du président bosniaque Alija Izetbegovic, M. Vance a en outre réaffirmé que les troupes de l'ONU ne seraient pas déployées en Bosnie-Herzégovine. Avant de quitter Sarajevo, il a également déclaré : « J'ai de l'espoir mais le chemin sera long et pénible car la situation est particulièrement compliquée ».

Sarajevo fonde ses derniers espoirs sur la mission de l'ancien secrétaire d'Etat américain, tandis que le conflit s'étend et que l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine - pour laquelle

s'est prononcée une grande partie des musulmans et des Croates - est contestée par les milices serbes et l'armée serbo-fédérale qui prennent, chaque jour, le contrôle de nouveaux territoires.

Alors même que l'émissaire des Nations unies était sur place, des chars et des blindés de l'armée serbo-fédérale étaient déployés dans le sud-est de la capitale, empêchant l'accès des quartiers périphériques de Dobinja et de Magjilo aux autorités bosniaques. Ces quartiers ont été proclamés « territoires serbes » par le leader serbe Radovan Karadzic. De plus, les unités de l'armée venues de Serbie et qui encerclaient depuis deux jours Visegrad (63 % de musulmans et 33 % de Serbes), dans l'Est de la République, près de la frontière avec la Serbie, sont entrées jeudi dans la ville. Son accès a été interdit aux observateurs européens ainsi qu'aux civils venus pour enterrer leurs morts.

AN BANC DES ACCUSÉS

Les milices serbes, qui contrôlent désormais les principales villes de la vallée de la Drina, non loin de la frontière avec la Serbie, installent de nouvelles autorités locales dépendant de « la République serbe de Bosnie-Herzégovine », qui a proclamé son indépendance après la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine. Ces autorités sécessionnistes serbes ont décrété la mobilisation générale sur l'ensemble de leur territoire. De plus, elles ont demandé la reconnaissance de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » par la CSCE et son adhésion à la CSCE. Cette « République » compte par ailleurs établir des relations diplomatiques avec la Serbie.

Les menaces de Washington et de la CSCE contre la Serbie ont provoqué un véritable choc dans la plus grande des six Républiques de l'ex-Yougoslavie, d'autant que le régime de Zagreb a été épargné par les critiques de la communauté internationale. Belgrade, qui s'est vantée d'avoir rejeté les « ultimatums » de la

Communauté européenne lors du conflit en Croatie, arguant qu'ils étaient le fruit de la « politique néo-nazie allemande », est, cette fois-ci, mise au banc des accusés par plus de cinquante pays.

Les efforts de la diplomatie serbe pour rassurer du soutien des Etats-Unis - qui ont attendu le 6 avril pour reconnaître la Slovénie et la Croatie - ont échoué : le régime de M. Milosevic ne peut désormais plus prétendre, devant l'opinion serbe, avoir les faveurs d'une puissance étrangère. L'offensive diplomatique menée contre la Serbie peut entraîner deux sortes de réactions : une perte de confiance totale des Serbes dans la politique du président Milosevic ou, au contraire, le réveil d'un orgueil national démesuré qui pourrait engendrer un durcissement de M. Milosevic. Les accusations de l'Occident provoqueraient vraisemblablement une grave crise politique en Serbie, opposant les partisans de l'ouverture aux tenants de l'inflexibilité.

Déjà, le leader ultra-nationaliste du Parti radical serbe, M. Vojislav Seselj, qui, selon les derniers sondages, recueille plus de 17 % des intentions de vote, a accusé les Etats-Unis de s'être rangés du côté des ennemis de la Serbie et a songé, au nom de « la liberté et de l'indépendance du peuple serbe », de rejeter l'ultimatum américain. D'autre part, le premier ministre de Serbie, M. Radovan Karadzic, a affirmé que Belgrade « ne céderait pas aux pressions qui nuisent à la dignité de la Serbie et à sa souveraineté économique », soulignant toutefois que la Serbie était prête au dialogue. L'opposition démocratique, hostile à la guerre en Bosnie, insiste, pour sa part, sur le fait que Washington condamne avant tout le régime du président Milosevic et non le peuple serbe. Le ministre des affaires étrangères de Serbie, M. Vladislav Jovanovic, a, quant à lui, essayé de calmer les esprits en affirmant devant le Parlement que la déclaration de la CSCE « ne constituait pas un ultimatum ».

FLORENCE HARTMANN

Commandant militaire de l'OTAN en Europe

Le général John Galvin va abandonner ses fonctions

A la demande des Etats-Unis, le général John Galvin abandonnera prochainement les fonctions de commandant militaire de l'OTAN en Europe, qu'il occupait depuis juin 1987.

Dans un communiqué, les seize pays de l'OTAN ont exprimé « leur profonde et durable gratitude envers le général Galvin pour ses services éminents et exceptionnels ». Aucun remplaçant n'a encore été désigné pour ce poste, qui a toujours été occupé par un officier américain. John Galvin, qui aura soixante-trois ans au mois de mai, avait à plusieurs reprises affirmé qu'il entendait prendre sa retraite au mois de juin prochain.

Il avait pris ses fonctions au moment où la guerre froide entrait dans sa phase terminale, mais où l'OTAN prenait encore en compte la menace d'une attaque de grande envergure de l'Union soviétique. Il a participé au commencement de la révision stratégique de l'OTAN ainsi qu'à l'établissement de liens avec les anciens membres du Pacte de Varsovie. - (AFP)

IRLANDE : Interpellation du numéro deux de Sinn Féin. M. Martin McGuinness, vice-président du Sinn Féin (branche politique de l'IRA), a été arrêté mercredi 15 avril à Dublin et relâché après vingt-quatre heures plus tard. La police irlandaise n'a pas précisé les raisons de son interpellation. - (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : vote d'une loi sur la restitution des biens. Le Parlement tchèque a décidé de restituer aux Tchécoslovaques d'origine allemande et hongroise les biens et les terres confisqués en 1945, c'est-à-dire avant la prise du pouvoir par les communistes en 1948. Quelque vingt-cinq mille personnes seraient concernées par cette loi, adoptée une semaine avant la ratification du traité germano-tchécoslovaque par l'Assemblée fédérale. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

AMÉRIQUES

PÉROU : après la suspension des institutions démocratiques

Le président Fujimori préconise un « large dialogue national »

Le président Alberto Fujimori a annoncé, jeudi 16 avril, lors d'une rencontre avec les correspondants de la presse étrangère, qu'il appelle, le 1^{er} mai, à un « large dialogue national » sur les réformes arrêtées après son coup de force du 5 avril.

LIMA

de notre correspondante

« Il n'y aura aucune restriction à la participation des forces politiques », a déclaré M. Fujimori. Nous cherchons une représentativité totale, respectant les recommandations de l'Organisation des Etats américains [OEA]. Mais nous défendons le point de vue de la population, c'est-à-dire la réforme de la Constitution. » M. Fujimori a aussi annoncé que le pouvoir judiciaire sera restructuré sous deux mois et que le Parlement sera rétabli avant dix-huit mois, à la différence près que le nombre des représentants pourrait être réduit de moitié et les deux chambres fusionnées. Il s'est, d'autre part, engagé à organiser, le 8 novembre prochain, comme prévu, des élections municipales et régionales. Jusqu'où ira la participation des partis politiques au dialogue proposé ? « Ils doivent se renouveler de leur propre initiative et leurs représentants être élus sans manipulation », a insisté le chef de l'Etat. Faisant allusion à l'ancien président Alan Garcia, sous le coup de poursuites pour détention illégale d'armes, il a précisé qu'il n'y avait pas d'ordre d'arrestation des opposants.

M. Fujimori a reconnu qu'il n'avait pas mesuré le choc provoqué à l'étranger par sa décision de suspendre la démocratie. « Je n'avais pas pensé que cela se ferait avec l'interférence des chars, la censure de presse, etc. Mais c'est justement ce que nous sommes en train de corriger. » Il a assuré que

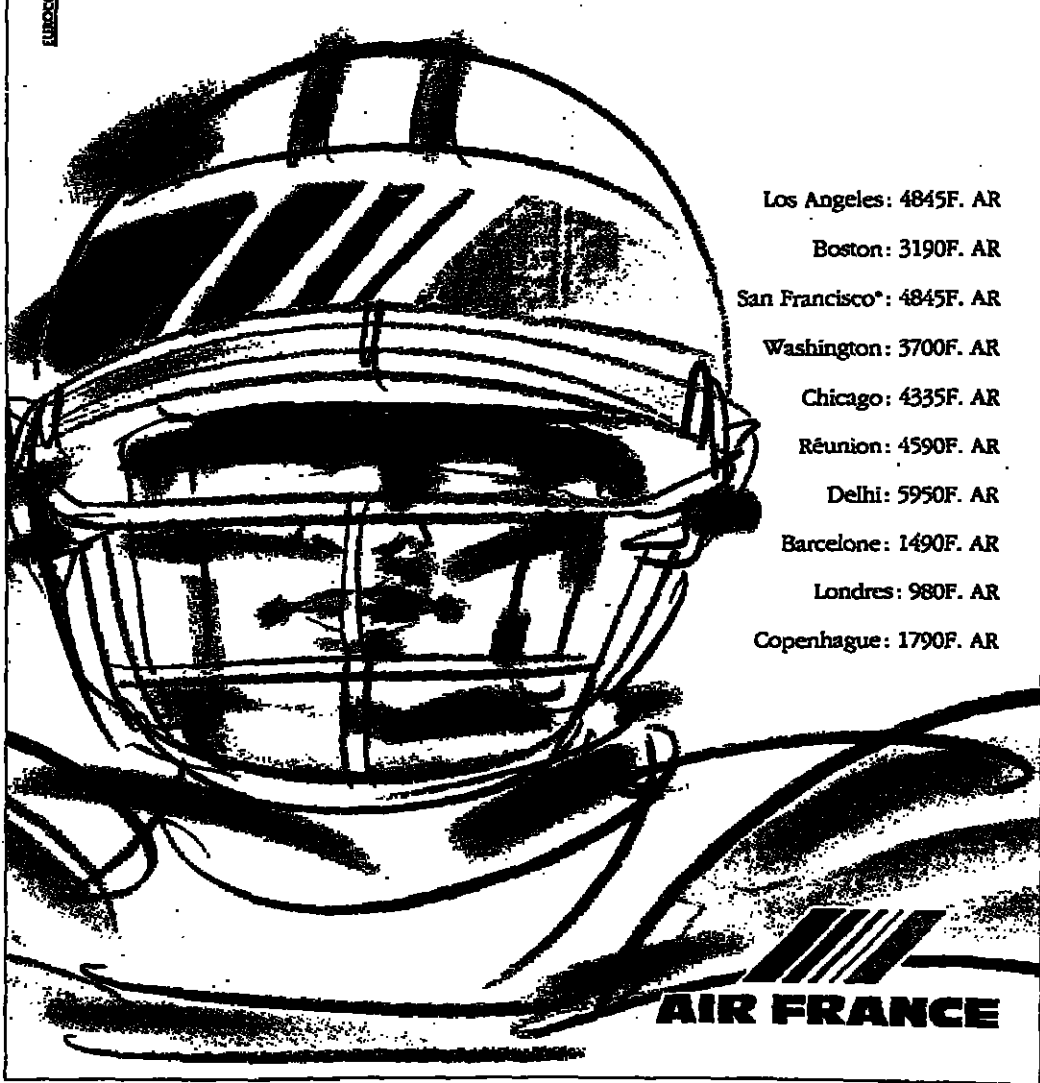
la liberté d'expression serait respectée et que les mesures prises, en novembre pour la limiter ne seraient pas appliquées.

De son côté, le sénateur Maximo San Roman, qui vient d'assister, à Washington, à la réunion extraordinaire de l'OEA en tant que représentant du régime constitutionnel et qui, dès son retour à Lima, devrait prêter serment devant le Congrès comme nouveau président, s'est élevé, dans une déclaration faite à l'hebdomadaire *Correo*, contre « un retour à l'époque des monarchies absolues ». « Il est clair, a-t-il ajouté, que je n'ai pas été tenu au courant (du putsch) et que je ne pouvais deviner que le chef de l'Etat pouvait se lancer dans une piscine dépourvue d'eau et, ce qui est pire, jeter le pays dans un précipice. » A l'en croire, il aurait reçu l'appui de nombreux chefs militaires. « M. Fujimori, a-t-il conclu, a violé la Constitution, et s'il lui reste un peu de dignité, il n'a plus qu'à démissionner. »

NICOLE BONNET

HAÏTI : le président « provisoire » qualifie l'embargo de « raciste ». Le président « provisoire », M. Joseph Nérette, a déclaré, jeudi 16 avril, que la levée de l'embargo international frappant son pays constitue une « condition préalable » à l'organisation de nouvelles élections, après le renversement du président Jean-Baptiste Aristide par l'armée au mois de septembre. Il a souligné les « graves menaces » qui pèsent « sur la vie de milliers d'enfants haïtiens ». A son avis, cet embargo « constitue une mesure de discrimination raciale. Les Etats-Unis et l'Organisation des Etats américains ont toujours fait deux poids deux mesures. Il y a une solution pour les Blancs et une solution pour les Nègres ». - (AFP)

New York: 3190F. AR Embarquement immédiat



Los Angeles: 4845F. AR
Boston: 3190F. AR
San Francisco: 4845F. AR
Washington: 3700F. AR
Chicago: 4335F. AR
Réunion: 4590F. AR
Delhi: 5950F. AR
Barcelone: 1490F. AR
Londres: 980F. AR
Copenhague: 1790F. AR

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France. • Vols UTA.

PROCHE-ORIENT

IRAN : les résultats définitifs du premier tour des élections législatives

Une victoire personnelle du président Rafsandjani

Les résultats définitifs du premier tour des élections législatives, rendus publics jeudi 16 avril, confirment l'écrasante défaite de la liste présentée par l'Association des religieux combattants (Rouhaniyoun) et de leurs sympathisants « radicaux », qui disposaient d'une confortable majorité dans l'Assemblée (Majlis) sortante. Ils n'ont réussi qu'à faire élire une dizaine de leurs en province, alors que la plupart des cent trente-trois nouveaux élus sont généralement considérés comme des partisans de l'Association - rivale - du clergé combattant (Rouhaniyate), qui jouit de l'appui du président Rafsandjani. A Téhéran, seuls deux candidats, presque apolitiques, de la liste des Rouhaniyate ont été élus au premier tour. Mais les partisans du président Rafsandjani sont bien placés pour remporter la quasi-totalité des vingt-huit autres sièges, lors du second tour, le 8 mai.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Beau joueur, l'hodjatolislam Mousavi Khameini, mentor des étudiants de la ligne de l'imam Khomeiny, qui priment d'assaut l'ambassade des États-Unis en 1979, a reconnu jeudi la défaite des « radicaux », en affirmant que ses amis « respectaient la décision de la nation » et souhaitaient « un plein succès » aux nouveaux élus.

Il n'empêche que certains de ses amis ont souligné les « irrégularités » qui, selon eux, ont entaché le scrutin, notamment lors du dépouillement qui a eu lieu, conformément aux règlements en vigueur, en l'absence de représentants de l'opposition.

Même s'il y a bien eu quelques irrégularités, elles ne peuvent expliquer la véritable naufrage qu'ont subi les « radicaux », un effet de la faiblesse de leur organisation, de leur idéologie et de leurs divisions. Ceux que, pour des raisons de com-



PANCHE

modité, on qualifie de « radicaux » constituant en fait un ensemble hétéroclite de groupements dont le seul lien est l'« anti-américanisme » et un attachement indéfectible à l'héritage populiste de l'imam Khomeiny en faveur des moustazafines (les déshérités pour lesquels a été faite la révolution islamique). C'est sur cette base que les Rouhaniyoun critiquaient au Majlis la politique d'ouverture économique de M. Rafsandjani, favorable aux investissements étrangers et à un rapprochement avec l'Occident, qui pourrait compromettre l'indépendance de l'Iran, à laquelle l'imam défunt était particulièrement attaché. Ils n'ont cependant jamais proposé un programme de renouveau viable. La plupart des intellectuels radicaux, surtout parmi les jeunes khomeinistes, ne se reconnaissent pas dans les Rouhaniyoun et n'ont montré aucun enthousiasme pour appuyer leurs candidats.

Autre facteur de la défaite des « radicaux » : l'incroyable pression à laquelle ils ont été soumis de la part des responsables politiques et religieux de Téhéran. Théoriquement, la télévision et la radio, entièrement contrôlées par l'État, sont demeurées neutres dans la lutte électorale, les candidats des deux bords étant

interdits d'antenne. Mais elles ont largement rapporté les propos des officiels critiquant sévèrement les Rouhaniyoun. Ainsi, dans un sermon télévisé, le 28 mars, deux jours avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, le « guide de la République », l'ayatollah Ali Khomeini, a-t-il implicitement mis les électeurs en garde contre les candidats radicaux. « Supposez, a-t-il dit, que vous élisiez un député et que ce dernier utilise la plateforme du Majlis pour insulter le gouvernement et empêcher son action. Que pensez-vous d'un tel candidat ? Est-ce que le peuple a besoin d'un tel candidat ? Est-ce que l'âme de l'imam veut cela ? » L'ayatollah Khomeini n'a pas cité de noms, mais tout le monde a compris qu'il s'agissait de bannir les « radicaux » du Majlis.

De même, en disqualifiant quelques quatre-vingts candidats des Rouhaniyoun, le Conseil de surveillance de la Constitution, qu'un député radical qualifiait d'« épée brandie au-dessus de nos têtes », a lourdement pesé sur le résultat des élections. L'un de ses membres, l'ayatollah Khomeini, est allé même jusqu'à affirmer que le Conseil avait le droit d'empêcher l'entrée au Parlement des « mauvais éléments », « en les arrachant éventuellement avec

du... DDT ». La pression officielle a été tellement forte que les Rouhaniyoun ont même envisagé à un certain moment de boycotter les élections. Ce n'est qu'à la suite d'un long débat interne qu'ils se sont rangés à l'avis de l'hodjatolislam Khomeini, qui a fait valoir qu'il ne fallait pas rompre les ponts avec le régime.

En tous les cas, on peut affirmer sans se tromper que la victoire des Rouhaniyate est avant tout la victoire du président Rafsandjani, généralement considéré comme étant « celui qui est en train de détruire le carcan révolutionnaire et idéologique qui a frappé de paralysie le pays ». A tort ou à raison, une importante partie de la population, qui souffre de la hausse incessante du coût de la vie, estime que si on laisse faire le chef de l'État, ce dernier finira par ramener la prospérité dans le pays, « comme au temps du chah », écartant les adversaires monarchistes du régime. Ces derniers, et c'est là l'un des paradoxes du premier tour, semblent avoir voté en masse pour les amis de M. Rafsandjani, « la moins mauvaise des solutions ». Ainsi que l'expliquait avec malice un taghout (terme péjoratif désignant les monarchistes), en citant un proverbe persan : « En enfer, il existe des serpents qui venin tellement dangereux qu'il vaut mieux y côtoyer les serpents ».

JEAN GUEYRAS

Accord entre l'Iran et l'Irak sur le rapatriement des prisonniers. Des représentants de l'Iran et de l'Irak, réunis jeudi 16 avril à Genève à l'initiative du Comité international de la Croix Rouge (CICR), se sont mis d'accord sur un plan de rapatriement des prisonniers de guerre (le Monde du 17 avril). Ils ont décidé de reprendre les opérations de rapatriement avant le 1^{er} mai. A Bagdad comme à Téhéran, on disposera de la documentation remise par le CICR. Toutefois, l'Irak a déclaré comme « disparus » des grades iraniens capturés. Téhéran, de son côté, a contraint durant la guerre des milliers de prisonniers à manifester leur foi chérie, ce qui d'incertitude ces hommes à regagner leur pays, où ils craignent des représailles. (Corresp.)

Malgré les protestations israéliennes

Washington refuse de dénoncer la rencontre entre M. Arafat et des Palestiniens des territoires occupés

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël ont dîné ensemble, mercredi 15 avril au Caire. M. Arafat est apparu « rayonnant, en pleine forme et de très bonne humeur » au cours de ce dîner, offert par l'ambassadeur de Palestine au Caire, M. Sâd Kamal, en l'honneur des vingt-cinq membres de la délégation des territoires occupés, parmi lesquels M. Fayçal Hussein, chef du comité d'orientation, et M^{me} Hanane Achraoui, porte-parole aux négociations israélo-arabes, qui reprendront le 27 avril à Washington.

A Jérusalem, le directeur général de la présidence du conseil israélien, M. Yossef Ben Aharon, a évoqué la possibilité de poursuites judiciaires contre ces personnalités pour avoir rencontré le chef d'une « organisation terroriste ». Pour leur part, les États-Unis ont estimé que les Palestiniens étaient libres de rencontrer qui ils voulaient et que leur entrevue avec M. Arafat n'aurait pas d'impact sur le processus de paix. « Nous ne contrôlons pas qui les gens doivent ou non rencontrer », a déclaré le porte-parole du département d'État, M^{me} Margaret Tutwiler. (AFP.)

M. Terry Waite et la tentation de l'évasion

Les scrupules d'un otage

Aurait-il préché par exemple de pacifisme ? Rétenu en captivité, au Liban, pendant cinq ans, Terry Waite n'a pas saisi, en effet, la chance de diriger contre son geôlier une arme chargée qui se trouvait à sa portée. C'est du moins ce que raconte l'ancien otage britannique, dans un entretien diffusé vendredi 17 avril par la chaîne américaine ABC.

L'occasion d'échapper à ses ravisseurs s'est offerte à lui un jour où on lui avait retiré ses menottes pour lui permettre d'aller aux toilettes. « La porte était fermée », se souvient-il. C'est alors que j'ai découvert une arme automatique au-dessus du réservoir de la chasse d'eau. Je me suis dit : voici une chance à saisir. Mais l'émissaire de l'archevêque de Canterbury, qui fut libéré au mois de janvier 1991, n'a pu se résoudre à en faire usage : « Si j'avais pris cette arme, j'aurais été un assassin... Et je me suis dit : non, je dois m'en tenir à ce que je crois. » (Rueux.)

Une modification au profit de l'émirat

L'ONU fixe le tracé de la frontière terrestre entre le Koweït et l'Irak

Le Koweït a officiellement reconnu, jeudi 16 avril, une partie de son territoire, riche en pétrole, jusqu'ici placé sous souveraineté irakienne. La commission spéciale de l'ONU, composée d'experts koweïtiens, irakiens, néo-zélandais et suédois, a décidé à la majorité l'Irak n'ayant pas pris part au vote - de déplacer de quelque 600 mètres, au profit de l'émirat, une grande partie de la frontière terrestre irako-koweïtienne.

Cette modification permet au Koweït de récupérer plusieurs puits de pétrole, du champ de Roumeila notamment, et une partie de la ville portuaire irakienne d'Oum-Qasr, sur le Khor Abdallah, un bras de mer donnant accès aux eaux du Golfe. Oum-Qasr est l'un des seuls débouchés maritimes irakiens, celui de Bassorah, sur le Chatt el Arab, n'étant plus praticable depuis la guerre entre l'Irak et l'Irak. La contestation de l'ancien tracé avait servi de prétexte à l'Irak pour envahir le Koweït en août 1990.

La commission de l'ONU se réunira en juillet prochain pour délimiter les 40 kilomètres de frontière maritime entre les deux pays, dans le Khor Abdallah. (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

MAURITANIE : passage d'un régime militaire à une démocratie « islamique »

Les intégristes en terre de mission

L'investiture du colonel Maouya Ould Taya comme chef de l'État devait marquer, samedi 18 avril, le passage de la Mauritanie à un régime démocratique après treize ans de régime militaire. Cette « II^e République » n'en est pas moins, comme la précédente, qualifiée d'« islamique », mais les intégristes entendent donner un véritable contenu à ce terme.

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

Drôle de « République islamique » qui tolère que les femmes déambulent à visage découvert, que les fumeurs tirent sur leurs cigarettes pendant le jeûne du ramadan, que les fidèles pratiquent sereinement leur religion. Encore très accrochée à un mode de vie traditionnel, la Mauritanie n'est pas aussi violemment exposée aux agressions de la modernité que le sont ses voisins maghrébins. « Il n'y a pas, chez nous, de terreau favorable au développement de l'intégrisme », font observer beaucoup d'autocrates.

Et pourtant, la décision d'appliquer la charia (loi islamique) remonte au mois de juillet 1980, sous la présidence du lieutenant-colonel Ould Haidallah, qui l'avait prise non seulement pour plaire au bailleur de fonds saoudiens mais encore pour rassurer les milieux ultraconservateurs, irrités par l'abolition de l'esclavage. Du régime civil de M. Moktar Ould Daddah, qui eut en main les destinées du pays au lendemain de l'indépendance, les militaires n'avaient voulu garder en héritage que « l'islam sans le socialisme ».

En brousse aussi bien qu'à Radio-Mauritanie, les chefs religieux haussent alors le ton tandis que le président consulte, pour un oui ou pour un non, son marabout, Ely Cheikh (1). Et, au nom d'Allah,

une dizaine de mauvais musulmans sont amputés ou exécutés. Les rigueurs des serviteurs de Dieu faibliront très vite. Sièd installé au pouvoir, le colonel Ould Taya - aujourd'hui président de la II^e République - met en veilleuse la charia dans ses dispositions les plus incongrues.

Malgré tout, les islamistes n'ont jamais cessé de creuser leur sillon. Jadis, ils s'appuyaient sur les chefferies traditionnelles et évoluaient dans les allées du pouvoir en tenant un discours très conservateur. Les liens qu'entretenait la Mauritanie avec l'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe favorisaient leurs desseins. Reste, de cette époque, l'interdiction de la vente et de la consommation d'alcool sur toute l'étendue du territoire - pêcheurs et mineurs à Nouadhibou échappant toutefois au régime sec.

La guerre du Golfe puis l'ouverture démocratique ont redonné du tonus aux islamistes. Tenant un discours cette fois populiste et violent - leur chef de file, l'imam Sidi Yahya a déjà été interpellé deux fois, - les intégristes ont alors adopté une stratégie d'opposition au pouvoir. Ils se font, pour les besoins de leur cause, les défenseurs des exclus et des opprimés, prêchant l'abolition effective de l'esclavage, la réconciliation entre Arabes et Nègro-Africains, et même l'émancipation de la femme.

« Très dociles »

Lorsque au mois de juillet dernier, les formations politiques sont autorisées à se constituer, les islamistes déposent pour la leur - l'Oumma - une demande d'agrément que les autorités rejettent aussitôt. Au mois de septembre, dans une lettre ouverte, 440 personnes qui évoluent dans la mouvance intégriste demandent au chef de l'État l'application de la charia dans tous les domaines. Lors de la

récente campagne présidentielle, M. Ahmed Ould Daddah, le candidat malheureux de l'opposition, promet de revenir sur le refus du pouvoir de reconnaître le parti de Dieu.

Faute de mieux, les intégristes trouvent leur place au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal parti d'opposition, et ils importent de leurs compagnons de route, qui trouvent ces « marginaux » comme toute « peu inquisiteurs politiquement parlant et très dociles ». En revanche, les gens au pouvoir conviennent qu'il importe de définir une stratégie face au danger islamiste, et qu'en tout état de cause « il faut éviter de laisser pourrir la situation sociale ».

Déjà, dans les bidonvilles de Nouakchott, où beaucoup ont élu domicile, les islamistes sont à l'œuvre, ici et là, des sortes de « restes du camp ». Dans ces quartiers pauvres, l'imam Sidi Yahya a même confié la charge de petites mosquées à des parias, des Haratines, descendants des esclaves noirs. Les intégristes, dont l'alle dure est composée de jeunes et d'enseignants et qui disposent de deux hebdomadaires en langue arabe - la Réforme et la Vérité - s'emploient à encadrer la population.

Des « frères » étrangers - algériens, pakistanais, soudanais et tchadiens - entre autres - leur prêtent main forte pour mener à bien tout ce travail de mission. Certains sont étudiants, d'autres vacataires à l'université ou dans des instituts privés. On ignore leur nombre : au moins quelques dizaines. « Mais, affirment des observateurs locaux, il en arrive encore ». Pour faire en sorte que la Mauritanie honore son titre de « République islamique ».

JACQUES DE BARRIN

(1) Voir Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie, de Philippe Marchesin, éditions Karthala, 437 pages, 160 F.

RWANDA

Un gouvernement de transition a été formé

Le premier ministre rwandais, M. Dismas Nsengiyaremye, a annoncé, jeudi 16 avril, quatorze jours après sa nomination, la formation d'un gouvernement de transition de dix-neuf membres (dont dix nouveaux), représentant les cinq principaux partis politiques du pays.

Ces cinq formations avaient signé, le 5 avril, un protocole d'entente sur la répartition des portefeuilles ministériels, après que le président, le général-major Juvénal Habyarimana, ait accédé au désir de l'opposition en choisissant comme chef du gouvernement M. Nsengiyaremye, issu du Mouvement démocratique répu-

blicain (MDR, opposition). Le MDR a obtenu en outre les ministères de l'information, des affaires étrangères et de la coopération, et de l'enseignement secondaire.

Neuf portefeuilles ont été attribués au Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique), dont ceux de l'Intérieur, que garde M. Faustin Mugenyiza - auquel on reprochait de ne pas avoir pu contenir les troubles ethniques de début mars, - et de la défense. Ce dernier échoit à un civil, M. James Gasana, ministre de l'Agriculture dans le précédent gouvernement. (AFP.)

ZAIRE

La Conférence nationale s'est proclamée « souveraine »

La Conférence nationale zairoise, dont les travaux avaient repris le 6 avril après plus de deux mois d'interruption, s'est, mercredi 15 avril, déclarée « souveraine », ses décisions étant impératives, exécutoires et opposables à tous.

L'opposition souhaitait cette proclamation, tandis que les partisans du pouvoir voulaient que le caractère exécutoire des décisions ne touche en aucun cas les institutions en place. Après des discussions houleuses, les délégués ont finalement décidé d'élaborer un projet de constitution à soumettre à référendum, de déterminer la place et le rôle des forces armées, d'organiser une période de transition et de mettre en place des organes d'exécution, de contrôle et de suivi de leurs décisions. (AFP.)

KENYA : cinquante morts dans un accident d'avion. Cinquante personnes ont trouvé la mort, jeudi 16 avril, dans l'accident d'un avion de l'armée de l'air kényane, qui s'est écrasé sur un immeuble situé dans un quartier pauvre de Nairobi, a indiqué la police. (Reuters, AFP.)

Le rédacteur en chef d'un hebdomadaire d'opposition arrêté. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition Society, M. Pius Nyanjira, et son épouse, ont été arrêtés à Nairobi, jeudi 16 avril, ont indiqué leurs avocats. (AFP.)

Le pape demande un allègement de l'embargo à l'encontre du « peuple irakien »

Le pape a lancé, mercredi 15 avril, un appel aux « responsables de la vie internationale », afin qu'ils allègent l'embargo à l'encontre de l'Irak. Jean-Paul II n'a pas mentionné explicitement l'embargo, mais il a souhaité que « des mesures appropriées soient prises pour mettre fin à la triste situation dans laquelle se débat le peuple irakien ». Une délégation du Vatican, dirigée par Mgr Alois Wagner, vice-président du conseil « Cor Unum », chargé de coordonner l'activité d'assistance de l'Eglise catholique, s'est rendu récemment en Irak.

A son retour à Rome, lundi 13 avril, Mgr Wagner avait déclaré qu'il était urgent de réduire progressivement l'embargo infligé à l'Irak. « Les Irakiens, avait-il affirmé, ont sans aucun doute besoin d'une certaine ouverture, progressive et contrôlée, qui leur permette au moins de recevoir et d'acheter avec plus de facilité des médicaments et d'autres denrées essentielles ». (AFP.)

Le Monde
RADIO TELEVISION

DEMAIN DANS

Le Monde
HEURES LOCALES

SPECIAL EXPOSITION DE SEVILLE
Comment fonctionnent
les autonomies locales

SAMEDI 18 avril (daté dimanche 19/20)

LES
POURQU
NOUS

R

(*) Médiamétrie "7"

**LES CHIFFRES SONT CRUELS
POUR CEUX QUI NOUS VOIENT
D'UN OEIL NOIR,
QUAND TANT DE GENS
NOUS ÉCOUTENT AVEC PLAISIR !**



1^{er} réseau national*
avec 23,6 %

France Inter, France Info,
France Culture, France Musique,
Radio Bleue, Fip et les Locales
remercient les 10 703 000 auditeurs*
qui les écoutent chaque jour.

(*) Médiamétrie "75000" Jan / Fev / Mars 92.

POLITIQUE

La préparation de la réforme constitutionnelle liée à la ratification du traité de Maastricht
Le Conseil d'Etat approuve le projet gouvernemental

L'assemblée générale du Conseil d'Etat a approuvé, jeudi 16 avril, le projet de réforme de la Constitution préparé par le gouvernement, souhaitant seulement qu'il soit précisé qu'il s'agit de rendre possible l'application du traité de Maastricht.

Le texte préparé par l'Elysée et par Matignon est simple (le Monde du 17 avril). Il prévoit d'insérer dans la Constitution un nouveau titre dit « de l'union européenne ». Celui-ci comprendrait deux articles. Le premier serait ainsi rédigé : « Sous réserve de réciprocité, la

France consent aux transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire européenne, ainsi qu'à la détermination des règles relatives au franchissement des frontières extérieures des Etats membres de la Communauté. » Le second indiquerait : « Sous réserve de réciprocité, les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne résidents en France sont électeurs et éligibles aux élections municipales. Ils ne peuvent ni exercer les fonctions de maires ou d'adjoints au maire ni participer à l'élection des sénateurs. »

Les conseillers d'Etat ont d'abord longuement discuté pour savoir si cette solu-

tion, qui consiste à ajouter un titre spécifique, était préférable à la modification de tous les articles de la Constitution au regard desquels le traité de Maastricht a été déclaré non conforme par le Conseil constitutionnel. Comme le gouvernement, ils ont convenu que la simplicité permettait la clarté, même si cela avait l'inconvénient de risquer d'aboutir à une Constitution double. Faisant la même analyse que les gardiens de la Loi fondamentale, ils ont souhaité qu'aucun chèque en blanc ne soit donné à de futurs progrès dans l'union de l'Europe. Aussi, pour que cela soit encore plus net que dans la rédaction prévue par le gouvernement, ils ont pro-

posé que, dans chacun des deux articles du projet, soit ajouté « pour l'application du traité signé le 7 février 1992 sur l'Union européenne ».

Comme à chaque fois qu'il examine un projet de loi, le Conseil d'Etat ne fait que donner un « avis » que le gouvernement peut ne pas suivre. C'est M. Pierre Bérégovoy qui devra trancher, avant de proposer un texte à M. François Mitterrand. En effet l'article 89 de la Constitution indique : « L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République sur proposition du premier ministre et aux membres du Parlement. » Contrairement aux projets de

loi ordinaires, c'est donc le chef de l'Etat qui soumettra un texte au Parlement, chargeant le chef du gouvernement ou le garde des sceaux « d'exposer les motifs et d'en soutenir la discussion ».

La solution retenue devrait être connue rapidement. M. Bérégovoy ayant décidé de ne pas consulter les responsables des partis politiques avant la rédaction de sa proposition, le projet devrait être définitivement adopté lors du conseil des ministres du mercredi 22 avril. Il sera immédiatement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. La discussion parlementaire pourra alors commencer.

Th. B.

Un entretien avec M. Léotard

Suite de la première page

— Croyez-vous que cette prise de conscience soit suffisamment forte dans les rangs de l'opposition ?

— Sans doute pas. Nous aurions pourtant tout intérêt à dépasser au maximum les querelles partisans tout comme les pièges extérieurs, bref à tirer ce débat vers le haut. Trois questions nous sont posées. La citoyenneté européenne : c'est une chance pour nous. L'Europe est une communauté. N'est-ce pas le général de Gaulle qui a choisi ce beau mot de communauté ? Une catégorie juridique s'est déjà créée entre le national et l'étranger. Un Italien n'est plus un étranger chez nous et un Français n'est pas davantage un étranger aux Pays-Bas. Nous ne pouvons reculer. Il faut que les Français sachent que c'est demain pour eux la possibilité de voter à Berlin, à Dublin ou à Madrid. Sur l'éligibilité, en revanche, il faut dire non. La suppression de cette disposition peut se faire sans nuire aux traités.

— Autre point de discussion : la monnaie. Nous ne pouvons l'ouvrir. Il faut aller le plus vite possible vers une monnaie européenne. La discipline communautaire nous a protégés des erreurs socialistes de 1981-1982 et nous avons tout intérêt à importer chez nous, si je puis dire, un peu de la sagesse allemande.

« Je crains une utilisation abusive du référendum »

— La politique extérieure commune ? La guerre du Golfe a été jugée par nous. Nous avons aussi tout intérêt à réunir nos analyses et à conforter la présence européenne dans le monde. Enfin, le débat sur les institutions : je continuerai à plaider pour une fédération européenne décentralisée, considérant que tout projet d'équilibre économique et politique vers l'Est appelle patience et prudence. Nous pouvons par contre être ouverts sur le thème d'une nouvelle

communauté culturelle qui permettrait à Prague ou à Saint-Petersbourg de faire partie, comme cela est évident, d'une entité culturelle.

— Des divergences sont également apparues sur la procédure à suivre. L'adoption du référendum vous paraît-elle contestable ?

— Je crains toujours une utilisation abusive du référendum qui simplifie la question comme la réponse, se prête au césarisme ou à l'outrance. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion de donner au Parlement du pouvoir et de la dignité.

— La stratégie obligatoire d'union entre RPR et UDF ne risque-t-elle pas de faire perdre de vue ce débat sur l'Europe ?

— L'union joue en faveur des thèses les plus responsables. Je souhaite que le RPR, petit à petit, par des efforts sur lui-même, comprenne que l'évolution nationaliste de son mouvement, lorsqu'elle se produit, est une dérive. Une famille politique qui se réclame légitimement du général de Gaulle doit se souvenir du nombre considérable d'initiatives européennes que le général avait proposées aux Français, dont la création d'un Etat franco-allemand, qui, pour le coup, constituait un véritable abandon de souveraineté.

— Imaginez-vous précisément que ces divergences sur l'Europe puissent provoquer des recensements politiques ?

— C'est possible. La question est suffisamment importante pour que se rassemblent, sur un sujet de cette nature, ceux qui partagent les mêmes convictions. Ceux qui aujourd'hui s'engagent dans une expression publique radicalement nationaliste, voire chauvine, ceux qui acceptent de se retrouver, sans autre forme de procès, aux côtés des communistes et du Front national, devront prendre leurs responsabilités. L'Europe est une chance. Elle permet à la France de respirer.

— Vous avez qualifié ces élections régionales de « rafraîchissantes ». Jugez-vous que l'air frais a commencé à cir-

culer dans les rangs de l'opposition ?

— J'avais utilisé ce mot au soir du premier tour. J'estimais en effet que les Français avaient voté intelligemment : petit avertissement pour l'opposition, gros avertissement pour le PS, entrée des écologistes, coup d'arrêt au FN, forte participation. Trois semaines après le second tour, il faut bien admettre que l'opposition a gagné par défaut et qu'il lui faudra passer du succès à la victoire. Ma vraie satisfaction réside dans le succès de notre stratégie vis-à-vis de l'extrême droite. Dieu sait ce que j'ai entendu, y compris dans mon parti, quand on me disait qu'on ne pouvait se battre sur deux fronts à la fois. Que nos seuls adversaires étaient les socialistes et qu'il importait de faire l'impasse sur le Front national.

— Croyez-vous que l'opposition en a terminé pour autant avec les socialistes et Jean-Marie Le Pen ?

— Je ne crois pas. Par un effet presque mécanique, le PS risque de remonter et il y aura de nouveaux appels du pied en direction du FN. Il faudra résister à cela et convaincre les électeurs légitimes qu'ils sont dans une impasse morale et politique.

— Ces élections n'ont-elles pas représenté aussi un succès de la stratégie d'union de l'opposition ?

— Globalement, oui ! La discipline a bien marché. Mais le problème de la droite, comme celui de la gauche, reste de savoir comment garantir cette union en préservant la diversité naturelle des courants. Je voudrais faire sur ce point une proposition institutionnelle. Puisque nous allons débattre du mode de scrutin, pourquoi ne pas admettre que, dès les prochaines élections législatives, où sera maintenu le principe majoritaire, on ne laisse se présenter au deuxième tour que les deux candidats arrivés en tête au premier ?

C'est le système retenu pour l'élection présidentielle, et il empêche cette théologie des triangles qui permet toutes les manipulations. Cela donnerait une chambre plus homogène à droite comme à gauche. Je suis bien sûr sceptique sur les capacités du PS à accepter cette proposition, mais l'opposition, puisque M. Bérégovoy l'a invité au dialogue, pourrait utilement la faire sienne.

— En janvier, vous expliquiez qu'il était urgent que RPR et UDF créent une formation commune. Avez-vous abandonné cette proposition ?



Le Front national est aussi le candidat d'une opposition restée figée et rétrograde. Il faut reprendre ce dossier là où on l'a laissé. Stendhal parlait du « courage ridicule de la résignation ». Je ne me sens pas ce courage-là.

« Redonner la guerre des partis »

— Les débats sur Maastricht ne risquent-ils pas de fournir un deuxième épisode de la guerre d'attrition entre RPR et UDF ?

— Comment en finir avec cette situation ? C'est le thème général de beaucoup de conversations à l'intérieur de l'opposition. Mais personne n'ose le dire en public. Comme nous le constatons aujourd'hui, la pérennité de cette situation est un obstacle au renouveau de l'opposition. Les Anglais viennent de nous donner pourtant une grande leçon de démocratie. M. Thatcher, qui a su passer le relais à M. Major, lui permettant ainsi de sauver son parti, M. Neil Kinnock, qui a su prendre

acte de sa défaite... tout cela a de l'importance !

— MM. Chirac et Giscard d'Estaing viennent pourtant de manifester leur intention de mettre au point, au plus vite, le système des primaires. MM. Balladur et Baudis ont préconisé récemment qu'en cas d'élection présidentielle anticipée soient simplement convoqués les cinq à six cent mille élus de toutes les oppositions. Comment accueilliez-vous ces initiatives ?

— J'entends dire que des primaires pourraient se dérouler entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac seulement ! Ce serait une absurdité. Ce face-à-face est à l'évidence, pour l'opposition, une impasse. On se rendra compte à ce moment-là, que cette compétition se tiendra exactement vingt ans après 1974 ! C'est la raison pour laquelle j'ai pris la décision d'être présent dans ces primaires. Mais je ne m'y soumettrai que si elles se font sur la base d'une large assise populaire. Nous étions partis sur un immense collage de l'ensemble des citoyens se réunissant à l'opposition. Petit à petit, pour toutes sortes de raisons plus légitimes les unes que les autres, on va aboutir à un collège qui ne sera même plus celui de 1958. C'est le suffrage censitaire. Nous sommes en train d'enlever aux Français le droit de choisir leurs candidats, pour le confier à des professionnels de la compétition. Ce n'est pas à régler entre eux dans l'antichambre d'un parti. Tout cela me paraît mal engagé. Car dès lors, ce n'est pas simplement la guerre des chefs qu'il faut redonner, mais aussi la guerre des partis. Ces primaires pourraient servir pour la droite, le même effet que le congrès de Rennes pour le PS. Nous sommes parfaitement capables de faire ce genre d'erreurs.

— Que faire, si l'élection présidentielle était anticipée ?

— Il est inutile de chercher des formules magiques, on ne les trouvera pas. Dans une telle situation, mieux vaudrait s'en remettre au choix du peuple lui-même. Je me permets de vous dire que c'est ce qui nous a permis de gagner en 1974.

— Une nouvelle période de consultation vous paraît-elle envisageable ?

— Je n'ai jamais changé d'avis sur ce point. Personne ne peut faire partir le chef de l'Etat, sauf à s'opposer à la Constitution.

— Il y a exactement trois ans, la droite était secouée par le prin-

temps des rénovateurs. On sait ce qu'il en est advenu. Ne regrettez-vous pas de ne pas vous être associé à cette entreprise qui, pour beaucoup, apparaît comme une formidable occasion ratée ?

— Je le regrette, même s'il y avait beaucoup de confusion et de contradictions. Mais je continue de croire au renouvellement de l'opposition. On ne pourra pas entraîner la jeunesse française vers des thèses libérales tant que nous n'aurons pas fait en nous-mêmes cet effort de renouveau. Nous devons reprendre le chantier de la rénovation. Qu'elles soient du RPR, de l'UDF ou chez les centristes, il existe des personnalités qui peuvent constituer une communauté d'aspiration à un très fort renouveau de la vie publique. Le débat sur l'Europe peut nous y aider, mais aussi l'écologie, le champ de l'éthique, la conviction que les protocoles démocratiques à l'intérieur de l'opposition doivent être révisés et systématisés pour permettre la montée des projets et la diffusion des responsabilités. Tous ceux qui ont eu l'espoir d'un renouvellement au printemps 1989 doivent à nouveau se retrouver dans une entreprise qui, cette fois, devra aboutir. A nous d'être plus rigoureux et, peut-être, plus clairs sur nos objectifs.

— Votre démarche d'aujourd'hui ne peut-elle pas se comparer finalement à celle du candidat Giscard d'Estaing avant l'élection présidentielle de 1974 ?

— Elle consiste surtout à éviter un troisième épisode présidentiel pour l'actuelle opposition. Il conviendrait d'incarner en 1995 une aspiration libérale moderne pour la France. M. Giscard d'Estaing représentait cette aspiration-là en 1974. Ce gisement reste intact. L'équilibre de la France est là. Le mot d'ordre, à mon sens, c'est pour la France : « ne plus subir ». Liberté, autorité, conscience, voilà trois ensembles de thèmes qu'il faudra développer. Si je me sens résolu dans l'opposition, ma démarche sera aussi une démarche d'ouverture. A la fois parce que beaucoup de socialistes déçus peuvent accepter un discours républicain et parce que je souhaite — sans qu'il s'agisse nécessairement des partis — la rencontre prochaine entre la « génération écologie » et la « génération libérale ».

Propos recueillis par DANIEL CARTON

Le débat de politique

Le premier ministre souhaite que « l'Europe soit

Comme, en pédagogie, deux fois valent mieux qu'une, M. Pierre Bérégovoy a profité du débat que lui proposaient les sénateurs sur sa déclaration de politique générale de la semaine dernière pour réaffirmer la ligne de conduite de son gouvernement. « Je n'ai pas de baguette magique, mais j'ai de la volonté, du courage, quelques idées simples et je suis prêt à gouverner en disant au pays ce que je crois être la vérité », a-t-il assuré devant un hémicycle relativement clairsemé.

Fort de ce credo et du soutien du groupe socialiste exprimé par son président, M. Claude Estier (Paris), le premier ministre s'est efforcé, avec un soin presque maniaque, d'affiner l'image rigoureuse qu'il avait pu donner à l'Assemblée nationale en dépit de l'épisode malheureux de la « liste » supposée de personnalités impliquées dans des affaires. Il a répondu aux critiques de la droite, MM. Jean-Claude Gaudin (Rég.) et ind., Bouches-du-Rhône) et Roger Romani (RPR, Paris) étant à ce jeu les plus virulents, et à celles du Parti communiste, en plaçant donc son intervention sous le signe de la détermination. Ferme, il l'a d'ailleurs été tout au long de la défense de M. Bernard Tapie, son ministre de la

ville, qualifié de « gadget médiatique » par le député de la droite de la Seine-Maritime, M. Alain Poirier, et de sa politique de franc fort.

Le premier ministre a également défendu les initiatives prises par la France pour l'Europe. Il a ainsi indiqué qu'il avait écrit au président en exercice de la CEE, M. Aníbal Cavaco Silva et au président de la Commission, M. Jacques Delors, pour attirer leur attention sur la nécessité de mieux coordonner les politiques économiques des pays de la CEE afin que « l'Europe soit un accélérateur de croissance ».

Les sénateurs attendaient M. Bérégovoy au moins sur deux dossiers : celui de la révision constitutionnelle, qui donne au Sénat, exceptionnellement, un rôle égal à celui de l'Assemblée nationale, le texte devant être adopté dans les mêmes termes par les deux chambres du Parlement ; et celui du projet de loi modifiant le mode d'élection des sénateurs, qui se trouve actuellement en sursis à l'Assemblée nationale et dont la majorité sénatoriale, qui l'a repoussé une première fois sans même l'examiner dans le détail, ne veut à aucun prix (1).

Sur ces deux sujets, M. Bérégovoy n'a consenti aucune inflexion.

Il a ainsi répondu par une courtoisie mais ferme fin de non-recevoir à la proposition de M. Alain Poirier, président du Sénat, de réunir à Matignon « les responsables des grandes formations politiques », qui avait été reprise par M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), président du groupe centriste. « Je ne crois pas possible d'arriver à un accord dans le secret de mon cabinet compte tenu des positions des uns et des autres. Ce n'est ni possible ni souhaitable parce que le Parlement est le lieu naturel où les échanges doivent avoir lieu », a indiqué M. Bérégovoy après avoir rendu hommage au « souci louable » de M. Poirier « d'aboutir à un large accord ».

« Création d'une commission de moralisation »

Le premier ministre s'en est tenu au strict minimum en assumant qu'il était « prêt à retenir les suggestions utiles qui pourront être faites par le Parlement », afin que le texte adopté par les deux assemblées « puisse recueillir la majorité nécessaire au Congrès », ce qui permettrait selon lui d'éviter le référendum qu'exige le RPR et qu'a réclamé également au cours du débat, au nom du groupe communiste, M. Robert Vitzet (Essonne).

Alain DUHAMEL
tous les jours 7h25

EDITO

EUROPE 1

lundi 8h20 : Serge July, mardi 8h20 : Claude Imbert,
mercredi 8h20 : Jean-François Kahn,
jeudi 8h20 : Catherine Nay, vendredi 8h20 : Jean Boissonnat.

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

La réforme de la taxe d'habitation est «réexaminée» par les députés socialistes

Devenu premier ministre, M. Pierre Bérégovoy n'a pas oublié son rôle de ministre de l'économie, des finances et du budget, à l'égard de la réforme de la taxe d'habitation adoptée au printemps dernier à l'initiative du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il l'a fait savoir, en convoquant mardi 14 avril à Matignon le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux (Loire), chef de la commission des finances, M. Jean Le Garrec (Nord), et de la commission des lois, M. Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne), ainsi que l'initiateur du projet, M. Edmond Hervé (PS, Ile-de-France) et l'un de ses plus farouches partisans, M. Augustin Bonjeaux (PS, Ariège).

A cette délégation restreinte, le premier ministre a présenté la dernière simulation réalisée par les services de Bercy sur les conséquences de cette réforme, qui prévoit d'asseoir le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation sur le revenu et non plus sur la valeur locative de l'habitation (1).

Evocant notamment l'augmentation du nombre des contribuables, M. Bérégovoy ne s'est pas privé d'agiter la crainte d'un « syndrome CSG », particulièrement inopportun à quelques mois des élections législatives, et il a renouvelé son souhait de voir les socialistes sinon renoncer à cette réforme, du moins la retarder.

Cette rencontre a titre «préventif» répond sans doute à la volonté de ne pas offrir, une fois de plus, au sujet de la taxe départementale sur le revenu (TDR), le spectacle d'un bras de fer entre les députés et les responsables de Bercy.

Le groupe avait semblé l'emporter lorsque, au printemps dernier et avec le soutien du premier ministre de l'époque, M. Edith Cresson, ils avaient obtenu l'adoption de cette réforme dans le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DDOS), adopté en juin 1991, en dépit de l'opposition du ministre de l'économie et des finances et de M. Michel Charasse, ministre du budget.

Les arguments développés par le premier ministre ont semblé convaincre ses interlocuteurs. Selon l'un des participants à la réunion, M. Bérégovoy a souligné avec une «extrême insistance» le risque politique que faisait courir la TDR à l'actuelle majorité. Mais outre le fait que certains députés socialistes, membres de la commission des finances, n'ont pas apprécié du tout d'être tenus à l'écart de cette «concertation» restreinte, ils ne veulent pas porter eux-mêmes la responsabilité d'un renoncement ou d'un nouvel ajournement d'une réforme qu'ils continuent de juger «juste et de gauche». Dans cette hypothèse, estiment-ils, c'est à

M. Bérégovoy ou à son ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, qu'il reviendra d'en assumer directement la paternité.

Alerté par la mauvaise humeur de certains des membres de son groupe, M. Auroux a pris les devants en déclarant, jeudi 16 avril, que personne ne «souhaitait renoncer» à la réforme de la taxe d'habitation, «qui va dans le sens d'une plus grande justice fiscale» tout en reconnaissant qu'une «concertation avec le gouvernement est engagée sur les modalités d'application» et le «calendrier».

P. R.-D.

(1) La taxe d'habitation est l'un des quatre impôts directs qui alimentent les finances des communes, départements et régions. La réforme consiste à assier désormais la part départementale de la taxe d'habitation, son plus sur la valeur locative des logements mais sur les revenus de la ou des personnes qui y habitent. Par conséquent, des contribuables qui jusqu'à maintenant étaient dispensés de verser la taxe d'habitation s'y verraient désormais assujettis. Selon certaines simulations du ministère des finances, quelque huit cent mille nouveaux contribuables seraient concernés. Mais de multiples correctifs, exonérations et dégrèvements sont prévus pour que les effets du passage à ce nouveau dispositif ne soient pas trop brutaux.

□ Adoption du code de la propriété intellectuelle. — Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 16 avril, un projet de loi instituant un code de la propriété intellectuelle. Le PS et le PC, seuls présents dans l'hémicycle, ont voté pour. Ce code regroupe des textes éparpillés tout en conservant les droits existants. La première partie, relative à la propriété intellectuelle et artistique, traite du droit d'auteur et des «droits voisins». Le second volet, qui porte sur la propriété industrielle, codifie la protection des inventions et des connaissances techniques.

EN BREF

□ M. Chirac : «Il y aura un candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle». — Dans un entretien publié par le Figaro-Magazine du 17 avril, M. Jacques Chirac affirme que, quelle que soit la date de la prochaine élection présidentielle, «il y aura des primaires et un candidat commun de l'opposition» dès le premier tour. «C'est une nécessité si nous voulons gagner», ajoute-t-il. Après n'en être intervenu que sporadiquement, M. Valéry Giscard d'Estaing, le sais que cette conviction est partagée. Le président du RPR estime par ailleurs que, si la récente défaite de la majorité présidentielle ne remet pas «juridiquement» en cause la légitimité de M. Mitterrand, «moralement», celui-ci «aurait été bien inspiré de provoquer de nouvelles élections législatives».

□ NOUVELLE-CALÉDONIE : M. Bérégovoy se rend à l'occasion des accords de Matignon. — M. Pierre Bérégovoy a reçu, jeudi 16 avril, MM. François Burel et Léopold Jorédié, respectivement président et premier vice-président de l'Union calédonienne (UC, principale composante indépendantiste du FLNKS), afin de faire avec eux un tour d'horizon de la situation en Nouvelle-Calédonie et les assurances de «son soutien». A l'issue

Remaniement de l'état-major du RPR

M. Nicolas Sarkozy est chargé des fédérations

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a présenté, jeudi 16 avril, la nouvelle commission exécutive de son mouvement. Ce remaniement de l'état-major du RPR est marqué par le retour dans le giron chiraquien de M. Alain Carignon, en congé du RPR depuis le 12 juin 1990, et par l'arrivée d'un proche de M. Charles Pasqua, M. Franck Borotra, député des Yvelines, de deux amis de M. Philippe Séguin, MM. Michel Barnier, député de Savoie, et François Fillon, député de la Sarthe, nouveau président du conseil général de ce département, et de M. Jean-François Mancel, député de l'Oise. La nouvelle équipe ne comprend plus que trois secrétaires généraux adjoints au lieu de huit précédemment. Seuls demeurent en place MM. Robert Pandraud, Dominique Perben et Nicolas Sarkozy.

Le maire de Neuilly, jusqu'alors chargé des relations avec les forma-

tions de l'opposition, hérite de l'important secteur des fédérations que détenait M. Louis Langa. Celui-ci prend la nouvelle fonction de délégué général auprès du secrétaire général pour «des missions ponctuelles». Les quatre autres anciens secrétaires généraux adjoints, M^{mes} Michèle Alliot-Marie et Roselyne Bachelot, MM. Jean de Gaulle et Patrick Ollier deviennent délégués généraux. Au nombre de quinze, les délégués généraux président les quatre hauts comités et les onze commissions nationales du RPR. Ils remplacent les vingt-six secrétaires nationaux de l'ancienne équipe.

La nouvelle équipe du RPR se compose donc comme suit :

— Secrétaire général : M. Alain Juppé.

— Secrétaires généraux adjoints : MM. Robert Pandraud (élections), Dominique Perben (projet), Nicolas Sarkozy (fédérations).

— Délégué général auprès du secrétaire général : M. Louis Langa.

— Délégués généraux : présidents des hauts comités, MM. Jacques Toubon (homme et société), Alain Devaquet (comité scientifique), Jacques Godfrain (participation), M^{me} Lucette Michaux-Chevry (DOM-TOM); présidents de commissions, M^{me} Michèle Alliot-Marie (affaires étrangères), Roselyne Bachelot (condition féminine), MM. Michel Barnier (aménagement du territoire, ville, urbanisme), Franck Borotra (réforme de l'Etat), Alain Carignon (éducation, formation, culture), Jean-Yves Charnard (affaires sociales), Jean de Gaulle (emploi et entreprises), François Fillon (défense), Jean-François Mancel (décentralisation), Patrick Ollier (développement rural, agriculture) et Jacques Vernier (environnement).

Le «retour» de M. Alain Carignon

LYON

de notre bureau régional

En devenant délégué général du RPR, chargé de la formation et de la culture, M. Alain Carignon, maire de Grenoble, met un terme au flou de son positionnement politique. Mis en «congé» de son parti en juin 1990, pour avoir appelé à voter, lors d'une cantonale partielle à Villeurbanne (Rhône), pour la candidature socialiste opposée à un membre du Front national, M. Carignon continuait néanmoins à présider le comité départemental du RPR et à entretenir des relations suivies avec les principaux responsables du mouvement gaulliste.

Selon M. Carignon, ce «retour» officiel, prévu «depuis plusieurs mois», a pu s'effectuer à l'occasion de la «réorganisation» de l'équipe du RPR et d'une dernière



rencontre avec M. Alain Juppé, au cours de laquelle les deux hommes ont constaté «leur convergence d'analyse sur le situation politique du pays et leur accord sur le ligne

du mouvement gaulliste». Le maire de Grenoble ferme ainsi la parenthèse d'un parcours personnel à la marge du RPR. L'ancien ministre du gouvernement de M. Chirac avait participé, en 1989, à la tentative des «cadets» de la droite de rénover la politique. Après sa mise en congé du RPR, M. Carignon avait prôné la constitution d'un Forum républicain. Mais, à l'automne dernier, sa candidature à la présidence du conseil régional de Rhône-Alpes contre le président sortant, M. Charles Millon (UDF-PR), échoua.

M. Carignon affirme que sa décision ne remet pas en cause la «politique d'ouverture» qu'il mène en associant d'anciens socialistes à la gestion de la mairie de Grenoble et du conseil général de l'Isère.

B. C.

Les parlementaires veulent améliorer la prévention des feux de forêt

Les députés ont adopté en seconde lecture, mercredi 15 avril, un projet de loi modifiant le code forestier présenté par M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture.

Ce projet de loi, consacré à la prévention des feux de forêt, porte sur le débroussaillage. Le texte stipule notamment que dans les régions particulièrement exposées aux incendies de forêt l'obligation de débroussaillage est étendue aux abords des voies privées et permet aux agents communaux ou par les collectivités locales de pénétrer dans les propriétés privées pour

s'assurer que les travaux de débroussaillage ont été menés à bien, et d'y pourvoir d'office dans le cas contraire. Ce texte autorise également le bréviage dirigé des pâturages et des espaces débroussaillés, et permet de recourir, pour l'entretien de la forêt méditerranéenne, au pâturage des espèces caprines. Le projet de loi a été adopté, grâce aux voix du PC et du PS. La droite, qui a tenté sans succès de faire adopter un amendement visant à abaisser de 18,6 % à 5,5 % le taux de TVA pour ces travaux de débroussaillage, s'est abstenue.

M. Jean Poperen crée Le Nouveau Monde

M. Jean Poperen, ancien ministre des relations avec le Parlement, a annoncé, mercredi 15 avril, la création de l'association Le Nouveau Monde, qui «pourrait être un peu ce que fut le club Jean-Maurin des années 60», c'est-à-dire un lieu d'«élaboration» et de «vulgarisation» des «idées de la gauche d'aujourd'hui». «Que se retrouver, est-il écrit dans le texte de fondation de cette association, tous ceux — intellectuels, politiques, syndicalistes, animateurs d'entreprises — qui ne croient pas à la «fin de l'histoire» et qui veulent que l'avenir soit la démocratie, animée par le mouvement des idées!»

Ce texte est signé, notamment, par

trois membres du gouvernement — M^{me} Catherine Tasca et MM. Georges Kiejman et Emile Bi-sini, — par des universitaires et écrivains tels que M. Alexandre Adler, Marc Augé, Michel Deguy, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Gilles Kepel, Claude Lèvy-Strauss, Bernard-Henri Lévy, M^{me} Blandine Barret-Kriegel, Elisabeth de Fontenay et Danièle Sallenave, par des personnalités de l'Eis comme MM. Vladimir Fedorovski et Bronislaw Geremek, ainsi que par M. Pierre Bergé, président-directeur général de la maison de couture Yves-Saint-Laurent, et par des proches de M. Laurent Fabius, tels que MM. Maurice Benassy, André Sainjon et Denis Bonvalot.

générale au Sénat

un accélérateur de croissance»

A propos du mode d'élection des sénateurs, M. Bérégovoy, qui avait annoncé la semaine dernière l'abandon de la proportionnelle pour les élections législatives, a précisé qu'il n'entendait pas remettre à plus tard la réforme actuellement en cours. «Lorsqu'il n'y a pas de changement de mode de scrutin, peut-on [le] rendre plus équitable? Cela concerne votre assemblée. Je suis prêt entendre vos suggestions quand vous en discutez, évidemment», a-t-il lancé.

Si ces nouvelles ont été accueillies avec placidité par les sénateurs, les propos du premier ministre ont suscité en revanche de vives protestations lorsqu'il a été question de la lutte contre la corruption, qui constitue, avec celle contre le chômage et l'insécurité, l'un des trois objectifs principaux du gouvernement. M. Bérégovoy n'a pourtant pas brandi de «liste» de personnalités impliquées dans des «affaires».

Il a cependant indiqué que «ce qui se passe dans la région parisienne sera connu et ne devra plus s'y passer». Le premier ministre a cité un certain nombre de sec-teurs, «l'immobilier, les marchés publics, la publicité, les manipulations de toutes sortes» en assurant qu'«il devra y avoir de la

clarté». Il a annoncé la création prochaine d'une commission de moralisation composée «de personnalités qui ne seront pas politiques». Cette commission, a-t-il précisé plus tard, n'aura pas la charge des investigations mais sera chargée de proposer un cadre de réflexion à la lutte contre la corruption.

La charge imprécise de M. Bérégovoy, qui s'est refusé tout comme à l'Assemblée nationale à «donner des noms», a entraîné une réplique de M. Romani (RPR), qui lui a demandé de ne plus user «de menaces et de sous-entendus au Parlement». «De grâce, si vous avez des informations transmettez-les à la justice», a conclu le sénateur de Paris.

GILLES PARIS

(1) Le projet prévoit l'extension du scrutin proportionnel, actuellement réservé aux départements qui élisent au moins cinq sénateurs, aux départements qui en élisent au moins trois, ainsi que le renforcement au sein des collèges des grands électeurs de la représentation des villes puisque les communes comptant un député par tranches de cinq cents habitants.

LE PORTUGAL A PARTIR DE 1570F* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.

*Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

AP AIR PORTUGAL

chaque jour davantage

BENJAMIN STORA

Son livre est pionnier et opportun, savant et clair.

Jean-Pierre Rioux, *Le Monde*

ILS VENAIENT D'ALGÉRIE

La vision d'historien de Benjamin Stora nous rappelle que la situation n'a rien de ponctuel. Et surtout qu'elle ne peut être appréhendée sans tenir compte du caractère passionnel des relations entre l'Algérie et la France.

Francis Zempini, *Libération*

L'auteur retrace la vie d'une communauté sans cesse en métamorphose, sans cesse aussi enjeu de luttes.

Eric Roussel, *Le Figaro*

Un travail gigantesque, et ô combien utile, pour la mémoire et pour l'avenir.

Ezzedine Mestiri, *Jeune Afrique*

FAYARD



**Dimanche,
pas de Grand Prix.
Mais pour nous,
la course
ne s'arrête jamais.**



RENAULT

elf partenaire de Renault en F1

CHAMPIONNAT DU MONDE 1992 DE FORMULE 1

In entretien
sur

ATTAK, 4
NON

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

Le monde
de la
politique
et de la
culture
est en
attente
d'un
nouveau
chef.
Le
général
Seydi
Ertan
est
le
candidat
le
plus
probable.
Il a
été
ministre
de la
Défense
et a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
militaire.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.
Il a
été
le
premier
ministre
du
gouvernement
civil.

هكذا من النهر

SOCIÉTÉ

Un entretien avec le cardinal Decourtray sur l'affaire Touvier

« Un procès pourrait, en servant la justice, servir aussi la réconciliation » nous déclare l'archevêque de Lyon

Archevêque de Lyon, le cardinal Albert Decourtray avait publié, le 6 janvier dernier, un rapport qu'il avait commandé à une commission d'historiens sur les relations entre Paul Touvier et l'Eglise. Dans un entretien au Monde, il réagit au non-lieu dans l'affaire Touvier prononcé, lundi 13 avril, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il souhaite que soit poursuivi l'effort pour faire toute la lumière sur la situation de la France sous l'Occupation : « Je refuse le ressentiment, mais je n'accepte pas pour autant l'oubli. » A la veille de la fête juive de Pâques, qui devait commencer vendredi 17 avril, et de celle de Pâques, il cite l'exemple du rapprochement entre chrétiens et juifs comme signe de réconciliation entre les Français.

« Que vous inspire ce paradoxe d'une France qui construit son avenir, avec l'éclaircissement de la perspective européenne, alors qu'elle n'est pas encore au clair avec son passé, comme le montre la réouverture de l'affaire Touvier ? »

« Si le mot n'était pas aussi dévalué, je dirais, ce qui ne vous étonne pas en cette veille de Pâques, que mon premier sentiment est proche de l'espérance. Face à un monde qui paraît si souvent fatigué et ne cesse de se répéter, Pâques est la promesse toujours offerte de renouveau. Que la mort ait été dominée et comme englobée dans la vie triomphante, ce n'est pas là un discours, mais une réalité. »

« Quand je parle de renouveau, je pense aux événements que vous venez de citer. Je suis frappé par le caractère usé de bien des propos. On rassure. On remédie. Et c'est ainsi qu'on entretient le ressentiment. Or, il est nécessaire de se tourner vers le passé, c'est en vue de le purifier, de s'en libérer s'il y a lieu, de l'assumer. Alors seulement on peut vivre quelque chose de neuf, on peut risquer de vrais projets. Vous évoquez la construction de l'Europe. C'est justement l'un de ces projets ! »

« Avez-vous admis ou regretté la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris mettant fin aux poursuites, pour crime contre l'humanité, de Paul Touvier ? »

« Je viens de dire que je refuse le ressentiment, mais je n'accepte pas pour autant l'oubli. L'oubli alimente le ressentiment. C'est le contraire du pardon, qui ne va pas sans l'aveu. Pour ma part, j'ai voulu que toute la lumière soit faite sur les rapports entre Paul Touvier et l'Eglise. J'ai sollicité pour cela le concours d'historiens reconnus. Mais j'aurais souhaité que ce travail soit complet. »

« Il ne m'appartient pas de dicter leur conduite aux hommes politiques, aux magistrats ou aux policiers. Mais pourquoi ne s'efforceraient-ils pas, eux aussi, de faire toute la lumière possible sur les responsabilités prises par leurs homologues pendant l'Occupation ? Il ne dépend pas seulement d'une cour d'appel ou d'une Cour de cassation que toute la clarté soit faite. Qui empêche d'y travailler ? De quoi a-t-on peur ? Pourquoi vouloir évacuer ce passé-là ? Et comment pourrait-on l'exorciser sans le regarder courageusement en face ? »

« Écoutons nos silences »

« Sans doute parce que ce sont des événements trop récents et encore brûlants ? »

« En ces jours de Pâques, je fais mémoire d'un homme qui, il y a deux mille ans, a été injustement condamné, crucifié et est ressuscité. Dans cette mémoire toujours actuelle, je trouve le désir et la force de regarder en face l'insoutenable. Insoutenable, comme la rafle des enfants d'Israël, à laquelle je ne cesse de revenir, parce que cet événement est le signe de l'honneur le plus inhumain. Il s'agit d'enfants. Il s'agit de juifs. Et parce que juifs, ces enfants ont été envoyés en camp de concentration. Qui l'a voulu ? Qui l'a décidé ? Qui l'a toléré ? Qui a permis Drancy ? Qui a osé parler ? Qui s'est tu ? Pourquoi ? »

« Je lis de divers côtés que la plupart des évêques de cette période ont fait silence. C'est vrai, mais certains, et plus qu'on ne le dit, ont parlé. Et surtout, reconnaissons que le silence des évêques a été général pour ce qui concerne l'antisémitisme. Alors regardons plutôt ensemble la réalité. Écoutons nos silences. Il faut que la société française consente à cet effort de vérité sur elle-même. Oui, regardons l'insoutenable et tirons ensemble les leçons du passé. »



ALBERT DECOURTRAY

d'un « crime contre l'humanité ». Je veux seulement dire que je crois mes concitoyens capables dans leur majorité de supporter la vérité, quelle qu'elle soit.

« Ne manquons-nous pas de signes ou de gestes symboliques de réconciliation comme ceux, hier, du chancelier Adenauer, de Willy Brandt, et plus récemment du roi d'Espagne abrogeant le décret d'expulsion des juifs de 1492 ? »

« Certes, mais peut-être ne manquons-nous pas aussi ceux qui existent ! En France, il y a eu des gestes vus et changés de sens. Au moment de la profanation des tombes juives à Carpentras, on a vu des rabbins et des évêques marcher ensemble, main dans la main, sur un boulevard de Paris. L'an dernier, je me suis trouvé à la tribune de l'amphithéâtre de la Sorbonne à l'invitation du grand rabbin Samuel Strik, avec le rabbin Eisenberg et le vice-recteur de la

Mosquée de Paris. Nous avons confessé, dans chacun de nos discours, notre foi commune au Dieu d'Abraham. Aux facultés catholiques de Lyon, on vient d'inaugurer une chaire d'études du judaïsme, sous la présidence conjointe du grand rabbin et de l'archevêque. C'est avec ce grand rabbin que, le jour de l'ouverture du procès Barbie, je m'étais rendu au mémorial juif dressé place des Terreaux à Lyon.

« Ce n'est là qu'un commencement discret. Peu de chrétiens ont conscience du chemin parcouru depuis la guerre, avec les rencontres de Jules Isaac et de Jean XXIII, le concile Vatican II, la visite de Jean-Paul II à la synagogue de Rome. Le chemin sera long, comme dit le prophète Jérémie. Il y aura des hauts et des bas, et bien des malentendus, mais l'avenir est là. L'histoire va dans le sens de notre réconciliation et elle nous y appelle. On ne pourra plus revenir en arrière. »

« Mais entre vous, juifs et chrétiens, il y a aussi tout un travail de purification du passé à faire ? »

« La mémoire chrétienne, en effet, est loin d'être purifiée. On a beaucoup parlé, ces derniers temps, d'Isabelle la Catholique. Cette reine d'Espagne était pieuse et vertueuse, mais sous son règne, tous les juifs ont été chassés du pays ou contraints de se convertir ! Il faut que les chrétiens regardent simplement de telles réalités. L'effort de réconciliation entre l'Eglise et les juifs vient de commencer. Il exige la plus grande honnêteté, une collaboration croissante au service de valeurs essentielles et une inaltérable confiance. »

« Si le travail de purification de la mémoire que j'ai suscité pour clarifier les rapports de Paul Touvier avec des hommes d'Eglise a été apprécié par la plupart des juifs, c'est peut-être aussi parce que nous avons en commun un certain sens de l'histoire. Certes, la différence est considérable, mais la ressemblance aussi. Pour les juifs, la venue du Messie ne se situe que dans l'avenir. Pour les chrétiens, elle se situe aussi, quoique pas seulement, dans l'avenir, car il reviendra à la fin du temps, malgré la victoire définitive de Pâques sur la mort et sur le mal. Cette ressemblance ne nous commande-t-elle pas de travailler ensemble pour préparer, dans notre histoire humaine, l'avènement du Messie ? »

Propos recueillis par HENRI TINCO

EN BREF

□ Huit villes candidates pour les Jeux olympiques de l'an 2000. - A la clôture des inscriptions, mercredi 15 avril, huit villes avaient officiellement signalé leur candidature auprès du Comité international olympique (CIO) pour accueillir les Jeux olympiques de l'an 2000 : Berlin, Brasilia, Istanbul, Manchester, Milan, Pékin, Sydney, et Tachkent (Ouzbékistan). Le CIO prendra sa décision lors d'une réunion en septembre 1993 à Monaco.

□ La commission des conflits de la REN se réunira jeudi 23 avril. - La commission des conflits de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) se réunira jeudi 23 avril. Elle devra donner un avis sur « la nature et l'étendue des violations du pacte fédéral » imputables à deux syndicats de sa minorité, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) (le Monde des 9 et 10 avril). Si la commission, qui comprend 25 membres, dont 13 de la majorité, vote l'exclusion des deux syndicats, un bureau fédéral national puis un conseil fédéral élargi se réuniront pour examiner ses conclusions.

□ Le conseil régional de Rhône-Alpes demande une enquête d'utilité publique sur Superphénix. - Le conseil régional de Rhône-Alpes s'est réuni, jeudi 16 avril, à une proposition des Verts et de Génération Ecologie réclamant qu'une « nouvelle enquête d'utilité publique préalable à la mise en service éventuelle du réacteur Superphénix soit faite » (le Monde du 15 avril). « Conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la population », la région a décidé d'organiser « un large débat comprenant l'audition d'experts reconnus ». Lors de la campagne pour les élections régionales, le président UDF de la

région Rhône-Alpes, M. Charles Millon, s'était prononcé contre le redémarrage de ce réacteur implanté dans un département, l'Ain, dont il est l'élu.

□ Pas de remise en liberté de M. Michel Rey. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a rejeté, jeudi 16 avril, une nouvelle demande de mise en liberté de M. Michel Rey, écroué depuis le 27 février dans le cadre du dossier sur le financement de partis politiques dans la Sarthe, instruit par le juge Renaud Van Ruymbek. Le PDG de la SAGES, inculpé de trafic d'influence, faux et usage de faux le 24 février dernier, est le seul des sept inculpés du dossier Urba-SAGES à être incarcéré. A l'appui de leur demande de remise en liberté, les avocats de M. Rey, M. Charles Libman et Philippe Billaud, ont insisté sur l'état de santé déclinant de leur client, âgé de soixante-six ans.

□ Attentat de 1990 à Djibouti : cinq mandats d'arrêt internationaux sont lancés. - Cinq mandats d'arrêt internationaux ont été lancés, jeudi 16 avril à Paris, contre les auteurs présumés de l'attentat commis le 27 septembre 1990 au Café de Paris à Djibouti. Un enfant de six ans, Olivier Nervet, fils de militaire français, avait été tué, et quinze personnes, françaises pour la plupart, avaient été blessées. Les cinq mandats visent les exécutants présumés de l'attentat : MM. Awaleh Ghelleh Assoweh, quarante ans (chef présumé du commando), Abdi Bouh Aden, trente-trois ans, Mohamed Hassan Farah, vingt-six ans, Mohamed Ali Areyte, quarante-quatre ans, anciens militaires de l'armée djiboutienne, et un complice du groupe, proche des milieux libéraux et iraniens, M. Mahdi Hamed Abdillahi, trente-sept ans.

REPÈRES

INTÉGRATION

Le lycée d'Avion veut garder son professeur zairois

Quelque cinq cents élèves, professeurs et parents du lycée Picasso d'Avion (Pas-de-Calais) ont manifesté, jeudi 16 avril, dans les rues de cette ville pour protester contre la prochaine reconduite à la frontière d'un professeur de philosophie de l'établissement. De nationalité zairoise, M. Ndolu Mbolungu, trente-cinq ans, avait sollicité le statut de réfugié politique à son arrivée en France, en 1989, faisant état de persécutions dont il aurait été victime en tant qu'opposant à la dictature. Après avoir obtenu un poste de maître auxiliaire dans l'académie de Lille à la rentrée 1990, sa demande d'asile, en février 1991, par la commission de recours des réfugiés. Ce qui n'a pas empêché l'éducation nationale de faire de nouveau appel à ses services à la rentrée suivante pour enseigner la philosophie à trois classes du lycée d'Avion. Une « invitation à quitter le territoire » avant le 25 avril prochain vient d'être notifiée à M. Mbolungu. Dans la foulée, le recteur lui a retiré sa « délégation ». Ses élèves, qui passent le baccalauréat dans deux mois, et ses collègues ne l'entendent pas ainsi. Leurs représentants ont été reçus, jeudi, à la préfecture du Nord, où le représentant de l'Etat leur a expliqué qu'il n'avait fait qu'appliquer une décision de justice. Le recteur précise qu'il n'a fait que tirer les conséquences de la décision de la préfecture.

EDUCATION

L'Europe à la fête dans les écoles

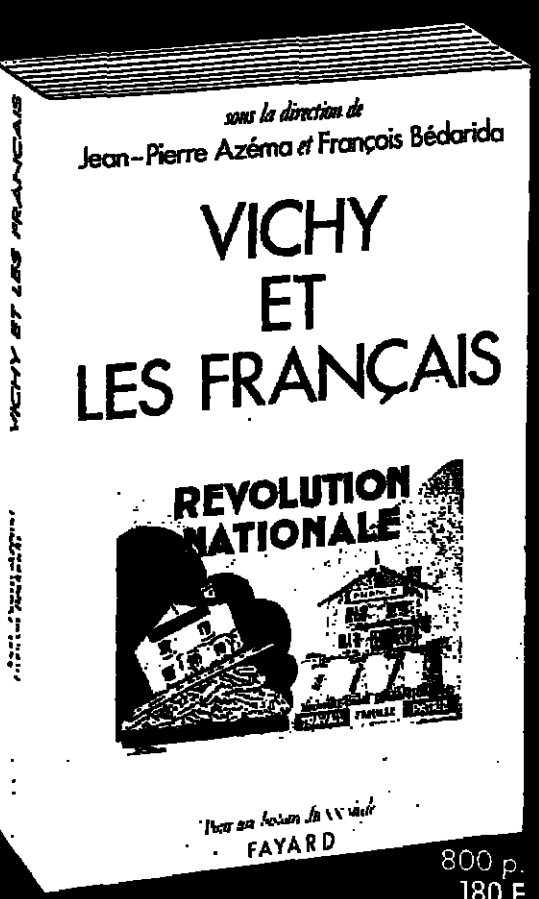
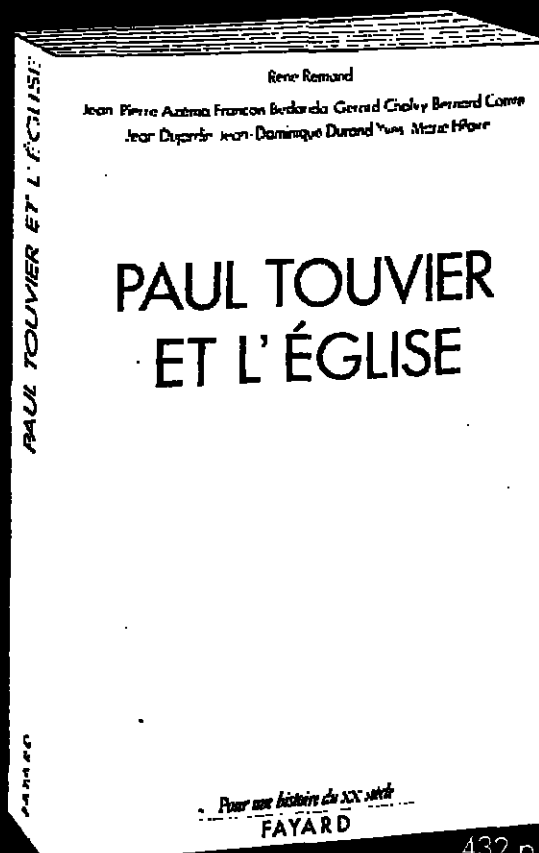
M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, ont lancé, jeudi 16 avril, une journée de l'Europe à l'école, qui aura lieu jeudi 21 mai. Cette initiative, destinée en priorité aux 900 000 élèves des classes de CM2, a pour objectif, alors que s'ouvrent les débats sur la ratification du traité de Maastricht. Le 21 mai, 30 000 agents de l'Etat, des ministres aux simples fonctionnaires, seront mis à contribution pour se déplacer dans les classes.

URBANISME

M. Bianco approuve le Conseil d'Etat

Le rapport présenté jeudi 16 avril par le Conseil d'Etat sur les insuffisances des règles d'urbanisme et les réformes qu'elles appellent (le Monde du 17 avril) a été approuvé par M. Jean-Louis Bianco. Toutefois le ministre de l'équipement, pour lequel on ne peut pas parler de crise des règles françaises d'aménagement et de construction mais de simples dysfonctionnements, souhaite consulter les élus locaux avant d'engager un processus législatif de réforme du code de l'urbanisme. Cette réforme concernerait notamment les directives territoriales d'aménagement en remplacement des schémas directeurs (SDAU) et le rythme de modification des plans d'occupation des sols (POS).

Pour mémoire



SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Vives réactions après l'annonce de M. Joxe

8 000 militaires de carrière et 4 750 civils sont concernés par les restructurations dans l'armée

Les mesures de restructuration des forces armées annoncées, jeudi 16 avril, par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, ont entraîné de nombreuses réactions des élus et responsables des régions touchées, comme des syndicats des personnels civils de la défense. Au total, 24 000 militaires (dont 16 000 appelés) et 4 750 civils sont concernés par ces dissolutions ou regroupements d'unités qui frappent 93 localités en France, et 4 en Allemagne (le Monde du 18 avril et nos dernières éditions du 17 avril).

Il s'agit d'une « politique du fait accompli », dénonce le RPR par la voix de son député à la défense, M. François Fillon qui, sans remettre en cause le bien-fondé de ces réformes, exige cependant « d'urgence l'organisation d'un débat », et « réclame avec force un plan précis et audacieux pour l'avenir de nos armées ».

Les responsables des régions les plus touchées sont moins nuancés dans leur jugement, tels M. Jean-Jacques Weber, député UDC du Haut-Rhin : « C'est la bombe à neutrons (...) en termes de bataille navale, l'Alsace, c'est touché-coulé. » Pour M. Gilles de Robien, maire (UDF) d'Amiens, la suppression de la 8^e division d'infan-



terie basée en Picardie confirme que sa ville, qui, déjà, n'a bénéficié d'aucune délocalisation des services publics, est « systématiquement oubliée et négligée ». Enfin, la fédération CFDT des établissements et arsenaux de l'Etat appelle à une grève le 23 avril, tandis que la CGT « condamne en bloc le contenu et la forme du plan Joxe, qui remet toute la politique de défense à plat au nom de l'Europe ».

Le ministre avait pourtant indiqué, jeudi devant la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, que son ministère était « prêt à assumer, aux côtés de l'ensemble des administrations d'Etat compétentes, les responsabilités qui sont les siennes en termes d'aménagement du territoire ». « Je ne me désintéresse nullement des conséquences qu'entraîneront localement ces restructurations », avait-il ajouté.

Des actions de reconversion

Une délégation aux restructurations est chargée « d'étudier et de mettre en œuvre avec l'ensemble des partenaires locaux concernés, collectivités locales, syndicats, organismes socio-professionnels, autorité militaire, l'ensemble des actions de reconversion propres à chaque site ». Un fonds de 80 millions de francs est destiné au financement de ces actions. Les services du ministère prévoient qu'ils devront consacrer en outre 200 à 500 millions de francs au traitement social des restructurations. La mise en œuvre effective de ces dernières s'effectuera pas

avant juillet 1993, ce qui, a estimé M. Joxe, représente « un préavis suffisant ».

Les chiffres fournis (8 000 militaires de carrière et 4 750 personnels civils) portent aussi bien sur des mutations que sur des suppressions de postes. Dans ce dernier cas, les personnes touchées devraient pouvoir bénéficier de mesures de formation et de reclassement, indique-t-on au ministère. Une concertation va être engagée avec les syndicats, qui seront repus le 23 avril par les services de M. Joxe.

Le ministre a souligné que les mutations de notre environnement géographique, et notamment « le processus de désintégration de l'empire soviétique », rendent indispensable ce plan de restructuration, dont les premières mesures avaient été annoncées fin 1991, et que M. Joxe prévoit de poursuivre jusqu'en 1996.

Globalement, a-t-il indiqué, l'armée de terre devrait subir « une diminution entre un quart et un cinquième » de ses effectifs. Les réductions seront moindres pour l'armée de l'air, dont la flotte d'avions sera ramenée, à terme, de 450 à 400 appareils, et pour la marine, qui « spécialise ses forces maritimes ». Brest regroupant les moyens de lutte anti-sous-marin, et Toulon la flotte de surface. Enfin la Délégation générale pour l'armement (DGA) devra subir une restructuration pour tenir compte de la modification des données sur le marché des armements.

J.-P. D.

L'exil prémoderne

Suite de la première page

De nombreux artistes d'origine étrangère qui ont d'abord séjourné à Paris sont là aussi : Max Ernst, Marc Chagall, Roberto Matta, Ossip Zadkine et d'autres.

Les intellectuels ne manquent pas : le philosophe thomiste Jacques Maritain, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, le philosophe et épistémologue Alexandre Koyré, le médiéviste Gastave Cohen, le sociologue Georges Gurwitsch, l'historien de l'art Henri Focillon.

Parmi les savants, on compte les mathématiciens Jacques Hadamard et André Weil, le physicien Léon Brillouin, le Prix Nobel de physique Jean Perrin et son fils, Francis; Pierre Auger, physicien lui aussi.

L'énumération serait, bien sûr, incomplète si l'on ne mentionnait les poètes, journalistes, hommes d'affaires et diplomates : Pierre Cor, Henry Torrès, Henri de Kerillis, Geneviève Tabouis.

Deux autres figures, plus washingtoniennes que new-yorkaises émergent de l'ensemble : Jean Monnet, le futur père de l'Europe et le diplomate déchu Alexis Léger qui est aussi le grand poète Saint-John Perse.

Comment vont s'implanter, s'activer ou se croiser, voire s'affronter, tous ces microcosmes plus ou moins entravés dans le maelstrom général de la guerre ?

Un contexte très pétaillé

« Pour qui a connu la France libre, à Londres, devait indiquer, et si double qualité de témoin et d'historien, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ancien directeur de la Documentation française, les Français d'Amérique qui sont un objet d'étonnement (...). Londres est en guerre et New-York ne l'est pas. Les Anglais ont rompu avec Vichy alors que pendant deux ans, la politique américaine est de maintenir le lien. A Londres, de Gaulle est seul à occuper le décor où son charisme se déploie; la France libre est peu de chose vue de New-York où une société politique se recompose avec ses vestiges ».

Dans l'ensemble, « si les Français de Londres sont, dès le départ, des engagés et ceux de New-York, pour la plupart des spectateurs, l'étendue de l'Amérique ne permet qu'accueillir la différence des points de vue (...). Au total, quatre ans de querelles franco-françaises, en contrepoint non seulement de la distance de Vichy et de la montée de la France libre, mais du jeu américain ».

Dans un contexte initial généralement très pétaillé où chacun a ses bonnes raisons (ainsi André Maurois ne veut pas oublier qu'il doit au maréchal son élection à l'Académie française), les débats de la France libre seront « une suite de dérapages », explique encore Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Il lui faudra attendre décembre 1941 pour disposer, après une mission sur place de René Pleven, « d'une délégation enfin accréditée avec siège à New-York et San Francisco et bureau à Washington ».

Un jeune avocat, Raoul Aglion, en est le secrétaire général. A ses côtés : Jacques de Sleytes, vice-président à New-York des parfums Paton, qui fut le premier représentant du général de Gaulle à New-York, mais révéla ses insuffisances; Adrien Tixier, directeur du Bureau international du travail à Washington; Etienne Boegner, fils du pasteur et représentant en Amérique de la Société d'optique et de précision de Levallois et Raoul de Roussy de Sales, un journaliste.

Les discussions ne cessèrent guère. Une association de propagande gaulliste, France Forever, connaît aussi de difficiles débuts : « mille part plus de 5 % de la colonie française n'adhèrent; moins de 25 % des membres sont français, relève encore Jean-Louis Crémieux-Brilhac. La majorité des ventes de l'immigration sont restées à l'extérieur. » Attention, suit-il, à l'égard de l'attitude officielle américaine, agacement provoqué par le style du général de Gaulle expliquant le comportement de la majorité, même si les émigrés favorables au maréchal sont moins nombreux.

Lorsque les choses iront mieux : création en janvier 1942 d'un hebdomadaire gaulliste, Pour la victoire, que dirige Geneviève Tabouis et Henri de Kerillis, les événements relancent l'ambiguïté et les dissensions. Le débarquement en Afrique du Nord, le rôle donné là-bas à l'armée collaborationniste François Darlan, puis son assassinat (24 décembre 1942) et la succession assumée par le général Giraud, la longue lutte de Gaulle-Giraud avant l'accord de juin 1943 à Alger, tout cela exacerbe les conflits.

Pendant ce temps, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger - déchu de son poste par Paul Reynaud au moment même où était nommé un obscur sous-secrétaire d'Etat, Charles de Gaulle, qui faisait ainsi, par la petite porte, son entrée - s'enferme à New-York puis à Washington dans une haineuse solitude, un « anonymat passionné », dira un Américain.

Cette situation fera renvoyer Alexis Léger à la poésie, a expliqué Pierre Morel, ministre plénipotentiaire, conseiller diplomatique du président de la République. Exilé, l'homme à l'élégance, l'homme de la plume de celui qui, au début du mois de septembre 1940, écrit : « Je vis seul à New-York, hors du milieu français et ma solitude y est telle que je voudrais disparaître sans laisser de traces à la surface et en même temps j'ai volontairement plongé ».

« Deux grands solitaires »

Mais l'autorité diplomatique et morale intacte du « solitaire », du « réfractaire », comme il se nomme lui-même, trouve à s'employer auprès du président Roosevelt, entre autres. Car il y a bel et bien chez Alexis Léger ce qu'il décrit comme son « effort secret pour aider au salut final de mon pays malgré lui ». Ce républicain, ce démocrate inébranlable échouera à faire entendre son point de vue. Roosevelt l'écoute avec bienveillance mais demeure attaché à son choix initial en faveur de Vichy.

Quant au dialogue, si l'on peut dire, de Gaulle-Léger, ce sera, explique Pierre Morel, l'effacement de « deux grands solitaires ». Entre eux, la parenté de style est certaine, mais « l'incompréhension de méthodes absolue. De Gaulle est un « rebelle », adepte du « fait ». Léger est un grand écrivain, l'homme de la plume, le saut coupé d'une France en pleine recomposition. Les deux hommes, résumait Pierre Morel, ne pourront donc que « marcher de pari et d'autre d'un mur qui va s'égarer ». Alexis Léger, qui est resté sourd aux appels de de Gaulle et de Churchill, n'aime pas le chef de la France libre. Saint-John Perse lui rendra l'étonnant hommage des derniers versets de « Vents ».

« Quand la violence est renouvelée le lit des hommes sur la terre. Un très vieux arbre, à sec de feuilles, repart le fil de ses racines. Et un autre arbre de haut rang montait déjà des grandes Indes souterraines. Avec sa feuille magnétique et son chargement de fruits nouveaux ».

Les scientifiques français en exil, dont Bertrand Goldschmidt, ancien directeur au Commissariat à l'énergie atomique a décrit les odyssées, furent bien sûr l'enjeu de batailles politiques : tous avaient besoin de la fin de la guerre une forme d'expression inédite par sa puissance et sa force dévastatrice.

On retrouve les ingrédients contradictoires de l'attitude américaine : une extrême méfiance de l'administration et des comportements bureaucratiques taillonnés et dilatoires, à côté d'initiatives privées salvatrices des personnes et des talents, tantôt individuelles, tantôt émanant d'organismes aux premiers rangs desquels la Fondation Rockefeller.

Rejetés de l'entreprise atomique américaine, les savants français créés furent associés à un projet anglo-canadien. Plus tard, le CEA devait sor-

tir de ces débuts chaotiques qui eurent une autre conséquence évoquée par Bertrand Goldschmidt : « Pierre Auger, qui participa avec quatre autres « exilés » : Francis Perrin, Guéron, Kowarski et moi-même au démarrage du CEA fut aussi le responsable d'une des retombées les plus importantes de l'exode des scientifiques français aux Etats-Unis. Il avait été très impressionné par le système éducatif américain (...). Il écrivit à ce sujet un article dans une revue d'Alger (...) à la suite de quoi, peu après la libération de Paris, René Capitant, ministre de l'éducation nationale du gouvernement provisoire, lui demanda d'assumer pendant trois ans la direction de l'enseignement supérieur pour y exécuter les réformes qu'il avait recommandées. Ce fut l'origine du système des trois cycles de l'enseignement supérieur : la propédeutique, la maîtrise et le doctorat ».

En assurant le sauvetage de chercheurs menacés, la Fondation Rockefeller avait contribué indirectement à la création à New-York d'une institution un peu fantomatique : l'Ecole libre des hautes études qui se révéla cependant un étonnant laboratoire pour le développement ultérieur des sciences humaines en France. Aristide Zolberg (New School for Social Research, New-York) et Brigitte Mazon (Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris) ont minutieusement décrit une entreprise dont l'enseignement (à temps partiel) le plus célèbre, Claude Lévi-Strauss revint, après sa rencontre avec le linguiste Roman Jakobson, en pleine possession d'outils théoriques qui allaient renouveler le discours anthropologique.

Le retour du « pape » Breton

Une institution savante à l'écart de l'agitation de la période ? Certainement pas. Des conflits éclatèrent avec, pour horizon, les déchirements politiques déjà évoqués ainsi que l'avenir hypothétique - en France ? Aux Etats-Unis ? - de chercheurs d'origine étrangère passés par la France avant de s'exiler à New-York. C'est dans cette atmosphère que Claude Lévi-Strauss succéda à Alexandre Koyré comme secrétaire général de l'Ecole libre. L'institution devait tomber en désuétude à la fin de la guerre mais d'une certaine façon renaitre de ses cendres à Paris avec la création de la section de l'Ecole pratique des hautes études devenue depuis l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Le grand anthropologue français a plusieurs fois raconté sa rencontre puis ses contacts à New-York avec le milieu surréaliste. A l'exception de ces réunions ou contacts racontés par Claude Lévi-Strauss, les surréalistes s'éloignent assez rapidement sur eux-mêmes et obnubilés par leurs productions (les revues *View* et *VVV*) et le retour à Paris du « pape » André Breton fut difficile. Il ne renaquit qu'en mai 1946, après avoir mené à bien aux Etats-Unis divers projets d'ordre littéraire ou privé. Ce fut pour affronter un problème renouvellement de génération bien décrit par Michel Murat (université du Mans) et pour trouver sa place dans un foisonnement créatif dont il n'avait pas la maîtrise, entre les analyses de Jules Monnerot, du philosophe Ferdinand Alquié ou du critique-écrivain Maurice Blanchot. A New-York, Breton a finalement perdu ou abandonné la force convulsive des années 30 à laquelle succède la vision humaniste de *Signe ascendant*. Il y a aussi l'espoir d'une position dominante sur la scène littéraire française. Lorsqu'il revient à Paris, Aragon, Sartre, Camus tiennent le haut du pavé.

On a maintes fois comparé, au cours du colloque, entre autres Annie Kriegel (Paris-X-Nanterre), une émigration intellectuelle française revenue du territoire national et des émigrations autrichienne et allemande venues, elles, en général, à l'exil définitif et à des formes de réaffirmation personnelles et théoriques aux Etats-Unis. Annie Kriegel indiquait aussi la conséquence la plus forte de cette différence : « de manière si inattendue et si allègre, la France put de 1945 à 1975 suivre le chemin de renaissance et d'épanouissement qu'on appelle les Trente Glorieuses, c'est qu'une poignée d'hommes, entre 1940 et 1945, fut à New-York exposée aux idées et aux recherches qui allaient constituer le socle de la modernité à venir ».

On n'a pas encore dressé l'inventaire complet des éléments d'ailleurs controversés de cette modernité ramenée de New-York : développement des sciences sociales et renouvellement des sciences humaines, reconstruction du pays dévasté aux normes architecturales et d'aménagement du territoire américaines, importation des techniques du management.

On n'a pas non plus exploré tous les liens complexes et ambigus qu'attirent cette ample moisson avec sa toujours possible lecture défavorable : l'impérialisme américain et avec son envers intermittent : l'anti-impérialisme. On n'a pas encore, enfin, quoi Paris laisse apparemment dans le voyage forcé à New-York certains fleurons de sa couronne antérieure comme le rôle de capitale mondiale de l'art.

MICHEL KAJMAN

Les principales mesures

La restructuration des forces

- Armée de terre :
 - Dissolution de l'état-major de la 8^e division d'infanterie implanté à Amiens et de l'ensemble des régiments qui lui sont rattachés : 5 497 personnes.
 - Dissolution de l'état-major de 2^e corps d'armée implanté à Baden (RFA) et de l'ensemble des unités constituant les éléments organiques de ce corps : 3 101 personnes dont 435 feront l'objet de transfert.
 - Dissolution de trois régiments de Pluton (Laon-Couvron, Oberhoffen et Mailly) : 3 522 personnes dont 977 feront l'objet d'une réorganisation.

Armée de l'air

- Dissolution de la base aérienne 124 de Strasbourg-Entzheim : 1 993 personnes.
- Marine :
 - Concentration des bâtiments de la flotte de surface au Brest et Toulon.
 - Mise en gardiennage de la base aéronavale corse d'Aspretto : 22 personnes.
 - Transfert à Landivisau des Super-Étendards stationnés à Hyères : 200 personnes.
 - Fermeture progressive de la base aéronavale de Fréjus-Saint-Raphaël : 473 personnes dont 225 feront l'objet de transfert.

La restructuration des soutiens

- Elle portera essentiellement sur la restructuration d'une vingtaine d'établissements régionaux du matériel et d'établissements de réserve générale du matériel : sur celle d'établissements des subsistances ; sur l'allègement des structures territoriales du commissariat de l'armée de terre et du service du génie ; sur la rationalisation enfin du service de santé des armées.

La restructuration de la délégation générale pour l'armement

- Les établissements relevant d'un processus d'amélioration de leur productivité et d'adaptation à leur charge de travail. Dans cette perspective, des mesures d'incitation à la mobilité seront proposées aux personnels et des possibilités de retraite anticipée à cinquante-cinq ans seront offertes (plus 2 900 personnes).

Organisation européenne des brevets

Prix 1992

"Brevet et éthique" en technologie moderne

Il est prévu de décerner pour des travaux scientifiques consacrés au thème de ce concours deux prix (15 000 et 10 000 DM) par groupe de candidats (groupe A : candidats externes ; groupe B : agents des services de la propriété industrielle). Les travaux soumis doivent être inédits et ne devraient pas dépasser trente pages dactylographiées (DIN A4, interligne 1/2).

- Sont autorisés à participer à ce concours les ressortissants des seize Etats membres de l'Organisation européenne des brevets* ainsi que toute personne y exerçant une activité, y compris les agents des offices nationaux de brevets des Etats membres et ceux de l'Office européen des brevets.

- Les prix sont décernés par un jury. Toute voie de recours est exclue. Les prix peuvent être partagés.

Vous voudrez bien adresser vos travaux (manuscrit, cassette audio ou vidéo) en langue allemande, anglaise ou française, accompagnés d'un résumé de deux pages au maximum, dans une enveloppe fermée portant un code (sans indiquer votre nom) et fournir séparément des renseignements personnels et une photo d'ici le 31 août 1992 à l'Office européen des brevets, "Prix '92", Erhardtstraße 27, D-8000 Munich 2.

Les prix seront attribués en automne 1992 à Munich.

* Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse

Quarante-cin

DISTRIBUTEURS DE CANNES

وعد من الفصل

CULTURE

ARTS

Les variations d'un génie baroque

Une double exposition a pour ambition de faire découvrir la part la moins connue de l'œuvre du sculpteur Zadkine

ZADKINE
Musée Réattu
et Espace Van-Gogh, à Arles

Les grèves de la SNCF ont parfois des conséquences bénéfiques inattendues. L'une d'elles, en 1953, retint Ossip Zadkine à Arles pendant plusieurs jours. Il y découvrit une ville qu'il compare à Sienne dans une lettre à sa femme, Valentine Prax, et s'y lia d'amitié avec Jacques Lator, alors jeune conservateur du Musée Réattu, où il organisait des expositions d'art contemporain.

Dans la même correspondance, Zadkine évoque ce grand prieuré de l'ordre de Malte, devenu musée, dont les fenêtres majestueuses s'ouvrent sur une courbe du Rhône. Ces séductions réciproques se concrétisent par l'achat d'une œuvre au musée d'une très belle *Odalisque* polychrome.

Michèle Moutashar, l'organisatrice de la double exposition actuelle — sculptures à Réattu, gouaches à l'Espace Van-Gogh, — a pour ambition de servir l'œuvre de Zadkine dans sa part la moins connue. Les bromes lyriques et décalés sont connus : elle a choisi de rassembler exclusivement les œuvres taillées dans le granit ou le marbre, dans le bois d'orme ou

de chêne, celles qui sont nées de la main même de l'artiste sans autre intermédiaire que le maillet, le ciseau ou la gouge. Zadkine y gagne assurément en originalité et en puissance.

Quand il arrive à Paris en 1909, après un court séjour à Londres, où il s'est initié à la sculpture monumentale sur bois, et un bref retour au pays natal, le jeune Russe va pratiquer la taille directe comme un moyen d'échapper à l'académisme, en obéissant à la pulsion personnelle et au génie propre du matériau. C'est en inspiré qu'il parle de la suture du bois et de la brutalité des pierres.

Liberté
vagabonde

Sa sculpture la plus ancienne (1908-1909) est « un grand jeune et rouge abandonné dans un champ par un glacier arctique » sur lequel il a grossièrement tracé quelques signes d'un visage primordial à l'aide de ciseaux fabriqués par un forgeron. Peu après, en 1914, il s'abandonne à des elonguements symbolistes pour retrouver, la même année, avec *le Prophète*, un primitivisme d'arbre à peine écorcé, totem africain ou figure d'un porteur romain.

On est frappé, dans cette exposi-

tion respectueuse de la chronologie mais construite aussi autour de thèmes, par la liberté superbement vagabonde du sculpteur, qui va dans le même temps du cubisme analytique ou emblématique à une barbarie des premiers âges ; de créations primitives, à peine dégagées de la masse, à des créatures néoclassiques ; du rugueux de la pierre quasi brute à des épidermes de marbre caressé ou de bois poli ou laqué.

Jamais fixé, Zadkine échappe aux docteurs de la loi, aux théologues de la géométrie pure, stimulé par le volume à affranchir dans lequel il frappe sans schéma trop préconçu, inventant dans le geste, sensible aux suggestions du matériau, veinures du bois, fil de la pierre, échine du marbre.

Il est surprenant aussi que son œuvre englobe toute une gamme de son époque, amitiés, compagnonnages, redécouverte d'un passé négligé et des civilisations méprisées, sans cesse de porter sa marque. Elle intègre Rodin, Brancusi, Modigliani, l'art roman, l'art nègre, les primitifs, l'art grec — aussi bien les kouroi archaïques que les cariatides du cinquième siècle — le cubisme, bien sûr, mais aussi l'art déco, en affirmant néanmoins, par-dessus tout, une identité dionysiaque et baroque.

Zadkine jouait lui-même assez sévèrement ses travaux de cubiste orthodoxe. Il en est d'admirables, pourtant, comme *la Femme à l'éventail* de 1919 ou *la Belle Servante* de 1926-1927 (qu'il avait laissé ronger par les intempéries) dont la rigueur est scandée par des alternances de volumes et de plans, de courbes et d'arêtes.

Amalgames
de graphisme

Sans doute est-il plus étrange, avec quelques années de plus, dans ses œuvres d'un post-cubisme déformant. Zadkine y prodigue les obliques, les courbes et les reliefs, les plans géométriques et les volumes, multipliant les vues de face et de profil, alliant l'informel au détail anatomique incisé avec précision.

A ces amalgames de graphisme et de sculpture, à ces juxtapositions souvent antagonistes fédérés par des forces compensatoires, il ajoute souvent des touches de couleur comme pour les mettre en fête. Ce sont là les polyphonies tumultueuses de ce sculpteur épris de musique. *L'Homme saphire* (1935), *le Sculpteur* (1939), *l'Odalisque* du Musée Réattu (1932), *la Femme agenouillée* (1936) comptent parmi les plus beaux témoignages de ce

répertoire. L'exposition d'Arles ne tire pas seulement ses richesses du Musée Zadkine. D'autres musées, français et étrangers, des collectionneurs ont prêté des œuvres peu connues ou inconnues comme le petit *Toréador* de 1921, creusé dans la pierre, dont le mouvement impétueux fait songer au *Balkas* de Rodin.

Les trente-sept gouaches des années 20, réunies à l'Espace Van-Gogh, n'avaient jamais été montrées. On y repère des traces d'influence de Cézanne, des ressemblances avec Larionov et Gontcharova, quand ils remontaient aux sources de l'art populaire russe, avec les constructivistes, avec Fernand Léger. Mais là aussi règne la fantaisie personnelle

d'un jongleur des formes et des couleurs.

Zadkine, le Montparnasse, l'Europe à la culture électrique dont le primitivisme paraissait un raffinement, avait gardé en lui, on l'imagine, des naïvetés d'enfant rêvant dans les forêts du pays natal, des candeurs d'artisan de village découvrant des enseignes. « Au fond, écrivait-il, j'ai toujours été un menuisier qui, au lieu de faire une table ou une porte, aurait été amené à tailler des images en bois. »

JEAN-JACQUES LERRANT

► « Bois et pierres », au Musée Réattu, et « Gouaches des années 20 », à l'Espace Van-Gogh, jusqu'au 14 juin.

Nombre de représentations limitées avant départ en tournée

THEATRE DU SOLEIL

LES ATRIDES

Iphigénie-Agammemnon-Les choéphores

Les Euménides (création)

A PARTIR DU 15 AVRIL LOCATION OUVERTE AU 43.74.24.08

ACCESSOIRES...ACCESSOIRES...ACCESSOIR (Publicité) ACCESSOIRES...A

MON IMPER



Dépositaire de grandes marques Burberry's, Barbour, Bizzardi, Gloverall, Duffie Coat, etc. 63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.

DES LUNETTES DE 12 A 20g
HAUTE TECHNOLOGIE
EYEMETRICS
CONÇU PAR ORDINATEUR EN FONCTION DU VISAGE HOMME OU FEMME

Meyrowitz
OPTICIENS
5, RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS
TEL. 42.60.53.64

EMBAUCHOIRS : 180F GRATUIT
Du 11 avril au 9 mai, Ashford vous offre une paire d'embauchoirs pour tout achat d'une paire de MOCASSIN YALE OU DE RICHELIEU OXFORD. Chez Ashford, la véritable anglaise, montée main, finie main, cou-sue "Good Year", dans les peaussières de premier choix, du 38 au 48 1/2, elles valaient 1500F ailleurs que chez Ashford, qui les propose de 750 F à 970 F prix maximum.

Vente par correspondance, catalogue gratuit sur demande.

4, rue du Général Lamoignon - Paris 17^e
M^e Emile - Tél. : 48 88 90 66
24, rue de Valenciennes - Paris 11^e
M^e M. J. de la Roche - Tél. : 42 80 43 72

Ashford
le pur style anglais

LE RENDEZ-VOUS ACCESSOIRES

Le détail qui change tout. La plus jolie des robes, le plus beau tailleur, le costume le mieux coupé ne seraient rien sans ce détail qui change tout : l'accessoire. Il est là, comme le point final ou d'exclamation de la silhouette. Ce foulard noué négligemment, « fini » ce col de tailleur trop strict, ce sac à main fantaisie ajoute sa touche de couleur à votre jupe sombre, cette cravate à pois, comme elle va bien avec cette veste pied-de-poule (oui, oui). Car il ne suffit pas de s'accessoiriser avec ceinture, bijoux, bibi, pochette et breloque... Il faut oser, il faut casser les rythmes, il faut « jouer » l'inattendu.

Il faut surprendre. Les accessoires sont là pour cela, ils mettent votre élégance entre parenthèses, ils la soulignent d'un trait péremptoire, ils la rajoutent, ils l'éclairent, ils sont le trait d'union entre le trop classique et la gaieté. Cette page n'est qu'un accessoire, elle aussi... indispensable.

• AUTOUR DE LA CHAUSSURE

Saviez-vous qu'on trouve de merveilleux accessoires chez Ashford, cette grille de chaussures anglaises de grande qualité à des prix si intéressants ? Cette grille propose également une collection de chemises en coton, Vichy, bleus basiques et autres coloris frais, 295 F, prix unique ! Les cravates plutôt « club » sont en soie, 220 F, et les chemises en fil d'écosse ou en laine mérinos de 50 F à 75 F. Mais encore, une promotion séduisante vous attend toujours ! Ainsi, en ce moment, on vous offre une paire d'embauchoirs en bête, réglables en largeur et en longueur pour

l'achat d'une paire de richelieus (870 F) ou de mocassins à ponpons (850 F). Ashford, 4, rue du Général-Lamoignon, 75017 Paris et 24, rue du Châteauneuf, 75010 Paris.

• MULTICOLORE OU CLASSIQUE ?

À la Bagagerie, c'est la chèvre fine qui tient la vedette pour la collection des sacs à main de printemps. Cela dans deux gammes de coloris. Vifs : fuchsia, vert, jaune, bleu, turquoise... ou, plus classique : beige, rouge, marine... On trouve aussi plusieurs modèles bicolors, pleins de fraîcheur et de gaieté. On remarque encore un travail particulier sur l'anse, souvent

gainée et tenant bien en main. La tendance de cette belle collection est résolument contemporaine dans une belle harmonie géométrique se mariant à merveille à la mode actuelle. Comme toujours à des prix très raisonnables, de 550 F à 1 295 F. La Bagagerie, 41, rue du Four, 75006 Paris, entre autres. Tél. : 45-48-86-48.

• UN NOUVEAU REGARD

Bien sûr, on savait que l'opticien des stars et des VIP, Meyrowitz, méritait pleinement sa réputation en proposant à sa clientèle une technologie de pointe, inimitable ailleurs. Il le prouve encore avec son système Eyemetrics. Il s'agit d'un « programme » d'ordinateur permettant de réaliser sur mesure des lunettes pratiquement invisibles et qui s'inscrivent parfaitement en harmonie avec votre morphologie. Ce système réalise à l'aide de deux caméras et deux écrans, votre portrait en image de synthèse pour un choix de six lunettes fictives. Une fois votre sélection faite, ces lunettes seront ultra-légères, souples, antistatiques, « invisibles », bref, idéales ! Meyrowitz, 3, rue de Castiglione, 75001 Paris.

• LE DERNIER SURVIVANT

À début du siècle, on trouvait facilement une trentaine de magasins consacrés aux cannes, ombrelles et autres cravaches, aujourd'hui, il n'en reste plus qu'un, Antoine, fondé en 1745 sur le Pont Neuf ! Il demeure le grand spécialiste de cannes et parapluies. Pour ces derniers, il propose un très grand choix, notamment un modèle de voyage très léger, 190 g, d'une maniabilité simple et facile, 275 F. Pour les cannes dont les pommeaux étaient souvent en écaille, en ivoire et autres matières non disponibles à juste raison aujourd'hui, Antoine a décidé de perpétuer le travail traditionnel des artisans en remplaçant ces matériaux par de la corne de buffle, le bronze et l'argent etc., ainsi, on retrouve la grande qualité d'autan mais appliquée à l'écologie des temps modernes ! Antoine, 10, av. de l'Opéra 75001 Paris.

Antoine
Fondé en 1745 sur le Pont-Neuf parapluies tous styles le miniplume 190 grammes ombrelles-gants foulards - cannes d'hier et d'aujourd'hui
10, avenue de l'Opéra PARIS 1^{er}
Tél. : 42-99-01-80


• APRÈS L'IMPER... L'ACCESSOIRE

Pour la boutique « Mon Imper », tout ce qui vient après ce vêtement, dont il est le grand spécialiste, est presque « accessoire » ! En effet, voici une très belle sélection d'imperméables, notamment courts, aux coloris frais et souvent nouveaux, corail pour homme, par exemple, à partir de 750 F, ou signé Burberry à 2 700 F. Cette boutique regorgeant de vêtements propose également un choix de prêt-à-porter pour Madame et Monsieur. Des costumes fil à fil, croisés, à 1 890 F, par exemple. Vous trouverez aussi le pantalon spécial auto de Bruno Saint-Hilaire en tissu extensible et à pli permanent, de 490 F à 700 F. Mieux encore, ce magasin, spécialiste de l'imperméable depuis 1947, offre une remise de 10 % à tous les lecteurs du Monde du 17 au 25 avril ! Mon Imper, 63, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris.

• L'ÉLÉGANCE D'UN TISSU !

Une coupe impeccable, un tissu de première qualité, que demander de plus ? Des prix alléchants ? D'accord, vous allez trouver tout cela chez Dormeuil. Ce grand nom du tissu, tellement célèbre, réalise également une ligne de prêt-à-porter pour Monsieur : les boursiers sont les premiers à en profiter grâce à l'emplacement favorable du magasin en 19, rue d'Uzès à Paris. Bref, un blazer pied-de-poule à 1 750 F, un costume prince-de-galles à 2 590 F. On trouve aussi des accessoires divers, à commencer par des cravates en soie, 230 F l'une, 420 F les deux, de belles chemises en coton à 350 F ou 600 F la paire. Pour des week-ends très élégants, les châles autour du cou seront de rigueur, en soie et pour 500 F. Cela vous donnera un air de gentleman british. Pourquoi pas ?

990 F
FINE CHEVRE



11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8^e
12, RUE TRONCHET 8^e
41, RUE DU FOUR 6^e
74, RUE DE PASSY 16^e
TOUR MONTMARTRE 15^e
PARLY 2
LYON 85, RUE DU PÔT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE
par Antoine

UTILES ET FUTILES

Le touton en vacances.

Quand vous partez en voyage et en vacances, pour quoi votre chien n'aurait-il pas droit à ses loisirs lui aussi, au lieu d'être enfermé dans un chenil ? C'est la question que se posait Philippe Chasseraud en créant pour répondre cette occupation n'est-elle pas la nôtre ? *Le Haras Juvénat* en Seine-et-Marne, dans l'incandescence d'une superbe ferme briarde. Ici, votre chien sera bichonné, il pourra même jouer et rencontrer des copains et des copines par affinité, parmi les autres chiens qui lui seront présentés ! Vous verrez, il sera tellement occupé et heureux qu'il ne trouvera même pas le temps de vous envoyer une carte postale de ses vacances. 150 F par jour, prix dégressif pour longue durée. Tél. : (1) 60-67-31-05

Un parfum au chocolat.

Octée, c'est le nom d'un parfumeur qui a créé une série de fragrances pures selon vos notes préférées, tels la rose, le jasmin, le safran, le musc ou encore le vétiver. Mais ce parfumeur vient également de créer un parfum très amusant, le « parfum au chocolat », un parfum sacré qui débute sur des notes de chocolat chaud pour s'épanouir sur un lit de violettes vanillées ! 340 F chez Octée, 53, rue Bonaparte, à Paris.

La géométrie de Féraud.

Laissez-vous emporter par le graphisme original et superbe de Louis Féraud. Il a créé des imprimés géométriques, noirs et blancs qui s'ajoutent à des couleurs vives pour des maillots de bain, beachwear, lunettes de soleil, bijoux et autres chapeaux. Voici un total look de ce grand couturier ! 88, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris entre autres.

Un Italien à Paris.

A découvrir absolument, la première boutique parisienne de Salvatore Ferragamo, qui vient de s'ouvrir au 68-70, rue des Saints-Pères. Ce petit cordonnier émigré aux USA devient le plus célèbre bottier d'Hollywood et du tout-cinéma. De retour en Italie, son succès ne cesse de croître et ses créations sont de véritables merveilles d'esprit, d'élégance et de qualité.

GUNNAR P.

مكتبة الشعر

*Le bon sens, c'est de
mettre sa solidité
au service de ses clients.*

**LE CREDIT AGRICOLE MET AU SERVICE DE SES CLIENTS
LA PREMIERE BANQUE FRANCAISE
ET L'UNE DES 10 PREMIERES BANQUES MONDIALES.**

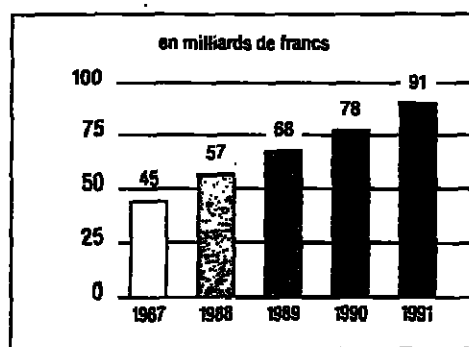
Dans un environnement plus difficile marqué par le fléchissement de la demande de crédit bancaire, la raréfaction de l'épargne et la montée des risques, le Crédit Agricole a tranquillement poursuivi son développement au service de ses sociétaires et de ses clients. Il a renforcé sa solidité.

Trois critères permettent aux analystes financiers de classer les banques. Le plus important est, de loin, le niveau des fonds propres; viennent ensuite le montant des résultats et enfin, le total du bilan. Au regard de ces trois critères, le Crédit Agricole est la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

**La solidité:
des fonds propres très importants**

Les fonds propres s'élèvent à 91 milliards de francs, en progression de 17 % par rapport à 1990, ce qui fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

*Fonds propres
et titres assimilés:
une croissance
continue.*

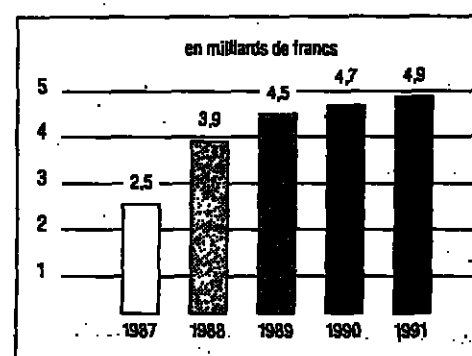


Dans un contexte général de dégradation des ratings bancaires, il a maintenu la qualité de sa signature.

**La solidité: des résultats
en croissance régulière**

Comme chaque année, les résultats du Crédit

Agricole ont progressé en 1991. Ils atteignent 4,9 milliards de francs (+ 5 %), ce qui fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.



**La solidité:
des parts de marché en progression**

Le volume d'épargne collectée par le Crédit Agricole s'est accru de 100 milliards en 1991 pour atteindre 1450 milliards. En effet, le Crédit Agricole a su proposer à sa clientèle des produits d'épargne sûrs, performants et rentables: Varius, les PEPS, les Carrés bleus et verts...

Le volume des crédits distribués a progressé de 6 % en 1991, pour atteindre un encours de près de 1 000 milliards de francs.

Le volume de son bilan fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

**Mais notre solidité, c'est surtout
la confiance de nos clients.**



Le bon sens

*Le rapport annuel du Crédit Agricole est disponible sans frais sur simple envoi de votre carte de visite
à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction de la Communication: 91-93 Bd Pasteur - 75015 Paris, ou en téléphonant au 16 (1) 43.23.35.00*

وكان من الصعب

ÉCONOMIE

BILLET

Machine à exporter américaine

Réunification allemande, récession aux États-Unis. Ces phénomènes majeurs de l'économie internationale survenus au cours des deux dernières années ont provoqué des effets spectaculaires sur les échanges commerciaux internationaux. Le réajustement entre les États-Unis et l'Allemagne, en concurrence depuis des années pour le titre de premier exportateur mondial, s'est effectué à une rapidité impressionnante.

Jeu 16 avril, le département du commerce a annoncé un déficit commercial limité à 3,4 milliards de dollars pour le mois de février. Il s'agit du meilleur résultat obtenu par les États-Unis depuis neuf ans, soit en gros depuis la fin de la récession qui avait marqué les débuts de la présidence de M. Ronald Reagan.

La machine à exporter des États-Unis continue à fonctionner à plein régime. En février, les exportations américaines ont atteint le niveau record de 37,8 milliards de dollars, aidées il est vrai par une vente exceptionnelle d'avions. Les importations, quant à elles, sont encore contenues, à 41,2 milliards de dollars. Le commerce extérieur se trouve donc dans une situation extrêmement favorable, en cette période charnière entre récession et reprise.

Les marchés des changes n'ont pas manqué de réagir à cette bonne nouvelle, le dollar gagnant hardiment plusieurs centimes. Hausse dont on considère, sur les marchés financiers, qu'elle devrait se poursuivre si les bonnes nouvelles sur l'économie américaine continuent à se multiplier.

Même si l'Europe profite des bienfaits de l'émigration d'une zone monétaire stable, le profit tiré par les États-Unis de l'évolution des taux de changes, ces dernières années, est appréciable. Compte tenu des cours actuels du dollar, les ventes américaines sont très compétitives. On le voit bien en Europe, où l'excédent américain a atteint 2,6 milliards de dollars en février, alors que récemment encore, les États-Unis étaient déficitaires dans leur commerce avec la CEE.

La reprise de l'économie américaine et celle du dollar, qui en sera probablement la conséquence, stimuleront les achats des États-Unis, déséquilibreront à nouveau leur commerce extérieur, et bénéficieront aux pays européens. Juste retour des choses.

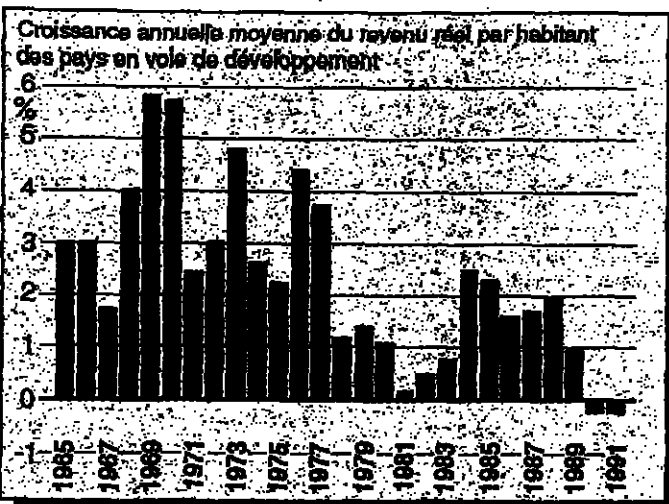
FRANÇOISE LAZARE

Chantiers de La Ciotat : accord du conseil général pour l'achat de l'outil. Le conseil général des Bouches-du-Rhône a donné son accord, mercredi 15 avril, pour l'achat de l'outilage des anciens chantiers navals de la NORMED à La Ciotat et a autorisé le président (PS), M. Lucien Weygand, à signer la transaction pour la somme de 16 millions de francs. Trente-trois élus socialistes et communistes ont voté pour, entérinant le protocole sur la vente qui avait été signé entre l'assemblée départementale et la Banque Worms, le 19 mars. M. Roland Blum (UDF) s'est étonné que le conseil général se porte acquiescent d'un matériel « dont nul ne sait s'il est en état et qui avait été acheté 10 millions par Worms, en 1989 ».

Fin de la séquestration du directeur de la SNPE à Bergerac. Le directeur de l'usine de Bergerac (Dordogne) de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), M. Bernard Brouqueyre, qui était retenu depuis quarante-huit heures, a été relâché mercredi 15 avril en fin de soirée. Sa séquestration avait débuté lundi 13 avril, alors que 130 licenciements se sont vus annoncés lors d'un comité d'établissement extraordinaire.

Le rapport de la Banque mondiale

L'Europe de l'Est et l'Afrique à la traîne des pays en voie de développement



Source: Banque Mondiale

NEW-YORK

de notre correspondant

Sous l'effet de la récession, des guerres qui ont éclaté en plusieurs points du globe et de la transformation radicale des pays de l'Est, le début des années 90 a été particulièrement pénalisant pour de nombreux pays en voie de développement, constate la Banque mondiale, dans une étude consacrée aux perspectives économiques globales dans les pays en voie de développement (PVD) et rendue publique jeudi 16 avril.

En 1990, puis en 1991, le revenu réel par habitant des pays en voie de développement a reculé de 0,2 % de façon consécutive, ce qui constitue une « première » depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette contre-performance s'explique essentiellement par le recul de l'Afrique subsaharienne (-2 % en 1990 et -1 % l'année suivante), par la baisse conjoncturelle encore plus marquée (-1,9 % et -4,6 %) des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord en raison des effets de la guerre du Golfe et par un effacement catastrophique des pays de l'Est dont le revenu par habitant a chuté de 8,3 % en 1990 et de 14,2 % l'année suivante. Dans le même temps, l'Amérique latine, qui était encore dans le rouge en 1990, est passée du côté positif (+0,6 %) tandis que l'Asie du Sud-Est enregistrait une croissance de revenu de 4,6 % et 5,6 % au cours des deux années.

Poursuivre les réformes

Passant en revue l'environnement économique qui s'offre à ces pays, la Banque mondiale en conclut que le revenu par habitant de l'ensemble des PVD devrait croître de 2,9 % par an en moyenne au cours des années 90 contre 1,2 % pour la précédente décennie. La croissance devrait rester forte en Asie du Sud-Est (3 % à 6 % selon les pays), plus modérée en Amérique latine (+2,2 %) et au Proche-Orient (+1,6 %), tandis que l'ex-Union soviétique devrait voir son revenu croître de 1,6 % également sur une période de dix ans.

La réunion des ministres de la zone franc à Yaoundé

La France rejette une dévaluation du franc CFA

La réunion semestrielle des ministres des finances de la zone franc organisée jeudi 16 avril à Yaoundé (Cameroun) a une nouvelle fois été l'occasion pour la France d'affirmer son attachement à la parité actuelle du franc CFA (1 franc CFA = 0,02 franc français).

M. Pierre Bérégovoy a transmis à ses homologues africains un message dans lequel le premier ministre se déclare « particulièrement choqué par les déclarations publiques de responsables américains concernant l'intérêt d'une dévaluation du franc CFA ». Dans ce texte, M. Bérégovoy estime « contraire à tous les principes fondamentaux des relations financières internationales de faire des déclarations publiques sur les questions de parité ». Le 2 mars, le secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, avait déclaré à Paris que la surévaluation de cette monnaie nuisait à la compétitivité des pays qui l'utilisent.

Présent à Yaoundé, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a reproché à l'Afrique d'être « trop timide dans ses réformes et ses efforts d'ajustement » et a assuré que l'accord européen de Maastricht n'empêcherait pas la France de maintenir ses liens monétaires avec l'Afrique. (AFP)

contre une moyenne annuelle de 0,9 % de 1980 à 1990, si les Républiques nouvellement indépendantes poursuivent leurs programmes de réformes de façon à atteindre la stabilité économique.

Abordant la question des échanges internationaux, la Banque mondiale souligne l'importance d'une issue heureuse aux négociations sur l'Uruguay Round. Une simple baisse de 50 % des barrières commerciales en Europe, aux États-Unis et au Japon aurait pour effet d'accroître de 50 milliards de dollars (sur la base de prix 1991) l'ensemble des exportations des pays en voie de développement, ce qui équivaut à l'ensemble de l'aide officielle au développement accordée aux PVD.

SERGE MARTI

Dix ans après la faillite du Banco Ambrosiano

La justice milanaise condamne à des peines de prison deux hommes d'affaires italiens

Une des multiples procédures en cours sur la faillite du Banco Ambrosiano en 1982 vient d'aboutir, jeudi 16 avril, à la condamnation de trente-quatre inculpés par la justice milanaise. Parmi les personnalités condamnées à des peines de prison figurent Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, Giuseppe Ciarrapico, propriétaire du principal groupe d'eaux minérales en Italie, ou encore Licio Gelli et Umberto Ortolani, deux dirigeants de la loge maçonnique P2. Les juges ont retenu la thèse de la pleine responsabilité de tous les accusés. Ces derniers ont fait appel.

Le scandale du Banco Ambrosiano éclata au grand jour le 18 juin 1982 lorsque la police découvrit Roberto Calvi, son président, pendu sous un pont de Londres. Suicide ou assassinat, le mystère plane depuis autour de la mort du président de la première banque privée italienne. Le mystère est d'autant plus épais que ce banquier sexagénaire, lié à la loge P2 (Propaganda Due) et à son chef Licio Gelli, s'est enfui quelques jours plus tôt en laissant derrière lui un trou de 1,4 milliard de dollars (9 milliards de francs de l'époque). Le Banco Ambrosiano, auquel était lié le Vatican par l'intermédiaire de l'Institut des œuvres de religion (IOR), dirigé par un prêtre américain, Mgr Paul Marcinkus, connaît alors une faillite retentissante aux multiples rebondissements (suicides, arrestations, empoisonne-

ment, détournements de fonds, liens avec la Mafia...). Depuis dix ans, la justice essaie de démêler cet écheveau pour dégager des responsabilités.

L'une des multiples procédures en cours a abouti à un jugement du tribunal pénal de Milan, jeudi 16 avril. Trente-quatre condamnations ont été prononcées, et aucun des accusés n'a bénéficié d'un acquittement. Les peines les plus lourdes pour complicité dans la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano sont allées aux dirigeants de la loge maçonnique P2, à son grand maître, Licio Gelli, et à Umberto Ortolani, condamnés respectivement à dix-huit ans et demi et dix-neuf ans de prison.

Soixante-cinq jours de vice-présidence

De son côté, Giuseppe Ciarrapico, propriétaire du principal groupe d'eaux minérales d'Italie, accusé d'avoir obtenu un crédit du Banco Ambrosiano - emprunt qu'il affirme avoir largement remboursé - s'est vu infliger cinq ans et six mois de prison. Quant à Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, il est condamné à six ans et quatre mois de prison et non six ans et deux mois comme demandé par le ministère public.

L'homme d'affaires italien est donc reconnu coresponsable dans cette faillite frauduleuse, en tant que vice-président de Banco Ambrosiano pendant soixante-cinq jours, de novembre 1981 à janvier 1982. A l'époque, il avait acquis 2 % des actions de la banque pour un montant de 52 millions de francs (environ 250 millions de francs).

Surpris par le manque de clarté des comptes et devant l'impossibilité d'obtenir des éclaircissements, il en était sorti très rapidement en revendiquant sa participation. La justice l'avait alors accusé d'avoir négocié son retrait et retiré un profit de 29 milliards de francs (environ 160 millions de francs). D'où le soupçon d'une « extorsion » au détriment du président de l'Ambrosiano, Roberto Calvi (le Monde du 23 mai 1987).

Après sept ans d'instruction, les juges, en 1990, concluent au non-lieu pour les accusations d'extorsion de fonds et de complicité dans cette faillite frauduleuse. A la fin de l'année dernière, le tribunal civil de Milan prononçait un jugement dégageant la CIR (le holding de M. De Benedetti) de toutes responsabilités dans la banqueroute. Le tribunal pénal de la même ville vient de prendre une position inverse. Surpris de ne pas voir leur client acquitté, les avocats de l'« Ingénierie » ont qualifié cette décision de « stupéfiante et qui détourne l'opinion publique des vraies responsabilités qui ont conduit à la faillite du Banco Ambrosiano ». Ils ont donc décidé de faire appel, ce qui rend la sentence « en aucune façon exécutoire ». Le recours ne devrait pas être plaqué avant deux ans. En attendant, l'impact émotionnel a été immédiat et tel, que toutes les affaires cotées en Bourse de M. Carlo De Benedetti ont vivement chuté jeudi, que ce soit Olivetti, CIR et Cofide à Milan ou Cerus et Valeo à Paris.

DOMINIQUE GALLOIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 11 % décembre 1976

Les intérêts courus du 25 mai 1991 au 24 mai 1992 seront payables à partir du 25 mai 1992 à 99 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,07 francs, faisant ressortir un net de 89,44 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1991 au 8 mai 1992 seront payables à partir du 9 mai 1992 à 183,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 francs (montant brut : 204 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,18 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,54 francs, faisant ressortir un net de 165,88 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 28 février ont paru au Journal officiel du 12 mars 1992.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1991 au 11 mai 1992 seront payables à partir du 12 mai 1992 à 194,40 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,60 francs (montant brut : 216 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,78 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,98 francs, faisant ressortir un net de 175,64 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 2 mars ont paru au Journal officiel du 17 mars 1992.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,70 % mai 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1991 au 24 mai 1992 seront payables à partir du 25 mai 1992 à 174,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,40 francs (montant brut : 194 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9,69 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,17 francs, faisant ressortir un net de 157,74 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 12 mars ont paru au Journal officiel du 20 mars 1992.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 14,50 % mai 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1991 au 28 mai 1992 seront payables à partir du 29 mai 1992 à 652,50 francs par titre de

5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 francs (montant brut : 725 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 36,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 26,82 francs, faisant ressortir un net de 589,47 francs.

Les renseignements concernant les obligations restant à amortir ont paru au Journal officiel du 29 mars 1992.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

SAPAR juillet 1991 (tranche A)

à versement trimestriel fixe de capital et d'intérêt

Les intérêts courus du 2 février 1992 au 1^{er} mai 1992 seront payables à partir du 2 mai 1992 à 111,04 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 16,65 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,10 francs, faisant ressortir un net de 90,29 francs.

Le montant du versement trimestriel fixe est de 190 francs dont 111,04 francs de part d'intérêt et de 78,96 francs de part d'amortissement.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le net à verser sera de 169,25 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,10 % avril 1988

Les intérêts courus du 9 mai 1991 au 8 mai 1992 seront payables à partir du 9 mai 1992 à 455 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 68,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,83 francs, faisant ressortir un net de 369,92 francs.

SAPAR FINANCE P3R 0,10 % octobre 1989

Les intérêts courus du 13 février au 12 mai 1992 seront payables à partir du 13 mai 1992 à 124,54 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,68 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,58 francs, faisant ressortir un net de 101,28 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,90 % mai, juillet et septembre 1989

Les intérêts courus du 16 mai 1991 au 15 mai 1992 seront payables à partir du 16 mai 1992 à 445 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 66,75 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,46 francs, faisant ressortir un net de 361,79 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

appartements ventes

6^e arrdt

PRINCE DE MONTEBELLER

Bel immeuble pierre de taille, 11 ét.

JARDIN DU LUXEMBOURG

1 800 000 F. 45-67-95-17.

10^e arrdtM^e GARE-DE-L'EST

Pierre de taille, beau 3 pces,

Tél. : 45-04-84-48.

M^e J. BONSERGENT

Tél. : 45-04-85-85.

11^e arrdt

PROCHE NATION, 2 P.

50 m² - balcon 11 m²

STANDING VUE EXCEP-

TIONNELLE - 150 000 F.

Tél. : 45-61-88-36.

14^e arrdtDern. imm. restauré, 4^e ét.

2 P., cuisine, 2 b. de bain.

Tél. : 45-04-85-85.

20, R. HENRI-REGNAULT

BEL IMM. PIERRE DE T.

2 Pces et 3 Pces

A PARTIR 19 000 F/m²

S. RUE FORNER-DE-MARCAZ.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parée)

J.F., 26 ans - DEA sciences sociales du travail + 3^e cycle en ressources

humaines, 2 ans expérience de consultante en ressources humaines, grande

capacité d'adaptation et d'écoute. (Section BCO/CR 2193).

RECHERCHE : poste au sein d'une direction des ressources humaines, gestion

de l'emploi, gestion de la formation. (Section BCO/CR 2193).

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DE DIRECTION - bilingue anglais

RECHERCHE : sté dynamique et performante pour poste à responsabilité

requérant professionnalisme, autonomie, Paris et R.P. (Section BCO/HP 2194).

H. 45 ans - Formation supérieure et autodidacte.

RECHERCHE : poste de rédacteur, concepteur en publicité. Excellente pré-

sentation, profond sens de l'écoute d'autrui, imaginatif, motivé, sens de l'orga-

nisation, disponibilité. (Section BCO/JV 2195).

FRANCO-AMÉRICAIN. - 34 ans, trilingue italien, études et expérience

prof. commerciale cadre prêt-à-porter USA et France, 8 ans en grand magasin

et réseau de distribution fabricant. T.B. relationnel et présentation.

RECHERCHE : poste de responsabilité et d'initiative dans le cadre d'un pro-

jet de développement sur France/CEE prêt-à-porter ou autre secteur. Dispo-

nibilité de suite. (Section BCO/JP 2196).

CONSEIL JURIDIQUE-FISCALISTE. - 5 ans de cabinet, comptable,

2^e partie DECF en cours (+ 1 an de cabinet, tenue jusqu'à l'issue fiscale et

commissariat), bilingue américain.

RECHERCHE : poste correspondant à ses compétences.

(Section BCO/HP 2197).

F., 43 ans, dynamique et créative

VOUS OFFRE : d'assurer le développement, l'organisation, la gestion de vos

ressources humaines dans divers domaines : recrutement, évaluation et ges-

tation des carrières, formation communication, relations avec les partenaires

sociaux, législation du travail, gestion administrative.

(Section BCO/BD 2198).

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANIQUE + PME. - 56 ans, directeur

d'usine 350 pers.

RECHERCHE : emploi France ou mission minimum 6 mois.

(Section BCO/CR 2199).

RESPONSABLE SERVICES SINISTRES TIARD. - H. 42 ans, bilingue

anglais, 20 ans expérience, excellente connaissance du suivi technique et juridi-

que des sinistres, gestion et animation d'équipes, délégation de la

direction dans les instances prof., contacts clientèle, déplacements s/sinistres,

expertises judiciaires, collaboration dans diverses rubriques de la presse multi-

média.

RECHERCHE : poste à responsabilité basé sur Paris, R.P.

(Section BCO/HP 2200).

DIRECTEUR DE BANQUE, expert en commerce international

RECHERCHE : poste à responsabilité France ou étranger, nationalité britan-

nique, 46 ans, Français, portugais, espagnol courants.

(Section BCO/HP 2201).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 05

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix

« C'est des affaires

exceptionnelles ! », écrit

le guide « Paris pas cher »,

le bijou ou, les pierres

précieuses, s'illustrent.

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPERA

Angle bd des Italiens

4, Ch.-d'Antin, magasin à

l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo,

autre gd choix.

Cours

Savoir se défendre.

Cours adaptés à vos besoins.

Un professionnel efficace

et discret. 45-00-10-40.

Graphologie

GRAPHOLOGIE

Conférence organisée

le 17 et le 18 avril 1992

et menée par M. Montfle

Jean-Pierre Martel,

psychographe,

membres GFG,

qui répondent aux questions

des chefs d'entreprise

et responsables

de recrutement.

Cette conférence sera

suivie d'un cocktail

et d'un débat libre.

Pour réserver, appeler

le 45-52-17-17.

Jeune fille

au pair

AU PAIR INTERNATIONAL

JEUNES FILLES, minimum

18 ans, devant les enfants

pour les contacts suivants :

- FLORENCE (Italie), 1 an à

partir de mi-mai.

- ROMÉ (Italie), 1 an à par-

tir de juin.

- FLORENCE-LONDRES-

MERIBEL, pour 2 jeunes

filles, pour 1 an à partir

de mi-mai.

- TURIN (Italie), pour

1 mois ou plus. Si possi-

ble tous de suite.

- HONGKONG pour 1 an à

partir de fin juillet.

- DANEMARK pour 1 an à

partir de juillet.

CAROLYN : (1) 34-83-00-28

EVELINE : (1) 45-45-04-90.

Echange

Excellente allemande éch. apte

à Berlin contre apte à Paris du

18 sept. 1992 au 15 juil.

1993. Tél. : 42-45-31-07.

Expositions

SURVILLES

(Val-d'Oise)

BROCANTE

1^{er} MAI

Renseignements :

Tél. : 18 (1) 34-88-26-00

Stages

« STAGE INTENSIF »

D'APRÈS D'APRÈS ou il-

lustration du 13 au 31 juil. 92.

En Tunisie : LA MARSA.

Inscrip. Culturel et communi-

cations : (16) 94-62-44-52.

Tableaux

Restauration de tableaux.

Dern. grande

Tél. : 47-34-81-91.

Associations

Appel

S.O.S. AMITIÉ

CHERCHE

DES BÉNÉVOLES

pour renforcer

nos cinq équipes

de la région parisienne

Nous recevons 24 h/24 des

appels téléphoniques de per-

sonnes âgées, victimes

de la solitude, parfois priées

à se suicider.

Une solide formation est

donnée à chaque bénévole.

Si ce défi à l'indifférence

vous intéresse, écrivez à :

S.O.S. AMITIÉ

ILE-DE-FRANCE

S.P. 100

92105 BOULOGNE-BILLANCOURT

Cedex

Cours

Conférence publique

à AQUARIUS, 20 h 30

54, rue Sainte-Croix-de-la-

Bonnefoy, Paris-6.

Entrée libre et gratuite.

Mardi 21 avril.

« LE CHEMIN DE LA

CONSCIENCE UNIVERSELLE »

Cours

Cours d'enseignement privé

organisés deux stages intensifs

en MATH et PHYSIQUE/CHIMIE

de la 6^e à la 12^e.Dates : du 27 avril au 1^{er} mai

et du 4 au 8 mai

Durée : 10 heures.

Prix : 500 F TTC.

Inscription : 44-85-90-96

Sessions

et stages

DÉCOUVREZ LE BRICOLAGE II

STAGES D'INITIATION

(peinture, plomberie...)

45-30-05-43 (du mardi au

45-30-05-28 (18 h-30) du h 30)

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Après cinq mois de grève sans résultat

Dans l'Illinois, les 12 600 ouvriers de Caterpillar reprennent le travail

En grève depuis le 3 novembre 1991, pour obtenir des améliorations à l'occasion du renouvellement de leur convention collective, les 12 600 ouvriers syndiqués de Caterpillar, numéro un mondial du matériel de construction, basé à Peoria (Illinois) ont dû céder devant la détermination de la direction. Ce conflit avait valeur de test pour les patrons des grands groupes automobiles américains, qui mènent d'après négociations pour le renouvellement des conventions collectives.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Je ne pense pas que le syndicat ait perdu ce round », M. Owen Bieber, président du puissant syndicat United Auto Workers (UAW), qui, avec ses 840 000 adhérents, reste l'un des derniers bastions de l'action syndicale aux États-Unis, est sans doute le seul à être de cet avis. Pour les 12 600 ouvriers syndiqués de Caterpillar Inc. - sur les 16 000 qu'emploie en temps normal le numéro un mondial du matériel de construction - la cause est entendue : il a fallu céder devant la détermination de la direction de Caterpillar, qui menaçait d'embaucher dès les prochains jours des milliers d'employés temporaires pour remplacer les grévistes.

Devenue légale depuis qu'en 1981 le président Reagan, tout fraîchement élu à la Maison Blanche, avait révoqué des milliers de contrôleurs de la navigation en grève, cette disposition avait démontré sa redoutable efficacité lors des grèves dures qui ont marqué l'histoire récente du syndicalisme américain.

Les trois derniers conflits importants, ceux qui se sont produits chez Eastern Airlines en 1989, dans le groupe Greyhound l'année suivante, et au Daily News en 1991, concernant à chaque fois des milliers de salariés, ont abouti à mettre sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites chacune des entreprises concernées : les directions de la compagnie aérienne, du célèbre transporteur routier et du premier quotidien new-yorkais avaient refusé de céder aux revendications de leurs employés syndiqués.

A Peoria, dans l'État d'Illinois, Caterpillar aurait pu subir un jour ou l'autre le même sort. Depuis le 3 novembre 1991, les ouvriers de l'entreprise, affiliés à la centrale UAW, laquelle vient d'apporter récemment son appui au candidat démocrate Bill Clinton dans la course à la présidence, étaient en grève pour obtenir qu'à l'occasion du renouvellement de leur convention collective les nouvelles conditions de travail et de rémunération soient calculées sur celles qui viennent d'être négociées chez Deere and Co, le géant du machinisme agricole.

L'intervention d'un médiateur

Mais le président de Caterpillar, M. Donald V. Fites, s'il acceptait une légère augmentation de salaires pour les seuls ouvriers syndiqués, ne voulait pas entendre parler, en revanche, de la garantie d'emploi exigée par l'UAW pour un nombre important de postes de travail. Revendication qui, selon lui, était incompatible avec les difficultés d'un groupe réalisant certes 10,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires, soit environ 58 milliards de francs (dont 60 % à l'étranger), mais qui avait subi en 1991 une perte de 400 millions de dollars.

après un bénéfice de 210 millions l'année précédente. Cet affrontement avait valeur de test pour les patrons des grands groupes automobiles engagés, eux aussi, dans d'après négociations avec le syndicat à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs.

Le conflit de Caterpillar, ponctué d'incidents, promettait de s'éterniser, compte tenu de la détermination des grévistes, apparemment indifférents aux effets de la récession et à la chute du taux de syndicalisation (16,1 % actuellement au lieu de 20 % en 1983), et du « trésor de guerre » de 1 milliard de dollars environ dont dispose la centrale syndicale. Il aura duré plus de cinq mois, au cours desquels seulement 310 ouvriers se sont désolidarisés du mouvement et ont abandonné les piquets de grève.

L'intervention d'un médiateur, M. Bernard Delany, a sans doute évité au syndicat une défaite encore plus cruelle. Les deux parties vont maintenant retrouver leur place autour de la table de négociations pour certainement approuver, avec quelques retouches, les propositions de la direction, qui comportent notamment la garantie d'un salaire horaire de 19,28 dollars (près de 110 francs de l'heure) contre 17,85 dollars précédemment (alors que le salaire minimum légal est de 4,25 dollars).

Avant, les grévistes de Caterpillar ont subi une dernière humiliation. Celle de trouver porte close lorsqu'ils se sont présentés le 15 avril pour reprendre le travail. La direction n'avait pas encore eu le temps d'établir un plan de charge. Mais elle a expliqué qu'elle ne manquerait pas de faire savoir aux grévistes quand ils pourraient se présenter de nouveau. Et accepter ce qu'ils avaient rejeté cinq mois plus tôt.

SERGE MARTI

AGRICULTURE

A Albi

Quelque 8 000 paysans s'insurgent contre l'impérialisme américain

ALBI

de notre correspondant

Après la journée des Terres de France, le 29 septembre à Paris, la FNSEA et la CNJA récidivaient jeudi 16 avril à Albi en organisant la « journée des Terres du Sud » pour affirmer la nécessaire défense du monde rural. Huit mille manifestants venus du Massif Central, de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées ont fait d'Albi leur nouvelle étape dans la « longue marche » lancée à l'appel des deux principaux syndicats agricoles, dans une atmosphère de gravité et de dignité.

Face à ces paysans inquiets, mais fiers de leur métier, la voix de M. Raymond Lacombe, président de

la FNSEA, a tonné avec la force de conviction qu'on lui connaît. Dénonçant l'impérialisme américain, à travers les négociations du GATT - car « depuis 1985, les États-Unis n'ont d'autre ambition que d'écraser la puissance agricole européenne » - et s'est, par ailleurs, rassembler des « paysans de l'Europe », « Car ce sont les meilleurs du monde, les seuls à pouvoir accompagner demain, par leur savoir-faire, leurs fibres d'Afrique et d'Asie dans la bataille alimentaire que les États-Unis veulent contrôler à leur seul profit ».

Plaidant aussi bien pour une défense des prix européens que pour la préférence communautaire, base du traité de Rome, ou pour une

réforme de la fiscalité agricole, M. Raymond Lacombe a martelé l'opposition du monde rural au projet de réforme de la politique agricole commune préparé par M. Mac Sharry. M. Philippe Margn, au nom du CNJA, avait auparavant exprimé la même volonté de croire en l'avenir du monde rural en refusant « les cotisations ultralibérales et monstrueuses du GATT, espoir des seules multinationales » quand « le monde entier a besoin de paysans dans tous les pays ». Il a même suggéré une saisine de l'ONU sur la situation de la paysannerie dans le monde.

JEAN-PIERRE BARJOU

SOCIAL

Une étude du CERC

Les personnes âgées apportent une aide importante à leurs enfants

La solidarité entre générations n'est pas seulement ascendante, par l'intermédiaire des régimes de retraite. Elle s'exerce aussi de manière descendante et se traduit par des aides financières ou par la garde des petits-enfants. Selon une étude (1) que vient de publier le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), « en cours des cinq dernières années, environ un tiers des personnes âgées ont déclaré avoir donné ou prêté de l'argent à leurs enfants ». Sur la période considérée, les dons représentent en moyenne un peu moins que l'équivalent de leur revenu mensuel. Selon cette étude, réalisée auprès de 8 000 ménages compo-

nant au moins une personne de plus de soixante ans, le montant moyen sur cinq ans atteint 52 900 francs pour les dons et 40 500 francs pour les prêts. Leur ampleur est directement liée au niveau de revenu des donateurs. Le CERC observe que « l'importance relative des dons est plus forte pour les ménages à bas revenus » et constitue vraisemblablement « une réponse aux aléas de la vie professionnelle ou familiale de leurs enfants ». D'autre part, « au fil et à mesure qu'ils avancent en âge, les personnes âgées demandent moins à être remboursées : la proportion de prêts décroît fortement avec l'âge, alors que cette décroissance

est beaucoup plus faible pour les dons ».

Enfin, plus de la moitié des personnes âgées participent à la garde de leurs petits-enfants pendant les vacances (en dehors de cette période, 20 % en assurent la garde au moins un jour par semaine).

Ces indications confirment l'inversion des flux financiers privés entre générations. Alors qu'auparavant les plus jeunes aidaient financièrement leurs parents, c'est l'inverse qui se produit dorénavant. Fait révélateur, la cohabitation est de plus en plus rare puisque moins de 10 % des personnes âgées habitent avec d'autres membres de leur famille contre

ONOMIE

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

10 pays insurgen
périales de l'Amérique

mes de
portant

COMMUNICATION

Le troisième rapport annuel du CSA

La Cinq et les DOM-TOM au centre des préoccupations des « sages de l'audiovisuel »

Le troisième rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présenté jeudi 16 avril par son président, M. Jacques Boutet, a été écopé par les deux grands dossiers qui nourrissent l'actualité du paysage audiovisuel français, La Cinq et Télé Free-DOM.

Pas de polémique ! En évoquant le sort du cinquième réseau, M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), s'est refusé à discuter les critiques des témoins de l'opposition sur le rôle du CSA dans la gestion du dossier de La Cinq et son manque d'indépendance (le Monde du 17 avril). M. Boutet a attribué l'échec de La Cinq à « la concurrence sauvage qui règne depuis cinq ans » entre diffuseurs et à « l'erreur de La Cinq de se laisser entraîner, sans moyens, dans une lutte frontale avec des chaînes plus fortes qu'elle ». Mais il a aussi mis en cause le refus d'une alliance « stratégique » entre La Cinq et M6, et la réglementation, « pour laquelle le CSA a toujours demandé des assouplissements raisonnables ». Selon le président du CSA, « le gouvernement et le Parlement doivent aller plus loin » et favoriser le passage de la réglementation à la régulation, qui permettrait au CSA de « moduler les obligations selon les caractéristiques de chaque chaîne », comme en témoigne la définition des « heures de grande écoute » pour chacune d'elles.

Pour le CSA, le salut réside dans la complémentarité entre télévisions. « Cinq chaînes programmant les mêmes émissions, cela fait quatre de trop », affirme M. Boutet. « En revanche, cinq chaînes ayant leur spécificité, leur identité et leur public, ont parfaitement leur place ». L'apogée de signaler que le statut de chaîne généraliste attribué à La Cinq a sans doute vécu. Pour autant, l'attribution du cinquième réseau à la chaîne culturelle franco-allemande Arte, n'est pas encore décidée, note M. Boutet, qui explique : « Le fait qu'un ministre dise qu'il incline vers cette solution n'est pas une décision ». Le CSA entamera une « procédure de concertation », le 24 avril, avec le comité d'entreprise de La Cinq. Si le gouvernement ne profite pas du droit légal de préemption sur ce cinquième réseau au bénéfice d'Antenne 2-FR3 ou d'Arte, le CSA lancera un appel d'offre en juin.

Un autre appel d'offre sera lancé la semaine prochaine à la Réunion. Le CSA entend doter l'île d'un pôle audiovisuel public - RFO 1 et RFO 2, ce dernier étant constitué par des programmes d'Antenne 2 - et de deux chaînes privées « orientées vers les programmes locaux », comme en Guadeloupe et en Martinique. Ces télévisions pourraient

avoir accès à la publicité pour la grande distribution - toujours interdite aux chaînes métropolitaines - et bénéficier d'une « réduction de contraintes » sur les films. Le nouveau président du conseil régional, M. Camille Sudre, qui a relancé les émissions de Télé Free-DOM sans autorisation (le Monde du 29-30 mars et du 17 avril) devrait saisir la perche tendue.

La notion d'honnêteté

L'air du temps inspire le CSA, qui propose d'introduire la « notion d'honnêteté de l'information » dans la loi du 30 septembre 1986. Mais il réitère aussi son souhait de voir la redevance augmenter et les exonerations remboursées par l'Etat aux télévisions publiques. Enfin, il estime que le câble « doit poursuivre son effort d'attraction et de complémentarité » vis-à-vis des autres réseaux, en améliorant son « rapport qualité-prix ». Le CSA réclame également « une décision urgente et qui s'impose » en matière de normes haute définition. Et en renforçant les mesures de contrôle, il veut éloigner la menace que représentent, pour les « véritables » radios locales privées, les rachats de fréquences par les réseaux radio.

YVES-MARIE LABÉ

□ Poursuite des négociations au Figaro. - Les négociations au Figaro entre la direction et les syndicats sur les dossiers des conditions de travail et des salaires de la rédaction doivent se poursuivre jeudi 23 avril. Une soixantaine de journalistes sur trois cents devraient bénéficier d'augmentations salariales, selon les syndicats. Ces derniers réclament toujours l'annulation de l'accord introduisant à la rédaction du Figaro des ouvriers du Livre CGT comme « secrétaires techniques ». Le Syndicat national des journalistes (SNJ) et la société des rédacteurs de France-Soir - autre titre du groupe Hershant où devrait s'appliquer cet accord - avaient demandé au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris de se prononcer sur cet accord. Une ordonnance devrait être rendue jeudi 23 avril.

□ Le groupe Express arrête la publication de « Belvédère ». - Le groupe Express a annoncé jeudi 16 avril qu'en raison des difficultés conjoncturelles de la presse publicitaire, il a décidé d'interrompre la publication de Belvédère, revue européenne qui avait été lancée en avril 1991 et qui n'a pas rencontré le succès attendu.

Pâques : les services ouverts ou fermés

Presse : les quotidiens nationaux paraîtront normalement le lundi 20 avril.

Bureaux de poste : les bureaux de poste seront fermés le lundi 20 avril. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques : elles seront fermées lundi 20 avril.

RATP : service réduit des dimanches et jours fériés.

Grands magasins : les grands magasins parisiens seront fermés lundi 20 avril.

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris recevront le public jusqu'à 15 heures le vendredi 17 avril. Ils seront fermés le lundi 20 avril et ouverts aux horaires habituels le mardi 21 avril.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront ouverts le vendredi 17 avril jusqu'à 12 heures. Ils seront fermés le lundi 20 et ouverts aux heures habituelles le mardi 21 avril.

Archives nationales : les Archives nationales et le CARAN seront fermés les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 avril. Le Musée de l'Histoire de France sera ouvert samedi 18 et dimanche 19 (après-midi) et fermé le lundi 20 avril.

Bibliothèque nationale : le samedi 18 et le lundi 20 avril, les départements et services

seront fermés. L'exposition « Les Laurees de Lautré » (galerie Mansart et Mazarine) sera ouverte les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 avril de 10 heures à 20 heures ; par contre les expositions « Veronique Giriat et Richard Parkes Bonington » (galerie Colbert) seront fermées. Le Musée des médailles sera ouvert de 12 heures à 18 heures.

Comme chaque année, les salles de lecture seront fermées du lundi 27 avril au samedi 9 mai. Les expositions seront ouvertes durant toute cette période.

Institut de France : l'Institut de France sera fermé.

Musées : le Musée d'Orsay sera ouvert samedi 18 et dimanche 19 avril. Il sera fermé le lundi.

Le Musée du Louvre sera ouvert samedi 18 et lundi 20 avril jusqu'à 18 heures.

Le Palais de la découverte sera ouvert samedi 18 et dimanche 19 avril et fermé le lundi.

Les Musées de l'Hôtel national des Invalides : plans-reliefs, Armée et Dôme royal (tombeau de Napoléon) seront ouverts les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 de 10 heures à 18 heures. Le Dôme restera ouvert exceptionnellement jusqu'à 19 heures.

Le Grand Palais sera ouvert les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 avril.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE « U.I.F. »

Le Conseil d'administration s'est réuni le 10 avril 1992 sous la présidence de M. Michel CALDAGUES pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 et prendre connaissance de l'activité de la Société.

PROGRESSION DES RÉSULTATS

L'ensemble des recettes constituées par les loyers et les produits financiers s'élève à 356 479 000 F contre 334 525 000 F, en progression de 6,5 %. A patrimoine constant, les loyers progressent en 1991 de 4,7 % pour l'habitation, de 7,2 % pour le secteur commercial et de 5,5 % pour l'ensemble. Ce taux devrait au moins se maintenir en 1992.

Le résultat courant, représentant 89,9 % du chiffre d'affaires, enregistre d'une année sur l'autre une progression voisine de celle de l'an dernier avec un taux de 10,5 %.

Le bénéfice de l'exercice, qui n'intègre pas cette année de plus-values de cession, se monte à 262 394 000 F, soit 32,70 F par action.

DIVIDENDE PROPOSÉ : 32 F

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 19 juin 1992 à 11 heures à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris 7^e, la distribution d'un dividende de 32 F par action contre 30,50 F l'an dernier, en progression de 4,9 %.

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

Aux 3 390 appartements et 87 960 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux du domaine, louts actuellement à 98 %, viendront s'ajouter, en 1993, 36 appartements et 1 351 mètres carrés de bureaux en cours de construction à Boulogne-sur-Seine, à toute proximité de la porte de Saint-Cloud.

Un autre investissement représentant 2 900 mètres carrés d'habitation, situé en plein centre de Boulogne-sur-Seine, vient d'être décidé par le Conseil.

MARCHÉ DU TITRE

Dans un marché marqué par une sous-estimation accrue des valeurs patrimoniales, les transactions sur le titre U.I.F. ont connu en 1991 un regain d'activité avec 3 097 titres échangés par séance de Bourse.

16, rue Dughot - 75001 PARIS - Tél. : 49-27-92-14.

TFI 1991

Le Conseil d'Administration de TFI s'est réuni le 14 avril 1992 sous la Présidence de Patrick LE LAY afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1991.

Dans un environnement difficile marqué par la guerre du Golfe, une concurrence renforcée tant du secteur public que privé et un marché publicitaire en quasi-stagnation, TFI a connu un bon exercice :

- TFI a remporté 99 des 100 premières audiences 1991, toutes chaînes confondues ;

- Le chiffre d'affaires « Publicité » a progressé de 5 %.

La croissance des filiales de Diversification a largement contribué à la progression de 11,3 % du chiffre d'affaires consolidé, alors que l'activité de TFI SA augmentait de 6,4 %. Parallèlement, le résultat net consolidé a crû de près de 14 % et dépasse 340 MF. Les principaux chiffres clés ont évolué comme suit :

	1991	1990	Variation
Chiffre d'affaires H.T.			
TFI SA	5 179 MF	4 867 MF	+ 6,4 %
Groupe TFI	6 476 MF	5 816 MF	+ 11,3 %
dont diversification	950 MF	578 MF	+ 64,4 %
Bénéfice Consolidé			
Total	345 MF	303 MF	+ 13,9 %
Part du Groupe	341 MF	300 MF	+ 13,7 %
Part de marché			
Audience (Individus Médiamétrie)	42 %	41,9 %	

TFI recueille en 1991, les fruits d'une politique active de diversification. Ces filiales représentent désormais 15 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 11 % en 1990. Téléachat, télécinéma, édition littéraire et phonographique et production audiovisuelle ont sensiblement progressé. La vidéo, quant à elle, a connu une croissance forte, avec un triplement des ventes de cassettes (2,2 millions) par rapport à 1990. Grâce à ce succès, TFI ENTREPRISES est devenu le premier distributeur français de cassettes vidéo et occupe la troisième place sur le marché national, derrière 2 groupes américains.

Enfin, 1991 a été marqué par le redémarrage d'EUROSPORT, première chaîne sportive pan-européenne dont les perspectives sont prometteuses :

- La chaîne est désormais reçue par près de 34 millions de foyers en Europe (contre 10 millions en juin 1991) ;

- Une programmation unique d'événements sportifs majeurs diffusés en 4 langues, fait d'EUROSPORT le leader en terme d'audience sur ses principaux marchés.

Le Conseil proposera, à l'Assemblée Générale convoquée le 12 juin 1992, de distribuer à partir du 30 juin 1992, un dividende de 8 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 4 F.

MINUTE 3615 TFI - Rubrique Bourse Informations Actionnaires.



RÉSULTATS 1991 :

Chiffre d'affaires 87,5 milliards.

Résultat consolidé, part du Groupe 1 168 MF.

Capacité d'autofinancement 5 296 MF. Dividende 10 F par action.

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ, réuni le 15 avril 1992 sous la présidence de Jérôme MONOD, a examiné les comptes sociaux et consolidés du Groupe pour l'exercice 1991.

Le ralentissement de la croissance économique en 1991 a affecté de nombreux secteurs d'activité, tant en France qu'à l'étranger.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe enregistre néanmoins une progression de 21,5 % et s'établit à 87,5 milliards de francs, dont près de 42 % hors de France. A périmètre constant, et hors effets de change, la hausse ressort à 10 %. Le développement de l'activité a été important dans le pôle des services et dans celui de l'aménagement et de la construction.

Dans la ligne des orientations définies par le Conseil d'Administration du 15 janvier 1992, des provisions à caractère exceptionnel ont été constituées dans les comptes du Groupe pour un montant total de 2,1 milliards de francs :

- au titre de la dépréciation de certains actifs (activités immobilières),

- pour couvrir des pertes à terminaison sur certains chantiers,

- du fait de charges de restructuration dans les secteurs de l'aménagement et la construction, ou de la distribution de matériels électriques,

- ainsi que pour faire face à des risques sectoriels.

Des plus-values sur cessions d'actifs (sièges sociaux, titres de placement, activités non stratégiques) de près de 1,9 milliard de francs ont permis de couvrir l'essentiel de ces charges exceptionnelles.

Le résultat net consolidé s'établit, pour la part revenant au Groupe, à 1 168 MF, en retrait de 18 % sur le niveau atteint en 1990. La capacité d'autofinancement progresse de près de 42 % à 5 296 MF.

Des objectifs de développement ambitieux

Jérôme MONOD a rappelé les axes stratégiques du Groupe : concentration du développement sur les métiers de base que constituent les services liés à l'environnement et l'aménagement et la construction, poursuite de l'internationalisation.

La forte croissance des marchés de l'environnement et les besoins mondiaux en matière d'infrastructures confirment le bien fondé de cette stratégie.

La dimension nouvelle du Groupe et la qualité de ses techniques lui donnent les meilleurs atouts pour saisir ces opportunités.

Comptes consolidés

(en MF)	1990	1991	Variation 91/90
Chiffre d'affaires	71 991	87 485	+ 21,5 %
Excédent brut d'exploitation	5 232	6 771	+ 29,4 %
Résultat net total	1 957	1 765	- 9,8 %
Amortissement des survalues	170	301	+ 77,1 %
Résultat net, part du Groupe	1 425	1 168	- 18,0 %
Capacité d'autofinancement	3 741	5 296	+ 41,6 %

Ventilation de la capacité d'autofinancement par secteur

(en MF)	1990	1991	Variation 91/90
Eau, services et Holding	2 551	3 660	+ 43,5 %
Aménagement et construction	1 237	1 926	+ 55,7 %
Distribution	112	14	NS
Activités industrielles, immobilières et financières	- 159	- 304	NS

Un niveau record d'investissement a été atteint en 1991 à près de 9,5 milliards de francs, intégralement couverts par l'autofinancement (5,3 milliards de francs) et les cessions d'actifs non stratégiques (6 milliards de francs).

Le résultat de la société mère, qui a constaté une part importante des plus-values déjà mentionnées, s'établit à 857 MF, contre 502 MF en 1990. Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 11 juin 1992 de maintenir à 10 francs le dividende servi au titre de 1991 (auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F).

Par son activité commerciale en Allemagne et en Europe de l'Est, par ses participations en Angleterre, en Espagne, en Belgique et en Italie, LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ poursuit son développement continu en Europe. Le Groupe étend simultanément sa présence sur les nouveaux marchés de la zone Asie-Pacifique (Malaisie notamment), ainsi qu'en Amérique du Sud.

L'exercice 1992 s'ouvre ainsi sur des bases saines et devrait marquer une étape déterminante de la croissance et de l'internationalisation de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ.

VIE DES ENTREPRISES

La banque «verte» maintient son cap

Hausse de 5% en 1991
des bénéfices du Crédit agricole

Le Crédit agricole poursuit son bonhomme de chemin sans être trop affecté par son environnement. La première banque française voit pour la cinquième année consécutive son résultat net progresser et atteindre 4,93 milliards de francs en 1991 au lieu de 4,70 milliards en 1990. Comme l'explique son directeur général, M. Philippe Jaffré : « Nous ne jouons pas du yo-yo avec nos profits ».

« Continuité » pour M. Yves Barsaoui, le président, et « stabilité » pour M. Jaffré ont constitué les lignes de force de l'exercice 1991. Ce qui a permis au Crédit agricole, en dépit d'une conjoncture difficile, de continuer à gagner des parts de marché et de rester le numéro un en terme de total de bilan (1 591 milliards de francs) et plus encore de fonds propres, en progression de 17 % à 91 milliards de francs. Le Crédit agricole, a souligné M. Barsaoui, est

« leader dans le domaine des produits bancaires avec une part de marché de 19,4 %, en progression de 0,8 point sur l'année ». Résultat d'autant plus spectaculaire que la collecte s'est accrue de 29,7 milliards de francs alors que dans le même temps elle diminuait de 22 milliards sur l'ensemble des réseaux bancaires.

Du coup, le Crédit agricole reste excédentaire en trésorerie et globalement prêteur sur le marché monétaire. On peut donc considérer que ses ressources, dont 54 % (783 milliards de francs) proviennent de la collecte, lui coûtent un peu moins cher qu'à ses concurrents. Le produit net bancaire a augmenté de 11,4 % et les frais généraux de 4,5 % permettant de dégager une progression de 22,1 % du résultat brut d'exploitation à 24,9 milliards de francs. Si le Crédit agricole fait presque un « sans faute », il a tout de même été obligé

d'augmenter de 16,8 % ses provisions. Elles représentaient en 1991 la somme très importante de 13,9 milliards de francs. « L'essentiel de ses provisions a été pris pour couvrir des risques domestiques et notamment sur les entreprises et le crédit à la consommation », reconnaît M. Jaffré. Par ailleurs, les rapprochements de caisses régionales se sont poursuivis l'an dernier et à ce jour 17 d'entre elles ont fusionné réduisant leur nombre à 85.

Le rouleur compresseur Crédit agricole devrait en 1992 consolider ses positions en France et accroître un développement à l'étranger qui reste limité. La prise de participation de 20 % dans le capital de la première banque portugaise, le Banco Espírito Santo, marque peut-être une volonté nouvelle d'internationalisation.

ÉRIC LESER

200 millions de francs pour un centre d'affaires à Budapest

La Caisse des dépôts réalise son premier investissement à l'Est

BUDAPEST
de notre correspondant

Un symbole chasse l'autre... La grande fresque murale du cinéma Gorki, jadis haut-lieu de la propagande cinématographique soviétique à Budapest, disparaît bientôt derrière les façades d'un centre d'affaires européen. La première pierre de ce bâtiment, situé au cœur de la capitale hongroise, a été solennellement posée mercredi 15 avril. Il s'agit du premier investissement immobilier en Europe de l'Est de la Caisse des dépôts et consignations, qui détient 80 % des 200 millions de francs de la société mixte, créée pour cette opération. Le partenaire hongrois, Coop Tourist, apporte le terrain et le groupe français Bouygues assure, pendant dix-huit mois, la construction de cet immeuble qui comprend 12 300 mètres carrés de bureaux.

Officiellement baptisé European Business Centre, ce bâtiment est le

quatrième du genre à Budapest, et témoigne de l'intérêt des milieux d'affaires pour la Hongrie, qui a reçu plus de la moitié des investissements à l'Est en 1991.

Cet investissement de 200 millions de francs figure parmi les cinq plus gros investissements français en Hongrie et illustre, selon M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, la volonté de poursuivre d'autres activités dans le pays. Le groupe a créé, au mois de février, une société mixte d'aménagement avec la municipalité du 9^e arrondissement de Budapest. D'autre part, le Crédit local de France, filiale de la Caisse, a signé en décembre 1991 un protocole d'accord avec la Caisse d'épargne hongroise (OTP) pour la mise en place d'une structure spécialisée dans le financement des collectivités locales.

YVES-MICHEL RIOLS

La BFCE améliore ses résultats de 90 %

L'effort d'adaptation et de modernisation de la BFCE, amorcé il y a deux ans et marqué notamment par une diminution de l'effectif, passé de 2 464 personnes en 1989 à 2 192 en 1991, s'est poursuivi. Face à un produit net bancaire augmenté de 11 % à 2,04 milliards de francs, les charges d'exploitation sont restées stables et le résultat brut d'exploitation a progressé de 44 % à 671 millions de francs.

Après imputation des 526 millions de francs de provisions, en forte hausse (+34 %), le résultat courant a augmenté de 90 % à 145 millions de francs, et le bénéfice net à 115 millions, contre 8 millions.

L'événement de l'exercice a été le fort dégonflement des risques et provisions-pays, tombés de 6,6 milliards de francs à 1,9 milliard, à la fois par sortie de bilan et par options de ventes. Enfin la part des activités institutionnelles, autrefois prédominante, continue de décroître, revenant de 22 % en 1989 à 16 % en 1991, au profit des actifs bancaires concurrentiels.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Baisse de 54 % des résultats de la Société française Hoechst (SFH). - L'exercice 1991 de la Société française Hoechst s'est achevé par une baisse de plus de la moitié des résultats de la firme tombés à 25 millions de francs (contre 55 millions en 1990), tandis que le chiffre d'affaires est resté au niveau de l'année précédente (6,6 milliards de francs). Ces données ont été jugées « tout à fait insatisfaisantes » par le président de la SFH, M. Friedrich Deichmann, et peu conformes aux prévisions. En octobre 1991, la firme tablait sur un résultat en progression de 18 % à 27 % (le Monde du 12 octobre). Mais la dégradation de la conjoncture et la baisse des prix du polypropylène, en raison de la concurrence dans ce type de plastique, mettaient à mal ses prévisions. Pour 1992, la firme table sur un chiffre d'affaires en progression de 3 % mais ne fait pas de prévisions pour ses résultats.

□ Société du Louvre (groupe Taittinger) : bénéfice net en hausse de 19 %. - La Société du Louvre, groupe diversifié contrôlé par la famille Taittinger, a réalisé en 1991 un bénéfice net (part du groupe) de 166,9 millions de francs français, en hausse de 19 % sur 1990. Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 38 % à 3,3 milliards de francs français, principalement en raison de l'intégration des chauffe-eau à gaz ELM-Leblanc, consolidé à partir du 1^{er} avril. Hors ELM-Leblanc, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 729 millions de francs français l'an dernier, la progression du chiffre d'affaires est de 8,2 %. En 1991, le groupe a élargi son champ d'action dans le secteur du luxe et des arts de la table. Les frais d'acquisition d'ELM-Leblanc ont été compensés par la cession d'actifs immobiliers « non stratégiques ».

□ Strafor-Facom : baisse de 58 % du résultat net. - Le groupe français Strafor-Facom (outillage à main, mobilier de bureau, fondrie) a vu l'an dernier son bénéfice net (part du groupe) baisser de plus de moitié, revenant de 381 millions de francs en 1990 à 158 mil-

lions en 1991 (-58 %). Le chiffre d'affaires est resté stable, à 8,794 milliards de francs (8,863 milliards en 1990). L'augmentation des charges financières et de restructuration a contribué à la détérioration des résultats, tout comme l'acquisition de la filiale britannique de mobilier de bureau, en difficulté. Enfin, le marasme de la construction de bureaux a fait plonger le résultat d'exploitation de 27 %.

ACQUISITIONS

□ La Caisse des dépôts de Bollore. - La Caisse des dépôts et consignations a fait son entrée dans le capital du groupe Bollore Technologies, où elle détient désormais 5,03 % des droits de vote, 4-5 en avril 1991, la firme tablait sur un résultat en progression de 18 % à 27 % (le Monde du 12 octobre). Mais la dégradation de la conjoncture et la baisse des prix du polypropylène, en raison de la concurrence dans ce type de plastique, mettaient à mal ses prévisions. Pour 1992, la firme table sur un chiffre d'affaires en progression de 3 % mais ne fait pas de prévisions pour ses résultats.

□ De Dietrich prend le contrôle de Cogifer. - Le groupe diversifié De Dietrich et Cie renforce son pôle de construction ferroviaire en prenant le contrôle (56,4 %) de la société Cogifer, spécialisée dans les équipements de voies ferrées. De Dietrich détient déjà 37 % du capital de cette société, dont Gilbert de Dietrich, le patron de la firme familiale alsacienne, préside également le conseil de surveillance. Cogifer a réalisé l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 24,1 millions de francs, plus que doublé par rapport aux 11,9 millions de francs de 1990. Son chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 1,26 milliard de francs, contre 1,22 milliard en 1990. Un consortium mené par Cogifer a obtenu récemment un important contrat pour l'équipement de la première ligne du tramway de Strasbourg.

ESCOQUERIE

□ Un milliard de dollars extorqué à General Motors. - Un homme

d'affaires de Long Island, dans l'Etat de New-York, M. John McNamara, a réussi à extorquer à General Motors Acceptance Corp., une filiale de General Motors, plus d'un milliard de dollars (3,5 milliards de francs) en emprunts. Il prétendait utiliser cet argent pour transformer des véhicules en camionnettes destinées à être vendues au Proche-Orient. En fait, les véhicules n'existaient pas. Devant encore la somme de 436 millions de dollars à GM, M. McNamara, cinquante-deux ans, a été inculpé de fraude. Il risque trente ans de prison et plus de 8 milliards de dollars d'amende s'il est reconnu coupable de cette escroquerie qui l'a suffisamment enrichi pour qu'il puisse être libéré contre une caution de 300 millions de dollars garantie sur son jet privé, ses maisons à New-York et en Floride, deux garages et de nombreuses sociétés. McNamara, gros contributeur du Parti républicain, remboursait les sommes grâce notamment à de nouveaux emprunts à GM, système qui durait depuis 1980, selon les autorités qui ont précisé que, pour la seule année 1991, il a emprunté 1,2 milliard de dollars.

SECOND MARCHÉ

□ Desjoyaux sur le second marché de la Bourse de Paris. - Le constructeur de piscine Jean Desjoyaux, premier fabricant européen dans sa spécialité, inscrit sur le marché hors cote de la Bourse de Lyon depuis le mois de juillet 1991, ainsi que sur le marché libre de la Bourse de Stuttgart depuis le mois de décembre, effectuera son transfert sur le second marché de la Bourse de Paris le 28 avril prochain. Le flottant (part du capital détenue par le public) qui ne représentait jusqu'alors que 3,8 % du capital sera porté à 12 % environ. A l'occasion de son admission 180 000 titres seront mis à la disposition du public. Le prix fixé est de 95 F ce qui correspond à une moyenne entre le prix auquel la famille Desjoyaux vient de souscrire à une augmentation de capital réservée (90 F) et le cours actuel de la valeur sur le marché hors cote.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 16 avril ↑

Nouvelle hausse

Wall Street a terminé en hausse à un niveau record jeudi 16 avril, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes effaçant un gain de 12,74 points à 3 366,50 points au moment où la cloche a sonné la fin de la séance. La veille, le principal indicateur de tendance de la grande Bourse new-yorkaise avait clôturé en hausse de 47,83 points à 3 353,76.

La tendance irrégulière tout au long de la journée s'est redressée en fin de séance sur une vague d'achats programmés, liés à l'arrivée à expiration de contrats à terme et d'options sur actions.

VALEURS	Cours de 15 avr	Cours de 16 avr
Alcoa	74 1/8	76 3/8
AT&T	42 7/8	43
Boeing	48 3/4	47 1/4
Cable & Wireless	34 3/8	34 3/8
De Beers	49 1/2	50 3/8
Eastman Kodak	39 3/4	40 3/8
Exxon	58	58 7/8
Ford	40 7/8	42
General Electric	70	72 1/4
General Motors	39 7/8	40 3/8
IBM	86 1/2	88 1/2
ITT	62 1/8	63 3/4
Johnson & Johnson	52 3/4	53 3/8
McDonald	59 1/2	59 1/2
Merck	59 5/8	60 3/8
Motorola	53 3/4	55 1/8
Union Carbide	26 3/4	27 3/8
United Tech.	83 3/4	85
Westinghouse	18 1/8	18
Yarn Corp.	75	77

LONDRES, 16 avril ↓

Sans relief

Les valeurs ont clôturé dans le rouge, jeudi 16 avril, au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 1,8 point à 2 836,6 points. Le volume des échanges s'est élevé à 889,1 millions de titres contre 818,1 millions la veille.

Après une ouverture en hausse de 28 points dans le sillage de la Bourse de Tokyo et de Wall Street, le marché a ensuite plongé du nez en dépit du ralentissement de la progression du chômage en mars où seulement 7 400 nouveaux demandeurs d'emploi ont été enregistrés (contre 36 000 attendus). Les opérateurs sont en effet restés sceptiques sur les statistiques mensuelles et des économistes ont prédit que le chômage pourrait toucher 3 millions de personnes d'ici la fin de l'année.

TOKYO, 17 avril ↓

Retour de la baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé en net repli, vendredi 17 avril, après trois séances de hausse, sous la pression de prises de bénéfices et de ventes liées au terme. L'indice Nikkei a clôturé à 17 580,89 points.

Les opérateurs ont souligné l'influence négative du repli du yen et du marché obligataire, ainsi que celle du long week-end de Pâques sur de nombreuses places mondiales, qui a poussé les professionnels à dénouer leurs positions. « Après les hausses observées, il fallait s'attendre à des prises de bénéfices », a constaté M. Toranobu Sugai, de Lehman Brothers, mais cela ne veut pas dire que le marché va à nouveau plonger ».

VALEURS	Cours de 16 avr	Cours de 17 avr
Alco	1 180	1 120
Boeing	1 420	1 380
De Beers	1 420	1 420
Eastman Kodak	1 420	1 420
Exxon	1 420	1 420
Ford	1 420	1 420
General Electric	1 420	1 420
General Motors	1 420	1 420
IBM	1 420	1 420
ITT	1 420	1 420
Johnson & Johnson	1 420	1 420
McDonald	1 420	1 420
Merck	1 420	1 420
Motorola	1 420	1 420
Union Carbide	1 420	1 420
United Tech.	1 420	1 420
Westinghouse	1 420	1 420
Yarn Corp.	1 420	1 420

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
46-62-72-67UN VRAI
JOURNAL
DE
PROGRAMMESLe Monde
RADIO
TELEVISIONChaque samedi
numéro de programmes

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	4250	4277	Immo. Hérault	1200	1190
Amul Assocs.	275	278	Immo. Computer	153	152 80
B.A.C.	88	88	I.P.B.M.	64	64
Banq. Vienne	790	788	Locam.	74	74
Bolton Ry.	470	460	Mess. Contr.	173	174 80
Bolton Ry.	227	223	Mot.	170	178
C.A.I.-d-Fr. (C.C.I.)	830	810	Publ. Pigeon	380	385
Calson	380	357	Rhône-Alp. Es. (s.p.)	319	317 90
Carif	800	824	Select Invest Ry.	90	90
C.E.G.E.P.	175	180	Sarbo	310	310
C.F.P.I.	263	255	Sopra	420	422
C.N.I.M.	1115	1124	T.F.I.	270	270
Colson	280	281 80	Thermidor H. Ry.	340	350
Comptons	1150	1150	Unilog	112	111 90
Craie	188	204	Val et Ce	840	840
Daphin	283	280	Y. St-Laurent Group	840	840
Delfins	1000	1000			
Danachy Wome Ch.	345	348			
Dewilly	1000	1010			
Dreile	200	210			
Dolice	112	112			
Edisons Belland	188	188			
Emp. Propulsion	184	188			
Emor	118	118			
E.P.F. (group. J.S.I.)	105	105			
G.L.M.	350	350			
Gravograph	177	177			
Galat	880	880			
L.C.C.	195	200			
Idem	89 80	90			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 avril 1992
Nombre de contrats estimés : 64 909

COURS	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	108,38	108,52	108,68
Précédent	108,38	108,54	108,68

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 92	Sept. 92	Jun 92	Sept. 92
109	0,22	0,80	0,92	1,28

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Avril	Mai	Jun
Dernier	1 992	2 063	1 997
Précédent	2 065	2 012,50	2 066

CHANGES

Dollar : 5,84 F ↑

Vendredi 17 avril, à Paris, le dollar continuait sa progression en fin de matinée à 5,84 F contre 5,6125 F à la cotation officielle de la veille. Plusieurs marchés européens étaient fermés vendredi et le seront de nouveau le lundi de Pâques.

FRANCFORT	16 avr	17 avr
Dollar (en DM)	1,692	Cls
TOKYO	16 avr	17 avr
Dollar (en yen)	133,45	133,90

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (17 avr)	Cls
New-York (16 avr)	37,8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	15 avr	16 avr
Valeurs étrangères	114,28	114
(SBF, base 100 : 31-12-91)	104,28	104,40
Indice global CAC	335,9	336,6
(SBF, base 1000 : 31-12-91)	113,50	113,90
Indice CAC 40	1990,46	1978,20

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	15 avril	16 avril
Industrielles.....	3 353,75	3 366,50
LONDRES (Indice & Financial Times a)		
	15 avril	16 avril
100 valeurs.....	2 648,28	2 638,60
30 valeurs.....	2 045,38	2 059,20
Mines d'or.....	113,90	113,90
Fonds d'act.....	88,52	88,65

FRANCFORT

Dax	15 avril	16 avril
	1 743,79	1 748,23
TOKYO		
	16 avril	17 avril
Nikkei Dow Jones	17 960	17 581
Indice général	1 337	1 321

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,8250	5,6450	5,7155	5,7285
Yen (100)	1,6975	1,2175	1,4820	1,2747
DM	1,6325	1,2425	1,5274	1,3422
Franc suisse	3,3795	3,2475	3,3885	3,3043
Franc belge	3,6525	3,6625	3,6624	3,6755
Franc Italien (1000)	4,6950	4,6950	4,7703	4,7755
Lira (100)	9,8625	9,8625	9,8394	9,8565
Peseta (100)	5,3850	5,3950	5,3934	5,3676

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 3/16	4 3/16	4 5/16
Yen (100)	9 7/8	10 1/8	10 3/16	10 1/16	10 1/2	10 5/8
DM	9 7/8	10	10	10 1/16	10 1/8	10 3/8
Franc suisse	9 9/16	9 11/16	9 9/16	9 11/16	9 11/16	10 3/16
Lira (1000)	8 9/16	8 11/16	8 1/2	8 5/8	8 7/16	8 9/16
Livre sterling	9 7/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
Peseta (100)	12 1/8	12 3/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
FRANC FRANÇAIS	9 7/8	10	10 1/16	10 1/16	10 1/8	10 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTLVendredi 17 avril :
Serge Rino,
président du groupe AcciaLundi 20 avril :
Lundi de Pâques
Pas d'émission

Enseignants, Etudiants, Lycéens, découvrez

les clés de

L'INFO

Nouveau

dans

Le Monde & DOSSIERS DOCUMENTS

les clés de

L'INFO

Chaque mois, deux pages pour comprendre l'actualité.

Regarder le journal de 20 heures, écouter la radio le matin, lire la presse... autant de façons de découvrir l'actualité. Encore faut-il avoir toutes les clés pour la comprendre. Donner les clés de l'info, des bases et des repères, c'est l'objectif que s'est fixé LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS. Chaque mois, « les Clés de l'info » resituent les grands événements de l'actualité dans leur contexte

historique, social ou géopolitique. Avec un lexique des mots utiles ou des sigles ; des rappels chronologiques et les dates à retenir ; l'origine ou la composition des organismes qui participent aujourd'hui à la vie politique ou économique internationale. Bref, tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les personnalités, le vocabulaire, la législation, tout ce qui bouge, tout ce qui change.

Au sommaire des « Clés de l'info » : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bio-éthique...

et le Dossier du Mois

LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

Huit pages pour comprendre les origines et les enjeux du conflit : de la naissance de la République populaire de Yougoslavie en 1945 à la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie.



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 18 avril

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Martiens

PUISQUE nous ne pourrions, en dernier ressort, nous former une opinion sur les sincérités des uns et des autres, on attendait beaucoup de Philippe Séguin et de Marie-France Geraud, venus à « Ex Libris » oser leur hostilité. On en retint que M^{me} Geraud porte aux Allemands la même affection qu'Edith Cresson aux Japonais : des pilleurs de technologie, qui ne rêvent que de nous plumer. Cette rengaine anti-allemande semblait anacronistique. Pour sa part, Philippe Séguin appelle à la rescousse la nation, la République, menacées de dissolution dans l'ensemble européen, ainsi que l'Europe de l'Est, laissée de côté. Ces arguments-là étaient plus convaincants. Le malheur, en fait, c'est que le président n'ait plus droit aux débats avec le commun. On aimerait l'entendre face à Séguin ou Chevènement. On sent bien que si quelqu'un peut emporter la conviction nationale dans cette affaire, c'est lui, et lui seul.

Pour le reste, tous les participants de cet excellent numéro d'« Ex Libris » furent atteints par les tirs d'une mitrailleuse à milliards nommée François de Closets. Nos milliards, ceux de l'impôt. Dans son nouveau livre, sorte de super-rapport de la Cour des comptes, de Closets accuse l'Etat de les dilapider. L'Opéra Bastille, la collecte de la rede-

vance télé, l'avion Rafale : les exemples tombaient dru. Le programme Hermès eut droit à une mention spéciale du jury : tous les scientifiques mondiaux, paraît-il, reconnaissent qu'il ne sert à rien d'envoyer un homme dans l'espace.

Là, c'était trop. Le téléphone sonna : c'était Paul Quilès. « Avec de Closets, Christophe Colomb aurait eu du mal à trouver ses financements », fulmine l'ancien ministre de l'espace. Et de demander à l'imprimeur si c'est avec des robots qu'il comptait aller explorer Mars. Mais de Closets ne tenait pas spécialement à aller sur Mars, bien au contraire. C'étaient là, en tout cas, de vrais sujets de débats. Chacun aurait mérité une émission à soi tout seul. Quand la télévision se décidera-t-elle ?

Mars, justement, on l'avait sous la main, en la personne d'un ethnologue de Montpellier, portant queue de cheval - « très sérieux tout de même » assure PPDA - nommé Pierre Sansot. Il présente un livre étrange et poétique sur « les gens de paix », le petit peuple des plants, de la pétanque et des arrivées d'étape. Le Martien trouve de jolis mots sur le regard du joueur de pétanque à l'instant où il va tirer. Mais aucun des autres participants, qui couvraient leurs milliards, n'avait visiblement de lueurs sur la question...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans le Monde radio-télévision ; ** Film à éviter ; *** On peut voir ; **** Ne pas manquer ; ***** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 avril

TF 1	
20.00	Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.45	Variétés : Tous à la Une. Avec Haroun Tazief, Pierre Perret, Renaud, Jean-Louis Murat, François Valéry, Thierry Pastor, Léo Bazel, Anne.
22.40	Concert : Roch Voisine. En direct de l'Ecole militaire.
0.00	Sport : Boxe. Super mi-moyens : Laurent Boudouani-Ricky Haynes ; Poids légers : Angel Mons-Georges Elame ; Super-légers : Jean-Pierre Scigliano Laroussi Trabeski, à Gap.
A 2	
19.59	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	Jeu : La Piste de Xapatan. Animé par Sophie Devant.
22.10	Diversité : Rire A2. Michel Simon.
23.05	Magazine : Lumière. Présenté par Marc Tiesca.
23.35	Cinéma : Journal d'un curé de campagne. *** Film français de Robert Bresson (1950). Avec Claude Laydu, Jean Riveyre, André Gilbert.
FR 3	
18.00	Magazine : Une pêche d'enfer. Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00	Un livre, un jour. L'Affiche de A à Z de Sévigné.
20.10	Diversité : La Classe.
20.45	Magazine : Thalassa. Les Excursions d'Antoine, de Lolo Etienne et Patrick Millieron.
21.40	Magazine : Caractères. Invités : Bernard Clavel (la Révolte à deux sous), Brest Easton (Eli American Peycho), Yann Queffelec (Prenais garde au loup), Manuel Vazquez Montalban (Galindez).
22.45	Journal et Météo.
23.05	Magazine : Musicales. Les Leçons de ténors, de Couperin.
0.05	Les Entrepreneurs d'Océaniques. Anastasia Tsvetazova, de Tatiana Alexandrova et Marina Goldovskaia.
CANAL PLUS	
20.30	Téléfilm : L'Obsession de Sarah Hardy. De Jerry London, avec Sela Ward, Michael Woods.
22.00	Documentaire : Une partie de chasse très spéciale.
22.45	Flash d'informations.
22.58	Le Journal du cinéma.
23.00	Retour vers le futur 2. *

TF 1	
14.15	La Une est à vous.
17.15	Diversité : Vidéo gag.
17.45	Magazine : Trente millions d'amis.
18.20	Jeu : Une famille en or.
18.45	Diversité : Les Roucasseries.
19.15	Jeu : La Roue de la fortune.
19.45	Diversité : Le Bébête Show.
19.50	Téléfilm : Le Roman de Fauvel. Vidéo film musical de Joëlle de La Casinière.
20.00	Journal, Tapis vert, Météo et Tiercé.
20.50	Variétés : Sébastien c'est fou ! Magazine : Ushuaia. Présenté par Nicolas Hulot, à Statoron, en Deltaplane.
22.35	Magazine : Formule 1. Football : Boxe.
1.10	Journal et Météo.
1.15	Série : Passions.
2.10	Info revue.
A 2	
14.00	Magazine : Animalia.
14.55	Magazine : Sports passion. Gymnastique : championnats du monde par équipes, en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy.
15.20	Tiercé, en direct d'Enghien.
15.35	Magazine : Sports passion (suite). Gymnastique : championnats du monde par équipes, en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy.
18.05	Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.30	INC.
18.35	Série : ENG.
19.25	Série : Sylvie et compagnie.
19.50	Trois minutes pour faire lire (et à 1.30). Le Père Ségis, de Léon Tolstoï.
19.59	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	Magazine : La Nuit des héros.
22.45	Magazine : Double jeu. Invité : Jean-Marie Thibault.
0.00	Journal et Météo.
0.10	Solrée spéciale : Blacks, Blancs, Beurs.

Présentée par Marc Tiesca et Pascal Brunner. Jeunes, déformés, mais sportifs... Une opération du ministère de la jeunesse et des sports.

FR 3	
14.00	Variétés : Eurotop.
14.30	Magazine : Mondo Sono. Spécial Kabylie.
De 15.00 à 17.30 La Sept	
15.00	Magazine : Sait-on jamais.
15.05	Documentaire : Le Roman de Fauvel. Vidéo film musical de Joëlle de La Casinière.
16.25	Documentaire : L'Origine de l'homme. D'Eric Verrier, 1. André Lang-ganay, généticien.
16.55	Documentaire : Chaque individu est unique. D'Eric Verrier, 1. Charles Sal-mon, immunologiste.
17.30	Magazine : L'Heure du golf. La Compétition : le Doral Ryder Open (2 ^e partie).
18.00	Magazine : Montagne. Conquérants de l'inutile, de Chris Bonington et Richard Ess. 1. A la loyale.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
De 20.00 à 1.00 La Sept	
20.00	Chronique : Les Dents de l'humour.
20.05	Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).
21.00	Documentaire : Haute-Savoie 1944. La fureur de la guerre civile.
22.25	Le Courrier des téléspéc-tateurs.
22.30	Journal et Météo.
22.55	Téléfilm : André's Mother. L'ami de mon fils. De Deborah Reinisch.
23.40	Magazine : Mégamix.
CANAL PLUS	
14.05	Téléfilm : Meurtres contre remboursement. D'Alan Metzger.

15.35	Le Journal du cinéma. Présenté par Michel Denisot.
16.15	Documentaire : Amours, cris et claques. Les Superstars du catch.
17.05	En clair jusqu'à 20.30
18.00	Décoder pas Bunny.
19.05	Dessin animé : Les Simpson.
19.30	Flash d'informations.
19.35	Le Top.
20.30	Téléfilm : L'Assassin de mes nuits. De Richard Colla.
21.55	Flash d'informations.
22.00	Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-welters. Jean-Claude Fontana (France) - Wally Swift (Grande-Bretagne).
22.45	Sport : Football. Monaco-Marseille. 36 ^e journée du championnat de France de 1 ^{re} division, en direct de Monaco.
0.40	Cinéma : After Midnight. Film américain de Ken et Jim Wheat (1989).
M 6	
14.50	Série : Dr Marcus Welby.
15.45	Série : Les Espions.
16.35	Série : Vegas.
17.25	Série : Amicalement vôtre.
18.20	Série : Les Têtes brûlées.
19.15	Magazine : Turbo.
19.54	Six minutes d'informations, Météo.
20.00	Série : Papa Schultz.
20.30	Diversité : Les Dents de l'humour.
20.40	Téléfilm : Pancho Barnes l'aventurière du ciel. De Richard T. Heffron.
23.15	Téléfilm : Tuer n'est pas jouer. De Paul Wendkos.
0.35	Musique : Flashback.
1.05	Six minutes d'informations.
2.00	Rediffusions.
LA SEPT	
14.00	Documentaire : Boulez XX ^e siècle. De 15.00 à 17.30
17.30	Le Dessous des cartes : 1957, Hongkong.

18.00	Avis de tempête.
19.00	Documentaire : Rosella Hightower.
20.00	Le Dessous des cartes.
20.05	Histoire parallèle.
21.00	Documentaire : Haute-Savoie 1944. De Denis Chégaray et Olivier Doat. 1. La fureur de la guerre civile.
22.25	Le Courrier des téléspéc-tateurs.
22.30	Sol 3.
22.55	Téléfilm : André's Mother. L'ami de mon fils.
23.40	Mégamix.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Photo-portrait. Duane Michaels, photographe.
20.45	Dramatiques. Figures libres, de Claude Roland-Ménut ; Une si jolie petite route de forêt, nouvelle, de Michel Arrieu.
22.35	Musique : Opus. Chant et musique à Kour Moussa, monastère bénédictin au Sénégal.
0.05	Rencontre au clair de la nuit. Andoche Prud'homme, Michel La Gentil, poète.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Opéra (donné le 24 janvier 1991 au Eisenhower Theatre-Washington) : The Saint of Bleeker Street, opéra en trois actes de Menotti, par le Chœur et l'Orchestre de Washington Opera, dir. : Gian Carlo Menotti ; sol. : Eugénie Grunewald, Gail Dobish, Susan Toth-Shefer, John Stephens, Mayanne Teles, Michael Myers, Leslie Richards, Daniel Narducci, Joel Flatow, Teresa Reid, Julie McClelland, Sherry Rutherford, James Schaffan, Antony Torchia, Frank Belles.
22.15	Concert (en direct de la Sainte-Chapelle) : Pâques à Notre-Dame, par l'Ensemble Gilles Binchois, dir. : Dominique Vellard.

Dimanche 19 avril

TF 1	
14.15	Série : Rick Hunter inspecteur choc.
15.15	Série : Colombo.
16.35	Disney parade.
18.05	Magazine : Téléfoot. Coupe d'Europe : Feyenoord-Monaco (résumé) ; championnat de France. A 18.55, Loto sportif.
19.05	Magazine : 7 sur 7. Invité : Michel-Edouard Leclerc, coprésident de l'Association des centres de distribution Edouard-Leclerc.
20.00	Journal, Tiercé, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.45	Cinéma : Le Pont de la rivière Kwai. *** Film britannique de David Lean (1957). Avec William Holden, Alec Guinness, Jack Hawkins.
23.30	Magazine : Ciné dimanche.
23.35	Cinéma : La Grande Bagarre de Don Camillo. Film franco-italien de Carmine Gallone (1955). Avec Fernandel, Gino Cervi, Claude Syl-vain.
1.20	Journal et Météo.
1.25	Magazine : Le Vidéo club.
1.40	Concert : Festival de Saint-Riquier.
2.30	Série : Mémoires. Histoires naturelles.
2.55	Documentaire : La Pirogue.
4.15	Feuilleton : L'Homme à poigne (3 ^e épisode).
5.10	Musique.
A 2	
14.50	Série : Mac Gyver.
15.45	Dimanche Martin (suite). L'Épée des fars, avec Annie Cordy ; Ainsi font, font, font.
17.25	Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.10	1. 2. 3. Théâtre (et à 23.55).
18.20	Magazine : Stade 2. Basket-ball : championnat de France ; Football : championnat de France et Coupe d'Europe ; Les résultats de la semaine ; Rugby : championnat de France ; Cyclisme : Liège-Bastogne-Liège ; Gymnastique : championnats du monde ; Boules : finale de la

19.25	Série : Maguy.
19.59	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	Téléfilm : A deux pas du paradis. De Michel Yvanez.
22.20	Magazine : Bouillon de culture. Invités : Françoise Vermy, Jean-Claude Brisseau, Jean Carmet, Dominique Ferry, Jean-Claude Carrière.
23.40	Journal et Météo.
0.00	Sport : Danse sur glace. Trophée international.
0.45	Magazine : Sports passion (rediff.).
3.40	Documentaire : Histoires d'histoire.
3.50	24 heures d'info.
FR 3	
14.45	Magazine : Sports 3 dimanche (suite). Gymnastique : championnats du monde par équipes, en direct du POPF ; Cyclisme : Liège-Bastogne-Liège ; Tennis : Tournoi de Nice (finale) ; Tiercé à Autoul ; Actualités et résultats ; Salut les militaires.
18.00	Les Vacances de Monsieur Lulu. La Légende de prince Valiant ; Jeu : Les Mondes fantastiques.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05	Diversité : Téléchat. De Roland Topor. Histoires nouvelles avec de drôles de présentateurs...
20.10	Série : Benny Hill.
20.45	Diversité : Rien à crier. Présenté par Laurent Ruquier. Avec Jacques Mallat, Anne Roumanoff, Pascal Brunner, Patrick Font, Jacques Rancade.
22.05	Magazine : Le Divan. D'Henry Chapier. Invité : Mathilde May.
22.25	Journal et Météo.
22.50	Sport : Voile (et à 0.10). Coupe de l'Amérique : finale (résumé).
22.55	Documentaire : Doctor X. *** Film américain de Michael Curtiz (1932). Avec Lee Tracy, Lionel Atwill, Robert Warwick (v.o.).
0.40	Musique : Mélo-manu.
CANAL PLUS	
14.00	Téléfilm : Les Nuits de

	Derek Blore, ministre de Sa Majesté. De Robert Young, avec Timothy West, Maggie O'Neill.
15.20	Magazine : 24 heures.
16.15	Documentaire : Colobes, des singes en habit. De Teresa et Jim Clare.
17.05	Dessin animé : Les Simpson.
17.25	Cascades et cascadeurs n° 3. Présenté par Marc Tiesca.
17.58	Le Journal du cinéma.
18.00	Cinéma : Le Diable. Film américain de Susan Seidelman (1989). Avec Meryl Streep, Rosanne Barr.
En clair jusqu'à 20.30	
19.35	Flash d'informations.
19.40	Ca cartoon.
20.20	Dis Jérôme... ?
20.25	Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30	Cinéma : Aux sources du Nil. Film américain de Bob Rafelson (1989). Avec Patrick Bergin, Ian Glen, Fiona Shaw.
22.45	Flash d'informations.
22.45	L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : Milan AC-Inter de Milan ; Liverpool-Leeds ; Real Madrid-Espanol Barcelone ; les buts de la D1 et de la D2 ; les buts européens. Voile : la semaine olympique de Hyères.
0.45	Cinéma : Les Nuits de Harlem. Film américain d'Eddie Murphy (1989). Avec Eddie Murphy, Richard Pryor (v.o.).
M 6	
16.15	Série : Clair de lune.
17.05	Série : Le Saint.
18.00	Série : Espion modeste.
19.00	Série : Les Routes du paradis.
19.54	Six minutes d'informations, Météo.
20.00	Série : Madame est servie.
20.30	Magazine : Sport 6.
20.40	Téléfilm : Le Fantôme des Carrières. De Paul Bogart, avec John Gielgud, Ted Wass. D'après une nouvelle d'Oscar Wilde.
22.25	Magazine : Culture pub. Proposé par Anne Magnien et Christian Blaches.
22.50	Cinéma : Le Chat à neuf queues. Film italien de Dario Argento (1970). Avec James Francis

	cus, Karl Malden, Catherine Spaak.
0.45	Six minutes d'informations.
0.50	Magazine : Sport 6.
1.00	Magazine : Métal express.
2.00	Rediffusions. Culture pub : Nubus ; Deux fois vingt ans ; Culture rock ; Milan ; Destination Cap-Vert.
LA SEPT	
15.30	Flash d'informations (et à 16.30, 18.00, 18.55, 19.55).
15.35	Magazine : Dissensus. Invité : Jean-Claude Barreau, Bruno Etienne.
16.35	Téléfilm : Le Siècle des Lumières (2 ^e partie).
18.05	Documentaire : The Highly Exalted.
19.00	Documentaire : Doodlin' Ian Lye.
20.00	Le Dessous des cartes : 1997, Hongkong.
20.25	Le Courrier des téléspéc-
20.30	Cinéma : Cinq soirées. ■■■ Film soviétique de Nikita Mikhalkov (1978).
22.10	Le Dessous des cartes.
22.20	Cinéma : La Mort en ce jardin. ■■■ Film franco-mexicain de Luis Buñuel (1956).
FRANCE-CULTURE	
20.30	Atelier de création radio- phonique. Musique avec des auteurs.
22.35	Musique : Le Concert. Concert imaginaire du GRM : Con brio, de Giner, par Serge Bertozzi, percussions, Fran- cois Riveland, saxophone, Christophe Roy, violoncelle ; Vespéro della besta vergine, de Monteverdi ; Teletoria 1 et 3, de Strömp ; Sonata pour clavier, de Scarlatti ; Romane, de Mon.
0.05	Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (en direct de la Sainte-Chapelle) : Histoire de la Résurrection, de Scandeli- us ; Histoire de la Résurrec- tion, de Schutz, par l'Ensem- ble Sigillarius, dir. : Michel Lapierre.
22.15	Mémoire d'orchestre. Par Philippe Morin. L'Orchestra philharmonique de l'ORTF à Besançon en 1960.

M. James Watson « démissionné » du National Institute of Health

Conflits d'intérêts autour des recherches sur le génome humain

M. James Watson, Prix Nobel de médecine 1962 et codécouvreur de la structure en double hélice de l'ADN (1), a démissionné de ses fonctions de directeur du Centre de recherche sur le génome humain au National Institute of Health américain (NIH), poste qu'il occupait depuis le lancement du projet en 1989. Son départ - officiellement lié aux intérêts financiers que M. Watson détient dans des sociétés privées de biotechnologies - survient deux mois après un dépôt de demande de brevets du NIH portant sur plus de 2 000 séquences génétiques humaines, initiative à laquelle le Prix Nobel s'était violemment opposé.

S'il est un homme dont le nom, l'énergie, la force de conviction ont fait exister le projet Génome humain, c'est assurément James Watson. Sans lui, ce projet, qui prévoit de décrypter, dans les quinze ans à venir, les trois milliards de paires de bases qui composent notre patrimoine héréditaire, n'aurait peut-être pas vu le jour si vite.

Dès 1989, en effet, le coup d'envoi était donné par les États-Unis : 100 millions de dollars (630 millions de francs, valeur 1989) d'investissement pour cette première année ont été consentis, pour l'essentiel par le NIH, et, dans une moindre mesure, par le département à l'Énergie. Forcés d'investir pour rester dans la course, la plupart des grandes puissances mondiales ont tant bien que mal emboîté le pas aux deux agences américaines. Trois ans plus tard, le projet Génome est devenu réalité, et ses enjeux économiques apparaissent aujourd'hui tout aussi importants, si ce n'est plus, que ses objectifs scientifiques et médicaux.

Deux polémiques récentes, dans lesquelles James Watson se mêlent étroitement, illustrent le contexte dans lequel M. Watson a démissionné - ou, plus vraisemblablement, a été démissionné - du poste clé qu'il occupait au NIH. La première concerne la demande de brevets déposée par son organisme de tutelle, le 12 février dernier, portant sur 2 375 séquences génétiques humaines.

Cette offensive du NIH - qui s'ajoutait à une première demande déposée en juin 1991, portant sur 347 séquences - a suscité la réprobation quasi unanime des responsables internationaux du programme Génome, qui estiment cette pratique à la fois condamnable au plan de l'éthique et non conforme au droit

des brevets. James Watson lui-même, connu pour son franc-parler, ne s'est pas privé de prendre position haut et fort contre la politique mercantile de son institut, considérant que celle-ci risquait de compromettre les relations internationales, toujours fragiles, dont dépend le succès du projet.

Mis en cause par un industriel

A cette opposition entre le Prix Nobel et M. Bernardine Healy, directrice du NIH depuis le printemps 1991, s'est ajoutée ces derniers mois un conflit plus violent encore, ayant pour objet les actions que M. James Watson détient dans une ou plusieurs sociétés privées de biotechnologie. A la suite d'une enquête demandée au département gouvernemental de la santé dont les résultats n'ont pas été rendus publics, le docteur Healy a en effet jugé les intérêts financiers de M. Watson incompatibles avec ses

fonctions au sein du NIH. Selon la revue britannique *Nature* (datée du 9 avril), l'affaire aurait été déclenchée par un puissant industriel américain, M. Frederick Bourke, dont l'objectif est de fonder la première société privée exclusivement consacrée au décryptage de séquences génétiques.

Soutenu dans ce projet par l'Américain Leroy Hood (Californien Institute of Technology), l'un des pionniers du séquençage automatique de l'ADN, M. Bourke est en effet en pourparlers, depuis plusieurs mois, avec des chercheurs britanniques parmi les plus éminents du programme Génome en Grande-Bretagne, qu'il espère convaincre de rejoindre l'équipe scientifique de sa future compagnie (*Le Monde* du 4 mars).

Une collaboration à laquelle M. Watson se serait opposé avec une vigueur suffisante pour provoquer à son tour la colère de l'industriel, dont les appuis politiques sont nombreux à Washington. Selon *The*

Wall Street Journal du 13 avril, M. Bourke aurait ainsi envoyé à la direction du NIH une lettre de protestation, accusant M. Watson d'encourager une compagnie pharmaceutique britannique à développer ses propres activités de séquençage génétique.

Ce conflit d'intérêts économiques a-t-il provoqué le clash ? De nombreux scientifiques affirment que M. Watson avait l'intention, de toute manière, de quitter son poste avant l'été. « Je continue à m'engager fermement pour le succès du projet Génome humain », a souligné de manière sibylline le Prix Nobel dans sa lettre de démission, en ajoutant être prêt à « continuer de conseiller le NIH à titre non officiel ». A condition, bien évidemment, d'y être encouragé par son successeur.

CATHERINE VINCENT

(1) Acide désoxyribonucléique, support moléculaire de l'hérédité.

A l'appel de huit syndicats

La grève à la RATP a été largement suivie

La mobilisation aura finalement été forte, jeudi 16 avril, au cours de la grève à la RATP lancée à l'appel des huit plus importants syndicats de la région. Après de fortes perturbations en début de matinée qui ont entraîné la fermeture de huit lignes de métro, la situation s'est améliorée en fin de matinée (*Le Monde* du 17 avril).

En milieu de journée, selon les chiffres fournis par la direction de la RATP, seules deux lignes de métro restaient fermées, le reste du trafic étant assuré par les taxis ou la moitié des rames. Le RER A a fonctionné entre 95 % et 100 % tout au long de la journée, alors que la ligne B est restée bloquée - pour la partie exploitée par la RATP. Enfin les bus, après un démarrage très perturbé, assuraient environ 30 % du service.

Mais cette embellie n'a pas résisté, en milieu d'après-midi et en début de soirée, aux différentes prises de service (dont une vers 16 h 30) et à la jonction entre les équipes de jour

et de nuit. La plupart des agents « ont choisi d'opérer des arrêts prématurés de lignes », précise-t-on à la Régie, alors que « ceux du soir » suivaient les mots d'ordre. Dès 16 heures, trois lignes de métro étaient à nouveau fermées et le service des autobus rebombait à 25 %. En début de soirée, six lignes n'assuraient plus de trafic et sont restées inactives jusqu'à la fin de service. La plupart des autres lignes ne fonctionnaient alors qu'à 20 % de leur capacité.

Les syndicats ont organisé, en milieu de journée, une manifestation rassemblant 2 500 agents selon les organisateurs, 600 selon la police, devant le siège de la régie. La banderole commune proclamait : « Oui à l'unicité du statut pour un véritable service public, non aux projets de la direction ». Une délégation a ensuite remis au cabinet du premier ministre une déclaration demandant « l'ouverture de discussions ».

O. P.

Pour les deux millions de couples non mariés

La création d'un contrat d'union civile est à l'étude

La création d'un contrat d'union civile pour les couples non mariés est à l'étude. Le Planning familial et des associations d'homosexuels viennent de constituer un collectif pour promouvoir un texte dont les députés socialistes, qui le soutiennent, pourraient faire une proposition de loi soumise, dès la session de printemps, aux parlementaires.

L'Institut national d'études démographiques estime à environ deux millions le nombre de couples non mariés, et près d'un enfant sur trois, selon l'INSEE (*Le Monde* du 14 avril), naît de ces couples. Les concubins ont quitté la marginalité. Le concubinage est devenu un choix de vie, l'un des termes d'une véritable alternative au mariage.

Le refus d'engagement rigide n'exclut pas pourtant, chez les concubins, un désir de se protéger mutuellement en cas de décès et d'exercer leurs responsabilités à l'égard des enfants dans les mêmes conditions que les parents légi-

times. Les litiges au sein de couples non mariés soucieux d'obtenir l'application de dispositions prévues en faveur des époux arrivent à une cadence accrue sur le bureau des juges. Parallèlement, la peur du sida aidant, de plus en plus d'homosexuels vivent en couple de manière stable. Ils demandent que la France suive l'exemple du Danemark et reconnaisse leur mode de vie en leur offrant des garanties, comme pour les autres couples. Les homosexuels plaident aussi pour d'autres situations de couples, par exemple ces « *affaires de parents célibataires* » réagissant à la persistance des exploitations pour lesquelles ils travaillent ensemble, ou bien ces vieilles dames qui refusent la solitude et construisent un quotidien à deux.

Un concurrent pour le mariage

Le collectif, dont l'ambition est de promouvoir un texte destiné à devenir une proposition de loi réformant le code civil, a déjà recueilli plusieurs centaines d'adhésions (1). La pression, aujourd'hui, est telle que le Mouvement français pour le planning familial a décidé d'y participer.

Rédigé en neuf articles, ce texte offre à toute personne physique la possibilité de « passer avec une autre personne physique, quel que soit son sexe, un contrat d'union civile ». Ce contrat, dont le régime général est la séparation des biens, se conclut devant un officier d'état civil. Les droits à héritage prévus sont les mêmes que ceux de couples mariés. « La personne liée par un contrat d'union civile ou qui vit maritalement avec un assuré social a la qualité d'ayant droit ». En ce qui concerne les enfants, les auteurs du texte prévoient l'autorité parentale conjointe, dès lors que le père et la mère ont tous deux reconnu l'enfant et vivent en union civile. Quand l'un des partenaires voudrait rompre le contrat, il lui suffirait de s'adresser à un officier d'état civil, qui signifiera cette rupture à l'autre partenaire.

Le texte, actuellement soumis au

groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui a le pouvoir d'en faire une proposition de loi, n'écarte pas toute critique. Les réserves viennent surtout de la création d'un contrat pour les couples homme-femme. La crainte est de porter un mauvais coup au mariage par un contrat plus attractif offrant les mêmes garanties que le mariage sans les inconvénients. Faut-il alors réserver le texte aux homosexuels ? Mais n'y aurait-il pas injustice à en exclure les autres couples non mariés, qui, pourtant, illustrent aujourd'hui un nouveau mode de vie ?

CHRISTIANE HONORÉ

(1) Collectif contrat d'union civile, 15, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. 43-53-03-58.

EN BREF

■ M. Carrez (RPR) est élu maire du Perreux. — M. Gilles Carrez (RPR) a été élu le 14 avril maire du Perreux (Val-de-Marne), en remplacement de M. Michel Giraud, député (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, qui s'était démis de ses fonctions en application de la loi sur le cumul des mandats. M. Giraud, qui était maire du Perreux depuis 1971, devient premier adjoint, permettant ainsi avec son successeur, le bureau exécutif de l'Association des maires de France a demandé à M. Giraud de conserver jusqu'à l'automne ses fonctions de président de l'AMF.

■ [NE le 29 août 1948 à Paris, ancien élève d'HEC et de l'ENA, M. Carrez est secrétaire général du groupe central des villes nouvelles. Conseiller municipal du Perreux depuis 1977, premier adjoint au maire depuis 1989, il a déjà succédé en 1985 comme conseiller général du Val-de-Marne à M. Giraud, dont il est le suppléant à l'Assemblée nationale.]

■ M. Bertrand Cuny élu maire de Saint-Cloud. — M. Bertrand Cuny (UDF) a été élu jeudi 16 avril maire de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), en remplacement de M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF, conseiller régional, qui avait renoncé à sa fonction en application de la loi sur le cumul des mandats.

■ [NE le 10 mars 1936 à Paris, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général de l'Armement, M. Cuny a été directeur à la DATAR de 1976 à 1981. Il est président-directeur général de la Financière Vignon et de Vignon SA. Il était premier adjoint au maire de Saint-Cloud depuis 1989.]

■ M. Lamassoure (UDF) favorable à un référendum sur la ratification. — M. Alain Lamassoure, député

européen et porte-parole de l'UDF pour les questions européennes, est « favorable à un référendum » sur la ratification du traité de Maastricht, « une fois que la discussion aura eu lieu au Parlement ». Dans le *Journal des républicains* d'avril, le député des Pyrénées-Atlantiques assure ne pas croire à la « récupération politique » d'un référendum, toutes les consultations montrant, selon lui, que « l'électeur sait parfaitement discerner les enjeux ».

■ ARGENTINE : au moins quarante et un morts dans un accident de la route. — Au moins quarante et une personnes ont péri brûlées, jeudi 16 avril, dans l'accident d'un car qui transportait des touristes vers la station balnéaire de Mar-del-Plata. Dans le brouillard, l'autocar a heurté trois voitures, à 300 kilomètres au sud de Buenos-Aires. — (Reuters)

■ CUBA : vingt-huit condamnations pour trafic de cocaïne. — La justice cubaine a condamné, mercredi 15 avril, vingt-huit personnes à des peines allant de onze mois à onze ans de prison pour trafic de cocaïne, a annoncé l'agence officielle AIN. Certains des accusés ont également été reconnus coupables de trafic de drogues, de plantes précieuses et de détention d'armes à feu. — (Reuters)

■ MADAGASCAR : trois morts dans des affrontements dans le Nord. — Trois personnes ont été tuées et vingt-cinq blessées, lors d'affrontements entre partisans du président Didier Ratsiraka et militants du Comité des forces vives - qui a mené l'opposition contre le chef de l'Etat - mardi 14 et mercredi 15 avril, à Antsirana (ex-Diego-Suarez), à la pointe nord de Madagascar, selon le quotidien *Madagascar Tribune*. Plus de vingt personnes avaient été blessées le 11 mars, dans la même ville, lors de semblables affrontements. — (AFP)

■ MALAWI : dissolution du Parlement. — Le président Kamuzu Banda a dissous le Parlement, jeudi 16 avril, et annoncé des élections législatives pour mai ou juin, a rapporté le radio du Malawi. Agé de quatre-vingt-trois

ans, M. Kamuzu Banda est président à vie depuis 1964. Son régime de parti unique fait face à des revendications croissantes en faveur du pluralisme. — (Reuters)

■ TCHAD : une branche du FROLINAT s'est ralliée au pouvoir. — Une branche du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) de l'ancien président Goukouni Oueddei, réfugié à Alger, a annoncé son ralliement au Mouvement patriotique du salut (MPS) du président Idriss Déby, dans une déclaration télévisée, mercredi 15 avril, à N'Djamena. — (AFP)

■ FOOTBALL : Cannes disputera les quarts de finale de la Coupe de France. — En raison des incidents qui avaient émaillé la rencontre de huitièmes de finale de la Coupe de France Cannes-Montpellier le 8 avril, la commission de discipline de la Fédération française de football avait décidé le 14 avril de faire rejouer le match sur terrain neutre. Jeudi 16 avril, la commission fédérale d'appel est revenue sur cette décision : elle a décidé d'honorer le résultat du 8 avril (victoire de Cannes 2-1 après prolongation). L'équipe azuréenne devra donc disputer les quarts de finale de la Coupe contre le Red Star mercredi 22 avril, sur terrain neutre toutefois.

Fermeture de places financières les 17 et 20 avril

De nombreuses places financières seront fermées vendredi 17 et/ou lundi 20 avril.

Voici la liste des Bourses fermées le 17 avril : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Madrid, New-York, Paris, Singapour, Stockholm et Zurich. En revanche les marchés des changes de New-York, Tokyo et Paris fonctionneront.

Le 20 avril les places suivantes seront fermées : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

SOMMAIRE

DÉBATS

Défense : « Pour une pause dans la dissuasion », par Charles Pasqua ; Religions : « Espérance et utopie », par Paul Valadier 2

ÉTRANGER

Afghanistan : après la chute de M. Najibullah 3
Cambodge : l'ONU prend ses quartiers 4
Pour que Bâgrade cesse d'intervenir en Bosnie-Herzégovine, les États-Unis accentuent leur pression sur la Serbie 5
Pérou : le président Fujimori préconise un large dialogue social 5
Mauritanie : le passage d'un régime militaire à une démocratie « islamique » 6

POLITIQUE

Le Conseil d'Etat approuve le projet de réforme constitutionnelle liée à la ratification du traité de Maastricht 8
Les remaniements de l'état-major du RPR 9
société
Un entretien avec le cardinal Decourtray sur l'affaire Touvier 11
Les mesures de restructuration dans l'armée française 12

CULTURE

Cinéma : la sélection officielle du Festival de Cannes 1992 13
Arts : Henry Moore à domicile 13
Musiques : les Contes d'Hoffmann d'Offenbach, vus par Roman Polanski, à l'Opéra Bastille 13
Deux expositions sur le sculpteur Zadkine 14

ÉCONOMIE

Le rapport de la Banque mondiale : l'Europe de l'Est et l'Afrique à la traîne des pays en voie de développement 17
La faillite du Banco Ambrosiano : la justice milanaise condamne deux hommes d'affaires, dont Carlo De Benedetti, à des peines de prison 17
Communication : le troisième rapport annuel du CSA 19
La Caisse des dépôts réalise son premier investissement à l'étranger 20
Via des entreprises 20

SANS VISA

■ Sévillan avant tout ■ Les rayons de l'enfer ■ L'Andalousie en habit de lumière ■ La table ■ « Tu nous manques, Charles !... Reviens !... » 25 à 32

Services

Abonnements 2
Annonces classées 18
Carnet 22
Jeux 30
Loto 22
Marchés financiers 20 et 21
Météorologie 22
Philatélie 23
Spectacles 15
Week-end d'un chineur 22
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 25 à 32
Le numéro du « Monde » daté 17 avril 1992 a été tiré à 476 343 exemplaires.

M. Jean-Louis Borloo invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes (sans étiquette), conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais où il conduisait une liste indépendante de l'UPF mais opposée à la gauche, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 19 avril, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Borloo, élu député européen sur la liste de M. Simone Veil et cofondateur du mouvement Génération Ecologie de M. Brice Lalonde, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Saux du Monde, et de Dominique Pennequin et de Jean-Noël Coghe de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marqué

L'école par correspondance Suisse qui sort de l'ordinaire. De l'enseignement de base au diplôme supérieur. Devenez indépendant en tant que

Graphologue MSI

Avec 2 000 analyses par nos soins

clairement en titre. Infos gratuites chez : MSI-Ecole de Graphologie, Bât. MO Beau-Site 66, CH-2803 Pâny/BE

وكان من المقرر

S A N S V I S A

Sévilan avant tout

La passion qu'ont les Sévillans pour leur ville ne peut que mieux faire comprendre l'attitude courtoise mais lointaine qui est la leur en face de l'étranger. « Ils vivent sur leur île un peu comme les Anglais, ouverts, aimables, mais on ne s'intègre jamais vraiment. » Rencontres.



Ce qui a ruiné l'Espagne, c'est son or. Ce qui a ruiné Séville, c'est d'avoir été pendant deux siècles la capitale des Indes occidentales, d'avoir détenu le monopole du commerce avec les Amériques, d'avoir battu plus de monnaie qu'aucune autre place en Europe et de n'avoir pas su transformer cette position en créant d'autres richesses. Des cinq siècles qui la séparent de la magistrature découverte, et que célèbre l'Exposition universelle, Séville en aura passé trois assommées de gloire, assoupie dans le piège heureux d'une chance qu'elle laissait échapper, caressant d'autres rêves et vivant au jour le jour d'autres passions. Passion de la fête, passion du style, passion d'être elle-même, passions qui brûlent d'un feu si ardent encore aujourd'hui que ses acteurs eux-mêmes se demandent parfois si la vivacité de la flamme n'est pas le signe d'une fin annoncée, d'une banalisation forcée et prochaine.

Sans attendre pourtant, Séville s'affairait, en ces jours qui précèdent le dimanche des Rameaux, avec autant de fébrilité des deux côtés du Guadalquivir : sur les chantiers de l'Exposition universelle, dans l'île de la Cartuja, pour terminer les travaux, dérouler des pelouses, tenter d'apprivoiser un peu la lumière déjà éclatante d'avril ; dans la vieille ville, pour construire, comme chaque année au printemps, estrades et balustrades sur le parcours des processions de la Semaine sainte ; et, plus loin, sur les dizaines d'hectares du champ de foire, pour dresser les « casetas » de toile où des familles, des quartiers, des entreprises recevaient soir après soir une semaine plus tard, pendant la Feria, pour chanter, danser la « sevillane », se rencontrer. Ils seraient sans doute un million à faire la fête le dernier samedi de la Feria, et ce ne leur faisait pas peur, aux Sévillans, eux qui redoutent les foules et l'invasion des visiteurs prévus pour l'exposition.

« Séville a d'abord refusé le projet tel qu'il avait été conçu à Madrid, et l'architecte Ricardo Bofill parce qu'il était catalan, rappelle l'historien Antonio Garcia Baquero. Mais les Sévillans sont orgueilleux et ils feront tout pour que ce soit une réussite. » Pourtant, à entendre celui qui est aussi le commentateur apprécié des corridas à la radio, il semble que la ville s'intéresse surtout à une Feria exceptionnelle qui, cette année, durera jusqu'à la mi-mai, et aux vingt et une courses annoncées, dont cinq avec la participation de Curro Romero. « La tauromachie andalouse n'est pas

vraiment différente, précise-t-il, sauf dans son interprétation. Le Nord recherche la technique, nous, nous apprécions l'art. C'est pour quoi Curro Romero, idole de Séville, sera toujours son héros. Le public est capable de lui pardonner tous ses échecs, toutes ses faiblesses, pour un instant de perfection. L'une des choses les plus difficiles, c'est d'adapter la vélocité de l'animal et le rythme de la faena, et cela, Romero le fait à la perfection. Même quelqu'un qui n'aurait aucune idée de la corrida, le sentirait parfaitement. »

Passion du geste, science tigué d'un affrontement vital et périlleux, face au torero, « droit comme un cri » (Michel Leiris), le public sévilan est connu pour répondre, au-delà des clameurs habituelles, par une certaine qualité de silence, célèbre au-delà des murs de la Maestranza. Plus forte que l'extériorité, la retenue. Fatale et fâcheuse, dans ces arènes privées qui continuent d'appartenir - vestige vivant de l'ancien régime - à quelques dizaines de familles de l'aristocratie. Celles-là mêmes qui possèdent les haciendas et des palais en ville, et qui, comme ce gentilhomme éleveur voyant passer sous ses fenêtres, ce samedi-là, une manifestation de paysans contre le gouvernement, pourraient dire : « Ce sont les nôtres ! » Traditions. Antonio Garcia Baquero nous reçoit à l'Université, dans une cellule - son bureau - de l'ancienne prison de la manufacture de tabac, petit édifice baroque où l'on retrouvait les vrais Carmona en révolte, un peu à l'écart du palais-usine qui abrite aujourd'hui, en pleine ville, l'Université. « Par deux fois, en 1929 avec l'Exposition ibéro-américaine, et aujourd'hui, en

1992, Séville a tenté de surmonter sa relation frustrée avec l'Amérique : frustration de savoir qu'elle avait eu le monopole des échanges, avant qu'il lui soit retiré au début du dix-huitième siècle au profit de Cadix, mais qu'elle n'en avait rien fait, ni pour le développement de l'Andalousie ni pour le développement de l'Espagne. » L'aristocratie laissait sa fortune dans les banques, exploitait ses terres, des milliers d'hectares, par l'élevage et les cultures spéculatives, la vigne et l'olivier. La classe des marchands, principale bénéficiaire de l'activité dans la société de l'ancien régime, n'avait de projet que celui de vivre comme les seigneurs : être rentier permettait de vivre à la manière des nobles. Pas d'initiatives, pas d'investissements, pas d'industrie. « L'Andalousie a été victime de ce que notre maître Braudel appelle « la trahison de la bourgeoisie », conclut l'historien. Je crois que Séville est ville universelle depuis toujours, mais cette expectative ne s'est pas accomplie. » En 1898, « dernière guerre avec l'étranger », l'Espagne perd Cuba et les Philippines. Plus de Cuba, plus de tabac. En exorcisme, Séville prépare l'Exposition, qui n'aura lieu qu'en 1929 et dont la ville a conservé un grand et généreux jardin, le parc Maria-Luisa, ponctué de monuments étonnants (1), mais aussi le souvenir cuisant des impôts dont la charge a duré jusque dans les années 60. C'est dire que l'idée d'une Exposition universelle a fait naître les doutes et réticences. « Séville s'intéresse peu au monde, si elle aime que le monde s'intéresse à elle », estime Consuelo Varela, ancienne directrice du palais de l'Alcazar (2).

« Si l'on demande à un Sévilan retour de Rome ses impressions, il dira volontiers : c'est comme Séville, en plus grand. » Passion narcissique, qui sous des abords accueillants, recèle une sorte de froideur, de distance, raconte celle qui, venue de Madrid avec son mari, Juan Gil, quand il fut nommé à l'université, il y a plus de vingt ans, sait qu'elle peut à tout moment s'entendre dire : « Mais vous n'êtes pas Sévillans ». L'argument fut d'ailleurs employé par l'opposition lorsque la municipalité socialiste lui confia la direction du palais de l'Alcazar. « Ils vivent sur leur île, un peu comme les Anglais, apparemment ouverts, aimables ; mais on ne s'intègre jamais vraiment. Si on se propose de les diriger, à l'Université, dans l'administration, ils réagissent. Sinon, ils vous ignorent courtoisement. Au mieux, on dira de vous : Il est créole, c'est-à-dire à demi-adopté. » Sévilan, et fier de l'être. Tous les témoignages concordent : les habitants nourrissent une véritable passion pour leur ville, la plus belle du monde à leurs yeux, où pour l'église de leur quartier, ou la Vierge de leur église, celle de leur confrérie. Le sens de la famille, du clan, de l'appartenance. Un partage des solitudes - ils ne restent

jamais seuls, ils se voient, téléphonent, sortent le soir, de bar en bar ; les jeunes gens se donnent rendez-vous à minuit, rentrent au petit matin. Et travaillent, pourtant, même si l'énergie vitale est tournée vers autre chose que la réussite professionnelle, la réalisation dans le travail. « Un peuple à l'esprit rapide, qui comprend vite, mais ne prend pas le temps d'approfondir », note Juan Gil, latiniste et professeur à l'Université. « C'est un autre bio-rythme », vous dit-on. Ils dorment peu, mangent

à peine, boivent plutôt : de la manzanilla, du « fino » (le Xérès) dans les bars à tapas, du bon whisky dans les bonnes familles ; en fait, ils se nourrissent de mots. « On se reçoit peu, on se voit dehors, et on s'invite surtout, sans désemparer, pendant la Feria. » Tels sont les usages, qui, à la faveur d'un climat quasi africain durant la moitié de l'année, rendent à la nuit son territoire.

« Vous, le travail, ça vous rend glorieux ; pas nous ! », disait un jour un Français du Sud, excédé, à un Parisien. Les Andalous se sont tissés une philosophie de la mauvaise réputation qu'on leur faisait dans le reste du pays. « A leurs yeux, dit une Française qui habite et connaît bien la ville, le travail est dégradant, pas éthiquement, mais esthétiquement. Ils l'accomplissent vite et bien. Pour passer à autre chose, prendre le temps de vivre, de parler, de tourner un compliment, de rencontrer les autres, de tenir leur partition dans le concert social, et se conduire, quel que soit leur rang, comme un senorito. » Toute une ville, en somme, qui aurait la tête ailleurs. Qui vivrait pour l'essentiel.

Ici, « l'inconscient collectif est très fort », note Elisabeth Burgos, qui dirige l'Institut français. Il me semble qu'il reste peu de place pour l'inconscient individuel. Car on dit tout, et les fantasmes s'expriment au grand jour. Le visiteur étranger s'étonne de voir mise en scène la Passion du Christ dans la vitrine d'un opticien et il fait « des yeux carrés » (ojos cuadrados) quand on le conduit dans un bar à la mode où règnent l'éclectisme, la musique religieuse et, sur le comptoir, des coussins d'oreillers rouges et d'iris en reposoir devant une Vierge en gloire et une tête de Christ baroque.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

Lire la suite page 28

Lire également pages 28 et 29 le reportage de Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux, « L'Andalous en habit de lumière ».

ICELANDAIR

Vols directs de Paris

Islande

LA QUALITÉ ET LE CHOIX !

Découverte de l'Islande

Circuits accompagnés

Voyages-aventure

Circuits-camping

Combis Islande-Groenland

Formules en liberté

Avion + voiture

Bus-pass

Réservation d'hôtels

Chèque-Hôtels et Auberges

Brochures dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques 36 rue Tronchet 75009 Paris

Tél : 47 42 38 65

SCANDITOURS

POUR TOUT LE NORD DU MONDE

Le printemps du saké



UN petit sac contenant leur déjeuner au bout du bras, par groupes de collégiens de bureaux, garçons et filles, jeunes et moins jeunes, ils se dirigent vers les jardins du palais impérial, voisin du quartier des affaires de Marunouchi. Il était midi. Un jour de semaine. Pas tout à fait, comme les autres samedis. Les cerisiers venaient de fleurir : dans les parcs et les jardins, des temples s'élevaient inopinément suspendus entre ciel et terre.

Le printemps commençait vraiment. Soudain, Tokyo se déteint et beaucoup étaient le réveil de la nature en pique-niquant sous les arbres en fleurs. Les salariés avaient pris une heure supplémentaire pour le déjeuner, certains leur demi-journée. En bras de chemise, la cravate dénouée, assis au sol sur des cartons ou des nattes, les femmes agenouillées à la japonaise, on buvait et on riait. Tokyo s'amusa.

Dans certains lieux de prédilection pour aller admirer les cerisiers, comme le parc d'Ueno, la grande fête avait déjà commencé. Les marchands forains avaient dressé leurs étals et, transpirant devant des charbons ardents, grillaient des brochettes de poulet ou des sèches, brassaient les nouilles sautées et agitaient la glace des bacs à canettes de bière. Les guinguettes du parc étaient bondées et, sous les cerisiers, accroupis, assis en tailleur ou allongés à la romaine pour les plus éméchés, les convives de ce « sacre » du printemps nippon faisaient ripaille autour de la palette colorée de larges plats de *sushi* (boulettes de riz avec une lamelle de poisson cru) et de magnums de saké. Le long des nattes et des grandes bâches bleues apportées pour les groupes les plus nombreux, s'alignaient les chaussons.

Le parc d'Ueno, au cœur de ce qui est encore le Tokyo populaire

de la ville basse, est un lieu traditionnel de cette liesse populaire du printemps. On croise dans la foule de gens de tous âges et de toutes conditions, ces « gens de peu », endimanchés pour l'occasion, refoulés par le soleil de leurs faubourgs jusqu'aux frondaisons du parc.

Groupes de copains, familles à la mise modeste, petit couple discret de vieillards assis solitaire sous leur arbre, salariés en gognotte qui visiblement ne retourneront pas au bureau ce soir, jeunes employés un peu « parties », pimpantes femmes en kimono dansant au son d'une musique traditionnelle déversée par une radio-cassette, mendiant solitaire mais le sourire aux lèvres avec sa bouteille de *shochu* à la main (alcool de patate). Tournoient des visages, bouffe de la foule qui déambule entre les convives de ces agapes à la bonne franquette, haleine de saké, brassage de situations, de classes sociales et d'âges : Ueno donne l'image d'un Japon qui peut passer pour anachronique, voire incongru vu de l'étranger où l'on entretient l'image d'un pays poli et aseptisé, arro-bouté sur la valeur travail. Un autre Japon qui n'en est pas moins réel. Un Japon d'un petit peuple bon enfant à la trulence souvent débraillée, qui aime simplement la bonne vie, les bonnes histoires et la bonne chère.

Au fil des heures, la foule du parc d'Ueno, quelque cinq cent mille personnes, allait se renouveler, et la fête se poursuivait avec de nouveaux visages. Surtout à la tombée de la nuit. Plus que dans la journée, elle flottera dans les

effluves du saké. C'est le soir, sous les lampions, à l'apogée de la floraison, lorsque la voile des fleurs de cerisiers se détache sur la profondeur de la nuit, que la kermesse bat son plein. Car les cerisiers sont aussi une occasion de boire, de boire beaucoup, de s'enivrer du printemps : ne dit-on pas *hanamizaké* : le saké à regarder les fleurs. Tant qu'il y aura des fleurs, quelques jours, une semaine, si la pluie et le vent ne les dispersent pas au sol, chaque jour et chaque soir, la fête continuera.

Organisés, les habitués ont

réservé les meilleurs emplacements : un membre d'un groupe d'amis ou tel employé de bureau est venu à l'aube ou a passé la nuit enroulé dans une couverture pour garder la place à ses copains ou à ses collègues. Sur certaines des grandes bâches étendues sur le sol est inscrit le nom d'une entreprise, d'un bureau, d'une administration. Les panneaux de la police recommandant de ne pas occuper trop longtemps une place semblent sans grand effet. Tout comme un autre disant : « Soyez heureux, mais ne buvez pas trop. » Rien n'y fait. Lorsque

s'éteignent les lampions et que retentit *Ce n'est qu'un au revoir* pour indiquer qu'il est temps de rentrer se coucher, s'allument les lampes à huile. Certains groupes de flâneurs ont même apporté de petits générateurs qui éclairent leurs agapes tardives.

La tradition d'aller admirer les « cerisiers en fleurs » (*hanami*) est plus que millénaire. On en trouve trace dans le *Manyôshû*, la plus ancienne anthologie poétique (VIII^e siècle). Les folkloristes en font remonter son origine aux rites agraires des paysans qui procédaient à la cueillette des fleurs pour accueillir les divinités. Un auteur du début du siècle, Nobuo Origuchi, attribuait, quant à lui, l'origine de la fête des cerisiers à la croyance que plus les fleurs restent sur l'arbre et plus la récolte serait bonne : les paysans organisaient des fêtes sous les frondaisons pour encourager les fleurs à ne pas tomber.

Admirer les premières fleurs du printemps est une expression de cette symbiose qu'établit la culture japonaise entre l'homme et la nature — du moins une certaine nature, moins écologique que construite : celle codifiée, dont elle a fait une esthétique (1). La nature demeure la référence suprême de toute activité culturelle. Le rythme des saisons et les caractères qui s'attachent à chacune d'elles constituent une source inépuisable pour la poésie. Aujourd'hui encore, comme en atteste la popularité des almanachs poétiques, recueils de mots de saisons à employer dans un poème du genre *haikai*, qui constituent les fragments poé-

ques d'une véritable réinvention de la nature par l'homme.

Symbole de la vie — dans les régions reculées et montagneuses du « pays de neige », pendant les mois d'hiver, le ciel est si bouché que l'arrivée du printemps est synonyme de retour de la lumière, — les fleurs de cerisiers sont aussi, par leur chute, l'expression de la fragilité de cette vie, de son caractère éphémère.

Le réveil de la nature est un grand thème des conversations et il est suivi avec précision par les médias. Chaque soir, la météo annonce l'avancée du « front des cerisiers ». Avec force cartes, on suit à la télévision sa progression depuis le sud de l'archipel (début mars) jusqu'au nord et en même temps, avec une certaine fébrilité, les pronostics de pluie qui ruineront la fête. Là encore, les Japonais se plient à la contingence de la nature : ne parlez-vous pas du « temps gris de fleurs » pour rappeler que le temps au printemps est instable ?

Si le ciel le permet — et il le permet toujours à plusieurs reprises entre les pluies, — à Ueno, dans les jardins des temples du vieux quartier de Yanaka, sur les bords de la rivière Sumida, sous un cerisier isolé d'un petit quartier, ce sera la liesse. Même dans les allées du cimetière d'Aoyama, célèbre pour ses magnifiques tunnels de cerisiers : comme si les morts étaient conviés à fêter aussi la renaissance de la vie. Pour les vivants en tout cas, comme le dit le poète chinois « une soirée de printemps vaut tout l'or du monde ».

Philippe Pons

(1) Augustin Berque, *Le Sauvage et l'Artifice*, les Japonais devant la nature, Gallimard.

ESCALE

De Buda à Pest

Le fleuve entraînait des plaques glacées. Encore quelques degrés de moins et le Danube, entre Buda et Pest, serait complètement gelé. Pour l'heure, la brume s'épandait au froid. Un de ces froids terribles qui anesthésie toute pensée étrangère. Peu de circulation en ce dimanche matin. Dans la librairie-salon de thé Litea, près de l'église Saint-Mathias, quelques amis des livres réchauffaient leur dos contre la falaise bleue du haut poêle rond, au centre de la salle. Ce 15 décembre 1991 était rude.

Aujourd'hui, Budapest a mis sa tenue de printemps. L'île de la Marguerite n'est que bourgeoises et chants d'oiseaux. Près de la place des Héros, le haut-parleur de la patinoire s'est tu. Les adolescents qui tournaient la piste de leurs patins se royaient vers d'autres jeux. La douceur de l'air est revenue, c'est le moment de faire, ou refaire, connaissance avec Budapest. Il ne faut pas hésiter à arriver le soir, quand la ville garde son mystère. La nuit tombée, monter sur la colline Gellert. Même le plus endurci ne peut rester insensible, car la vue est, au propre, féérique : la masse sombre de la ville animée, ici et là, de monuments illuminés, les ponts et les rives du Danube bordées de lumières qui se reflètent dans l'eau et, ici même, la gigantesque statue de la Liberté, bronze noir sur socle blanc.

Le jour, Budapest se définit et se reconnaît elle-même dans quatre institutions : les bains, l'Opéra, le Musée des Beaux-Arts, l'île Marguerite. Et une cinquième, anecdotique mais non mineure, le Gellert. Si l'on s'attache à l'intériorité, les bains, jadis des sources thermales, sont les plus anciens. Les Romains déjà, et les Turcs, avaient leurs idées — et leurs réalisations — en la matière. Des premiers, il reste les traces de quatre installations ; les seconds, avec leurs établissements à coupole, contribuent à la renommée de la capitale magyare. Sans oublier les Hongrois eux-mêmes, qui, avertis des vertus curatives de leurs eaux, construisirent dès le XII^e siècle



Les bains de l'hôtel Gellert.

des « Hospices de bains ».

L'Opéra, inauguré le 27 septembre 1884, fut des chefs aussi prestigieux que Gustav Mahler et Otto Klemperer. Il convient de s'habiller, à l'instar des Hongrois, pour assister aux représentations dans la salle richement décorée. Le Musée des Beaux-Arts fait face à la Galerie d'Art et encadre, avec le monument du Millénaire et sa colonnade, trois côtés de la place des Héros. On est surpris et charmé par la richesse de ses collections (pour une grande part celles du prince Esterházy) et consterné par le pitoyable état des murs. Les impressionnistes ont eu droit à un traitement de faveur. Les salles qui abritent les collections italiennes, hollandaises, espagnoles surtout, sont, on l'espère pour la bonne conservation des toiles, rapidement assainies. Il reste que ce musée constitue un parcours

éblouissant pour l'amateur d'art.

L'île Marguerite est un havre de paix (pas de voitures) et de verdure cerné par les eaux du Danube, à la jonction de Buda et de Pest. Cent hectares de vie végétale et animale. L'île fut une enclave monacale avant d'être protégée comme parc naturel. Les Budapestois s'y promènent, s'y reposent et s'y baignent dans une piscine en plein air.

Le Gellert n'est pas l'hôtel le plus luxueux de Budapest. Il est mieux cerné par les eaux du Danube, à la manière d'une institution à sa manière, un point de ralliement pour l'intelligentsia internationale d'un siècle tourmenté. Il fut édifié en 1918 au pied de la colline du même nom, sur l'emplacement de sources thermales, dans le but d'utiliser cette promesse de santé. Dans le style Sécession que l'on retrouve un peu partout à

Budapest, à côté du baroque et du néo-gothique. Il fut bombardé au milieu de janvier 1945, en même temps que le pont François-Joseph et comme 70 % de la ville. Substituèrent la façade et les murs. Reconstitué à l'identique, restauré, comme le reste de la cité, Palais royal compris, il offre aujourd'hui ses vastes chambres avec loggia et vue sur le Danube, les ponts, l'imposant Parlement au bord du fleuve, la faculté des sciences économiques. Il faut se baigner ou, à tout le moins, voir l'architecture étonnante des bains thermaux en pleine activité.

Du passé récent il reste quelques Trabas — « la dernière vengeance de Honecker », ironisent les Hongrois — la partie en russe édifiée de l'inscription sous la statue de la Liberté et une certaine rigidité des guides dans les lieux officiels (le Parlement notamment). Au nombre des obligations budapestoises, la visite du métro (1896, le plus ancien du continent), de la gare de l'Ouest et des Halles à la charpente métallique construite par la société Gustave Eiffel, de la pâtisserie Gerbaud ou du salon de thé Angelika, et la dégustation d'un vrai goulash (un potage de viande au paprika). Une excursion à Szentendre, petite ville baroque à 20 kilomètres de Budapest, est un plaisir supplémentaire.

On demandera à quelques livres d'ouvrir les yeux (*Budapest et la Hongrie*, photographies de Michel Gudin, préface de György Csikra, éditions du Jaguar) et le cœur (le charmant et instructif *Ma Hongrie*, Guide de Budapest, de Katalin Pallai, 55 F, diffusé par Busz, 27, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris, tél. : 47-42-50-25) à la Hongrie. Pour le reste, Havas Voyages prépare magistralement (leurs correspondants sur place sont des plus efficaces) les voies des voyageurs et hommes d'affaires. Pour ces derniers, une brochure, Club Première. Un nombre des avantages : vols réguliers, certaines prestations terrestres offertes et l'organisation à la carte complète du voyage et du séjour. Dans les agences Havas Voyages et, pour renseignements uniquement, au 44-86-13-61.

D. T.

TÉLEX

Les vols Air France en direction de l'Espagne et du Portugal ont désormais pour base l'aéroport Charles-de-Gaulle : aéroports 2B pour les cinq vols quotidiens Paris-Madrid d'une part et Paris-Barcelone d'autre part, aéroports 2D pour les liaisons avec le Portugal. Les vols Air Inter, en revanche, décollent toujours de l'aéroport d'Orly-Sad, qu'ils se dirigent vers Ibiza, Malaga, Palma, Séville, Valence ou Porto.

Une carte touristique pour la Gironde. Réalisée par l'IGN, à la demande du comité départemental du tourisme, elle s'inscrit dans la série « Découvertes régionales ». Vendue 42 F, elle se distingue par sa grande lisibilité tout en apportant un grand nombre d'informations pratiques. Renseignements auprès de la Maison du tourisme de la Gironde, 21, cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-52-61-40.

Les Guides des hôtels de charme restent fidèles à leur présentation sobre, informative, illustrée, désormais complétée par un jeu de cartes routières situant les hôtels, région par région. Une maquette parfaite. Dernières livraisons : le *Guide des auberges et hôtels de charme de Grande-Bretagne et d'Irlande*, le *Guide des auberges et hôtels de charme en Italie*, le *Guide des hôtels de charme d'Espagne et du Portugal*, le *Guide des auberges de campagne et hôtels de charme en France* et le *Guide des hôtels de charme de Paris et des environs*. Les bonnes adresses de séjours hivernaux ou estivaux en France, Italie, Suisse et Autriche figurent dans le *Guide des auberges et hôtels de charme en montagne*. La collection se diversifie avec le *Nouvel guide des plus beaux jardins de France*, le *Guide du Paris de charme* et la troisième édition du *Guide des villages de charme en France*. Chaque exemplaire : 119 F.

Sortie de l'Annuaire 1992 de l'Association professionnelle des journalistes du tourisme (APJT) dans lequel on trouvera, outre les coordonnées de ses cent membres, celles des principaux responsables de la communication et attachés de presse du monde du tourisme, des responsables de l'administration concernée, en France et à l'étranger, des comités régionaux et départementaux de tourisme, des maisons régionales et des offices de tourisme étrangers basés à Paris. Disponible au prix de 100 F au siège de l'association, Maison Nord-Pas-de-Calais, 18, bd Haussmann, 75009 Paris.

La brochure « *Vacances en Périgord* » 1992 présente les formules d'hébergement (gîtes, chambres d'hôtes, villages, hôtels, camping-caravaning) et de loisirs (circuit, stages divers, randonnées, canot-kayak) proposés dans cette région. Renseignements : Maison du Périgord à Paris (tél. : 47-42-09-15) et Office de tourisme à Périgueux (tél. : 53-53-44-35).

Les Annuaire voyageurs, guides d'actualité — politique, sociale, économique, — d'air du temps, de culture immédiate, publiés par Voyageurs du monde, sont en train de se rendre indispensables, en complément des guides culturels classiques. Derniers perfectionnements : une carte, des témoignages et, très utile pour prévoir son budget, un « indice voyageurs » donnant le prix estimé d'une journée en catégorie luxe, confort ou économique. Mise à jour envoyée gratuitement par le biais d'un coupon à détacher. Viennent de paraître : Antilles, Brésil, Chine, Guatemala-Belize-Honduras, Inde, Italie, New-York, Québec, Russie et Sri-Lanka. En mai : Japon, Mexique, USA Ouest, Tchécoslovaquie et Thaïlande. Diffusion en librairie par les PUF, 80 F le guide de 192 pages.

Les rayons

Longue, longue et mouvementée histoire que celle de cet enfer de la Bibliothèque nationale que l'on peut désormais fréquenter sans avoir, par-dessus l'épaule, un cerbere commis à la surveillance de nos curiosités. Historique et visite.

Il est courant d'affirmer que l'enfer de la BN est une création d'un Second Empire vieillissant ou d'une III^e République pudibonde qui, à court d'idées, n'avait plus que la morale bourgeoise à offrir à ses détracteurs. C'est faux. L'histoire de cet enfer est des plus lacunaires, comme si elle devait se consumer dans l'oubli ou si la postérité n'avait pas à connaître la destinée d'une institution secrète, ce qui peut paraître surprenant dans une maison dont la mission est de conserver et de répertoire.

Les deux hommes qui, en tant que lecteurs, ont le plus séjourné dans cet enfer, Apollinaire et Pascal Pia, auteurs de deux catalogues à cinquante ans de distance (1), ont sans doute tort. Apollinaire en faisait une création du premier consul « sur le modèle de l'enfer du Vatican » (2) et Louis Perceux, précisant même qu'à cette époque « c'était une petite bibliothèque contenant environ 900 volumes desquels une douzaine passent les bornes de l'extrême licence ». Pia, lui, dira en 1978 que l'enfer est « probablement imputable » à l'un des trois ministres de l'Instruction publique qui se succédèrent en 1873-1874 : Waddington, Barbier ou de Fourtoul. Mais, ajoute Pia, la création a été décidée « à la fin du Second Empire, mais Taschereau, qui administrait alors la Bibliothèque, laissa sans doute trainer l'affaire ». Sans apporter beaucoup de preuves, Pia se réfère seulement au Grand Larousse qui, dans son édition de 1870, signale pour la première fois que l'enfer sert à désigner « l'endroit fermé d'une bibliothèque où l'on tient les livres dont on pense que la lecture est dangereuse », comme par exemple « l'enfer de la Bibliothèque nationale ».

Grâce aux travaux de Jeanne Veyrin-Forrier (2), on en sait maintenant un peu plus, et les lieux infernaux de la BN remontent sans doute à la monarchie de Juillet. Tout au moins la mention « enfer » apparaît-elle clairement à partir de 1836, et sa mise en place, notamment le catalogue à la fin du dix-neuvième siècle, s'est faite par « paliers », comme l'indique M^{re} Veyrin-Forrier.

En réalité, l'enfer n'a jamais cessé d'exister dans les têtes et même dans les faits. A la fin de l'Ancien Régime, la Bibliothèque du roi renfermait probablement 200 à 300 ouvrages « infâmes », gardés dans un cabinet ou dans quelques tiroirs de la rue de Richelieu. Il y a là des pornographies, certes bien vieillissantes, comme l'Arden, dont le charme de la lecture en latin a des limites, mais aussi, de rares fines fleurs de la nouvelle génération, pour autant très doute, dont la production éditée à l'étranger fait l'objet de catalogues où les ouvrages sont mentionnés comme « livres philosophiques » et circulent secrètement malgré une traque sans relâche de la police avec force mouchards et faux colporteurs.

A la Révolution, les dépôts littéraires courent sous les confiscations opérées par le clergé et la noblesse. L'abbé Grégoire, qui pensait à tout, présentant les réactions de Catons de village,

s'efforça d'empêcher les autodafés. Sous l'Empire, le préfet de police Pasquier ordonne un jour, en 1810, sur bûcher des livres obscènes dans la cour de la préfecture. Il a remarqué que ses fonctionnaires les plus directs, qui ont la clef, puisent allégrement dans le dépôt affecté aux saisies pour agrémenter leurs soupers fins en ville, et font à leurs invités la « galanterie d'un paquet contenant ce qui avait paru de plus curieux en ce genre ». Mais, plus grave, les libraires rachètent au prix fort à ses subordonnés, décidément peu scrupuleux, les livres saisis, et les remettent dans le circuit. Intraitable, Pasquier assiste « en personne » à la destruction : « L'opération fut consommée sans difficulté en trois heures de temps », note-t-il dans ses Souvenirs (3).

Sade s'envole en fumée peut-être ce jour-là. M^{re} Veyrin-Forrier signale que le marquis ne fit son entrée officielle à la BN que sous la monarchie de Juillet. Il y eut en effet à ce moment-là une grande campagne d'estampillage. C'est à cette époque que l'enfer ouvrit ses portes, tout au moins que son existence fut popularisée à travers un scandale qui secoua la BN mais aussi les milieux politiques, l'affaire Libri.

Italien naturalisé, professeur au Collège de France, mathématicien, paléographe, Guillaume Libri - c'était son vrai nom - était un personnage considérable, protégé par Guizot, qui en 1842 le ministre de l'Instruction avait chargé avec d'autres spécialistes de rédiger le catalogue général des manuscrits en France. Libri avait tout à fait officiellement parcouru toutes les bibliothèques du royaume, souvent mal tenues, bourrées de saisis révolutionnaires, inventariant les richesses bien souvent justes, quo-là inexploitées. Stupeur lorsqu'en 1848, après les Journées de février, on découvre qu'il les a pillés, volant les ouvrages, décapant les manuscrits, les falsifiant, pour se constituer une collection inestimable, créant une pagaille indescriptible dans le petit univers du livre.

Tout cela a été fait avec un art si consommé que, quarante ans plus tard, bien des bibliothécaires pourtant avertis n'auront pas découvert la supercherie, comme à Orléans, où il a notamment subtilisé un palimpseste sur lequel on découvrait plus tard des fragments inédits de Salluste (4).

Le voici donc démasqué, obligé de fuir à Londres, où, prévoyant, il a déjà vendu son fonds à un lord et où il est accueilli en martyr. Il n'en sera pas moins condamné à dix ans de réclusion en 1850. Mais Libri, avec des amis influents, s'est défendu comme un beau diable à coups de libelles, tentant d'éclabousser la BN, d'où il a été naguère évincé pour la succession du fameux Van Praet, l'organisateur de la Réserve des livres rares et précieux. La BN va passer un très mauvais quart d'heure. En 1849, c'est le bibliophile Lacroix qui accuse la BN de perdre ses volumes dans la nature et retourne à son administrateur, Naudet, des livres estampillés retrouvés sur les quais. « Je ne parle pas des romans érotiques qui se sont enfuis par bandes, le diable aidant... » Notamment bon nombre d'éditions de la Pucelle, de Voltaire. « Qu'avez-vous fait de ces Pucelles ? Ont-elles passé de votre enfer en paradis ? », interroge Lacroix. Voici donc l'enfer repéré.

Naudet répond : « Il faut expliquer ce qu'est l'enfer de la Bibliothèque. C'est tout simplement une cachette du département des imprimés dont les conservateurs ont seuls la clef et dans laquelle on enferme certains livres fort mauvais, mais quelquefois très précieux pour les bibliophiles, et de grande valeur vénale. Cet enfer est pour les imprimés ce qu'est le musée



Frontispice pour le tome I des œuvres du marquis de Sade. Gravure en taille-douce de G. Gorvel.

secret de Naples pour les antiquaires. » Et puis, c'est au tour de l'historien Achille Jubinal d'attaquer en expliquant que, sur les six cents livres que compte, d'après ses propres renseignements, cet enfer, « un endroit où on met les livres obscènes », « les deux tiers » sont aujourd'hui « perdus » page 90 « ou a nommé comme employés beaucoup de jeunes gens ».

Cette fois, c'en est trop pour la BN. Et c'est un conservateur, sans doute Magnin, le chef des imprimés, qui est chargé de la réponse dans le *Moniteur universel* en mars 1850 : « L'enfer actuel est d'une institution assez récente, plus récente même que la réserve. Cet enfer n'a jamais renfermé plus de cent cinquante volumes... Il n'a perdu un seul volume depuis qu'il existe. » L'enfer entrerait donc dans l'histoire par une polémique. « Ce que nous pouvons déduire de ces propos et de l'histoire de la réserve, affirme M^{re} Veyrin-Forrier, c'est qu'une réunion de livres obscènes, plus large que l'ancienne section des « ouvrages licencieux », dut être effectuée peu de temps avant la controverse, entre les années 1836 et 1844, et appelée « enfer ». 1836, c'est la date à laquelle la réserve, jusque-là installée au rez-de-chaussée de l'établissement, avait été démenagée au premier étage, sur les conseils de Magnin. L'enfer se trouvait donc désormais hébergé dans la réserve.

Après ce grand sabbat, il allait couler des jours moins agités. Sous le Second Empire, il fut chaudement alimenté par l'administrateur Taschereau, aidé par le procureur impérial Moignon. Les deux hommes sont « en rapports journaliers » et ont, dit-on à l'époque, des conversations de bibli-

philes qui procurent des « régals suprêmes ». Résultat de l'activité du couple infernal, l'enfer s'enrichit de trois cents volumes, parmi lesquels le classique *Thérèse philosophe*, parfois attribué à Diderot, dont la première édition, en 1747, a été entièrement saisie, mais n'est jamais entrée à la Bibliothèque.

Sous l'administration de Léopold Delisle, l'enfer compte « environ huit cents volumes ». Il s'agit d'une « collection de livres obscènes qui sont réunis dans une armoire spéciale, et qui peuvent être exceptionnellement communiqués après avis du comité consultatif » (5).

Lorsqu'on débute au siècle Apollinaire fréquente la BN, les clients de l'enfer, comme les lecteurs de la réserve, sont dirigés à droite à l'entrée de la grande salle sur une table spéciale, sur laquelle le personnel peut exercer une surveillance attentive. En 1920, Pascal Pia s'installe pour la première fois à la table maudite, mais, reconnaît-il, « en cinquante-huit ans la liberté de la lecture ne m'a guère été marchandée », si ce n'est une fois, en 1921, lorsqu'un conservateur opposa une objection à sa demande de consultation d'un Kama-sutra. Discussion. Finalement, le conservateur, « M. de La Roncière, visa mon bulletin, écrit Pia, et s'en retourna avec dignité vers les portulans qui constituent sa nourriture préférée ». Et jusqu'à il y a une vingtaine d'années, murmure-t-on aujourd'hui dans les couloirs de l'enfer, la coutume voulait que l'on confiat encore le travail de catalogue à un employé de sexe masculin, et ceux de restauration à des femmes stériles ou d'un âge suffisamment mûr pour supporter le choc d'une telle indécence.

de l'enfer

L'enfer est sis au premier étage, dans la réserve, dans la galerie Van-Praet (aménagée à la fin du dix-neuvième siècle par le fils de l'architecte Labrousse). Aucune garde spéciale n'est commise à son alimentation ou à son entretien. Le personnel est celui de la réserve. Tout au plus dépêche-t-on une petite escouade lorsqu'une vente à Drouot signale la présence d'un grand perturbateur, avant qu'on ne procède ensuite, si la traction a pu se faire, à son interrogatoire et à son enfermement. La consultation est accessible - dans la petite salle de lecture de la réserve attenante, et non plus sur la fameuse table de lecture de la grande salle - à tout porteur de carte de la réserve, après que sa demande a été visée.

Il s'agit de six placards de bois, bourgeoisement encaustiques, placés en arrière des rayonnages occupés par les Pères de l'Eglise et les Bibles les plus rares. Chaque ouvrage porte une étiquette normalisée, de la taille d'un timbre-poste, marquée « Enfer ». Un certain nombre sont habillés d'une reliure flammée. Dans l'ultime placard infernal, les trois dernières acquisitions, sous les cotes 2525, 6, 7 (*les aventures de Clitorix le Gaulois*), sont parties à la reliure pour revêtir l'uniforme, et voisinent avec une *Histoire d'O* illustrée par Léonor Fini et avec une édition datée de 1797 de la *Nouvelle Justine* de Sade contemporaine de l'originale, achetée en 1985, dix « petits in-octavo cotés 2507 ».

Signe que le rythme d'acquisition est lent (les saisies ont disparu, il ne reste que les dons et legs ou le marché spécialisé), mais qualitatif (attention particulière aux « grandes » périodes érotiques du dix-huitième et du vingtième siècle, la production pornographique de consommation courante est dirigée ailleurs). « 2527 volumes, c'est une petite section par rapport aux 200 000 de la réserve. Mais c'est un mythe. Les vieilles institutions, comme la BN, ont besoin de mythes. L'enfer est secrète par le monde dans lequel nous vivons », explique Jean Toulet, conservateur en chef de la réserve.

Aujourd'hui, l'enfer sort de convalescence. Entre 1970 et

1983, il faillit trépasser. Comme si le vent de 1968 avait tari ses flammes, on s'avisa en haut lieu de le supprimer. Cette dissolution provoqua une rébellion non pas des lignes vertueuses, mais de ses utilisateurs. « Cette mesure a suscité des remarques de la part de lecteurs qui trouvaient très commode d'avoir un ensemble sur place, observe M. Toulet. Il s'agit d'un fonds unique, recherché autant par les historiens des mentalités que par les sociologues ou les bibliographes. On discute toujours aujourd'hui, par exemple, s'il faut attribuer le fameux *Gamiani à Musset*. Au sein de la BN, la fermeture était interprétée comme un facteur d'appauvrissement ».

L'enfer rouvrit ses portes en 1983. C'est la raison pour laquelle *Eden, Eden, Eden*, de Pierre Guyotat, frappé d'une triple interdiction par le ministère de l'Intérieur à sa sortie, en 1970 (6), n'y figure pas. « C'est dommage, regrette M. Toulet. L'édition originale aurait été ainsi mieux protégée. Il importe de mieux contrôler sa communication pour assurer la survie d'un ouvrage. Ce qui est rare est convoité, donc menacé. » Toute tentative d'évasion est devenue inutile. « On ne sort pas de l'enfer ! », dit Jean Toulet. Après un enfer punition, voici maintenant un enfer sauveur, pavé de bonnes intentions. A l'usage de tous les grands pécheurs qui forment, comme dit Blanchot, la « communauté inavouable », et dont l'enfer est de s'affirmer au fond d'eux-mêmes. Avec le corps comme obsédante damnation.

Régis Guyotat

- (1) *L'Enfer de la Bibliothèque nationale*, d'Apollinaire, F. Fleuret et L. Perceux, Mouton de Flandre, 1913.
- (2) *Les Livres de l'enfer*, de Pascal Pia, Ed. C. Coulet et A. Fleuret, 1978.
- (3) « L'enfer vu d'ici », par Jeanne Veyrin-Forrier, *Revue de la BN*, 1984.
- (4) Hachette, 1964.
- (5) Catalogue des Fonds Libri et Barois, par Léopold Delisle, Ed. Champion, 1888.
- (6) Catalogue général des imprimés de la BN, préface de Léopold Delisle, 1897.

(L'interdiction a été levée le 30 décembre 1981.

NOMADE

RANDONNÉES & DÉCOUVERTES
AUX A COINS DU MONDE

Des programmes
50 ans des Terres
75017 Paris 43.42.43.44

PARIS - NEW YORK A/R 2280 F

ACCESS
voyages

vend des vols
réguliers
à prix réduits.
La concurrence
apprécie.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU, TEL 78 63 77
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Islande

Conditions Exceptionnelles

Week-End à Reykjavik 3.430 F 4 jours / 3 nuits	Circuit Islande du Sud 5.600 F 8 jours
--	--

- Vol A/R + transfert
- 3 nuits en hôtel 1ère catégorie
- Petits déjeuners
- Chambre double
- Vol A/R + transfert
- Logement chambre double
- Petits déjeuners
- Circuit en bus avec guide
- Visites

Dernier départ le 7 mai 1992

Votre agent de voyages ou ICELANDAIR
9, boulevard des Capucines - 75002 PARIS
Tél : (1) 47.42.82.26

Code national : 3015 OTSLAND



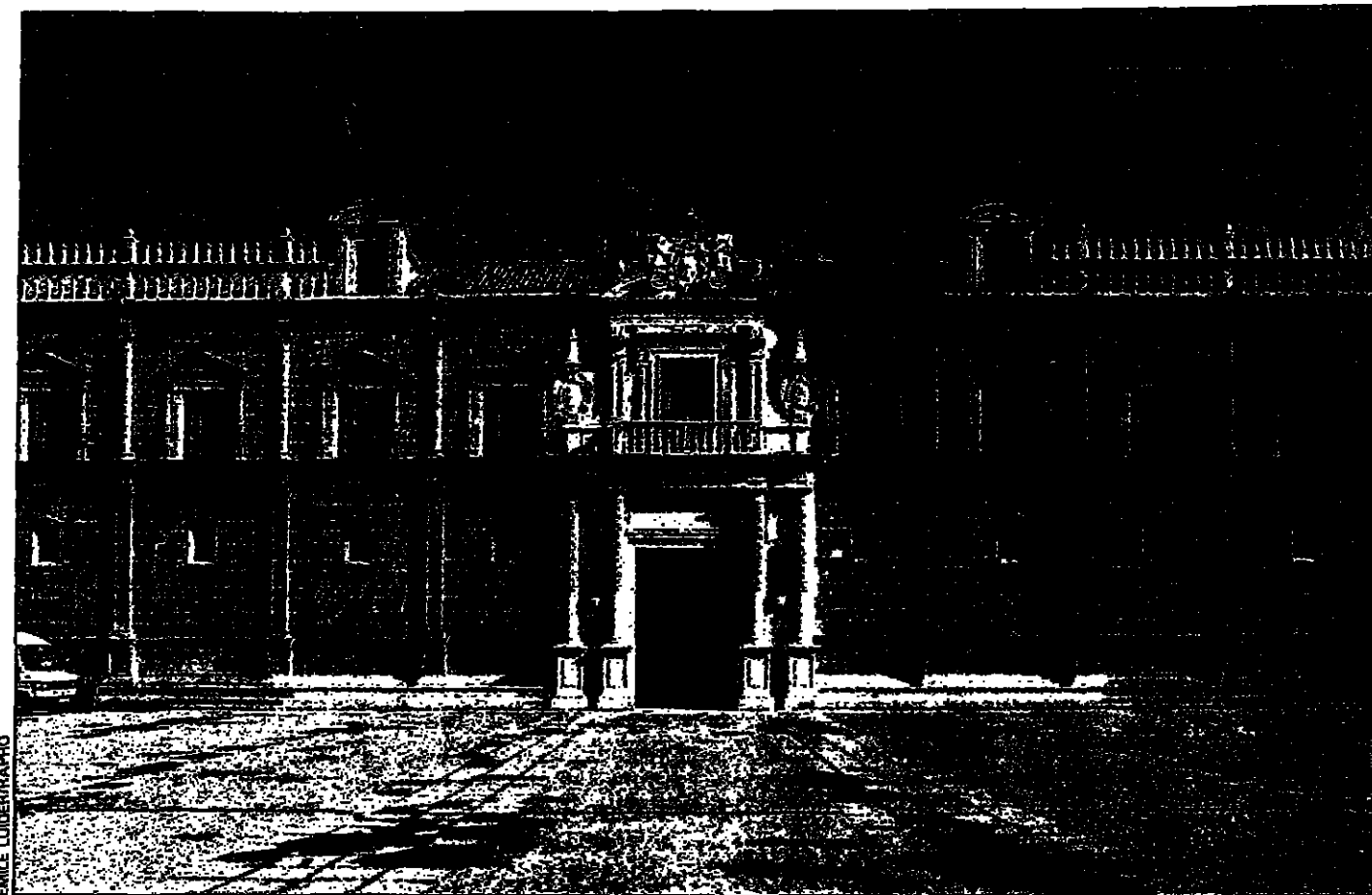
EXPO' 92

L'exposition était une chose, Séville en était une autre. La cité andalouse le savait, comme elle savait qu'il lui faudrait faire bonne figure et ne pas tarder à remettre son passé à jour tout en modernisant ses équipements. Tout sera en place à l'heure dite. Une rénovation réussie.

AVEC ou sans Exposition universelle, Séville était la ville de toutes les magies - de tous les clichés aussi - où se côtoyaient les restes de la civilisation arabe, les témoignages du Siècle d'or espagnol et ceux de l'Exposition universelle de 1929, sans parler de « ce grand bâtiment blanc, là-bas », la « manoufacture de tabac », comme l'appelle, dans les bonnes versions, le brigadier de Carmen. « Ce qui attirait notre imagination, écrivait pourtant Valéry Larbaud (1) au tout début de ce siècle, c'était l'Espagne néo-européenne qu'annonçaient les pierres blanches et les jeunes monuments. C'était le contraste qu'il y avait entre ces choses neuves et toutes les vieilles choses prêtes à s'éloigner de nous et à prendre place aux musées : l'Andalousie de Musset, l'Espagne c'est encore l'Orient, l'homme à la carabine... »

Splendeur exotique, grâce aux traces des califats qui s'y succédèrent jusqu'en 1248, fourmillant de souvenirs de sa période conquérante, celle-là même qu'on célèbre avec le cinquième centenaire de la découverte des « Indes occidentales », imbibée de « couleurs locales », de soleil - elle se trouve à la hauteur d'Alger, - riche enfin d'un sourire et d'une amabilité nocturne que n'auront tues ni le franquisme ni le tourisme, la capitale de l'Andalousie méritait bien ce rôle majeur que l'opéra, de *Figaro à Carmen*, lui avait réservé et qu'Expo'92 lui aura dévolu (2). Si le thème de ces cartes postales est toujours valable - la sinistrose des banlieues - en plus, avec l'un des taux de criminalité les plus élevés d'Espagne, - quatre années de travaux colossaux auront transformé la ville profondément. Assez pour lui laisser espérer un avenir moins sombre que celui promis par son statut de capitale de la province la plus pauvre et la plus peuplée d'Espagne avec sept millions d'habitants.

Séville n'est pas la seule ville de la péninsule ibérique à avoir connu, quatre années durant, des travaux d'une telle importance. Barcelone grâce aux Jeux olympiques a fait l'objet d'une transformation radicale. Et, même si l'on en parle moins, Madrid a connu, de manière plus empirique, des



Le Parlement andalou installé dans l'hôpital Cinco-Ligas.

grands chantiers qui la rendent digne d'assumer son rôle de capitale dans une Europe dont elle est pour cette année la « tête culturelle ».

Séville n'a guère que 650 000 habitants, mais cette taille relativement « maîtrisable » aura été aussi l'opportunité et la clef d'un changement d'échelle tourné vers le futur. Avec l'île de la Cartuja, siège d'Expo'92, elle a récupéré la rive droite du Guadalquivir et donc la possibilité d'un nouveau développement urbain, si la technopole qui doit prendre la suite de la manifestation tient ses promesses. Le Guadalquivir lui-même avait été détourné pour le rendre propice à la navigation commerciale. Le vieux cours a été ramené. La voie ferrée qui en interdisait l'approche au cœur de la vieille ville a été supprimée. Ses berges ont été somptueusement aménagées, et la belle gare de Cordoue transformée en centre d'exposition. Ce fut l'occasion, aussi, d'insérer quelques édifices contemporains et variablement réussis en lisière des quartiers anciens. Peu ou prou indissocia-

bles, la circulation et la restructuration urbaine, les restaurations, la construction de quelques édifices majeurs sont les trois ensemble à travers lesquels on peut lire les « grands travaux » de Séville, en marge de l'Expo.

Même si, par sa symbolique herculéenne (le nettoyage des écuries d'Augias), le Guadalquivir redessiné peut apparaître comme le plus spectaculaire des travaux de restructuration urbaine, il n'en est qu'un élément. On peut d'ailleurs l'estimer inachevé, puisqu'à la place du chemin de fer une quasi-autoroute citadine est venue perpétuer la coupure de la cité et de son fleuve. Il est vrai que, dans l'immédiat, à défaut de pouvoir l'enterrer, c'était la seule solution pour drainer la circulation de la Séville ancienne, où deux voies transversales majeures de circulation ont été supprimées au profit de très larges zones piétonnes - avec les inévitables gémissements des commerçants locaux. La cité historique se trouve ainsi entourée d'une première série de « boulevards des marchands », que l'on trouve, au-delà, doublés, triplés,

puis quadruplés de *rondas*, autoroutes ou larges artères qui promettent une éternelle fluidité à la ville du futur. A défaut de la donner au cœur historique, à ces ruelles étroites où l'on s'attend d'ailleurs, pendant l'Exposition, à d'exquis encombrements de promeneurs assoiffés.

Ce réseau routier, créé ou rénové, doit relier Séville au million de lits que l'Andalousie met à la disposition des visiteurs d'Expo'92 : 80 000 à trente minutes de Séville, 360 000 à quatre-vingt-dix minutes, 600 000 à plus de deux heures de route. A cette distance, on a pratiquement franchi la frontière portugaise... A peine plus loin, il y a Madrid : un TGV baptisé ici AVE met désormais l'Andalousie à un peu moins de trois heures de la capitale espagnole, là où il en fallait sept naguère.

L'AVE aura deux gares, l'une toute de toiles tendues à l'entrée même d'Expo'92, l'autre au centre-ville, à Santa-Justa. Toutes les hésitations ferroviaires légées par l'histoire ont été rassemblées dans ce bel objet plat, large, un peu

traps - il rappelle les plus belles gares de l'Italie moderne - et qui révèle, à l'intérieur, des espaces de circulation somptueux par leur sobriété même : au-dessus des quais, une batterie de six verrières d'une élégance et d'une respiration à vous couper, si l'on peut dire, le souffle... Due aux architectes Antonio Cruz et Antonio Ortiz, elle est sûre d'entrer dans l'histoire au moins pour la qualité de ses espaces et la virtuosité avec laquelle la lumière y est domptée, en attendant de vérifier ses qualités techniques, pratiques et urbaines.

La grande place qui lui fait face - 22 000 m², à la jonction de la ville ancienne et des quartiers récents - apparaît passablement désertique pour l'instant. Et il est peu probable que la végétation soit suffisamment dense d'ici l'été pour s'épanouir un sursaut du genre « Sahara ». Car les Sévillans adorent ce genre de plaisanteries, comme les édifices de l'Exposition en font l'expérience (le pavillon américain baptisé *sontien-gorge*, l'auditorium, le « grill »). Les nouvelles constructions de la ville

échappent pas au bon sens populaire. Comment, en effet, ne pas adopter le sobriquet donné à la Maestranza - « l'autociseur » ? Que peut-on espérer de cet énorme théâtre de 1 800 places, signé Luis María de Terán et Aurelio del Pozo, grosse forme indolente et ronde située au bord du fleuve, sinon de bonnes prestations techniques ?

Car Séville, dans un ardeur sans relâche, voit pousser des monuments partout. A commencer par les sept nouveaux ponts qui, ponctuant le Guadalquivir, donnent à Séville une silhouette radicalement nouvelle. On se contentera de citer ici le pont de la Barqueta et surtout l'œuvre exceptionnalisée lyrique de l'architecte Santiago Calatrava : le pont d'Alamillo. Lyrique au sens figuré comme au sens propre, tant il rappelle une harpe avec son immense arc de 140 mètres de haut, incliné vers l'arrière comme par l'effort et d'où partent les câbles qui soutiennent son tablier. Autre belle réussite, le nouvel aéroport international. Mais ici, son auteur, Rafael Moneo, a privi-

Sévilan avant tout

Suite de la page 25

Il croyait connaître les limites du goût et oublier l'ampleur du syncrétisme propre à une ville qui a assimilé toutes les religions et plusieurs civilisations, qui a été romaine, phénicienne, juive, musulmane et castillane et qui a peut-être répondu par la dévotion de l'excès à ceux qui voulaient forcer son âme. En devenant « plus catholique que le pape », comme l'écrivait Michel del Castillo à propos de l'Andalousie (3), « page blanche sur laquelle ses conquérants écrivirent leurs mythes et leurs légendes ».

Les Andalous, qui anchoient dans un même mouvement la pitié la plus extrême, la plus exaltée, la plus théâtralisée, celle de la Semaine sainte, et les fêtes les plus antiques, les corridos et la Feria, la danse, sept jours et sept nuits durant, vivent, leurs traditions au présent. « Ce n'est pas du folklore, c'est du vécu », rappelle Elisabeth Burgos. Une culture d'avant la culture avec une majuscule. « Toutes ces fêtes ont leurs racines dans l'Antiquité, le culte d'As-turti, les saturnales des Romains », estime Rodrigo de Zayas, historien

et musicologue. Intégration, initiation, les jeunes, les étudiants, sont de plus en plus nombreux à vouloir participer aux confréries, comme s'il fallait en être pour être.

La Semaine sainte, note l'éditorialiste de *Diario 16*, le quotidien sévilan, est d'abord un acte d'« urbanité ». Une communion de la ville avec elle-même, une effusion urbaine, une ferveur de vivre ensemble, d'accompagner un sang qui circule dans les veines et de saluer la saison nouvelle.

Ces Andalous que l'on dit insaisissables, fléchés avec les pendules (se presser, pour quoi faire et pour aller où *[pero no importa]*, à quoi bon ?), sont « ponctuels pour les choses essentielles » assure Rodrigo de Zayas, « la vie, la mort, les baptêmes, les enterrements... et les rendez-vous fixés par la confrérie ». Dans celle du Gran Poder, l'une des plus importantes, à laquelle il appartient et qui « sort » dans la nuit du Vendredi saint pour marcher en procession (et en silence) durant sept heures, « chacun connaît sa place et la prend sans discuter » ; c'est une « discipline de vie collective consentie autour des

rituels de la cité », et il ajoute : « L'homme a inventé la ville il y a huit mille ans, en Asie Mineure, et ici, près de l'embouchure du Guadalquivir ».

Cette ville s'était endormie à partir du dix-huitième siècle sous le plâtre des « lieux communs d'importation de Washington Irving à Ravel. Mais elle n'avait pas cessé de vivre ni abandonné ses codes de relations ». Issu d'une grande famille andalouse émigrée au dix-neuvième siècle au Mexique et d'une mère américaine, élevé en France, Rodrigo de Zayas est, avec son épouse Anne Perret, Française et musicienne, une figure de la vie sévilane. Et la maison à patio qu'ils ont sauvée de la démolition et qui contient une bibliothèque de 45 000 ouvrages et 12 000 manuscrits, un véritable centre culturel privé, dédié à la musique baroque dont ils ont exhumé les trésors du Siècle d'or sévilan - qu'ils éditent et qu'ils produisent, avec le groupe de chanteurs et de musiciens qu'ils ont formé depuis une dizaine d'années, l'atelier Zyriah, très apprécié dans les festivals internationaux. Ce qui laisse à Rodrigo de Zayas sinon le loisir, du moins l'énergie d'écrire une *Exposition des maurisques*, ou le racisme d'Etat (qui paraît prochainement aux éditions de La Différence).

« C'est toujours un mauvais calcul d'exposer les minorités », confirme l'historien, qui s'est penché sur le martyre des six cent mille musulmans convertis de force au christia-

nisme et, malgré cela, jugés indésirables un siècle plus tard, au début du seizième siècle, et chassés dans des conditions telles que les trois quarts d'entre eux ne survécurent pas. Comme s'il fallait à encore rappeler à l'Espagne tout entière, en même temps qu'à l'Andalousie, la complexité de ses origines. Et mesurer d'où elle tient ce don de mêler le sacré et le profane dans une même exaltation. L'arc tendu du torero, ou le cat tendu des chanteurs. Quand, dans une église, pour un concert à voix nues, se souvient Anne de Zayas, deux hommes et deux femmes se répondent, « avec une technique en quatre de ton qui ferait mourir d'envie tous les Pavarotti du monde », et lancent vers la Vierge ou vers le Christ une *saeta*, une « flèche » et qu'une « foule de trois mille personnes les accompagne en retenant sa respiration aussi longtemps qu'eux ». Dans un silence absolu.

« Etre sévilan, c'est savoir se concentrer, regrouper ses forces pour se forger un style et « quedar bien », se tenir bien, au sens propre rester bien, dans la mémoire des témoins », affirme Michel del Castillo. Séville retient son souffle.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

(3) *Andalousie*, « Points-Planètes », Seuil, 1991.

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.



CONTACTOUR

30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
Tél. : (1) 42-94-02-25

DEMAIN DANS

Le Monde
RADIO TELEVISION

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

LA TÉLÉVISION ESPAGNOLE

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME GASTRONOMIE
Renseignements : 46-62-73-75

مكتبة النخيل

SANS VISA
VOYAGE



La nouvelle gare centrale de Santa-Justa.

CARLOS MORALES-VAGUE

Andalousie habit de lumière

légère l'austérité et la lumière sévillane, qui filtre à travers des formes étonnamment régulières. Cette architecture n'a rien d'une épopée futuriste, comme dans tant d'aéroports dits « internationaux », mais, souvent aussi, de leur style. Le noir, le blanc, la lumière, des volutes presque traditionnelles ici, ailleurs de grands volumes simples, le tout dans une enveloppe rythmée, réservée, ocre comme la terre : rien ne préfigure les éclats tapeurs de l'Expo, tout rappelle au contraire que Séville doit retrouver demain, dans six mois, le calme et la sérénité d'une cité vouée à la chaleur et au tourisme.

Dans la ville ancienne, à quelques jours de l'ouverture de l'Exposition universelle, le symbole de Séville était sûrement la brasse et le pot de peinture. Les pots vides, par milliers, encombraient les bornes disposées partout dans la ville, attendant l'enlèvement. Les pots sont devenus si familiers et si obsessionnels que certains magasins en font le thème de leurs vitrines. Partout en effet, dans les vieilles rues, on voit des profes-

sionnels - ou des amateurs - jouer du pinceau pour enduire les bâtiments d'une couche d'ocre jaune, de bleu de prusse, de vert céladon ou tout simplement de blanc, la couleur dominante. Sur ces pages lessivées se lisent les jambages des grilles et les vides des embrasures. La lumière du ciel tombe le long des murs, accrochant au passage les balcons à boules de cuivre. Derrière les portes ajourées, on entrevoit les patios ornés de colonnes, de mosaïques et de fleurs en pot. L'opération, entamée depuis des mois, atteint cette semaine son point culminant. La cité andalouse doit être irréprochable pour accueillir les dix-huit millions de visiteurs qui se bousculeront sur l'île de la Cartuja à partir du 20 avril.

Parfois le badigeon hâtivement appliqué recouvre mal les crevasses d'un mur délabré, mais depuis 1988 des travaux autrement plus lourds ont été entrepris pour rénover de fond en comble le patrimoine monumental de Séville : 1 284 millions de pesetas ont été dépensés pour ce lifting en profondeur. Le commissariat général de

l'Exposition, la région autonome d'Andalousie, la municipalité et des organismes privés comme des banques ont chacun participé au financement de l'opération. Les églises et les couvents, souvent en triste état, ont été les premiers à bénéficier de la manne.

La cathédrale, d'abord, la merveille de Séville. On sait que le chapitre qui en ordonna la construction résuma son plan dans cette phrase : « Eleveons un monument qui fasse croire à la postérité que nous étions fous. » Custine, dans les années 1830, la comparait à « une montagne creuse, une vallée renversée ». Quelques années plus tard, Théophile Gautier était frappé par ses « piliers gros comme des tours et qui paraissent frères à faire frémir, s'élançant du sol ou retombant des voûtes comme des stalactites d'une grotte de géans ». Ses chapelles (celle de la Vierge de l'Antigua notamment), ses sacristies et ses énormes retables dorés qui déroulent leur scénographie compliquée ont été décaissés. Ses tableaux, dont certains signés Herrera, Pacheco, Murillo, Zurbarán ou Goya sont nettoyés. La formi-

dable quincaillerie ecclésiastique brille de tous ses feux. La girouette géante - une effigie de la Foi, avec palme et étendard - gît dans un coin. En haut du clocher une réplique, neuve, a pris sa place.

D'autres travaux plus lourds ont été engagés. A commencer par la rénovation des fragiles toitures, celle de la porte du Pardon et de la Bibliothèque colombienne, qui s'était quasiment effondrée, il y a quelque temps. La cour des Orangers, au pied de la Giralda, retrouve sa géométrie, après des fouilles archéologiques qui ont permis de mieux repérer les contours de l'ancienne mosquée sur laquelle la cathédrale est bâtie. Mais le parti pris de l'architecte des monuments historiques est vivement critiqué dans la ville : il a voulu respecter - ce qui est théoriquement louable - les traces des états successifs du bâtiment. Or, ici comme ailleurs, les remaniements sont si nombreux, se chevauchent tant qu'à tout vouloir privilégier on n'aperçoit plus qu'un mélange incompréhensible d'arcs plus ou moins brisés, de matériaux hétérogènes, d'ouvertures disparates, à demi

débouchées. Enfin la charpente métallique qu'il a ostensiblement placée sous le toit de la galerie n'est pas non plus du plus bel effet.

Le monastère San-Clemente, à deux pas du Guadalquivir, a profité, lui aussi, du grand chambardement. Le bâtiment construit du XVI^e au XVIII^e siècle abrite toujours une petite communauté de sœurs cisterciennes et contient, entre autres, un cloître magnifiquement planté. L'ensemble était très dégradé. Il a fallu reprendre une partie du gros œuvre, refaire les couvertures, restaurer fresques et tableaux, sans oublier les dorures. L'établissement sera largement ouvert au public pour des expositions temporaires, dont le cycle est inauguré par un colossal étalage d'argenterie sévillane.

Le couvent de Sainte-Isèle, avec sa salle capitulaire arabe, son église gothique-mudéjar, son cloître Renaissance et ses azulejos, était à peu près dans le même état de décrépitude. Il a été restauré lui aussi, avec la même minutie. L'ancien dortoir sera à son tour une salle d'exposition. Presque tous les édifices religieux, grands ou petits,

ont été soigneusement retapés : églises de la Magdalena, de San-Marcos, du San-Salvador, couvent San-Leandro, basilique de la Macarena, avec sa vierge enjuponnée de satin brodé, couverte de bijoux, chapelle de l'hôpital de la Caridad (dont la fondation est attribuée à don Miguel de Manara, grand seigneur libertain, modèle de Don Juan), une des plus belles créations architecturales du XVII^e siècle, qui contient la célèbre allégorie macabre d'Antonio Valdes. Ce grand nettoyage permet de redécouvrir un baroque espagnol, plus sombre, plus angoissé que ses manifestations italiennes ou allemandes, avec ses vierges raidies sous leurs justaucorps de velours, ses christes sanglants et ses madones évanouies au pied des calvaires, un réalisme tragique encore capable d'engendrer chez les Sévillans une véritable émotion religieuse.

Les grands édifices civils ont eux aussi été auscultés, puis réparés, lavés, repeints. L'ancienne fabrique de tabac est depuis longtemps le siège de l'université. Elle a été néanmoins soigneusement poncée. Le vieil hôpital Cinco-Llagas, de l'autre côté des vestiges de l'enceinte crénelée, était plus qu'à moitié croulant. Ce qui a pu en être sauvé abrite depuis le 29 février le Parlement andalou de la région autonome. Les architectes ont d'ailleurs discrètement signalé ce qui relevait de la restauration et ce qui appartenait à la reconstitution.

Le palais San-Telmo, ancienne résidence du duc de Montpensier, était devenu un séminaire, ce qui ne l'avait pas arrangé. Il sera désormais la résidence du chef de la Junta de Andalucía - le président de la région autonome. Le 21 avril, le roi Juan Carlos doit « inaugurer » le vieux bâtiment. La restauration ayant pris du retard, différents corps de métier tâchent de cohabiter en poussant au maximum leurs travaux respectifs. La reféction des plafonds et la pose des vernis vont de pair avec les essais de peinture sur des plâtres encore frais. Ici on patouille dans le ciment tandis qu'à côté on redore des boiseries. Les électriciens et les charpentiers se disputent les uns pour fixer leurs pinthes, les autres pour caser leurs fils avant qu'il ne soit trop tard. La décoration initiale (du XVIII^e siècle) n'ayant pas été retrouvée, les architectes ont décidé de reproduire celle de la seconde moitié du siècle suivant : les jus marron, les plafonds fleuris de couleurs acides et les places brunâtres ne sont pas exaltants. Restent les façades avec leurs portes et leurs balcons qui disparaissent sous un envol d'angelots baroques. Mais les travaux ne concernent que la moitié de l'énorme quadrilatère. L'autre morceau est toujours en possession de l'église, qui ne le quittera qu'après la construction du nouveau séminaire, à la périphérie de la ville.

Depuis les dernières élections, la nouvelle municipalité (coalition autonomistes-Parti conservateur) n'est plus de la même couleur politique que la région (PSOE). Cela n'empêche pas cette dernière d'avoir largement contribué au renouveau de la cité. Le repavage des rues, entrepris systématiquement dans le quartier San Bartolomé, par exemple, est financé grâce à un emprunt consenti par la région à la ville. L'hôtel de ville a reçu lui aussi la visite de tous les corps de métier. L'ayuntamiento (la mairie), aux belles croisées à meneaux qui ont vu les noces de Charles Quint et d'Isabelle du Portugal, est un bâtiment composite, curieux avec son arborescence Renaissance, inachevée par endroits, ses bossages bruts destinés à recevoir la décoration et son autre façade classique, plus rigoureuse. On est en train d'aménager l'intérieur pour l'alcade et ses services. Sur la plaza Nueva, juste en face, le trou d'une amorce de métro a été rebouché, la construction d'une galerie souterraine s'étant avérée impossible à cause de sous-sols gorgés d'eau. Pas de quoi s'annoncer, c'est le seul véritable échec enregistré par les rénovateurs de Séville.

De nos envoyés spéciaux
Frédéric Edelmann
et Emmanuel de Roux

(1) Bleu, blanc, jaune, Gallimard éd.
(2) Les éditions Autrement viennent de publier, dans la série « Mémoires », Séville, 17^e siècle de Colomby à Don Quichotte, entre Europe et Amérique, le cœur et les richesses du monde. On l'a apprécié tout sur la plus glorieuse période de la Séville catholique.

COURRIER

Mende se rebiffe

L'article sur Mende, publié dans « Le Monde sans visa » du 14 mars, n'a pas laissé insensible M. Dominik Debutre, habitant de cette ville à « l'ennui tranquille » qui nous écrit.

Mende, 12 113 habitants, chef-lieu et préfecture de la Lozère, vous remercie de votre visite, et de votre article, monsieur l'envoyé spécial. Il n'y a pas de doute, vous êtes venu à Mende. La gare, ça ne s'invente pas, le Lot non plus, et le petit pont de pierre, encore moins. En outre, vos références à l'histoire sont exactes, votre sens de l'observation aigu et vos remarques pertinentes.

Permettez au vieux Mendois que je suis de compléter l'information du grand reporter que vous ne devez pas manquer d'être. D'ailleurs, peut-être en être autrement lorsque l'on est choisi pour une mission aussi périlleuse et délicate dans cette enclave « arriérée ». Reprenons, je viens de la gare et je cherche à entendre la voix suave et toute en broderies vocales de Lucien Jeunesse, non, décidément, je n'ai pas l'ouïe fine car je n'entends rien, je referai le parcours, ce qui compte c'est « le parfum de qualité de la vie » qu'exhale ce quartier, je le sens, je le sens même très bien.

Ah, pas d'oreille mais du nez ! Je n'aperçois pas de taxi-ambulance-break ployant sous un amoncellement de cantines et paniers

d'osier, pas de famille en noir non plus. Ah, ce journaliste ! il a dû en rajouter, ça devait être pour « coller » avec le saut à rebours dans le temps, les premiers congés payés... A moins que ce ne soit l'exode. Assez plaisant, le sujet est grave, ce doit être un « fait de société » pour justifier une page dans le Monde. Imaginons plutôt le retour de notre héros dans sa rédaction parisienne après cette plongée dans la France profonde.

Notre « Cousteau du pauvre », ethnologue hexagonal, a dû être accueilli chaleureusement par ses collègues.

« Hé les gars, incroyable mon reportage en Lozère, figurez-vous que j'ai vu des gens qui jouaient aux boules à 5 heures de l'après-midi, qu'il n'y avait pas d'embouteillages, pratiquement pas de feux rouges, par contre il y a des jeunes et ils portent des jeans. Il y a aussi des affiches pour des matchs de foot et des bals. J'ai aussi vu des cafés avec des gens dedans, et ils buvaient, si si. Mais c'est là où ce que tu nous racontes, c'est comme partout, sauf pour les embouteillages et les feux rouges. Moi je connais Mende et la Lozère, j'y vais souvent en vacances. Tu pourrais parler du ciel qui y est siirement plus bleu qu'ailleurs, de l'absence de pollution industrielle, des paysages, des sites exceptionnels comme les gorges du Tarn... »

Ah oui, c'est vrai qu'en regardant

les taxis et les bistrot, j'ai oublié de lever la tête et de regarder le ciel, et puis, les gorges du Tarn, je croyais que c'était dans le Tarn. De toute façon, le sujet c'est Mende et je suis sûr qu'on s'y ennue, quoique, à la réflexion, c'est vrai que c'est la ville la plus sportive de France dans sa catégorie, qu'il y a un cinéma avec plusieurs salles, et puis les promenades ne manquent pas, je n'aurais peut-être pas dû puiser la moitié de mes informations dans un manuel d'histoire, oh, ce n'est rien, pour l'article je vais m'arranger. Bon, je dois rentrer chez moi, j'ai encore deux heures de météo et train de banlieue, et je ne veux pas rater « Sacré soirée » à la télé. »

Votre article est sympathique, monsieur, mais il est partiel, voire partial. Vous avez la critique des envieux, et puis vous êtes Parisien. Vous avez la tour Eiffel, nous avons la montagne. Vous avez la pollution, nous avons l'air pur. Vous avez le stress, les embouteillages, nous avons le calme. Vous avez les théâtres, vous regardez la télé. Vous courez, nous vivons.

Rectificatif. - Dans « Corbu, soupe, savon et saut » (« Le Monde sans visa » du 11 avril), il convenait de lire non pas que « la surface vitrée était teintée et filtrante à 60 % », mais que 60 % de la surface vitrée avait été remplacée par des parois peintes.

Anka Muhlstein

une biographie de

Cavelier de La Salle

du Canada à la Louisiane
(1667-1687)

Grasset

Bridge

n° 1481

LE BAISER D'ARGINE

Voici une variante rare du Baiser à la Reine, un coup technique assez classique. Il a été réussi par l'italien Fabio Rosati au cours du match Grèce-Italie au championnat d'Europe de 1989.

Ann. : O. don. N.S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
X 2V contre passe passe
contre passe passe

Ouest a entamé l'As de Carreau coupé par Sud qui a tiré l'As de Pique (pour le Roi de Pique sec d'Est) et a rejoint le Valet de Pique. Ouest a pris avec la Dame et a contre-attaqué son singleton à Cœur (le 9). Le déclarant a mis l'As de Cœur, et il a joué le 4 de Carreau sur lequel Est a défaussé un Trèfle. Après avoir coupé avec le 2 de Pique, comment Rosati en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse :

Après avoir donné la Dame de Pique, le problème est d'éviter de perdre trois Trèfles. Or le déclarant peut reconstruire exactement la distribution d'Ouest : quatre Piques, un Singleton à Cœur (car Est n'aurait sans doute pas contre 2 Cœurs sans avoir cinq Cœurs), sept Carreaux (puisque Est n'a pas fourni au second tour) et par conséquent un seul Trèfle. Après avoir fait tomber les autres d'Ouest, comment ne perdre que deux Trèfles quand la distribution est la suivante :

♠ x ♠ 9 ♠ xxx
♠ A 8 6 2

Si le singleton d'Ouest est un petit Trèfle, le déclarant ne pourra empêcher Est de faire trois Trèfles avec R D 10 x. Il faut donc espérer que Ouest a un honneur. Si c'est le 10, il suffira de jouer le 2 de Trèfle, puis le 6 de Trèfle pour affranchir A 8, mais si Ouest a le Roi ou la Dame de Trèfle, que faut-il faire ?

Rosati a donc joué non pas l'As, mais le 2 de Trèfle. Ouest a pris avec la Dame et il a tiré le Roi de Car-

reau. Mais Rosati, au lieu de couper, a défaussé le 6 de Trèfle. Alors Ouest, qui n'avait plus que des Carreaux, a dû continuer Carreau pour la Dame du mort et la défausse du 8 de Trèfle !

LUTTE CONTRE UN GRAND BARRAGE

Les enchères de barrage sont toujours gênantes pour les adversaires et plus le barrage est élevé, plus il est efficace. Voici un exemple spectaculaire. La donne a été distribuée au cours du précédent championnat de France par paires.

Ann. : N. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
X Tardy Y... Rosati
2 4 5 0 6 SA
passe passe passe

Ouest ayant pris l'heureuse décision de ne pas entamer Carreau, mais le 9 de Trèfle, comment déjouer en Sud a-t-il gagné le PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 2 Trèfles » était artificielle et forçait pour un tour seulement. Elle promettait une main de 20 à 23 points d'honneurs ou de 8 à 9 levées de jeu (ce qui était le cas). La surenchère de « 5 Carreaux » était un barrage qui garantissait au moins huit Carreaux. Que pouvait dire Sud avec ses 13 points ? Toute annonce au palier de cinq, comme par exemple « 5 Piques », n'aurait jamais montré une main aussi forte, et Sud se jeta à l'eau à « 6 SA ».

COURRIER DES LECTEURS

L'Oscar du joueur (n° 1475)

P. Gilbert, qui a trouvé la ligne de jeu gagnante (en faisant la dame d'atout sèche « en passant »), a calculé que la réussite du chelem était de moins de 30 %.

A l'autre table effectivement on s'était arrêté à la manche à Cœur, et le déclarant n'avait fait que dix levées.

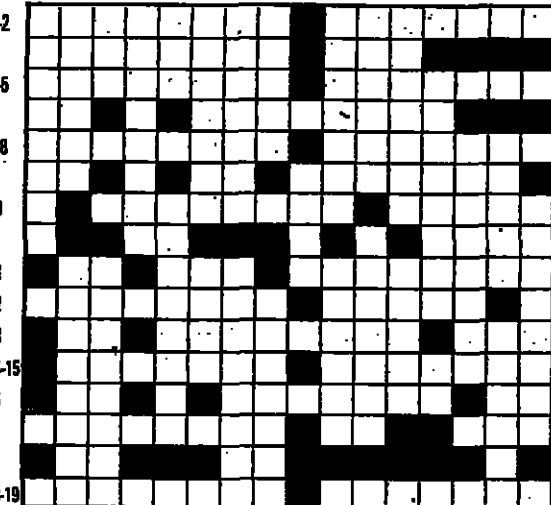
Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 712

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à deviner.



Les chiffres qui suivent certaines tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impossibles sur la grille.

Commence au Scrabble, on peut composer tous les mots figurant dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. BELOSTU. - 2. ADDUIT. - 3. HORRISU. - 4. AEEINRS (+ 4). - 5. EEOHRS. - 6. EHMQRU. - 7. AEGSSU (+ 1). - 8. ACOQSU (+ 1). - 9. EEOHRSU. - 10. ADEBETX (+ 1). - 11. AAGLNUO. - 12. ACDHNP. - 13. EEMNRTT. - 14. AEOQRU (+ 1). - 15. BEOTUV. - 16. EELPSUX. - 17. DEEMRRS. - 18. ADEELRZ. - 19. EBMGRUZ.

VERTICALEMENT

20. BDEGIRRU. - 21. AEIOSU. - 22. ABEIMNUV. - 23. ABEINRS. - 24. EILORS. - 25. EEMNRTT (+ 1). - 26. EINSUUX. - 27. EENRTTU (+ 1). - 28. ABEIMNRT (+ 3). - 29. EENOPRX. - 30. AEEIQRU. - 31. BIMSNU. - 32. DEIOQU. - 33. AEFLOS. - 34. DEESTU. - 35. EILORST. - 36. ABEGRUR. - 37. ABEIT (+ 2). - 38. EENORST.

SOLUTION DU N° 711

1. ARTHRITE - 2. CALTAIS (LAV. CATS TALAIS). - 3. ORGANEUR (facteur d'orgue (IGNORERA ROGNERA) ROGNERA). - 4. JAPONAIS. - 5. LATENCE (CALENT). - 6. DRAPAMES. - 7. MANOQUE. - 8. PEDI-

CURE. - 9. NUERENT. - 10. ETHE- REES. - 11. IRRITANT. - 12. AUGERON. - 13. NOESES. - 14. FAUNES. - 15. ECKASANT (ANCETRES...). - 16. FLETANS. - 17. SEBESTRE (RESENTE). - 18. MURIMES. - 19. INSTIS. - 20. RATASSE (ASARETS...). - 21. LEGERETE. - 22. ADJUDANT. - 23. AFFAMER (AFFERMA). - 24. TYPHACEE. - 25. QUETRAY. - 26. PURULENT. - 27. RENTAMES (SARMENT ENTRAMES, MATERNES RASEMENT). - 28. READMIS (REDI- MAS...). - 29. BOSNIENS. - 30. TOI- SENT (TIENTOS TETIONS). - 31. PERINNES (EREPSINE INESPERE). - 32. CALUMET. - 33. ROCHEUSE. - 34. ADHERER. - 35. LITANIE (ITALIEN LIANIEN ENLIAT). - 36. ISABELLE (ABEILLES BAILLES). - 37. OCRAATES (ATROCITES). - 38. ARNAQUE. - 39. APERTISE (APETISSE PATISSE TAPISSE). - 40. STERES (RESTES TER- SEES TESSERE TRESSEE). - 41. TITREUSE (RESTITUE TRUITEES).

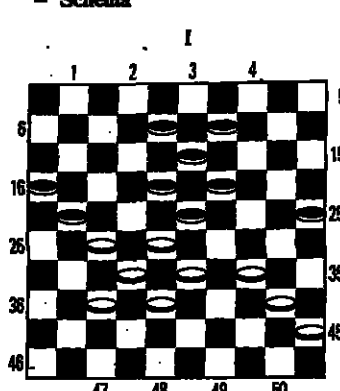
Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Dames

n° 429

LE COIN DU DÉBUTANT (mécanismes de coups classiques de base). LE COUP DU RICOCHET. Une prise en entraîne une seconde par effet de rebondissement.

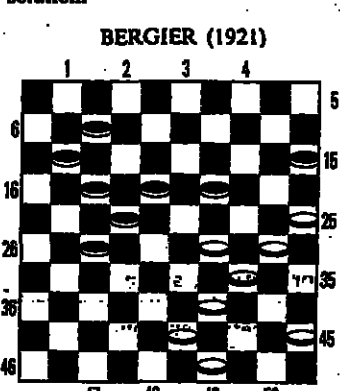
Schéma



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 27-22 (18x27) 34-30 (25x34) 40x18 (13x22) 28x26, +1.

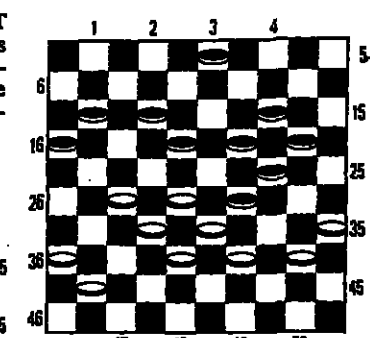
Exemple d'application. Comme pour tous les mécanismes classiques, le thème du ricochet est riche d'innombrables applications. Voici un exemple assez simple, sur lequel les débutants feront porter leurs efforts avant, pour nombre d'entre eux, de se reporter à la solution.



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 30-24 (19x30) 29-23 (18x40) 25x34 (demi-ricochet) 40x29 39-33 (29x38) 43x1, dame, +.

L'UNIVERS MAGIQUE. A.K.W. DAMME, Le bien-nommé champion des Pays-Bas en 1921, 1928 et 1929, ancien rédacteur en chef de la prestigieuse revue « Met Damspel », signant, en jouant, en mars 1930, sa victoire par le coup DAMME.



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 27-22 (18x27) 32x21 (16x27) 28-22 (27x18) 35-30 (24x44) 33x22 (44x42) 22-17 (11x22 ou 12x21) 41-37 (42x31) 36x7, +1.

SOLUTION DU PROBLÈME n° 428

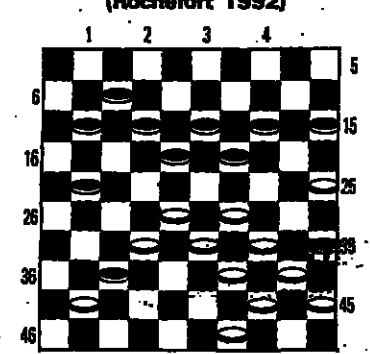
GARLOPEAU (1992)

Blancs : pions à 26, 28, 31, 32, 33, 37, 41, 43, 47, 48, 50.

Noirs : pions à 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 46.

26-21 (17x26) 28x17 (12x21) 32-27 (21x32) 37-28 (26x46) 47-41 (46x49) 48-43 (43x48) 45x5 (45x49) 50-45 (23x32) 45x5 (rally six pions et dame) (24-29) 5x37 (29-33) 37-32 (33-39) 32-49, +.

PROBLÈME GARLOPEAU (1992) (Rochefort 1992)



Les Blancs jouent et gagnent.

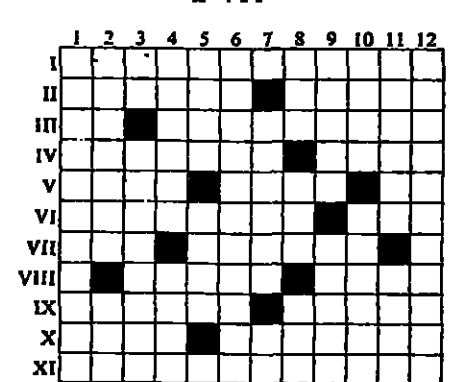
Solution dans la prochaine chronique.

Les lecteurs qui trouveront la solution peuvent, dans les 10 jours, adresser directement leur marche de gain à Jean Chaze, 6, rue Ampère, 07000 PRIVAS.

Les problèmes peuvent, pour publication dans « Le Monde », adresser leurs problèmes inédits (ou supposés tels) directement à Jean Chaze.

Mots croisés

n° 711



HORIZONTALEMENT

I. Il est plutôt pour le patron malgré son nom. - II. Forcément repoussant. Nous met dans de beaux draps. - III. Au théâtre. Forcément repoussant. - IV. Ceux qui nous y mettent nous inquiètent. Rivière. - V. Agréable si on joue la bonne carte. Ne fait pas le poète. Article. - VI. C'est bien pire qu'une bêtise. Interjection. - VII. Personnel bégayé. Rendre meilleur. - VIII. Le chef les a en mains. Fais des heureux. - IX. Dans le Gers. Peut faire le point. - X. Ce n'est pas lui qui peut le moins. Fait souffrir. - XI. Sont apparus après la Grande Guerre mais avant le Front populaire.

VERTICALEMENT

I. Aiairoche. - 2. Plait au plus grand nombre. Elle est parfois sans personne. - 3. Conjonction. Pour eux les banes ou peut-être les bans. - 4. C'est ôter tout éclat. Ah ! ses yeux. - 5. Vous font marcher. Avec lui, on sait et on peut tout. - 6. N'a plus rien d'un bleu. - 7. Se disent. Se passe, comme à l'habitude. - 8. Ça ne fait

pas beaucoup de sous, mais c'est un début. Des gens d'ailleurs... Il est bien beau, mais va-t-il parler ? - 9. Une vieille terre. Surtout parfois nécessaire. - 10. Fis disparaitre. Va disparaitre, chez Rimbaud. - 11. Va avec une fonction. Si accessible, de nos jours, et encore si exotique ! - 12. Mises en garde.

SOLUTION DU N° 710

Horizontalement

I. Déconstruit. - II. Epatai. Grossi. - III. Manette. Arca. - IV. Out. Oudis. Ai. - V. Clos. Largeurs. - VI. Rénova. Un. SSE. - VII. Naira. INA. - VIII. Triplicata. Fi. - IX. Eitel. Sen. Bile. - X. Surélévations.

Verticalement

I. Démocrates. - 2. Epaulé. Rtu. - 3. Cantonner. - 4. Ote. Souple. - 5. NATO. VII. - 6. Titulaire. - 7. Era. Acov. - 8. AG. Dru. Ana. - 9. Craignit. - 10. Tarse. Nabl. - 11. Ise. USA. Io. - 12. Oscars. FLN. - 13. Nialiseries.

François Dorlet

Echecs

n° 1484

Championnat du Portugal, Lisbonne, 1992. Blancs : R. Damaso. Noirs : L. Galego. Défense délicate.

1. d4. c5. 2. Cf3. Cxd6. 3. Cg5. Dd5. 4. Dd2. Dd5. 5. Dd2. Dd5. 6. Fd3. Dd5. 7. Dd2. Dd5. 8. Fd3. Dd5. 9. Fd3. Dd5. 10. Fd3. Dd5. 11. Fd3. Dd5. 12. Fd3. Dd5. 13. Fd3. Dd5. 14. Fd3. Dd5. 15. Fd3. Dd5. 16. Fd3. Dd5. 17. Fd3. Dd5. 18. Fd3. Dd5. 19. Fd3. Dd5. 20. Fd3. Dd5. 21. Fd3. Dd5. 22. Fd3. Dd5. 23. Fd3. Dd5. 24. Fd3. Dd5. 25. Fd3. Dd5. 26. Fd3. Dd5. 27. Fd3. Dd5. 28. Fd3. Dd5. 29. Fd3. Dd5. 30. Fd3. Dd5. 31. Fd3. Dd5. 32. Fd3. Dd5. 33. Fd3. Dd5. 34. Fd3. Dd5. 35. Fd3. Dd5. 36. Fd3. Dd5. 37. Fd3. Dd5. 38. Fd3. Dd5. 39. Fd3. Dd5. 40. Fd3. Dd5. 41. Fd3. Dd5. 42. Fd3. Dd5. 43. Fd3. Dd5. 44. Fd3. Dd5. 45. Fd3. Dd5. 46. Fd3. Dd5. 47. Fd3. Dd5. 48. Fd3. Dd5. 49. Fd3. Dd5. 50. Fd3. Dd5.

NOTES

a) La « défense Paulsen » laisse aux Blancs un large choix : 6. Fd2 ou 6. g3 ou 6. Fd4 ou 6. Fb5 ou 6. Fd5 ou comme ici 6. Fd3.

b) Ou 7. Df3. Cb7 (7... Cg6 et 7... Dg7 sont également bons) : 8. 0-0-0, Fd7 : 9. Fd2, Dd7 : 10. g4, Cc5 : 11. Dd3, b5 : 12. g5, Cf4 : 13. f4, b4 : 14. Cb1, Cg4 : 15. Fg4, Dd4 : 16. b3, Dd7 : 17. g4, Cb5 (Ljubojevič-Sax, 1973) ou 7. f4. En entrant dans une sorte d'« Attaque Keres » retardée, les Blancs se lancent déjà dans un jeu tactique aigu fondé sur un sacrifice de pièce purement positionnel, une variante peu jouée qui exige des nerfs solides de part et d'autre.

c) Le retour à l'« Attaque Keres » est envisageable : 7... b6 ; 8. Tg1, Fd7 : 9. Dd2 ou 9. b4. L'avance 7... e5 pose le problème du pion g4.

d) Le Cf3 ne peut revenir en e3 défendant le pion g4 puisque la case e3 est occupée par le F. A partir de cette position, le maître hongrois Pongrácz expérimenta, en 1978, le gambit 9. g4, g5 : 10. e3 ! mais il n'est pas certain que les Blancs aient une compensation suffisante après 10... d5 ! : 11. Df3, d4 : 12. 0-0-0, Dd7 (ou aussi 12... Cb-d7) : 13. Txd4, dxd4 : 14. Fxd4, Fg5 : 15. Fd3, Cxd5 : 16. Fd4, Dd7 ! : 17. g6, Dd5 ! : 18. Td1, Fd5 ! : 19. Td5, Dd4 ! : 20. Td1, Dd5 mille. Gipsis-Rastenis par cor. 1988-1989) : 13. g6, dxd4 : 14. Dd5, Fd5. D'où cette idée étonnante, proposée par le joueur hongrois Tolnai en 1989, du développement du F-R, indifférent au sort du C-R.

e) La partie Tolnai-Gavrilov (Berlin-Ouest, 1989) est importante pour cette variante : 9... d5 ! : 10. Fg5, g6 : 11. Cxd5, Fd7 (ou 11... Dd5) : 12. Fd2, Dd5 : 13. Fg5, Dd5+ nulle ; 12. Fd6, Fd6 : 13. dxd5, b5 : 14. b3, Fd7 : 15. Dd2, bxd4 : 16. bxd4, Txd1+ : 17. Fd1, Fd6 : 18. 0-0-0, Fd5 : 19. Fd5, Fg5 : 20. Rb1, Dd7 : 21. Td1, Cg7 : 22. Td7, 0-0-0 : 23. T-d7, Rb8 nulle mais rien n'est clair. Selon Gavrilov 13... Fd7 est meilleur que 13... h5.

f) Ou 10... h5 : 11. b3, bxd4 : 12. bxd4, Txd1 : 13. Fd1 (Szalay-Orso, championnat de Hongrie 1989) et les Blancs auraient une compensation satisfaisante pour le C sacrifié ou 10... Tg8 : 11. b3, Cg5 : 12. Dd2, Cb7 : 13. f4, Dd7 (rendre la pièce par 13... Fd5 : 14. g4, Cxd5 : 15. Fd7, Tb8 est à envisager) : 14. 0-0-0, Fd7 : 15. Df2, Fg6 : 16. Fd6, Dd8 : 17. dxd5,

dxd5 : 18. Th-d1 avec une pression décisive (Nikolenko-Lepeskin, 1989).

g) 11. Dd2 est plus simple : 11... Tg8 : 12. b3, Dd7 : 13. 0-0-0, Fd7 : 14. f4, Fg7 : 15. bxd5, dxd5 : 16. Fd6, Dd6 : 17. Dxd5, Fd7 : 18. Th-d1 avec une attaque gagnante : 18... Rf8 : 19. Dxd7+, Rg7 : 20. Td6, Cb-d7 : 21. Txd7, Cxd7 : 22. Tg6+, Rb8 : 23. Tb6+, Rg7 : 24. Tg6+, Rb8 : 25. Dd4 mat (Tolnai-Milo, Zurich, 1988) ou 18... Fd4 ! : 19. Dxd4, Cxd4 : 20. Dxd7+, Rxd7 : 21. Cxd5, Rf8 : 22. Cxb6, Td7 : 23. Fxd4, Rg7 : 24. Td6 avec avantage aux Blancs.

h) Ou 12... Cg4 : 13. Dd3, Cxd3 : 14. bxd3 suivi de 0-0-0.

i) Et non 15... d5 ! ni 15... Fd5 ? : 16. Cb6+, Rf7 : 17. Fd6 !

j) Un nouveau sacrifice qui met en évidence les difficultés de développement des Noirs.

k) La défense (trois pièces pour la D) 18... Fd7 : 19. Txd8+, Fd8 (ou 19... Rxd8) : 20. Dd3+ : 20. Cxd6, Rf8 : 21. Fc5, Rg8 : 22. g6 est insuffisante.

l) Trois pions pour la T et l'attaque continue avec la menace 25. f5.

m) Si 24... Dd6 : 25. f5 !

n) Un troisième sacrifice particulièrement destructeur.

o) Si 25... Rxd7 : 26. Fd5+, Rg6 (et non 26... Fd6 ? : 27. Fxd6+, Rxd6 : 28. Dd5 mat ni 26... Rf8 : 27. Dd4+, Rf8 : 28. f7 mat) : 27. Fd4+, Rf7 (ou 27... Ff5 : 28. Fd5+, Rxd5 : 29. Dd5+, Rg6 : 30. f5+, Rf7 : 31. Df7 mat) : 28. g6+.

p) Avec quatre pions pour la qualité, le gain des Blancs est simple.

q) Menace 34. f7.

r) Essayant de résister en récupérant deux pions.

l) Ou 38... Dd5+ : 39. Dxd5, Cxd5 : 40. Fd7 et les Blancs gagnent.

u) Si 40... Rg6 : 41. Dxd7 et si 40... Rxd7 : 41. Dxd7+, Rxd7 : 42. f5-d, Dxd2 : 43. g7.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1483

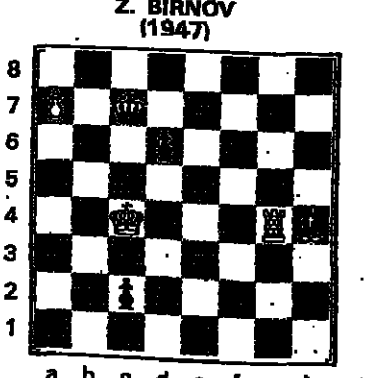
N. KOPAIEV (1947)

(Blancs : Ra6, Td5, Pf6 et b6. Noirs : Rb8, Th7, Pd7 et e6).

1. Rb6, Rb8 (et non 1... Txb6 ? : 2. Tg5, Rb8 : 3. Tg7, Th8 : 4. Tg6) : 2. Tg5, Rb8 : 3. Tg6+, Rf7 : 4. Tg7+, Tg7 : 5. bxd7, une nouvelle étude commence, 65 : 6. Rc5, d4 : 7. Rc4, d6 ! : 8. Rb3, Rg8 : 9. Rd4, d5 : 10. Rd3, Rf7 : 11. Rd4, Rg8 : 12. Rg5, Rf7 : 13. Rb5, d3 : 14. Rd6, d2 : 15. Rf7, d1-d : 16. g8-d+, Rb6 : 17. Dg6 mat.

ÉTUDE N° 1484

Z. BIRNOV (1947)



Blancs (3) : Rc4, Tg4, a7.

Noirs (4) : Rg7, Fb4, Fc2 et d6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Ora

Semain

La Trinité

GASTRO

EL PICADOR

INI

LA VILLA CROIE

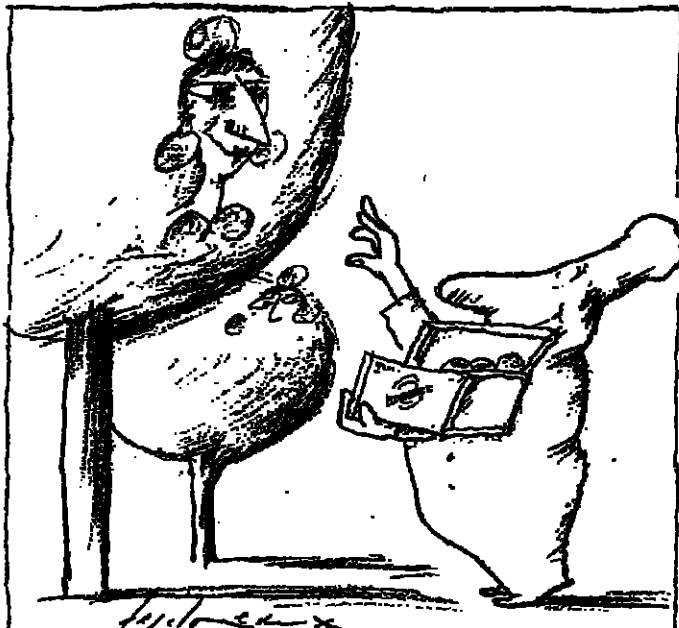
DESSIRIER

SANS VISA

TABLE

Dames

Oranges



sévillanes

UN matin, un bateau venant d'Espagne, fortement poussé par les vents d'est, atteignit Tayside, en Ecosse, et déposa une cargaison d'oranges. Parmi ceux qui se pressaient sur le quai se trouvait James Keiller. Les oranges étaient bon marché; il fut tenté d'en acheter une grande quantité. Inconsidérément car, en raison de leur goût très amer, il fut incapable de les vendre. Sa jeune épouse, économe - comme il se doit chez les Écossais - et pleine de ressources trouva une solution. « On peut supposer qu'elle était douée pour faire des confitures et des gelées », écrit F. Marian Mc Neill (Blackie, 1929), mais elle ne pouvait imaginer que le résultat de ses expériences serait un produit mondiallement connu.

Cette anecdote se situe dans les années 1790. Un siècle plus tard, rapporte David Mabey, la revendication écossaise sur la marmelade fut battue en brèche par les Anglais, en particulier par la femme d'un épicer d'Oxford. En 1870, M^{me} Cooper « vendait de la marmelade aux collègues », mais, pour faire face à la demande, les Cooper installèrent bientôt une fabrique.

Aujourd'hui, la plupart des fabricants de marmelade - Keiller et Cooper inclus - utilisent de la pulpe stockée dans de grandes boîtes stérilisées ou infiltrées de dioxyde de soufre de façon à la conserver pendant le voyage

entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. « La plupart des fabricants artisanaux, ou les particuliers qui font leur propre marmelade, reconnaissent que les résultats sont meilleurs », indique l'auteur de *Everything in the Larder* (1). A juste titre. Le contraste est grand entre la texture de la gelée, de l'écorce dans la marmelade faite à partir du fruit par comparaison avec la pulpe, qui produit des résultats « sans intensité de goût et sans caractère ». Voilà pourquoi de la fin janvier à fin mars, chaque année, les ménagères - à Londres, à Glasgow comme à Paris - se précipitent chez les rares épiciers qui disposent d'oranges de Séville.

Avant 1914, les plus anciens se souviennent que, le « joujou du pauvre », c'est l'orange qui est le seul cadeau de Noël des enfants d'ouvriers, enveloppée précieusement dans son papier de soie. L'orange est aussi un des « treize desserts » du soir de Noël en Provence. Les oranges sont originaires de Chine, *Citrus sinensis*. Ces fruits dorés des Hespérides furent décrits par les auteurs latins, dès le premier siècle avant Jésus-Christ. En Méditerranée, c'est la bigarade, ou orange amère, qui est connue la première. Le mot provençal *bigarado* apparaît dans la langue, vers 1651. Car bigarade est l'orange amère, avec ses couleurs tranchées. Ce qui n'explique pas

l'étonnante image: « La terre est bleue comme une orange » de Paul Eluard!

L'orange amère la plus anciennement connue est la *narandja* des Arabes et le *citragulm* des moines simplicités du Moyen Âge; son écorce mamelonnée et raboteuse a une odeur fortement aromatique et une saveur poivrée. Son jus est aigre et amer. Jusqu'à ce qu'il arrive en Europe l'orange douce. L'acidité de l'orange amère fait sa supériorité en confiserie, soit comme ingrédient pour la cuisine, soit pour les fruits confits et la marmelade.

Cette dernière, à l'origine, est une confiture de coings. Le mot anglais *marmalade* dérive du portugais *marmelo*, le coing utilisé en Grande-Bretagne pour le breakfast avec les toasts et le beurre. Les feuilles et les fleurs du bigaradier sont appréciées

pour leur essence et leur parfum. Un extrait donne la liqueur de Curaçao. L'Espagne, bien entendu, est le plus grand producteur d'oranges amères. D'où le nom d'oranges de Séville, mais qu'il est bien difficile de trouver sur les marchés andalous. Elles rehaussent pourtant de leurs chaudes couleurs les soubassements de la Giralda. « La plus grande glace à la pistache du monde », persifle Jean Cau.

Les diététiciens et autres phytothérapeutes disent, comme le bon Henri Leclerc (2), que la marmelade d'oranges ne se recommande pas seulement pour sa saveur esquisse, mais que c'est un aliment des plus digestes, que l'on peut conseiller à tous les malades atteints de troubles hépatiques. L'écorce d'orange, celle qui provient du bigaradier

- que l'on trouve aussi entre Beaulieu et Menton - est un apéritif des plus efficaces en cas d'anorexie et facilite le flux biliaire. Qui a prétendu que la marmelade d'oranges de Séville démodée, un gadget réservé aux vieilles dames de Falzant ou bien au goûter d'Alice, selon Lewis Carroll?

C'est un romancier espagnol, Manuel Vazquez Montalban (3) qui nous livre les *Recettes de Carvalho*, le Maigret catalan, dont il est le père. « La marmelade, dit-il, dans Recettes immortelles, est hautement nutritive pour la peau, for de quoi elle peut-être utilisée, tant comme ailer sur que comme before love, de préférence aux Caralbes, mais pas seulement. » A la veille de l'Exposition universelle de Séville, l'Espagne de la Movida ne recule devant rien pour promouvoir l'orange amère, plus

abondante d'ailleurs - à la saison - sur les marchés parisiens.

Pour découvrir les marmelades: Wilking and Son Ltd, Tawny Marmalade (Chez Menes), une merveille! Marmelade d'oranges (chez Menes), bon. Soleilou (Menes), bon goût français! Bon choix à l'épicerie du Bon Marché. Chez Israël, la meilleure Eisenham Collection. La plus mauvaise et la plus vendue: Nelsons. Classique: Roses's. Ecologique: Thursday Cottage.

Jean-Claude Ribaut

- (1) *Everything in the Larder*, de David Mabey, BBC Books, 1990.
- (2) Henri Leclerc, *Les Fruits de France et des colonies*, Legrand et Cie, 1938.
- (3) Manuel Vazquez Montalban, *Las Recetas de Carvalho*, Planeta; *Recettes immortelles*, Mascaré, 1988.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côtes-d'Armor

BRETAGNE

CHATEAU-HÔTEL DE COATGUELEN ***

Situé dans un parc de 100 ha avec piscine, tennis et golf, 17 chambres de charme et une cuisine imaginative. Détente et gastronomie dans les Côtes-d'Armor 22290 Pléneuf. Tél.: 96-22-31-24.

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél.: 93-98-39-60. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, ciblre. Téléphone direct, minibar.

Montagne

74380 BONNE - HAUTE-SAVOIE

Hôtel Hexagone** Neuf au pied des stations et tout près des nombreux golfs de la région. Idéal pour vos w.-c. sportifs. Accueil familial et savoyard. Renseignements: 16 (1) 50-39-20-19. Fax: 16 (1) 50-39-26-80.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

HTES-ALPES - STATION VILLAGE

A 5 km de Saint-Véran

HÔTEL LE CHAMOIS ***

Soleil, calme, ski de fond, piste. Pension, demi-pension. Tél.: 92-45-83-71. Fax: 92-45-80-58.

Paris

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA **

223, avenue Gambetta. Tél.: 43-62-85-60. Téléc.: 211838. Fax: 43-61-72-37. Chambres insonorisées (310 F à 360 F). Petit déjeuner à 25 F. TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.-c. Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F. Fax: 46-34-24-30. Tél.: 43-54-92-55.

Provence

MAS DE GARRIGON ***

Un hôtel et un restaurant de charme, face à Roussillon et au Lubéron. Bibliothèque. Feu de cheminée. Promenades. Itinéraires romans. ROUSSILLON, 84220 GORDES. Tél.: 90-05-63-22. Fax: 90-05-70-01.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS ***

LOIS DE FRANCE. TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE. 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél.: 33-29-94-94 - Fax: 33-28-42-96.

Italie

VENISE

Hôtel LA FENICE

ET DES ARTISTES ***

San Marco N. 1936. Tél.: (41) 52-32-333 Fax: 52-03-721. et son restaurant nouvelle ambiance « bohème » TAVERNA LA FENICE. Tél.: (41) 52-23-856 Fax: 52-37-366.

TOURISME

Home d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude près frontière suisse).

PRINTEMPS - ÉTÉ

Agrément jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans anc. ferme XVI^e s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chambres avec s. de bns w.-c. Située au milieu des pittoresques et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants, idéal en cas 1^{re} séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ.: VTT, jeux collect., peinture s/bois, initiat. échecs, fabric. du pain: 2 080 F semaine/enfant. Tél.: (16) 81-38-12-51.

Semaine gourmande

Savoyard

C'est le type même du bistrot de quartier, avec sa fidèle clientèle qui, après avoir serré la main du patron, en passant devant le zinc, sait qu'elle va trouver, dans le large couloir, des habitués puis la petite salle du fond, « sa » cuisine. Savy est de l'Aveyron, cela se retrouve dans ses petits « farçous » d'entrée, son foie de veau à l'auvergnate, le fromage de Salers et la glace aux noix. Mais on se réglera aussi, bonnement, du tartare, des moules farcies, de l'andouillette grillée pommes pailles, arrosés d'un caboss, par exemple. Service rapide et aimable sous l'attentif regard de M^{me} Savy, et ce jusqu'à 23 heures le soir. Compter de 250 F à 300 F.

► Savy, 23, rue Bayard (8^e). Tél.: 47-23-46-98. Fermé samedi et dimanche. Parking François-I^{er}. CB. Chiens acceptés.

La Truffière

Une telle enseigne annonce de saveurs spéciales. Au quartier Mouffettard ce n'est point si commun (aussi ne la cherchez pas sur le Gault-Millau !). Maison au

décor rustique, aux plafonds de poutres, à la cave voûtée comme une « église » sud-ouestissime. Menu à 100 F, 162 F et 210 F et à la carte compter de 350 F à 400 F pour un régal de foie gras cuit au torchon, de cassoulet, d'anguilles de mulard aux primeaux, d'émincé d'onglet sauce foie gras, avec aussi l'original velouté de potiron au gingembre et œufs de caille, ou le soufflé d'artichauts et de fromage au beurre blanc. Cette maison de la pérennité (M. Ch. Sainsard la mène depuis des lustres) vous sera une découverte peut-être.

► La Truffière, 4, rue Blainville (5^e). Tél.: 46-33-29-82. Fermé samedi midi et lundi. Parking Soufflet. AE-CB-DC. Chiens acceptés.

La Table de Pierre

J'avais annoncé l'arrivée de Pierre (Darricourtiou) dans ce cadre élégant de l'ancien Comby. J'ai plaisir à confirmer la qualité du chef Bruno Stril, la gentillesse de l'accueil et l'intérêt du menu à 190 F (choix d'une entrée, un plat et un dessert). Avec aussi un menu basses calories (220 F) qui pour-

rait être un modèle en la matière: salade de langoustines vapeur aux algues, suprême de volaille au coulis de pipérade et son riz basmati, soupe d'agrumes à la menthe fraîche. Les suggestions du jour font honneur à la cuisine du pays basque. Découvrez le fromage ardi gasna et le gâteau basque aux cerises « comme à l'écossais ». Belle cave. Compter à la carte de 300 F à 450 F.

► La Table de Pierre 116, boulevard Pérelle (17^e). Tél.: 43-90-88-68. Fermé samedi midi et dimanche.

Les Trois Quartiers

Une nouveauté. Dans les nouveaux Trois Quartiers, le groupe Prouant-Traiteur vient d'ouvrir un restaurant-salon de thé. Avec un espace de restauration rapide *La Passerelle*, une formule « Escalier » (95 F café compris). Au restaurant à la carte (supervisé par le chef de Drouant, L. Gronard), compter de 200 F à 250 F.

► Les Trois Quartiers, 23, boulevard de la Madeleine (8^e). Tél.: 42-98-10-81.

L. R.

Miettes

Dalloyan. Pourquoi, m'écrivit un gourmet américain habitant Paris et proche de la célèbre maison du faubourg Saint-Honoré, Dalloyan a-t-il renoncé à fabriquer son gâteau Alhambra? Il était, comme le Dauphinois, lui aussi disparu, une des gloires de la maison. Question transmise...

Bonnes adresses signalées par le lecteur: Jean-Luc Barbanet (14, quai de la République, à Auxerre). Le Bellet, restaurant de Sophia-Antipolis (Valbonne). Le Carré long (32, rue Pasteur, à Gap).

Honneur aux fromages. Au restaurant, c'est un hommage assez rare. Souignons alors que Claude Terrail joint à sa carte de la Tour d'Argent un dépliant instructif sur les fromages qu'il propose, leur origine, leur « bonne époque », leur bouquet. Le Petit Boulé. Jean-Paul Hévin, le meilleur pâtissier-chocolatier de sa génération selon Christian Constant anime aussi Le Petit Boulé (16, avenue de la Motte-Picquet, tél.: 45-51-77-45). Salon de thé (non fumeur) et, aux djeûners, de lunch « à la Russe » (koulbiac, pirojki, saumon, blinis).

GASTRONOMIE

EL PICADOR
Dans son nouveau cadre Spécialités espagnoles: paella valencienne, zarzuela, vins d'Espagne. 34 ans de renommée parisienne. Fermé lundi-mardi. Cité par les guides. 80, bd des Batignolles, 17^e. Tél.: 43-87-28-87.

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F. et menu soufflé. 31, rue de MONTMARTRE. (coin de la place Vendôme) Téléc.: 42.88.27.59. Fermé le dimanche.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ
à la propriété des Almanachs Dubois P/F 51480 Venteuil (près d'Épernay). Tél.: 26-58-48-37. Fax: 26-58-63-46. Vin vieillit en foudre de chêne. Tarif sur demande. Cuvée du Rédempteur: médaille d'argent Montréal 1986.

CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT
Lycée Viticole - 51190 AVIZE Prestige - Millésimes - Rosé Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec Tarif sur demande. Tél.: 26-57-79-78. Visite des caves sur rendez-vous.

INDEX DES RESTAURANTS

CREOLES
LA VILLA CRÉOLE 19, rue d'Autin, 2^e 43-42-64-92 Marmite d'or de la cuisine Créole.
CRUSTACÉS-POISSONS
DESSIRIER 111, rue de la République, 30. Huîtres, coquillages, crustacés. Spéc. de poissons, viandes. 9, pl. du Mal-Juin (7^e Voiturier) 42-27-82-14 - 43-80-30-72

FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS BELLMAN 37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.
LA COUR COLBERT 12, rue Hôtel-Colbert 5^e. 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII^e authent. PMR 220 F.

ALGÉROISES
LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15^e 06^e dim. Tél.: 48-28-81-64. Cuisine traditionnelle: Bourq, Chouf. Choix de coquilles et tagine algérois.
DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE 1^{er} étage. 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.

ETHIOPIENNES
ENTOTTO 45-87-06-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordman, 13^e Dorowott, Beyazentott av. l'Indjara.
INDIENNES
MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M^{me} Maubert. SCE NON-STOP: 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

ITALIENNES
L'APPENNINO 61, rue Amiral-Mouchet, 14^e. 45-89-08-15. Rdim., lundi. EMILIO-ROMAGNE.
THAÏLANDAISES
BANKOK CITY 13, r. Montagne-Sainte-Genève. 43-26-22-19. F. dim.

VIETNAMIENNES
NEM 101 101, r. du Ranelagh, 16^e. 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.
NEM 66 66, rue Lauriston, 16^e. 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine Vietn. Grand choix de grillades.

« Tu nous manques, Charles !... »

Reposer en paix n'est pas toujours commode dans les cimetières parisiens. La présence des grands hommes attire plus de curiosité que de pleurs, apporte plus d'animation que d'oubli. Ici on prie Baudelaire de revivre, là on succombe encore aux charmes de la dame aux camélias, ailleurs on se libère de haines tenaces contre Oscar Wilde et ses provocations...

LES grands de ce monde troublent la paix des cimetières. Assagés une fois pour toutes, alignés dans leurs concessions, ils tirent encore le fincoul à eux. De leur vivant déjà, ils dérangeaient l'ordre et la tranquillité des familles. Morts, ils se moquent du repos mérité des « époux chéris » et des « mères sublimées ». Leurs deux mètres carrés ne leur suffisent pas, comme aux autres. Ils plastraient dans les allées, ils claonnaient dans les divisions. Un coin tranquille est tout de suite retourné par la présence, même discrète, d'un champion ou d'un fantasiste. Un caveau respectable devient un lieu de pèlerinage. On descend « le génial beau-fils du général Aupick », et bientôt des adolescentes enjamberont les tombes pour lui offrir des poèmes sur des cahiers d'écolière (1). Stendhal arrive, le « happy few » du voisinage ne connaît plus de répit. Les admirateurs de la dame aux camélias, qui l'étouffent de fleurs et reculent d'émotion, placent des sépultures d'honnêtes femmes ou de putains. Les morts ont aussi de petites douleurs.

Sans ses « orfèvres », le cimetière de Montmartre, triomphe du XIX^e siècle, serait un paradis provisoire, néo-gothique, avec ses beaux quartiers et ses demeures modestes, un miroir voilé des vanités, une comédie bourgeoise, évidemment moins endiablée qu'en surface, mais enfin confortable et respectueuse des règlements. Sympathique aussi. L'égale force de leur tempérament leur libéralisme et flâtré leur souci d'économie, les inconnus ont, entre eux, de touchantes délicatesses. Ils n'écraient plus leurs voisins de leurs titres : quelques décorations de bureau, trois fois rien. L'orgueil affleure à peine : un mètre de plus en élévation, un peu plus d'art funéraire au-dessus, mais partout ce même goût de marbrerie, ce style épigraphique, ce même air impersonnel qui les protégeait autrefois quand ils dissimulaient leurs avoirs sous l'habit de Monsieur Prudhomme. Dans l'allée de Montmorency, les Champs-Élysées du cimetière, seuls trois ou quatre tombeaux monumentaux affrontent un siècle qui ne craignait plus assez la mort pour y investir à fonds perdus. Dans cette affaire, la dernière, il fallait encore éviter la faillite et n'oser que des placements sûrs.

Propriétaires à perpétuité, bourgeois jusqu'aux os, ils sont ici majoritaires ; leur sommeil doit

être épargné. Ils font leur éternité comme ils ont fait leur temps, sans histoires, en famille, entre deux dates dans la pierre trop tendre de Paris. Parfois, sur la liste gravée, le nom d'une étrangère indique à peine un désordre amoureux rentré dans le rang. Leur prudence les avait préparés à une mort sans illusions, sans profits, sans Dieu pour valeur sûre. Le *Requiescant in pace* des formulaires leur suffisait.

C'était compter sans les célébrités, sans la cohorte des révoltés, des scandaleux, des poètes qui dévastaient leur champ de repos comme après le passage des taupes. Qui se serait méfié quand le cortège de Stendhal entra suivi de quelques proches, sans bruit ? Pourtant, il avait eu comme eux son agonie, il avait payé au guichet ses heures de souffrances. Du jour où, visitant une exposition à la villa Médicis, il étouffa net devant un ange aux ailes coupées, à l'instant où, rue Neuve-des-Capucines, il mit en vieux grognard la main à son gilet et s'effondra. Beyle, sûr de sa fin, avait douté de la postérité. Pourtant, quand, à son tour, Heine, rongé par un cancer, léger comme une plume, fut inhumé en bordure d'allée devant sa femme qui n'avait jamais lu ses œuvres, qui n'aimait que lui et son perroquet, et devant Baudelaire égaré dans les gloires posthumes, les tambours et les trompettes ne réveillèrent pas les voisins.

Aujourd'hui, le tombeau de Stendhal, sous sa célèbre épitaphe « *Arrigo Beyle, Milanese, scrisse, amo, visse* » (2), attire les amants

follement radicaux, les femmes hardies, qui n'hésiteraient pas à caresser la jolie tête brune d'un amant décapité, la foule des stendhaliens. Dans sa division, Heine, « *brave soldat de la guerre pour l'affranchissement de l'humanité* », attroupe toujours les siens et continue le combat. Ses livres avaient été brûlés. Sous l'Occupation, sa tombe était gardée par des sentinelles allemandes pour empêcher les Werthers de la Wehrmacht d'y déposer des fleurs. « *Enrichissez-vous, mais... d'art et d'amour* ». L'immobilité doit peser aux propriétaires perpétuels, qui de leur vivant se sont plaints de ces deux subversifs.

Des morts de cet acabit ont tôt fait de transformer un cimetière en souvenir vivant, de donner au désastre final, à la défaite humaine, un tour revanchard, qui ne convient pas à la laideur honnête et compassée d'une nécropole. Peut-être même, au printemps, quand reverdisent les symboles, leur présence autorise-t-elle des ébats amoureux dans les chapelles et des folâtreries de chats. C'est en tout cas grâce à eux que, par-dessus les murs, des jeunes filles peuvent sourire à leur fenêtre en posant leur regard sur des sépultures ensevelies, sans

ombres noires. La curiosité, le respect des célébrités finirait par l'emporter sur le respect des morts. Au Père-Lachaise, les fans de Jim Morrison ont couvert sa tombe de graffiti et « taggés » tout le carré environnant.

Mais il est des offenses plus graves. Avec les turbulents, les familles perdent leurs droits au recueillement. Tandis que, devant les chers disparus, elles chuchotent en langue funéraire, comme on bâillonne avec des enfants, dans leur dos montent de vibrants monologues, de ferventes conversations. Un passant, pas même un parent, se souvient, et ne s'en remet pas, du jour où Juliette mourut du choléra : « *Il y avait plus de quatre cents femmes à son enterrement. Elle avait été la plus jolie du siècle, la mieux aimée. Elle repose ici avec Monsieur Récamier et Ballanche, son ami, pour qui elle se rendit aveugle et qui, au moment d'expirer, n'obtint d'elle qu'un seul baiser.* » Un autre, presque un témoin, se rappelle la mort accidentelle de Zola. Il en sait plus sur le romancier que sur sa propre famille. Ici, c'est particulièrement injuste.

Les plus tapageurs restent les victimes de la répression, les indociles politiques à qui les idéolo-

gues ou les amis de la liberté portent des provocations couronnées. Ils traversent la foule des conservateurs pourrissant pour des hommages qui, en d'autres temps, auraient mérité la mitraille des Versaillais. Sous le Second Empire, les républicains se réunissaient sur la tombe du député Baudin, tué sur les barricades en décembre 1851 pour « 25 francs par jour » ; ils se hissaient alors pour prononcer leurs discours sur des caveaux de trépassés qui, de leur vie, n'avaient jamais imaginé un meilleur monde que le leur. Le tombeau de Godefroy Cavaignac surmonté d'un gisant de Rude, en alliant le courage à l'art, militait pour la vie et frôlait l'insolence.

Chaque année, le cimetière reçoit des milliers de visiteurs qui n'ont pas même une pensée pour les dormeurs sans gloire. Que peut éprouver une veuve de fraîche date avec son arrosoir devant le spectacle d'un groupe agglutiné sur la sépulture d'un immortel ? Là-haut ils faisaient parler d'eux, ils recommencent entre-tombe. Certains réussissent même leurs obsèques. Au moment où le corbillard de Verlaine passa sous l'Opéra, l'ange de la poésie se détacha du toit. Quand Berlioz fut conduit à sa dernière demeure, les chevaux, fantastiques, s'emballèrent, crièrent au vent. Alphonsine Plessis, la dame aux camélias, mourut un jour de carnaval. Paris était en fête, il pleuvait.

Ont-ils encore des relations souterraines ? Tiennent-ils sous la lune ? Dumas fils repose près de sa femme, née Régnier, de la

Brière, sous une épitaphe médiocre où « la vie ne fait partie que du temps, la mort de l'éternité », mais trois divisions à peine le séparent d'Alphonsine. Depuis, bien des soupirants ont pris le relais. Près de la tombe de la dame, deux fosses sans inscriptions attendent leurs propriétaires qui durent longtemps manœuvrer pour qu'on leur concède enfin de s'allonger à ses côtés.

Tous n'ont pas que des admirateurs. Comme ils font durer les amours, ils ont le don d'éterniser les querelles. Le tombeau de Thiers est régulièrement couvert d'insultes. Au cimetière de Picpus, le gardien roule tous les soirs sous son lit le drapeau américain qui flotte sur le monument de La Fayette pour qu'on ne le vole pas. Sur la pierre de Charles Fourier, l'utopiste des phalanstères qui devait, comme Newton, son système à l'observation d'une pomme, un fin connaisseur a déposé une poire. Le tombeau d'Oscar Wilde, qui représente un sphinx au visage du poète, a été sauvagement mutilé par une vieille Anglaise. Les débris, les parties mâles de l'animal, ont longtemps servi de presse-papier au conservateur du Père-Lachaise. Réparties alertes, critiques acerbes, haines et admirations défilées, vandalisme, l'ennui n'est pas mortel du côté des extravagants.

Que seraient sans leurs célébrités les nécropoles parisiennes ? Autrefois, la ville vivait au milieu des trépassés. Le cimetière des Innocents débordait de cadavres qui empuantissaient l'air. Partout on respirait la mort, sous le pavement des églises, dans un carré de choux. On se bouchait le nez et on oubliait. De temps en temps un ivrogne tombait dans une fosse commune et mourait au milieu des cadavres. On passait plus vite, plus naturellement, plus effroyablement. Depuis la création des grands cimetières parisiens, au début du XIX^e siècle, les défunts sont frappés d'alignement, sauvés d'un absolu anonyme, mais enrégimentés. À lire les tombes, leurs vies furent toutes exemplaires. Dans ces champs tristes et monotones, parmi ces litanies de guimauve plus utiles que le néant, se défait le souvenir d'existences réelles qui sont allées guidées dans l'autre monde, comme elles allaient dans le monde. Les artistes, sans doute des regrets : ils ne peuvent plus ni rire, ni aimer, ni taper du balai pour faire taire l'arrogante jeunesse qui danse éternellement.

Christian Colombani

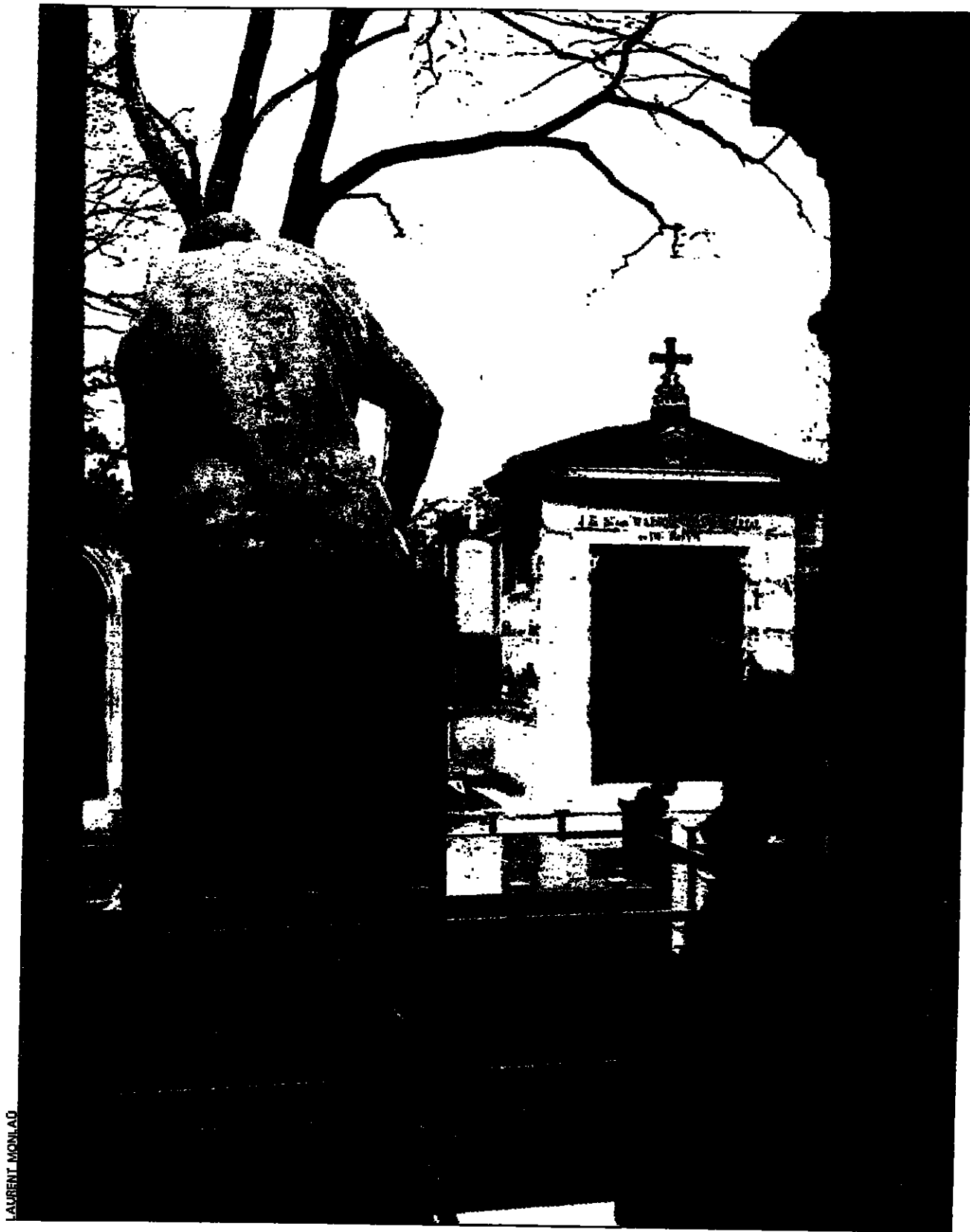
(1) Hommage lyrique piqué sur la tombe de Baudelaire au cimetière du Montparnasse : « *J'aurais tant voulu le connaître car j'aurais compris si les autres ne peuvent pas. Tu es mon inspiration, tu nous manques, Charles ! Reviens !* »

(2) « *Henry Beyle, Milanais. Il écrivit, il aimait, il rêvait.* »

► *Guide des cimetières de Paris*, de Marcel Le Clère, Hachette, 223 p., 98 F.

► *Au Père-Lachaise*, de Michel Danco, éd. Fayard, 315 p., 130 F.

► *Les Cimetières de Paris*, de Michel Danco, éd. Denoël, 217 p., 150 F.



... Reviens ! »

L'isolement
de la Serbie

Le

La

Le re

Le re

Le re

Le re

Le re

Le re